

REVUE
DES
DEUX MONDES

C^e ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

D

1771

1771

REVUE

DES

DEUX MONDES

C^e ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME CINQUANTE-CINQUIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

—
1930

7103-
HARVARD
COLLEGE
LIBRARY

054

R3274

1930 v. 13

AUG 3 1930

270766

B.R.

WARTON
COLLEGE
LIBRARY

✓

LE ROMAN DE LA CONQUÊTE

1830

TROISIÈME PARTIE (1)

LA CAPITULATION

IL était environ deux heures de l'après-midi, lorsque Mes-saoud, suivi de son escorte de chasseurs, arriva en vue d'Alger.

Le soleil était torride, la poussière asphyxiante. Une fumée âcre, chargée de débris carbonisés, flottait au-dessus des décombres du Fort-l'Empereur et, au moindre coup de vent, s'étendait sur tout le Sahel. Cela sentait la poudre et le linge brûlé. Mais, emballé dans son burnous rouge comme dans une chape de feu, le fils du bey de Titteri paraissait insensible à la brûlure de l'air et à l'atmosphère étouffante. L'ambitieux jeune homme, escomptant la victoire française, était tout entier à ses calculs intéressés. Si absorbé qu'il fût, il avait pourtant remarqué, au passage, et secrètement admiré, la belle route neuve que les sapeurs du génie venaient de tracer et d'aménager, en quelques jours, entre Sidi-Ferruch et les avant-postes. Il avait jeté un coup d'œil aux redoutes qui la flanquaient de part en part, aux batteries et aux tranchées qui bloquaient la ville et ses forts. Enfin, il était passé tout à l'heure sous les ruines fumantes de ce Sultan-el-Kalassi, de ce Château-

Copyright by Louis Bertrand, 1929.

(1) Voyez la *Revue* des 1^{er} et 15 décembre.

de-l'Empereur, que les Algériens considéraient comme imprenable. Et, malgré lui, cela lui donnait une haute idée de la puissance et de l'ingéniosité des Roumis...

Avec son escorte, il cheminait, en suivant un petit chemin creux bordé de figuiers et d'oliviers sauvages, qui lui procuraient un peu d'ombre, quand tout à coup, au tournant du chemin, Alger et son golfe apparurent. Cela s'étalait à ses pieds, se creusait comme un gouffre de lumière, de blancheur et d'azur, une sorte de ciel renversé. Cela paraissait léger et diaphane, bleu surtout, d'un bleu trop tendre pour être réel, mais qui pourtant resplendissait. Si indifférent qu'il fût à ce spectacle, le jeune homme perçut vivement cet aspect de blancheur céleste et comme nuptiale, cet azur radieux du ciel et des eaux, cette immensité de l'horizon marin que bornaient seules, dans un lointain inappréciable, les cimes bleuâtres des monts de Kabylie. Tout près de lui, en un triangle éclatant, la Ville Blanche dévalait vers la mer, avec ses terrasses et ses minarets, les murs vermeils de ses vieux remparts à créneaux, son port arrondi comme une coupe et si plein de navires et d'embarcations de toute sorte qu'on ne distinguait plus la couleur de l'eau... Et, plus loin, vers la droite, dans une dépression brusque des collines, la grande plaine féconde de la Mitidja, qui, avec ses champs, ses vergers, ses bois d'orangers et de citronniers, semblait une corne d'abondance, se déversant sur les rivages...

Jamais Messaoud n'avait vu Alger de si haut. Quand il venait de Médéa avec son père, c'était toujours par la route du littoral; de sorte que cette splendeur de la ville et de son golfe lui fut une véritable révélation. Cette beauté, cette richesse étalées et comme offertes, est-ce que tout cela ne pourrait pas être à lui? L'empire? L'empire? Peut-être qu'il n'avait qu'à étendre le bras pour s'en emparer! Les Roumis venus de si loin, ne seraient pas des maîtres bien gênants! Avec l'appui de ses Kabyles et de ses Bédouins du Sud, il se rendrait plus indépendant que le Dey Hussein ne l'avait jamais été sous la suzeraineté du Turc!... Messaoud voyait déjà l'avenir s'ordonner selon son vœu. Il rêvait...

Il rêvait encore, lorsqu'il mit pied à terre devant le consulat de Suède, où le général de Bourmont avait logé provisoirement son état-major et lui-même. Un beau désordre régnait

aux environs de ce vieux logis qui ressemblait à un mas provençal. La maison, comme les jardins avoisinants, avait été pillée et saccagée par la soldatesque. Des débris de meubles, des glaces brisées, des tableaux éventrés, des coffres mauresques qu'on avait précipités par les fenêtres, gisaient çà et là, sur le sol. Le général, ayant installé son bureau dans l'ancien salon du consul, n'avait pu trouver, en fait de meubles, qu'un vieux fauteuil Louis XV à moitié défoncé, une chaise de paille et une petite table à écrire si étroite qu'il n'y pouvait faire tenir ses papiers et ses cartes. Tous ces accessoires gisaient par terre, sur le carrelage en faïence, ou sur des caisses utilisées en guise de casiers ou de guéridons. L'appartement, complètement déménagé, était nu, sans un siège, sans une natte où s'étendre. Sur le mur de droite, il ne restait plus, pendue tout de travers à un clou branlant, qu'une vieille gravure représentant le Colisée de Rome et que les pillards avaient dû juger sans valeur.

En cet après-midi caniculaire, malgré les fenêtres closes et l'arrosage du sol, il régnait dans cette pièce une chaleur déprimante. Néanmoins, le général, quoique très éprouvé par les fatigues des dernières journées, se refusait à la sieste. Toutes les minutes étaient précieuses. Dans quelques instants peut-être, il lui faudrait prendre une grande décision. Le matin même, presque aussitôt après l'explosion du Fort-l'Empereur, qui avait épouvanté le Dey et jeté la consternation dans la ville, il avait reçu le secrétaire d'Hussein-Pacha, qui, au nom de son maître, lui apportait des propositions de paix, jugées tout de suite inacceptables. D'un moment à l'autre, il s'attendait à voir reparaitre le secrétaire du Dey avec de nouvelles propositions. La chose étant d'une telle importance, il avait ordonné qu'on le laissât seul, afin d'y réfléchir et de tout peser encore une fois.

Car Bourmont n'était pas seulement un soldat connaissant admirablement son métier, ayant fait, pendant plus de vingt ans, la petite et la grande guerre, dans le Bocage vendéen avec les Chouans, en Allemagne et en Russie avec Napoléon : c'était aussi un diplomate merveilleusement souple et intelligent, joignant à la décision et à la bravoure du chef militaire la finesse et la pénétration psychologique de l'homme de cour. Avec cela, ayant traité de grandes affaires, sachant prévoir de loin et juger de haut. Il aurait pu très bien se substituer à son

président du Conseil, à son ministre des Affaires étrangères, le prince de Polignac. Or, celui-ci ne lui avait donné, en ce qui concernait le Dey et les suites de la conquête, que des instructions assez vagues et même, sur certains points, contradictoires. La prise d'Alger était ou semblait imminente. Qu'allait-il faire? Quelles conditions dicter au vaincu? Le général victorieux allait-il attendre de nouvelles instructions de Paris? C'était perdre un temps peut-être irréparable. Il faudrait pour cela des jours, des semaines entières...

En somme, l'avenir de la conquête reposait sur sa décision, comme le succès du débarquement avait dépendu de sa volonté et de son intervention énergiques. D'un œil lucide, il considérait la situation sous tous ses aspects... Oui certes, on avait triomphé, mais grâce à une succession de chances inouïes, de hasards véritablement providentiels. Et ce triomphe était bien fragile! Il n'était même pas complet, puisque nous ne possédions pas encore Alger, objectif de la campagne. Sans doute, la prise de la ville ne paraissait plus être qu'une question d'heures! Notre fortune nous avait si bien servis! Les Turcs, dans leur stupidité, s'étaient fait sauter eux-mêmes avec le Fort-l'Empereur, nous épargnant ainsi peut-être la longueur d'un siège ou les risques toujours redoutables d'un assaut! Et voici que le Dey, affolé par cet événement, parlait le premier de traiter!

Ne fallait-il pas profiter au plus vite de ces bonnes dispositions, de cette nouvelle chance heureuse? Occuper Alger tout de suite, c'était la chose importante! Frapper ce coup sur l'opinion européenne, achever, par là, de démoraliser les Algériens, avant qu'ils eussent le temps de se ressaisir et de réorganiser leur défense! Les Turcs n'étaient que dispersés; les contingents de Constantine et de Titteri pouvaient se reformer après un moment de panique et tomber sur l'armée française, fatiguée par trois semaines de combats incessants, éprouvée par la chaleur et la dysenterie, éloignée de ses bases d'opération, du camp de Sidi-Ferruch et de la flotte, son unique refuge en cas de défaite... Et l'Angleterre intriguait pour maintenir le Dey, empêcher les Français de profiter de leurs avantages et de leurs victoires. En réalité, la situation de cette armée victorieuse pouvait instantanément devenir des plus critiques. Déjà, dans la matinée, le consul

d'Angleterre, flanqué du commandant Murrer et alléguant son amitié pour la France et pour le Dey, était venu offrir au général son entremise et ses bons offices. On savait trop ce que cela voulait dire. Il importait donc d'agir au plus vite. Quand on serait dans Alger, quand la flotte française occuperait le port, assurant ainsi les communications de l'armée avec la métropole, on pourrait parler en maîtres et discuter les protestations de l'Angleterre et de la Porte, si elles s'en permettaient...

Pour rendre le Dey plus accommodant, Bourmont, aussitôt après la chute du Fort-l'Empereur, avait fait mettre en position des batteries contre la Casba.

Il en espérait les meilleurs effets, non sans éprouver une certaine inquiétude à la pensée d'un siège en règle, si Hussein s'obstinait... C'est au moment où il réfléchissait à tout cela qu'on lui annonça l'arrivée de deux parlementaires, délégués par les notables de la ville et qui sollicitaient la faveur d'être reçus par le général en chef : Si Ibrahim Ben Hafiz et Si Mohammed Berkani. Au même instant, Messaoud descendait de cheval et, montrant sa lettre de convocation, demandait, lui aussi, à être introduit auprès du général.

Bourmont se félicita de cette coïncidence : Messaoud servirait d'interprète entre les deux Algériens et lui. En conséquence, il donna l'ordre de les faire entrer tous ensemble. Les deux notables d'Alger se confondirent en salutations. Mais, à la grande surprise de Bourmont, l'un des deux au moins parlait fort bien le français : c'était Mohammed Berkani, qui, comme le père de Lella Khadidja, avait longtemps résidé à Marseille, en qualité de commerçant et y avait épousé une Française. Un interprète devenait inutile. Néanmoins, le général voulut que Messaoud assistât à l'entretien, afin de lui prouver qu'Alger était à sa merci. Il crut devoir expliquer aux deux notables la présence du fils du bey de Tittéri dans le camp français : ce qui était tout à fait inutile. On savait depuis longtemps, dans Alger, la défection de Messaoud et de ses Kabyles et son nom y était détesté. Les notables, avec un mépris non dissimulé, détournèrent leurs regards de celui qu'ils considéraient comme un traître. Et Messaoud toisa avec hauteur ces mercantis qui, pour sauver leurs biens, venaient lâchement implorer la pitié du vainqueur. Toutefois Bourmont, en affectant de traiter amicalement son prisonnier, n'était pas fâché de

le compromettre complètement aux yeux de ses coreligionnaires.

Cependant Berkani parlait : il disait que l'épouvante des Algériens était à son comble, que la population entière désirait traiter :

— Je ne demande pas mieux, dit Bourmont, mais apportez-moi des propositions acceptables... Nous ne sommes pas venus ici pour contempler vos murailles !

— S'il ne dépendait que de nous, dit Berkani, les portes d'Alger seraient déjà ouvertes à l'armée française... Mais le Dey, retranché dans sa casba, nous en empêche...

Et, baissant la voix, il confirma ce que le propre secrétaire du Dey avait dit, le matin même, au général : à savoir qu'une émeute se préparait pour vaincre les résistances du Dey. Il ajouta, de son ton le plus humble :

— Si Votre Excellence le désire, on lui apportera, ce soir même, la tête d'Hussein-Pacha...

A ces mots, Messaoud ne put réprimer un ricanement féroce, qui fit une singulière impression sur Bourmont. Celui-ci, toujours très courtois, se borna à répondre avec un sourire ironique :

— Je vous remercie ! Je ne tiens nullement à un pareil cadeau !... Apportez-moi seulement des conditions dignes de la France et de son armée victorieuse !...

Et il les congédia.

Après quoi il se retourna vers Messaoud, qui avait toujours son ricanement énigmatique et féroce : il ne pouvait croire que la haine du jeune homme contre le Pacha fût à ce point violente.

— J'ai besoin de causer avec toi ! dit-il. L'instant n'est guère propice...

Il considérait une fois de plus, avec une certaine inquiétude, ce masque à la fois candide et réticent, ces yeux bleus qui trahissaient une haine presque animale... Mais un officier d'ordonnance avertissait Monseigneur que M. le consul d'Angleterre avait à lui faire une communication de la plus haute importance.

— Encore ! fit Bourmont qui ne put dissimuler son agacement.

Il se reprit immédiatement pour dire à Messaoud :

— Tu vois : cette journée va être terriblement chargée pour moi. Toutefois, je désire te parler seul à seul. Peut-être, ce soir, en aurai-je le loisir. Tiens-toi à ma disposition. D'ici là, tu es libre, tu es mon hôte. Tu peux aller et venir à travers le camp. J'ai ta parole, n'est-ce pas ?

— Tu as ma parole ! dit gravement Messaoud, en touchant la place de son cœur... D'ailleurs, où veux-tu que j'aile ? Hors du camp français, je n'ai que des ennemis !...

Comme il sortait du salon, il croisa le consul d'Angleterre, Saint-John, qui fit son entrée avec fracas. Énorme et rouge, tenant beaucoup de place, le verbe haut et autoritaire, ce personnage s'assit, sans y être invité, sur l'unique chaise du local et, tout de suite, d'un air important, il déclara qu'il précédait le secrétaire du Dey et qu'en ami des deux belligérants, il insistait pour que les conditions du vainqueur fussent des plus modérées. Si l'on poussait le Dey au désespoir, il était capable de s'ensevelir sous les ruines de la Casba. Et alors les pires représailles étaient à craindre de la part d'une population exaspérée...

Dès les premiers mots, Bourmont devina à quoi tendait ce discours assez malhabile, — et il était excédé de l'arrogance de cet Anglais qui se mêlait vraiment un peu trop de ce qui ne le regardait pas. Il répondit, en s'inclinant :

— Monsieur le consul, je vous suis extrêmement obligé de vos bons avis. J'en ferai mon profit à l'occasion...

Là-dessus, il se leva pour donner congé au visiteur importun. Mais celui-ci se cramponnait à sa chaise, exprimant son intention bien ferme d'assister à l'entretien du général français avec le secrétaire du Dey. Pour le coup, c'en était trop :

— Monsieur le consul, dit Bourmont, d'un petit ton sec, c'est trop de bonté. Je tiens à régler moi-même cette affaire avec le Dey !

— Cependant, monsieur, protesta l'Anglais, mon gouvernement a des droits...

— Monsieur, dit Bourmont, ne détruisez pas l'effet de vos bons offices ! J'aurais lieu de croire que vous êtes moins mon ami que celui du Pacha, ce dont je serais fort désolé !...

Et, avec la plus grande politesse et ses sourires les plus aimables, il le mit à la porte.

Le consul était furieux. Dehors, il déclara au commandant

Murrer, qui l'attendait, que c'était une chose inouïe et que, depuis Napoléon, on n'avait pas vu une pareille insolence. Murrer, qui était en conversation avec Messaoud, arrêté par lui à sa sortie du quartier général, cligna de l'œil en désignant l'Algérien : ce qui fit que le consul mit instantanément une sourdine à ses récriminations. En vérité, l'ancien prisonnier de la *Torre-Chica* avait eu quelque peine à reconnaître Murrer. Depuis qu'on était arrivé sous les murs d'Alger, celui-ci s'était transformé comme par enchantement; tant dans sa mise que dans ses manières. Plus de casquette sordide, plus d'habit noir couvert de taches, plus rien de ce qui lui donnait un aspect ridicule et maupiteux. Il avait endossé son uniforme d'officier supérieur de la marine britannique. Le bicorne en tête, il affectait maintenant des allures dégagées et hautaines avec ses anciens commensaux de *La Provence* et du camp de Sidi-Fer-ruch...

Immédiatement il présenta Messaoud au consul et il ajouta :

— Peut-être pourrions-nous causer utilement avec Si Messaoud ?...

Saint-John, subitement très empressé, dit au jeune homme qu'il avait l'honneur de connaître son père, qu'il l'avait reçu autrefois chez lui, et, prétextant l'excessive chaleur, il le pria de venir prendre quelques rafraichissements au consulat. Messaoud ayant accepté sans trop de peine l'invitation d'un si puissant seigneur, celui-ci fit avancer sa calèche et, sous l'écrasant soleil de la méridienne, on partit pour le consulat, situé quelque cent mètres plus loin.

Le faste de la résidence britannique éblouit le fils du bey de Tittéri : c'était une antique maison mauresque, mais aménagée avec tout le confort et la propreté méticuleuse d'un cottage de la banlieue londonienne. Allées sablées et soigneusement ratissées, massifs de verdure, corbeilles de fleurs qu'on devait arroser chaque jour, à grands frais. A l'intérieur, l'opulence de l'ameublement et de la décoration contrastait étrangement avec la misère du logis délabré où le commandant en chef de l'armée française recevait ses visiteurs.

On s'assit à la turque, dans une petite salle en rotonde, sur des divans encombrés de coussins. Au centre de la pièce, un jet d'eau, qui fusait au milieu d'une vasque de marbre blanc, rafraichissait l'air : c'était tout à fait délicieux en ce torride

après-midi. Et mille délicatesses de bouche flattèrent l'hôte oriental. Des serviteurs maures lui présentèrent, sur de grands plateaux de cuivre ciselé, toute espèce de rafraichissements et, notamment, des jus de fruits dans des carafes frappées. Il y avait aussi du champagne et même du whisky, qu'il refusa avec dignité, en bon musulman. Enfin une grande variété de tabacs du pays, dont Messaoud était privé depuis longtemps et qui lui parurent exquis...

Le consul se bornait à faire les honneurs de son home à cet étranger. La conversation, tantôt en français, tantôt en arabe, fut abandonnée à Murrer, qui d'abord procéda par allusions prudentes et par insinuations. Il disait, d'un ton négligent :

— De graves événements se préparent. Je crois que, demain, Alger ouvrira ses portes...

— Il faut, en effet, s'y attendre ! dit Messaoud, d'un ton non moins détaché.

Le commandant reprit :

— Oui, mais si les Français sont les maîtres, ici, c'est l'esclavage pour vous !... un esclavage bien pire que celui des Turcs !...

A cette attaque directe, l'Algérien ne broncha pas. Murrer continuait à parler, toujours en feignant l'indifférence. Puis, soudain, regardant Messaoud bien en face, la voix impérieuse et frémissante :

— Il ne faut pas que le Pacha quitte Alger. Entends-tu ?

Murrer ignorait la haine irréconciliable de Messaoud contre le Dey et aussi la brouille mortelle du jeune homme avec son père. Il s'enferma de plus en plus :

— Comprends bien ! Si Hussein est détrôné, ton père est destitué ! C'en est fait du beylick de Tittéri !

— Que m'importe ! dit Messaoud : je ne suis pas le bey de Tittéri !

— Tu peux le devenir... Écoute-moi. Il faut que tu ailles trouver le Dey... La voiture du consul te conduira par des chemins détournés jusqu'à la Casba... Là, tu demanderas au Pacha un entretien secret. Tu lui diras qu'il ne doit pas céder, que tu lui amèneras des troupes, que tu rallieras pour sa défense les contingents de ton père...

Messaoud, s'enveloppant dans son burnous comme dans une

cuirasse impénétrable, très froid, très fermé, à son ordinaire, prononça du bout des lèvres :

— Je suis l'ami des Français ! Je ne ferai rien contre eux !...

— Il y a des amitiés plus puissantes que celles des Français, riposta vivement Murrer. Si tu voulais, ces amitiés pourraient te servir... Et si, comme le bruit en court, Hussein est assassiné, aujourd'hui ou demain, pourquoi ne le remplacerais-tu pas... avec l'aide de l'Angleterre ?

L'Algérien, les yeux vagues, semblait ne pas entendre. A voir la contraction de son front bas, on devinait qu'il se livrait à tout un calcul intérieur, qu'il pesait et comparait les chances comme les risques... Finalement, il prononça sans regarder Murrer ni le consul :

— Non ! Je n'irai pas voir Hussein-Pacha ! Je suis l'ami des Français !

— Tu es libre ! dit Murrer, sèchement.

Et l'on parla d'autre chose.

Plus tard, Messaoud se souvint qu'on avait essayé de lui faire boire du champagne et fumer certaines cigarettes au musc. Le jeune homme se tenait sur ses gardes, se défiait des moindres propos, des moindres avances de ses interlocuteurs... Quand il se leva pour partir, le consul lui proposa de le ramener dans sa calèche jusqu'au quartier général français. Supposant un piège, Messaoud refusa encore...

Au consulat de Suède, il tomba dans toute une agitation joyeuse. Le secrétaire du Dey venait de se retirer. Au nom de son maître, il avait accepté les conditions du général de Bourmont. La chose s'était sue instantanément. Le troupier triomphait, comme si l'on touchait à la fin de la campagne. Partout, sur les batteries, dans les tranchées, on arborait le drapeau blanc. Dans le salon démeublé et misérable, le général, entouré de ses principaux officiers, était radieux. Il disait au général Després, son chef d'état-major :

— Vous comprenez. Il fallait faire vite... et cela pour mille raisons ! En nous montrant plus rigoureux ou plus intransigeants, nous risquions de trouver dans Alger une autre Saragosse, qui nous eût immobilisés pendant des semaines, peut-être des mois... Et, pendant ce temps, les Bédouins, excités

par qui vous savez, pouvaient nous retomber sur le dos... Je crois, messieurs, que nous avons pris le bon parti !

— Je crois que nous avons pris le bon parti ! répéta sentencieusement et sur le ton de gravité comique qui lui était habituel, M. l'intendant général Denniée.

Ce qui fit rire tout le monde...

Le même soir, très tard dans la soirée, Bourmont manda Messaoud dans son bureau. Avec un laconisme tout militaire, il lui dit :

— Tu m'as promis de te souvenir toujours de ce que mon fils a fait pour toi...

— Et je te le promets encore ! dit solennellement Messaoud.

— Bien !... Je ne sais trop ce qu'il adviendra du Dey. En tout cas, je ne désire pas qu'il reste ici. Et alors il est probable que ton père le suivra dans sa retraite... Veux-tu prendre sa place ? Es-tu prêt à jurer fidélité au roi de France et à lui rendre hommage en qualité de vassal ?

— De tout mon cœur ! dit Messaoud.

— Bien !... Demain, nous arrêterons pour cela les dernières dispositions... Je ne te retiens plus....

Messaoud s'en fut cacher sa joie dans la petite chambre du premier étage, qu'on lui avait assignée comme logement. Cette nuit-là, il ne dormit pas. Mille projets bouillonnaient dans son imagination en délire. Il débordait de jubilation et d'orgueil... L'empire ! Enfin, il allait toucher l'empire !...

LE SAC DE LA CASBA

Suivant les conventions signées la veille, Hussein-Pacha avait quitté, un peu avant midi, son palais de la Casba, pour se réfugier dans une maison qu'il possédait en ville, non loin de Bab-el-Oued et du quartier de la Marine.

Était-il destitué, détrôné à tout jamais ? C'était, pour Messaoud, une question capitale, qui même, à mesure qu'il y réfléchissait, devenait angoissante. Hussein reprenant le pouvoir ultérieurement, il avait à redouter sa vengeance... En vain essayait-il d'obtenir, à ce sujet, des explications du général : Bourmont se renferma dans une réserve prudente. Ce

n'était pas sans raison, d'ailleurs, qu'il avait laissé les termes de la capitulation dans un vague permettant au gouvernement français toutes les interprétations et ménageant pour l'avenir sa complète liberté d'action. L'essentiel, à ses yeux, c'était d'occuper Alger, sa citadelle et son port, avec tous les ouvrages de défense qui l'environnaient. Ce premier point était acquis. Le second, — et le plus délicat, — c'était de faire partir le Dey aussitôt que possible, afin de couper court aux intrigues de l'Angleterre, qui s'évertuait à le maintenir en place, — et à mettre la diplomatie européenne devant un fait accompli et des plus embarrassants : la France maîtresse absolue dans Alger, ce qui était une position excellente pour régler avec la Porte, suzeraine nominale de la Régence, la question bien improbable, mais à prévoir tout de même, du remplacement d'Hussein, ou l'annexion pure et simple d'Alger et des pays barbaresques.

Bourmont avait son idée. Il était convaincu que tout le fruit de la campagne serait perdu, si l'on abandonnait Alger et si on laissait le Dey au pouvoir. Mais n'étant pas sûr des intentions actuelles de son Gouvernement, il se bornait, pour l'instant, à lui faire la partie aussi belle que possible. Et c'est pourquoi, tout en garantissant au Dey sa sécurité et sa liberté avec la possession de ses richesses personnelles, il avait ajouté ces mots lourds de sens : « tant qu'il restera à Alger ». L'objectif du général était qu'il y restât le moins longtemps possible. On allait donc insinuer au vaincu qu'il eût à s'occuper tout de suite de son départ.

En attendant, Hussein fuyait, au milieu d'une population hostile, protégé par nos soldats jusqu'au refuge provisoire qu'il s'était choisi.

La basse domesticité du palais n'avait pas attendu sa retraite pour se livrer à un pillage effréné. Avant l'entrée des troupes françaises dans la citadelle, le sac de la Casba battait son plein. La canaille de la ville s'était jointe aux serviteurs et aux esclaves. On avait enfoncé les portes des appartements. Lorsque la brigade du général Damrémont pénétra dans les cours, il fallut crosser des bandes de pillards, — des nègres, des Maures, des Juifs, qui faisaient main basse sur le mobilier, les armes, les objets précieux abandonnés par le Dey et sa suite, dans leur fuite précipitée. Les Juifs surtout se signalaient par leur rapa-

cité et leur impudence. Déjà ils revendaient aux vainqueurs les dépouilles du vaincu.

Messaoud, qui avait suivi à pied la brigade Damrémont, voyait avec indignation ces effrontés coquins offrir à vil prix aux officiers français des yatagans et des fusils damasquinés volés dans les corps de garde des janissaires. D'ailleurs, toutes les rues voisines de la citadelle étaient dans une confusion extrême. Les événements avaient marché avec une telle rapidité que l'état-major n'avait rien pu prévoir pour l'entrée et le logement des troupes. Les soldats bivouaquaient en plein air, au milieu des marchands d'oranges et de boissons fraîches, qui les assaillaient de leurs sollicitations. C'était un gaspillage insensé. On éventrait les caisses de l'Intendance, d'où l'on extrayait les foies gras de Périgueux, les bouteilles de rhum, de cognac et de champagne. Cela tournait à l'orgie. Des Juives, le visage découvert, l'œil hardi et provocant, circulaient au milieu des groupes : c'était la victoire sous son aspect le plus trivial. Des clameurs continues, un tapage infernal, coupé par des acclamations, lorsqu'un régiment passait avec son drapeau. Toute cette agitation mal contenue entre les hauts murs des ruelles étroites, au milieu des tourbillons de mouches, sous une chaleur écrasante...

Le fils du bey de Tittéri n'était nullement offusqué de ce spectacle. A ses yeux, ce n'était pas la défaite des siens, c'était l'humiliation d'Hussein-Pacha, c'était sa vengeance étalée. Il la savourait avec délices... Et puis, après ces longs jours de réclusion au camp de Sidi-Ferruch, il goûtait la griserie de sa liberté reconquise. A sentir près de lui ces femmes dévoilées et parfumées qui le frôlaient au passage, une sensualité ardente se rallumait dans ses veines. Des images de volupté se levaient sur ses pas... Mais, à la vue des murailles et des créneaux de la Casba, il se ressaisit bien vite. Demain, il serait le bey de Tittéri ! Il lui fallait protéger contre les pillards, le palais que son père possédait dans l'enceinte de la citadelle et qui, désormais, était le sien : c'était pour cela, tout d'abord, qu'il était accouru : préserver cette maison, se préparer un gîte pour toute la durée de son séjour à Alger, c'était la chose urgente, — d'autant plus que, dans ce premier désordre de l'occupation étrangère, les pires extrémités étaient à craindre.

En hâte, il demanda au général Damrémont une escouade

pour garder sa maison, — le palais du Bey de Tittéri, devenu en sa personne l'allié et l'ami de la nation française. Fièrement drapé dans son grand burnous rouge à glands d'or, le front haut, avec un air de maître, il guida les hommes jusqu'à la porte du vieux logis qui occupait la partie la plus retirée et la plus élevée de la Citadelle. Par bonheur, ce quartier de la Casba avait été respecté jusque-là, la foule s'étant ruée d'abord sur les bâtiments deylicaux. Les abords du Dar-el-Bey étaient déserts, toutes les ouvertures closes, l'entrée principale solidement barricadée par une porte épaisse, bardée de ferrures et d'énormes clous. Après qu'on eut longuement frappé, crié, menacé d'enfoncer la porte à coups de crosse, finalement un judas s'ouvrit, encadrant un visage simiesque de nègre. Messaoud, ayant dit son nom, intima l'ordre de tirer la barre...

Quand l'huis pesant s'entrebâilla, on vit apparaître un grand dadaï d'eunuque complètement vêtu de velours écarlate et dont la mine piteuse contrastait drôlement avec la magnificence de son costume. A la vue de Messaoud, il s'écroula par terre, se prosterna, suppliant le maître de lui laisser la vie sauve, jurant qu'il n'avait rien dérobé, que tout était intact dans le palais... D'un coup de pied, le jeune homme le fit lever, et, suivi de l'escouade et du nègre, d'un pas rapide et comme furibond, il s'engouffra dans le vestibule, déboucha dans le patio et se mit à inspecter toutes les pièces du logis, — redoutant il ne savait quelle embuscade des Turcs... Ce Dar-el-Bey, c'était l'ordinaire maison mauresque avec sa cour intérieure, ses galeries à colonnettes et à boiseries ajourées, ses petites chambres obscures, aux parois lambrissées de faïences et aux plafonds de bois peints et dorés. Comme le Bey de Tittéri ne l'habitait que rarement, la plupart des pièces étaient vides ou sommairement meublées. Néanmoins, l'étrangeté du cadre et du décor faisait ouvrir de grands yeux aux hommes de l'escouade et au sergent qui les commandait. Celui-ci suivait docilement Messaoud : ce personnage en manteau rouge, cet étranger magnifique, qui, sur un ton impératif, lui parlait la langue de ses chefs et de son pays, l'intimidait et l'éblouissait.

Le logis semblait, comme toujours, inhabité. Rien de suspect dans les salles du rez-de-chau... qui servaient de corps de garde aux soldats du Bey. Arrivé à la galerie du premier étage, Messaoud marcha droit au sélamlik de son père, la salle

de réception, que signalait une grande porte à deux battants, sculptée et rehaussée de couleurs vives comme celles des enluminures persanes. Cette porte était fermée à clé. Messaoud ordonna à l'eunuque de l'ouvrir. Mais celui-ci, la mine épouvantée, se jeta encore une fois aux pieds du jeune homme. Étendant les bras, comme s'il voulait écarter un sacrilège, il pleurait, criait d'une voix déchirante :

— Je t'en conjure, Sidi! Je t'en conjure : n'entre pas!...
Ordre de ton père.

Messaoud haussa les épaules et, menaçant le nègre des pires supplices, il l'obligea à ouvrir la porte...

Une femme était là, debout, au milieu de coussins épars, le visage dévoilé et la chevelure scintillante de pierreries, mais indistincte dans la pénombre de la pièce mal éclairée par deux petites fenêtres en verres de couleur.

Elle fit un pas : à la vue de Messaoud environné de soldats, baïonnettes au canon, elle crut qu'ils venaient pour la tuer. Elle tomba à genoux, en demandant grâce, le visage contre terre. Mais, au premier coup d'œil, lui l'avait reconnue : c'était Lella Khadidja!

À ses yeux, Khadidja n'existait plus. Dans la fureur de sa passion trompée, il l'avait supprimée de sa pensée : elle était comme morte pour lui. Et voici qu'elle reparaisait à l'improviste, qu'elle l'obligeait de nouveau à compter avec elle. Son premier mouvement fut de colère et d'exécration. Et, toutefois, comme s'il céda à la puissance d'un enchantement, il se contenta :

— Lève-toi! dit-il, assez rudement.

Elle s'était remise debout. Elle le regardait avec des yeux étranges et affolants, dans toute la splendeur de son costume oriental et, d'une voix timide, enfantine, qui remuait en lui les plus chers souvenirs, elle lui disait :

— C'est toi, ô Messaoud! C'est toi!... Enfin!

Il y avait une telle caresse dans ses paroles et, en même temps, quelque chose de si soumis et de si amoureux, que toute la rancune du jeune homme se fondit instantanément. Ses sens, son cœur, sa pensée, tout était repris à la fois.

Avec la jalousie instinctive du musulman qui défend sa femme contre les regards masculins, il la poussa doucement vers le fond de la salle, aussi obscur qu'une alcove, et, se

retournant vers le sergent, il lui intima l'ordre de se retirer, lui et son escouade, et de garder soigneusement les issues de la maison : tout à l'heure, en sortant, il lui ferait des recommandations plus précises... Après quoi, il referma la porte sur Khadidja et sur lui.

Dans sa surprise, il ne trouvait pas de mots pour exprimer son émoi. Et voici qu'un nouveau trouble s'emparait de lui. Il avait pris les mains de la jeune femme et il la regardait sans parler. Il la buvait des yeux, il la respirait comme une fleur au parfum capiteux et trop fort. Par une rouerie manifeste, une flatterie au vainqueur, quel qu'il fût, elle s'était parée. Elle savait trop bien que les chefs roumis se feraient un point d'honneur de respecter la femme du Dey vaincu. Elle avait mis sur elle, dans ses cheveux, sur sa gorge et sur ses bras tout ce qu'elle possédait de bijoux. En pantalons bouffants, en veste lamée d'or, dans les gazes pailletées de ses écharpes et des voiles traînant à ses pieds, elle était la houri qui hantait alors les imaginations des jeunes lecteurs des *Orientales*. De cette idole somptueuse, ce qui fascinait les regards de Messaoud, c'étaient ses joues insolemment fardées, ses joues brillantes, dont les couleurs trop vives faisaient songer aux pétales carminés d'une tulipe, — par-dessus tout, ses yeux aux pupilles perçantes et froides, d'un gris tirant sur le mauve et d'où sortait une provocation presque impudique, avec quelque chose de tranquille et d'assuré dans sa force.

Un instant, il eut envie de se précipiter sur cette belle proie, de la posséder là, tout de suite, sur ce divan saccagé qui occupait le fond de l'alcove. Mais un tumulte belliqueux montait des cours de la Casba : une clameur continuelle, coupée par des salves de mousqueterie ou par des musiques qui éclataient, çà et là, sur un mode triomphal, — et, brusquement, des bruits de panique, de fuite éperdue. D'un moment à l'autre, les portes du Dar-el-Bey pouvaient être forcées, ou bien le général en chef pouvait paraître.

Messaoud laissa retomber les mains de son amie, en la regardant toujours, avec un air de reproche. Mais déjà elle avait lu sa victoire dans ces yeux brûlants de passion et qui exprimaient une telle violence de désir. Elle était sûre de le dominer et, cependant, comme au temps de leur enfance, quand ils jouaient ensemble, elle sentait, elle aussi, une autre sorte

de domination, une force obscure et délicate qui venait de lui et qui, incarnée en ce superbe soldat, la troublait de plus en plus. Malgré ces regards sévères et toujours chargés de reproche, elle s'enhardit. Elle se jeta dans ses bras, en sanglotant :

— Messaoud, ô mon ami, ô mon frère ! Je t'en supplie, ne me livre pas aux Roumis !...

• A l'instant où elle disait cela, le tumulte, qui montait de la cour, semblait devenir plus menaçant. Lui, à ces mots, eut un ricanement de révolte et de mépris :

— Te livrer aux Roumis ?... oh ! cela, jamais ! Rassure-toi !

Subitement apaisée, elle reprit, d'une voix toujours plus caressante :

— Souviens-toi, ô Messaoud ! Je suis ta sœur. Je suis, moi aussi, une Africaine ! Nous sommes deux musulmans devant ces Infidèles....

— Je suis le maître ici ! fit-il, d'un ton de hauteur et d'impatience. Je suis le bey de Tittéri : apprends-le, si tu ne le sais pas encore. Mais, trêve de paroles ! Les instants sont précieux. Je ne te demande rien, aucune explication. Nous parlerons plus tard... Écoute-moi. Ce soir, je t'emmène en un lieu sûr ! Je vais tout disposer pour cela. Ne dis pas non !... Mais sois tranquille : tu seras bien gardée jusque-là...

Elle consentait. Il vit à l'éclair de joie qui illumina ses joues éclatantes, qu'elle consentirait à tout...

Il sortit dans l'ivresse du triomphe : tout ce qu'il avait rêvé et souhaité, tout cela était à portée de sa main. Il tenait l'empire et il tenait la femme !

Mais il chercha vainement dans tout le logis le vieil eunuque qui gardait Lella Khadidja : il avait disparu sans qu'on pût retrouver sa trace.

Seule, dans la grande pièce obscure et profonde comme une alcove, Khadidja, à bout d'émotions, se laissa choir sur le divan. Elle était abasourdie devant cette soudaine volte-face des événements. Mais la joie l'emportait sur sa stupeur. Comme délivrée d'une oppression physique, elle se leva aussitôt et s'approcha de la fenêtre, en un besoin instinctif de respirer plus largement. En vérité, l'atmosphère était étouffante dans cette chambre close aux murs incendiés par toutes les ardeurs de la méri-

diennne. Elle ouvrit l'étroite fenêtre aux vitres colorées qui donnait sur les jardins de la Casba : une violente odeur de jasmins épanouis monta des treilles surchauffées par le soleil de juillet : elle la respira avec délices. Un coin de ciel bleu s'inscrivait dans la baie du vitrage. Ce grand ciel libre, ce fut pour elle comme un symbole et comme une promesse qui la rassérénèrent. Après plusieurs jours d'agonie, c'était une véritable résurrection!...

Depuis l'investissement de la ville, elle avait vécu, en effet, dans des transes mortelles. Celles du Pacha, son vieil époux, ne lui échappaient pas et ne faisaient qu'augmenter les siennes. La veille, après l'explosion du Fort-l'Empereur, elle l'avait vu terrorisé et comme hébété, et, à d'autres moments, littéralement fou de fureur, menaçant de tout massacrer et de tout faire sauter. Elle méprisait ce vieillard entêté et inintelligent qui n'avait rien su prévoir et qui, acculé à la défaite, ne parlait que de mourir : elle l'avait, d'ailleurs, toujours détesté et ne le subissait que par force et parce qu'elle avait su faire de lui l'instrument de sa volonté impérieuse... Ainsi, tout était perdu par la faute de cet incapable! La veille au soir, craignant un soulèvement populaire et l'invasion de la Casba, il avait fait cacher Khadidja, comme son bien le plus précieux, dans le logis inhabité du bey de Tittéri, qui était son ami et son partisan dévoué, — et il l'avait confiée à la garde d'un vieil eunuque, dont il croyait être sûr. Le matin, en proie à la panique qui avait précédé son départ et, d'ailleurs, uniquement préoccupé de sauver sa propre vie, Hussein n'avait pas eu le temps ni le moyen de faire rechercher et d'emmener avec lui sa favorite, — et, sans doute, il n'y avait même pas songé...

Khadidja était donc là, depuis la veille, enfermée dans cette grande maison vide, avec l'eunuque et une femme qui la servait. Elle ignorait tout ce qui s'était passé, — la fuite du Pacha, la reddition de la ville, l'entrée des Français à la Casba. Le bruit continu de la canonnade, le tumulte, les vociférations qui emplissaient les cours, toute cette rumeur guerrière autour d'elle, lui suggéraient les pires choses. Elle voyait Hussein massacré, assassiné par ses propres sujets, ou chargé de chaînes par les Français. En cette extrémité, elle s'attendait aux insultes de la populace, aux violences du vainqueur, — de cette soldatesque, dont elle entendait les cris battre les murs de son

refuge... Et rien de tout cela! Un retournement inouï de la fortune!... Messaoud reparaissait. Il était l'ami des Français, il la délivrait de l'époux détesté, et il l'aimait toujours!... Oui, Messaoud l'aimait. Elle en était sûre. Il avait jeté sur elle des regards qui ne trompent pas!

Dans son allégresse, elle claqua des mains, en appelant sa servante :

— Zorah! dit-elle, nous partons, ce soir. Prépare tout ce qu'il faut pour un voyage peut-être long... Surtout n'oublie pas le coffret de bijoux que m'a remis Sa Hautesse!...

Et, comme la négresse approchait d'elle une petite table basse avec un plateau chargé de mets et de boissons, elle l'écarta du geste :

— Non! dit-elle, je ne veux rien. Laisse-moi!

Elle était trop occupée de l'avenir, pour songer à ces soins vulgaires. Déjà, elle combinait des plans. Elle calculait, méditait sur elle-même, se perdait en rêveries sur sa destinée...

Destinée étrange, en vérité, que celle de cette petite fille née à Marseille d'un père musulman et d'une mère française et catholique, et en qui les deux hérédités se combattaient et prédominaient tour à tour, selon les circonstances et selon son humeur. Elle avait été baptisée clandestinement par sa mère, qu'elle avait perdue en bas âge. Comme elle s'en vantait au harem de Médéa, elle s'appelait effectivement Laure, — Laure de Malbosc, sa mère appartenant à une branche pauvre de cette vieille famille provençale. Et puis, quand elle vint en Afrique avec son père, vers l'âge de quatre ou cinq ans, on avait fait d'elle une musulmane.

Contrariée sans cesse dans les deux milieux où elle avait vécu, considérée comme une petite Africaine par les religieuses qui, d'abord, l'avaient élevée et comme une *Roumia* par les femmes d'Alger et de Médéa, elle se tenait en état de défense et de réaction continuelles. Tantôt elle exérait les Français, tantôt elle les exaltait et se faisait gloire de son ascendance maternelle. Derrière cette double apparence, au fond de cette nature contradictoire, il y avait une volonté redoutable et persévérante, un désir continu de séduire et de dominer, — et cela pour rien, sans but conscient, pour la simple satisfaction d'un instinct égoïste et quelque peu pervers. Froide de tempérament et cependant très passionnée, elle excellait à

attirer les hommes et, dès qu'elle les sentait à sa merci, elle les abandonnait. Ils devenaient sans intérêt pour elle, à moins qu'elle ne goûtât près d'eux les jouissances du rang, de la richesse et du pouvoir. Si longtemps recluse dans le harem d'un vieux mari qu'elle détestait, il y avait en elle, à son insu, une réserve longuement accumulée de sentimentalité amoureuse, qui n'attendait que l'occasion pour éclater...

Un seul homme, jusque-là, avait pu troubler ses sens et intéresser son cœur : Messaoud. Mais tous deux étaient encore des enfants à cette époque. Cette tendresse enfantine n'avait pas encore eu le temps de se muer en amour. Et c'est ainsi qu'elle avait pu accepter sans trop de résistance la passion sénile d'Hussein-Pacha, à qui Bou-Mezrag l'avait livrée dès l'âge de treize ans, malgré les cris et la douleur de son fils. Elle avait eu tôt fait d'oublier Messaoud, qui, alors, semblait voué à un destin misérable. Patiemment, elle était devenue la maîtresse favorite du Dey, puis son épouse en titre, bien qu'elle ne lui eût pas donné d'enfants. Grâce à sa connaissance du français et à sa vivacité d'intelligence, elle avait pris sur lui un très grand ascendant et elle exerçait même sur sa politique une réelle influence. C'était elle qui déchiffrait les lettres et les documents diplomatiques venus de France, qui surveillait les services d'espions organisés par le Dey dans nos ports de la Méditerranée. Et c'était elle aussi qui avait conseillé la tactique insensée adoptée par Hussein, lors du débarquement de la flotte à Sidi-Ferruch : laisser entrer l'ennemi pour le prendre plus sûrement...

Et voilà que tout avait craqué ! Hussein, victime de ses illusions et de sa faiblesse, était précipité !... Allait-elle se retourner vers le vainqueur, en lui criant : « Je suis Française » ? Allait-elle se jeter aux pieds du général ennemi, en implorant sa pitié, peut-être en essayant de l'ensorceler ? Elle y avait pensé. Elle y était prête : la recherche de sa parure ne trahissait que trop ses arrière-pensées... Mais, par une chance miraculeuse, tous ces artifices devenaient inutiles. Hussein en fuite l'ayant abandonnée, c'était le divorce par le fait même. Elle était libre ! Et Messaoud était revenu ! Et c'était bien ainsi, c'était le mieux qui pût arriver ! En réalité, il était le victorieux. Et elle sentait qu'elle allait l'aimer, qu'elle l'avait toujours aimé. Ses sens éveillés et mal satisfaits par un

vieillard débile et passionné, son cœur si longtemps privé d'amour, réclamaient une pâture, la seule qui pût convenir à cette âme violente et dominatrice : un amour complet et sans partage, un amour éperdu, qui ne regarde rien, qui va droit levant lui, fût-ce aux abîmes...

En cette minute critique, où tous les appuis se dérobaient sous elle, elle se rejetait désespérément vers l'unique ami de son enfance. Déjà, elle se donnait toute à lui... Et puis quoi ? Il n'y avait pas à hésiter. Cet amour, c'était la seule issue, le seul moyen de salut qui lui fût laissé. Aux yeux d'un Français, elle ne serait jamais qu'une femme de harem, une manière de servante. Quel sort misérable l'attendait !... Tandis qu'avec Messaoud, c'était l'empire peut-être, — en tout cas l'amour, — l'amour exalté jusqu'à la folie... Ah ! qu'il lui tardait d'assouvir cette soif devenue brûlante tout à coup ! Après cela, on verrait, on tâcherait de vivre comme on pourrait ! Mais qu'importe, quand il n'y a plus que *cela* au monde !...

Le soir, à la tombée de la nuit, lorsqu'il reparut dans la chambre obscure, elle se jeta dans ses bras, toute scintillante sous ses voiles, elle se serra amoureusement contre sa poitrine, dans les plis du rude burnous en laine de brebis, qu'il avait repris pour n'être pas reconnu :

— Viens ! dit Messaoud. J'ai des chevaux en bas... Hâte-toi. Nous pouvons être arrêtés...

— Je te suis ! dit-elle. Tu es mon maître. J'irai partout où tu voudras que j'aille !...

LENDEMAIN D'IVRESSE

Ils s'étaient cachés dans une villa estivale que le Bey de Tittéri possédait aux Deux-Moulins, à une demi-lieue d'Alger, cette villa où, trois mois plus tôt, Bou-Mezrag avait exilé son fils rebelle. Où fuir, en effet ? Tous les environs étaient cernés par les troupes françaises. Même s'il parvenait à tromper la vigilance de nos avant-postes, Messaoud comprenait trop bien que sa capture serait moins en sûreté en territoire insoumis que sous la protection de nos armes. D'ailleurs, cette maison isolée, blottie entre les rochers, tout au bord de la mer, semblait être un asile propice pour deux fugitifs. C'était, en tout cas, une retraite délicieuse pour deux amoureux.

Le lendemain, à l'aube, ils se réveillèrent devant un paysage merveilleux, qui semblait continuer leurs rêves de la nuit. Ils étaient dans une salle oblongue du premier étage, l'ancien harem, dont les portes s'ouvraient sur la galerie du patio intérieur, et les fenêtres sur l'immense horizon marin. Par les fenêtres restées ouvertes, une fraîcheur s'insinuait, d'autant plus exquise que la soirée avait été plus brûlante. C'était un de ces matins radieux, tels qu'il s'en voit souvent, sur les côtes d'Afrique, à cette époque de l'année. Des brumes diaphanes et comme imbibées de lumière, un infini de blancheurs mouvantes, derrière lesquelles on sentait une splendeur chaude, obstruait les lointains. Sous l'ouate molle de ces vapeurs liliales, sous l'amoncellement de ces voiles cotonneux et légers, la courbe du golfe, les rivages et les montagnes lointaines, tout avait disparu. On ne voyait plus que cette forêt dense de blancheurs et la mer pâle et calme, sans une ride, grand morceau de moire lamée d'argent et d'or rose, long déroulement soyeux aux ondulations à peine perceptibles, tandis que, par intervalles, un clapotement rythmique d'étoffe mouillée, un bruit de goutte d'eau tombant dans une coupe de cristal, rompait le silence... On aurait dit que la mer laiteuse et caressante allait entrer par les fenêtres de la salle et se déployer comme un tapis sous les pieds des amants.

Cette beauté fluide des choses, cette volupté de l'heure les pénétrait, assoupissant au fond de leurs âmes un tumulte de passions et d'inquiétudes prêtes à renaître. Pour l'instant, ils étaient tout à la joie de la possession, du désir momentanément comblé. Une tendresse inconnue s'épanouissait dans le cœur aride de Khadidja. Et, chez Messaoud, c'était un tel envahissement de passion, un éveil si nouveau et si joyeux de l'amour, qu'il en oubliait tout le reste et même ses projets ambitieux. Jusque-là, tandis qu'il était éloigné d'elle, il l'avait désirée avec toute la violence d'une sensualité africaine. Maintenant qu'il la connaissait, c'était, pour lui, comme la révélation d'un monde ignoré. Quelle différence entre cette créature de luxe, cette femme intelligente et raffinée, et les brutales servantes d'amour qu'il avait rencontrées sous la tente ou dans les ksars du Sud !

La main dans la main, parmi les coussins du divan, tous deux rêvaient devant la mer... Lentement, toutes voiles dehors,

une corvette française passait au large, vaisseau-fantôme perdu dans les brumes et les blancheurs marines...

Est-ce ce rappel soudain de l'ennemi qui rompit l'équilibre fragile de leur quiétude ? Messaoud sentit remonter à ses lèvres toutes les rancœurs qu'il refoulait depuis la veille. Comme les hommes de sa race, il parlait peu. Il n'avait encore rien demandé à Khadidja : il était trop avide et trop pressé de jouir d'elle ! Et voici que, maintenant, il éprouvait le besoin de savoir. D'un ton âpre et querelleur, il lui dit tout à coup :

— Pourquoi m'as-tu trahi ?

— Comment t'aurais-je trahi, ô mon âme ?... Tu sais la loi de ton pays. Du moment que ton père me livrait à Hussein, que voulais-tu que je fisse ? Je ne pouvais qu'obéir.

— Oui, mais tu m'as oublié.

— Qu'en sais-tu ?... Et toi-même, d'ailleurs, ne m'as-tu pas oubliée un fort long temps ?

— Non ! je ne t'ai jamais oubliée.... O femme ! tu avais pris mon cœur d'enfant. Même en croyant te détester, c'était toi que je cherchais, que je poursuivais inlassablement, à travers d'indignes amours !

Elle protesta vivement :

— Moi non plus, je ne t'ai jamais oublié.... Tu te rappelles ce matin d'avril, où nous nous sommes rencontrés sur le chemin du cimetière et où tu as risqué ta vie pour me voir ?... Eh bien ! quand mes yeux se sont fixés sur les tiens, j'ai senti que c'était toi que j'aimais, que je ne pourrais être que ta femme... Seulement, le moindre geste, le moindre signe d'intelligence, en cet instant, nous eût perdus tous deux !

Elle était si sincère en affirmant cela qu'elle ne savait plus jusqu'à quel point elle mentait. Mais quelque chose, au fond d'elle, lui disait qu'elle ne mentait pas : elle sentait que, depuis longtemps, à son insu, elle était attachée à cet homme. Dans un brusque transport, elle noua ses bras à son cou :

— O Messaoud, dit-elle, je suis à toi, je suis ta femme pour toujours !... Entends-tu, ô homme, je suis ta femme !

En lui répétant ces mots, elle se serrait contre sa poitrine, comme si elle avait toujours peur d'une poursuite et d'un châtiment possibles et comme si elle voulait lui faire entendre qu'il lui devait aide et protection.

Amolli par cette étreinte, Messaoud lui prit la main en

signe d'union indissoluble. Mais, tout en la serrant, il lui fit mal avec le chaton de sa bague, — le sinistre présent de Mama Néfissa. Elle dégagea ses doigts, regarda l'anneau :

— Oh ! s'exclama-t-elle, la belle émeraude !... Elle est trouble et attirante comme une eau profonde !... Oh ! montre-la moi ! montre-la moi !...

Il crut devoir lui expliquer la provenance et lui confier le secret de la pierre vénéneuse et comment il avait failli s'en servir, lorsqu'il avait été capturé par les Roumis.

— Elle t'a sauvé la vie ! dit-elle : c'est un talisman !... Oh ! je t'en prie, donne-le moi !

Et, avec un subit accent de tristesse et d'amertume :

— Ce sera ma bague de fiançailles !

Messaoud, dont le visage s'était rembruni, hochait la tête, se refusait à satisfaire ce bizarre caprice. De plus en plus sombre, il réfléchissait. Et puis, comme elle insistait, il lui dit assez brutalement :

— Prends-la !

Et, sur un ton plus bas, comme se parlant à lui-même :

— Qui peut savoir l'avenir ?

Ces derniers mots réveillèrent dans l'esprit de Khadidja toutes les appréhensions dont elle était obsédée depuis l'arrivée des Français. De son côté, Messaoud se souvenait qu'il avait rendez-vous, ce même jour, vers midi, avec le général en chef. La veille, la journée de Bourmont avait été si remplie qu'il n'avait pu recevoir le jeune homme comme il le lui avait promis... Ah ! que cette halte d'amour était donc brève ! Tout à l'heure, il lui faudrait remonter à cheval et courir à la Casba, pour recevoir l'investiture en qualité de nouveau Bey de Titéri ! Et, dès maintenant, il avait l'impression que cette affaire, pour lui si urgente, traînait un peu...

Il ne put se tenir de confier ces présomptions à Khadidja, dont il avait appris l'influence sur la politique du Dey Hussein. Celle-ci, l'esprit toujours lucide et positif, après l'avoir écouté avec attention, lui dit en français :

— Si la France te donne l'investiture, c'est qu'elle est maîtresse souveraine ici, c'est qu'elle a substitué son autorité à celle d'Hussein-Pacha... Mais lui, quelle est à présent sa condition ? Est-il détrôné à tout jamais ? Ou n'est-il qu'en captivité temporaire ? C'est-à-dire qu'un jour ou l'autre, il pour-

rait reprendre le pouvoir, se retourner contre nous et nous faire expier chèrement notre conduite...

— Je ne sais pas au juste ce qu'ils ont fait, dit Messaoud : je sais seulement que le Pacha a la vie sauve, qu'il garde la propriété de ses biens personnels et qu'il a la liberté de se retirer où il voudra...

— Mais alors, nous n'en avons pas fini avec lui ! S'il reste ici, même sans reprendre le pouvoir, il n'y a plus de sécurité pour nous !... Et s'il me réclame, car je fais partie de ses biens, je suis légitimement sa femme, — que pourrons-nous répondre ? Messaoud, y as-tu pensé ? Il se vengera sur nous, — sur moi d'abord ! Tu ne sais pas ce que c'est que la jalousie d'un vieillard !... O Messaoud, que je suis malheureuse ! Moi qui me croyais en sûreté pour toujours ! Protégée par toi, défendue par toi !...

En sanglotant, elle se jeta dans ses bras :

— Je t'en supplie, ô mon âme, arrache-moi à cet homme ! Autrement, la mort est sur ma tête ! Et quelle mort !

C'était vrai ! Dans l'aveuglement du désir et de la passion renaissante, il n'y avait pas songé. Comme la plupart des hommes de sa race, la folie amoureuse le subjuguait entièrement. Dans ces moments-là, son esprit, pourtant vigoureux et ferme, en était obnubilé. Khadidja, plus froide et plus réfléchie, le ramenait au sentiment de nécessités pressantes autant que redoutables pour eux.

— Hâte-toi ! dit-elle. Va trouver le général. Dis-lui que Hussein ne peut pas rester ici un jour de plus...

Et, avec une précision et une habileté de conseillère rompue aux choses de la politique, elle lui exposa les raisons à faire valoir devant le chef des Roumis. Ces raisons, Messaoud les avait déjà envisagées. Plus que jamais il en sentait tout le poids, maintenant surtout qu'une vie si chère était l'enjeu du débat !...

Il n'y avait pas une minute à perdre ! Quelques instants après, le fils du Bey de Tittéri, sans autre escorte qu'un serviteur à cheval, galopait sur la route d'Alger.

Bien qu'il eût un rendez-vous formel avec le général, ce fut toute une affaire pour lui que d'être reçu, tellement les antichambres de l'état-major étaient assiégées par une foule d'importuns et de solliciteurs.

D'ailleurs, la plus extrême confusion régnait toujours à la Casba. Outre l'encombrement et le désordre, inévitables en pareil cas, la cause principale en était la difficulté d'installer des bureaux et de caser des officiers européens dans une vieille maison mauresque qui n'était nullement faite pour cela. Ces messieurs de l'état-major étaient furieux de se voir logés dans de pareils taudis. Ils étouffaient dans ces petites chambres borgnes, qu'il avait fallu faire désinfecter au chlorure et au vinaigre, tellement elles étaient pleines d'ordure et de vermine. Ils ne cessaient de pester contre l'inconfort et la malpropreté de cette fameuse « Casauba », comme ils disaient, cette « Casauba » dont on leur avait conté tant de merveilles...

Le capitaine de Trélan, aide de camp du général, ayant reconnu Messaoud parmi les visiteurs qui stationnaient sous la galerie, ne put se tenir d'exhaler, devant lui, sa mauvaise humeur :

— Ah! ils sont jolis, vos palais d'Alger!... Ah, oui! vous pouvez vous vanter d'être joliment logés!...

L'Africain le toisa, de son air impassible, et, avec une ironie glacée, il laissa tomber ces mots :

— Quand on a de si beaux palais en France, comment peut-on convoiter nos misérables gourbis?

Mais un planton l'appelait chez le général, dont le cabinet occupait l'ancien sélamlík du Dey Hussein. Il le trouva, le front soucieux, visiblement perplexe et embarrassé, ce qui mit tout de suite une certaine gêne dans l'entretien :

— J'aurais voulu, dit Bourmont, te donner l'investiture aujourd'hui. Mais, réflexion faite et bien que je sois sûr de l'assentiment du Roi, il faut que je soumette la chose à son agrément : c'est l'affaire de quelques jours et je te prie de patienter jusqu'au retour du prochain courrier...

Tout de suite, Messaoud se sentit froissé de ces paroles : il perçut ce mouvement de recul comme un affront pour lui. Mais il était trop fier pour protester, et son silence lourd de reproches ajouta encore à la gêne du général, qui, en guise d'excuse, ajouta :

— Tu dois le comprendre : j'ai à régler d'abord la situation d'Hussein-Pacha...

— Justement, dit Messaoud, je voulais t'en parler... Quelles sont vos intentions? Qu'allez-vous faire de lui?

Ces façons indiscreètes et quelque peu arrogantes et brutales déplurent à l'homme tout en nuances qu'était Bourmont. Cependant, avec sa courtoisie habituelle, il répondit, — après avoir souligné par une pause ce qu'il considérait comme une incorrection :

— Rien n'est encore décidé : il se peut qu'il parte à bref délai, comme il se peut qu'il reste en fonctions pendant quelque temps...

Ainsi donc, les craintes de Khadidja n'étaient pas vaines : Hussein, maintenu en fonctions, allait redevenir redoutable pour eux ! D'abord atterré, il se redressa, fonça comme un furieux sur l'obstacle :

— Tu n'y songes pas, dit-il... Mais ce serait de la démence !... Hussein est détesté ici. Le maintenir serait rendre la France aussi impopulaire que lui. Ce serait un défi aux assassins qui le guettent !... En tout cas, c'est vous créer mille difficultés, des embarras inextricables, en laissant subsister une autorité étrangère à côté de la vôtre, en laissant croire que vous n'osez rien faire sans l'assentiment de la Turquie et de l'Angleterre, qui est derrière elle... Non, non ! il faut qu'il parte !...

Il avait articulé ces deux derniers mots avec un tel emportement et sur un ton tellement impérieux que le général, surpris et froissé, à son tour, de tant d'audace chez un homme qui, après tout, n'était que son prisonnier, lui imposa silence :

— Je sais ce que j'ai à faire, dit-il sèchement. Il y a des complications imprévues, dont j'entends rester seul juge. Mais j'espère trouver une solution satisfaisante pour tout le monde...

Et, s'étant levé pour congédier le fils du Bey de Tittéri, il crut devoir le rassurer sur la question de l'investiture :

— Quoi qu'il en soit, dit-il, tu as ma parole. Ta nomination est chose faite. Sois tranquille et reste, toute la journée, à ma disposition. Je puis avoir besoin de toi avant ce soir...

Messaoud sortit tout bouleversé du cabinet du général. Cette indécision du chef français lui faisait soupçonner et appréhender les pires choses.

Il y avait de quoi s'inquiéter, en effet. Bourmont livré à lui-même, sans communication possible avec son gouvernement, avant une semaine au moins, ne savait trop quel parti prendre, d'autant plus que les intrigues du consul bri-

tannique et du commandant Murrer modifiaient à tout instant la situation. Ceux-ci s'agitaient pour emmener Hussein en Angleterre, en faire l'instrument de leur politique et leur intermédiaire avec la Porte. C'est ce à quoi il fallait s'opposer à tout prix. En ce cas, allait-il laisser Hussein à Alger et même le maintenir en fonctions pour éviter que les Anglais ne misent la main sur lui? Mais si étroitement gardé qu'il fût, on ne pouvait pas empêcher les émissaires britanniques de parvenir jusqu'au Dey. Alors, tout était à craindre, du moment que celui-ci avait le droit de se retirer où il voudrait... L'autre solution, c'était celle à laquelle Bourmont s'était arrêté d'abord. Faire partir le Dey au plus vite pour un port français ou italien, afin de couper court à toutes les intrigues! Mais les propositions anglaises rendaient celui-ci hésitant. La situation pouvait s'éterniser et se compliquer de la façon la plus fâcheuse. Tout n'allait-il pas être remis en question?

Finalement, après avoir pesé longuement le pour et le contre, il en revint à son premier parti : se débarrasser du Dey au plus tôt. Oui, dans les trois jours, il fallait en avoir fini avec cette grave affaire. Dans les trois jours, Hussein serait embarqué... D'ici là, on amuserait le public, on distrairait l'opinion par deux cérémonies à grand fracas : le Dey, encadré par les troupes françaises, viendrait saluer le général à la Casba et, le lendemain, celui-ci lui rendrait sa visite avec un appareil non moins pompeux. Pendant ce temps-là, on négocierait sous main les conditions du départ immédiat. Le tour serait joué au nez de l'Angleterre! Avant qu'elle eût le temps de se concerter avec la Porte, le Dey serait parti et la France maîtresse absolue dans Alger...

Toutefois, il fallait un négociateur plus écouté du Pacha que ceux dont on s'était servi jusque-là... Peut-être que, pour cela, Messaoud pourrait être utile! Sans doute, étant donné sa haine contre Hussein, on ne pouvait pas songer à l'employer comme intermédiaire. Mais il avait, dans Alger, des amis sûrs, qui consentiraient très probablement à s'entremettre. Lui-même, d'ailleurs, y était trop intéressé.

Dès la fin de la journée, un plan était arrêté.

Messaoud, mandé une seconde fois chez le général, lui proposa le grand Mufti, qui était un de ses partisans les plus dévoués et les plus influents, et qui détestait secrètement

Hussein. L'affaire était, en effet, fort délicate et ce n'était pas trop d'une main cléricale pour la mener à bien. Il fallait éviter tout bruit, tout scandale, pour ne pas donner l'éveil aux Anglais et décider Hussein à demander lui-même son départ et cela dans le plus bref délai... Pour l'y amener, on lui ferait comprendre que le versement des indemnités qu'il réclamait, ou la restitution des objets volés pendant le pillage de la Casba, était à ce prix...

— Bien! dit Messaoud : je te promets qu'il partira dans les trois jours et même avant, si c'est possible...

Il était plus pressé que Bourmont lui-même et tout joyeux de cette décision finale, qui raffermissait ses espoirs et ses projets ambitieux et qui, en même temps, mettait fin aux trances de Khadidja...

Le soir, lorsqu'il rentra aux Deux-Moulins et lorsqu'il lui annonça la bonne nouvelle, si anxieusement attendue, elle se jeta dans ses bras, en s'écriant :

— Messaoud, ô mon âme, tu m'as sauvée une seconde fois!

Pendant ce temps, Amédée de Bourmont, loin de tous les siens, sans un mot de sa fiancée, sans autre assistance que celle du fidèle Bourron, achevait de mourir à l'hôpital de Sidi-Ferruch...

L'ENVERS D'UN JOUR DE FÊTE

Cette journée du 7 devait être toute de réjouissances officielles et de cérémonies protocolaires. La veille, très tard dans la soirée, le général, avec ses officiers d'ordonnance, en avait réglé tout le détail.

Selon la promesse de Messaoud, le grand Mufti était allé conférer avec le Dey qui avait tout accepté, trop heureux de sauver sa fortune en même temps que sa vie et sa liberté. Il avait même obtenu que le Pacha déchu vint rendre visite au général, ce qui était un acte public d'hommage et de soumission. L'ancien compagnon d'armes de Bourmont, qui était devenu son aide de camp, le capitaine de Trélan, homme sage et pondéré, avait suivi chez le Mufti l'interprète d'Aubignosc, qui devait lui traduire la réponse du Dey. Tout cela s'était passé en pleine nuit, dans le plus grand secret, afin de dépister les espions au service du consul anglais et de devancer ses

intrigues. Avant minuit, la réponse d'Hussein fut apportée par Trélan au général. Cette nuit-là, il put dormir tranquille.

Mais, le lendemain, de bonne heure, il fit appeler Trélan et l'interprète, pour avoir tout le détail de leur entretien avec le Mufti. D'Aubignosc, qui dirigeait déjà officieusement la police de la ville et qui, dès le premier contact, avait eu maille à partir avec les notables, arriva tout en colère et réclamant d'urgence des mesures de rigueur. Ce méridional pétulant et emporté se piquait de connaître le caractère des indigènes. A l'en croire, ces gens-là n'obéissaient qu'au bâton. Traiter les Arabes avec douceur, c'était s'exposer aux pires mécomptes. Le général était vraiment trop bon : son indulgence serait taxée de faiblesse. Les vaincus ne tarderaient pas à en abuser. C'est ainsi que le Dey, enhardi par les bontés du général et, sans nul doute, excité sous main par nos rivaux britanniques, allait multiplier ses prétentions. Le général regretterait bientôt ses concessions...

D'un geste autoritaire, Bourmont interrompit cette diatribe : — J'ai mes raisons pour cela, dit-il d'un ton péremptoire... D'ailleurs, nous n'avons pas le choix des moyens... Mais parlons de votre mission ! Ainsi le Dey a tout accepté en principe?...

— Il a tout accepté, confirma l'interprète : il est prêt à partir dans deux jours, dans trois au plus tard. Seulement il a des exigences, à mon avis, exagérées...

— Que veut-il au juste ?

— Il demande qu'on lui restitue un coffret qui lui appartient en propre, et qui contient, dit-il, trente mille sequins en or... Mais que ne réclame-t-il pas ? Il demande encore qu'on l'indemnise de son mobilier détruit ou volé...

— Mais, fit Bourmont, il a été volé par ses propres serviteurs, ou par la canaille de la ville, qui a envahi ses appartements avant notre arrivée... Et ces pilleries continuent, malgré notre surveillance. Il faut croire que ces coquins ont la main leste et prompte..., hier, on m'a volé, dans ma chambre à coucher, mon nécessaire de toilette...

— Et on a volé sa montre au général Desprès ! fit Trélan. Moi-même je n'ai plus retrouvé ma cantine, laissée au pied de mon lit.

Bourmont eut un sourire amer.

— Cela n'empêchera pas les journaux de Paris de dénoncer

avec indignation le sac de la Casba par mes troupes, de dire que nous nous sommes conduits comme des reîtres, qui ne songent qu'à remplir leurs poches...

— Hélas! les miennes sont vides! dit Trélan...

— Messieurs, dit le général, laissons ces misères. La France a le moyen et le devoir d'être généreuse... D'Aubignosc, faites savoir à Son Altesse le Dey qu'Elle aura son indemnité et que je vais donner des ordres pour qu'on retrouve son coffret... Quant à vous, Trélan, annoncez que je recevrai Son Altesse entre dix heures et demie et onze heures. Prenez pour cela toutes les dispositions convenables : réception comme pour un souverain...

Tandis que l'interprète sortait, Bourmont retint le capitaine sur le seuil de son cabinet, pour une affaire de service qu'il avait oubliée. Puis, comme celui-ci prenait congé, ils entendirent, par la porte entr'ouverte, une exclamation douloureuse, suivie d'un sanglot qui se brisa tout à coup. Cela venait de la galerie, où se tenaient les officiers d'ordonnance :

— Mon Dieu! Qu'y a-t-il encore? fit le général subitement inquiet... Trélan, je vous prie, informez-vous...

Le capitaine, tout décontenancé, rentra quelques instants après.

— Mon général, dit-il, c'est un lieutenant qui vient de perdre son frère...

— Le pauvre jeune homme! fit Bourmont apitoyé. Appelez-le! Je voudrais lui dire quelques paroles...

Trélan, tournant la tête de droite et de gauche, comme pour éviter le regard de son chef, hésitait à exécuter l'ordre.

— Appelez-le, insista le général : je tiens à voir ce jeune homme!

Quand la porte se rouvrit, ce fut pour livrer passage à son troisième fils, Charles, qui, les yeux rouges et le visage décomposé, s'approchait comme à regret de son père. Instantanément, celui-ci avait tout compris. Il se leva de sa table de travail et, regardant son fils avec une intensité anxieuse :

— Tu as de mauvaises nouvelles d'Amédée?

— Oui!

— Alors, c'est fini!... Mon Dieu, ayez pitié de lui!

— C'est fini! répéta Charles, dont les lèvres se tordaient en une grimace pitoyable. Il est mort hier, à sept heures... Père,

nous n'avons pas voulu ajouter cette douleur aux soucis qui vous accablaient alors...

A ce coup, pourtant prévu, le général ne put retenir ses sanglots. Il s'affaissa sur le divan, et, le visage entre les mains, en présence de son fils et de son aide de camp, il resta quelques minutes à pleurer...

Mais le sentiment de ses obligations et de tout ce qui reposait sur lui le remit bientôt debout. Il rentra ses larmes, s'efforça de reprendre sa figure habituelle, et, d'un ton qui voulait être ferme, il prononça :

— Maintenant, il s'agit de recevoir Son Altesse le Dey !

Tout de suite, il sonna son valet de chambre. Dans quelques moments, ce père en deuil allait paraître en habit de gala, en grand uniforme, avec toutes ses décorations et ses chamarrures, le visage en fête comme il sied à un chef victorieux. Il fallait bien entretenir le moral de la troupe, éblouir le vaincu, frapper l'imagination de cet Oriental et tenir dignement la place du Roi...

Dès dix heures du matin, des salves commencèrent à tonner. C'était la victoire française que l'armée saluait beaucoup plus que l'entrée du souverain déchu dans sa Casba occupée par l'ennemi. Cette visite, comme l'entendait bien Bourmont, devait être une reddition déguisée, en même temps qu'un hommage de vassalité au roi de France.

Le malheureux Hussein le comprenait sans doute ainsi. Lorsque, pour monter à la Casba, il dut suivre les petites rues grimpantes et tortueuses de la haute ville, sous les regards méprisants ou indifférents de ses sujets, la tristesse profonde empreinte sur son visage disait assez son humiliation. Et, ce qui ajoutait encore à cette impression de défaite et d'abatement, c'était la pauvreté, l'aspect misérable de son escorte et de son équipage. Il avait dû prendre comme monture une simple mule, les rues escarpées de la ville étant impraticables aux chevaux. Aux yeux de nos soldats, qu'on lui avait envoyés comme garde d'honneur et aussi pour le protéger en traversant sa capitale, cela diminuait singulièrement son prestige. La bande de Turcs, de Maures et de nègres qui l'accompagnait et qui ressemblait davantage à une horde qu'à un cortège, n'était pas faite précisément pour le relever.

Dès qu'il parut en vue de la citadelle, des officiers d'état-major, délégués par le général, allèrent au-devant de lui. Dans la cour, une compagnie de grenadiers présentait les armes. Les tambours battirent, les musiques jouèrent. Mais, dès qu'il eut mis pied à terre, ce fut une transformation soudaine du personnage. Sous les yeux de ces Roumis qui le dévisageaient curieusement, Hussein prit une attitude vraiment royale. D'un geste large, il rejeta sur son épaule un pan de son burnous, découvrant une veste de velours bleu chamarrée d'or. Sous son turban de cachemire écarlate, qui l'auréolait comme une lourde couronne, il avait vraiment grand air. Sa figure de vieillard vénérable à longue barbe blanche, la dignité de sa contenance, l'aisance et la noblesse de ses manières, tout cela le rendit immédiatement sympathique aux spectateurs.

Bourmont l'attendait. Refoulant son chagrin, affable et empressé comme toujours, il était descendu à la rencontre du visiteur. Les premières salutations échangées, il le guida jusqu'à ses anciens appartements et il le reçut dans le sélamlik, dont il avait fait son cabinet et son salon de réception.

Tout ayant été arrêté et convenu d'avance, en ce qui concernait le départ du Dey, on se borna à échanger des banalités protocolaires. Bourmont demanda à Son Altesse si Elle était satisfaite des mesures prises pour sa sécurité, si rien ne lui manquait dans son logis provisoire du quartier de la marine... Tant de courtoisie et de déférence, un tel désir de plaire surprenaient fort le Dey, cet ancien canonnier turc pour qui un prisonnier ne pouvait être qu'un misérable chargé de chaînes, au fond d'un cachot. Et il était, lui, le prisonnier de ce chef roumi !

Sa surprise redoubla, lorsque Bourmont, pour bien lui marquer ses intentions conciliantes et achever de le conquérir, lui proposa de parcourir avec lui les appartements et de désigner ce qu'il souhaitait emporter. Hussein, s'étant confondu en remerciements, s'empessa de profiter de la permission.

Mais cette complaisance du général en chef fut le signal d'un nouveau pillage. Les nègres et les Maures qui escortaient le Dey se mirent à faire main basse sur tout ce qui tentait leur convoitise, même sur les bagages et les armes des officiers français. On dut traquer les voleurs et leur arracher les objets volés : ce que Bourmont, malicieusement, fit remarquer à leur

maître. Celui-ci, toujours très digne et très grave, répondit à l'interprète d'Aubignosc :

— Dites à Son Excellence que, si Elle surprend encore un de mes serviteurs à dérober quoi que ce soit, Elle n'hésite pas à lui faire couper la tête...

Le général français s'inclina, en souriant. Ce sourire, cette évocation de têtes coupées, c'était, en raccourci, deux mondes qui s'affrontaient...

Hussein s'en retourna, enchanté de la réception du général, qui, d'ailleurs, avait promis de lui rendre sa visite, le lendemain. Tandis qu'il enfourchait sa mule, la musique, sans doute stylée par le vaudevilliste Loiseau, jouait un air populaire, alors fort à la mode : « *Batelier, dit Lisette, je voudrais passer l'eau !* »

Comme le bruit courait déjà que le Dey allait s'embarquer le surlendemain, cela parut au troupier une excellente plaisanterie...

Malheureusement, Bourmont n'en avait pas fini avec les corvées officielles de cette journée. Tout à son deuil paternel, il dut néanmoins recevoir les consuls étrangers et des délégations de notables. Le soir, toute l'armée fut en fête. Un grand banquet fut offert aux officiers supérieurs dans la belle salle dallée de marbre où le Dey tenait son divan. L'amiral Duperré, avec les principaux officiers de la flotte, y était convié.

Ce festin fut aussi magnifique que pouvaient le permettre les ressources et les provisions de l'Intendance. Mais, si le champagne ne fit pas défaut, tout le monde fut d'accord pour déplorer l'absence des dames. Une seule assistait à la fête : c'était une dame Ginetti, une Italienne qui se disait première danseuse de l'Opéra de Londres et qui, depuis Palma, s'obstinait à suivre l'armée, malgré maintes avanies et la défiance non équivoque de la plupart des officiers, la même qu'on témoignait au commandant Murrer. Beaucoup la considéraient comme une espionne. Cela n'empêcha pas cette personne plus que quadragénaire de se faire inviter et de s'insinuer en belle place... Au dessert, sans doute échauffée par les vins généreux, elle eut l'audace de se lever et de porter un toast au général en chef et à l'armée française, en brandissant une branche de laurier prise aux gerbes de verdure qui garnissaient la table. On dut la faire taire et l'expulser en douceur... Ce petit incident, grossi et déformé par la méchanceté des partis, fit publier, quelques

jours plus tard, par la presse d'opposition, qu'après le sac de la Casba, une orgie avait eu lieu, au cours de laquelle Bourmont s'était fait couronner par une danseuse.

En réalité, ce banquet inévitable et obligatoire fut pour lui, comme beaucoup s'en doulaient, un cruel supplice. Tout en faisant bonne contenance et sans se départir de son amabilité habituelle, ce père, brisé de douleur au milieu d'une telle fête dont il aurait dû être le héros joyeux, n'aspirait qu'à la solitude pour y pleurer son fils perdu. Dès qu'il put s'échapper, il regagna sans bruit ses appartements. Il y trouva, sur sa table, un paquet de lettres que le dernier courrier venait d'apporter. Dans tout cet amas de correspondances officielles, il y avait une lettre adressée au mort. Le général reconnut tout de suite l'écriture : elle était de sa nièce, la fiancée d'Amédée. Avec un affreux serrement de cœur, il ouvrit l'enveloppe. La lettre disait :

« Amédée, pardonnez-moi ! J'étais complètement folle, lorsque je vous ai écrit, l'autre jour. N'attribuez mes reproches si injustes qu'à l'excès de mon amour pour vous. J'en suis sûre, vous comprendrez mon chagrin et vous me pardonneriez ! Moi, hélas ! je ne vous comprenais pas ! Je vous parlais de mes misérables petits ennuis, au moment où vous vous comportiez en héros, où vous donniez votre sang pour le Roi et pour la France. Vous êtes blessé, mon bien cher ami ! Une lettre de votre père vient de nous l'apprendre. Mais, en même temps, elle nous rassure, en nous disant qu'on a l'espoir de vous sauver. Si vous saviez comme je suis fière de vous ! Hier, à Saint-Cloud, pendant toute la soirée, on n'a parlé que de vous et de votre blessure. M^{me} la Dauphine, enthousiasmée, veut vous écrire !... Amédée, mon cher amour, il me semble que je vous aime mille fois plus qu'avant. Guérissez-vous bien vite, hâtez-vous de me revenir. Le bruit court, d'ailleurs, que la prise d'Alger est imminente. Et quand je songe de quel prix j'ai failli payer cette belle victoire !... Après cela, mon ami, j'espère que mon oncle ne s'opposera plus à notre bonheur... Ah ! revenez-moi, Amédée ! Revenez ! Je vous attends... »

Ces mots délirants de tendresse achevèrent de briser le cœur de cet homme qui, sous son impassibilité apparente de vieux soldat, gardait toutes les sensibilités douloureuses d'une âme aimante et affinée. Il laissa tomber la lettre, cet appel suprême auquel nulle voix humaine ne répondrait plus, et, les deux

coudes sur sa table de travail, il se mit à pleurer, comme, de sa vie peut-être, il n'avait jamais pleuré. Il se soulageait enfin de l'horrible contrainte qu'il s'était imposée, depuis l'heure matinale où il avait appris le funèbre événement. Il pleurait cette mort qui le touchait de si près, qui était comme une diminution de lui-même et de sa glorieuse paternité. Et à cette douleur s'ajoutait le sentiment de toutes celles qu'il refoulait depuis le commencement de la campagne, de toutes les injustices, de toutes les cruautés, dont ses ennemis politiques s'ingéniaient à le torturer, de toute cette méchanceté tapie dans l'ombre, sans cesse prête à nuire et même à tuer...

Après les fatigues épuisantes de plusieurs semaines, surtout de ces trois journées de lutttes et d'intrigues, l'horreur et le dégoût de tout cela, joints au déchirement tout récent de son deuil, firent sur cette sensibilité à vif une si profonde impression, qu'il s'abattit, le front sur la table, et qu'il s'évanouit...

Quelques instants après, ses officiers d'ordonnance le trouvèrent en cet état. Revenu à lui, on dut le transporter doucement dans sa chambre à coucher et l'étendre sur son lit de camp.

Tout dormait dans la Casba, lorsque, vers minuit, l'interprète d'Aubignosc, chargé de la police, fit réveiller d'urgence le capitaine de Trélan, sous prétexte d'une communication de la plus haute importance à transmettre au général.

Il venait d'apprendre de ses agents que le Dey, encouragé par le commandant Murrer et le consul britannique, allait adresser au général en chef une nouvelle réclamation : une de ses femmes, prétendait-il, avait été enlevée par les Français, le jour de leur entrée à la Casba. Conformément aux termes de la convention qui lui garantissait la possession de tous ses biens personnels, il réclamait cette femme, — et, tant qu'on n'aurait pas fait droit à sa requête, il se refusait à partir.

— Il ne manquait plus que cela ! fit le capitaine... Encore des complications qui vont tout retarder !... Mais à quoi bon réveiller le général, à cette heure ? Il n'y a rien à faire jusqu'à demain ! Et il saura toujours assez tôt cette mauvaise nouvelle !...

LOUIS BERTRAND.

(La dernière partie au prochain numéro.)

REMERCIEMENT

DE LA COMÉDIE FRANÇAISE

A LA REVUE

A PROPOS

*dit par M. André Brunot à la soirée de la
Comédie Française du 13 décembre (1)*

Mesdames et Messieurs, malgré mon habit noir,
Ne vous alarmez pas!... Je ne viens pas, ce soir,
Vous annoncer, vêtu de cette sombre étoffe,
Je ne sais quelle épouvantable catastrophe,
Telle que le mystérieux enlèvement
De la grande coquette, avant d'entrer en scène,
Ou bien que le souffleur s'est jeté dans la Seine,
Ou que notre amoureux est pris d'un enrouement...
Non, non! Ni scandale ni drame!
Rien, pas ça!... Pas la moindre anicroche au programme
Que nous sommes heureux d'avoir dressé pour vous,
En l'honneur des premiers cent ans de la *Revue*
Des Deux Mondes... Pas ça! Pas une ombre imprévue!
Musset, là-haut, doit être aussi content que nous
Du rayonnant éclat dont sa gloire est pourvue,
Et Shakspeare, tout bas, doit être un peu jaloux.

Qui donc aurait pu croire, aussi?... Musset lui-même
N'avait jamais rêvé le triomphe même
Longuement préparé dans l'ombre, peu à peu,

(1) Entre la *Nuit vénitienne* et le *Chandelier*.

De ces pièces qu'il griffonnait au coin du feu,
 Les soirs qu'il se sentait fatigué de la fête,
 Ou bien lorsqu'il avait perdu sa bourse au jeu,
 La veille, et que, forçant tout à coup sa retraite,
 Buloz, dont la machine attendait, toujours prête,
 L'impétueux Buloz l'en priait... à tue-tête.

Du théâtre, à vrai dire, il n'espérait plus rien,
 Depuis qu'à l'Odéon *la Nuit vénitienne*...
 Hélas! il devait être, un jour, vénitien!...
 Mais à cet âge, encor presque un collégien,
 Venise!... amour, gondole, ombre musicienne,
 Poignard, heureusement, qui ne servait à rien!...
 S'il fallait du poignard pour toutes les coquettes,
 A la place du cœur plus d'une aurait le sien...
 Bref, sa pièce, — et pour lui ce fut peut-être un bien, —
 Avait moins transporté les gens que les banquettes...

Vous avez pu juger, sur ce qu'elle a d'attraits,
 Ceux qui l'avaient sifflée alors, cent ans après...

Il nous semble impossible, au moins, qu'on méconnaisse
 Tout ce qu'elle apportait de fougueuse jeunesse,
 De grâce cavalière et d'à-propos fringant
 A jouer de l'esprit, de la canne, ou du gant...
 Et c'était du théâtre, et c'était autre chose...
 Le romantisme encore y déclamait, au loin,
 Mais souvent, ô surprise! on parlait comme on cause,
 Tout bas, du bout du cœur, simplement, dans un coin,
 Sans prendre, à chaque mot, l'univers à témoin...

Musset, découragé de la scène, et pour cause,
 Dut trouver le public bête à manger du foin,
 Mais ne fut pas si sot que de montrer le poing...
 Il savait que toujours on fait bien ce qu'on aime,
 Il aimait le théâtre, il en fit pour lui-même,

A son heure, à son goût, qu'on lirait, au besoin,
 Et, n'étant point joué, qu'on ne sifflerait point.
 La *Revue* était là pour accueillir ses pièces,
 Il y lâcha sa plume en toutes libertés,
 Sans souci du décor et des réalités,
 En dépit d'Aristote et des Trois Unités...
 Poète, il inventa, créa de toutes pièces
 Un théâtre, docile à ses commodités,
 Où joueraient à l'amour des neveux et des nièces,
 D'un salon dans un parc brusquement transportés,
 Tandis que lèveraient leurs longs bras agités
 De vieux oncles Van Buck, faussement irrités...

Monde charmant qui tient de la vie et du rêve,
 Tout à la fois!... L'amour le mène en souverain;
 On y pense mourir, au plus petit chagrin;
 On en meurt quelquefois... Bah!... la vie est si brève!
 Oh! puis, même l'amour, sait-on bien quand il ment?...
 Le séducteur, soudain, se découvre l'élève
 De l'ingénue, et Jacqueline, ingénument,
 Bernant Fortunio, l'adore au dénouement,
 A la confusion de l'épais Clavaroche...
 Qui peut savoir?... La toute belle, au cœur de roche,
 Marianne, que Cœlio supplie en vain,
 S'éprend du fol Octave et le dispute au vin...
 Et cependant, Fantasio, que tout ennuie,
 Le soleil plus encor peut-être que la pluie,
 Et l'amour plus que tout le reste, assurément,
 Fantasio...

Mais non, je suis là, je me monte...
 Excusez-moi... Je viens pour un remerciement...
 Vous savez mieux que moi ce que je vous raconte,
 Et que tout ce théâtre est un enchantement...
 Nous en devons, et, tous, vous en devez la joie,
 A la *Revue*, au vieux Buloz, en vérité,
 Car sans lui, car sans elle, il n'eût pas existé...

Dans l'esprit de Musset sans doute il fût resté,
Comme un de ces projets, dont le rêve se noie,
Au fil du temps perdu, jour par jour, emporté...
Repris par la paresse et par l'indifférence,
Musset, lui, s'en serait consolé, mais la France
Aurait eu moins de gloire et d'immortalité...

Merci donc !... Vous par qui le poète fut nôtre !...
Merci !... Vous nous avez donné plus qu'à tout autre,
Et nous souhaiterions vous donner plus aussi...

Puisse notre spectacle être un peu réussi !...

Nous avons mis tout notre soin pour qu'il fût digne
De ce délicieux théâtre improvisé,
Où l'esprit jongle avec le cœur, à chaque ligne,
Où la prose chantante a l'air d'un vers aisé
Qui va, vient, dédaigneux seulement de la rime,
Crainte d'en être dupe ou d'en être alourdi,
Tour à tour se nuance à tout ce qu'il exprime,
S'habille d'un rayon, gambade en étourdi,
Puis, tout à coup, s'élance au ciel, d'un bond hardi,
Jusqu'à ce qu'il retombe, après avoir bondi,
Et retrouvant la terre et Paris avec elle,
Se fasse de sa chute une grâce nouvelle...

Mais quoi ! Je recommence à vous parler encor
De lui... C'est malgré moi... Cependant le décor
Attend... Votre plaisir aussi... La scène est prête,

Et je vous laisse avec la prose... du poète !

ANDRÉ RIVOIRE.

MÉMOIRES DE CAULAINCOURT, DUC DE VICENCE

L'AGONIE DE FONTAINEBLEAU

I

LA « COUR DE FRANCE »

Nos lecteurs n'ont pas oublié cette première partie des Mémoires de Caulaincourt : En traîneau de Moscou aux Tuileries Non moins passionnante, la seconde partie, dont nous commençons la publication, éclaire d'un jour tout nouveau les heures peut-être les plus dramatiques de la vie de l'Empereur.

Après la rupture des négociations de Châtillon, au cours desquelles il avait représenté la France, le duc de Vicence rejoignit l'Empereur le 23 mars 1814. Napoléon, à ce moment, songeait à se porter en Lorraine pour prendre l'ennemi à revers et le couper de ses lignes de communication, ce qui, en obligeant l'étranger à faire face au danger, l'aurait détourné de Paris. A cet effet, des ordres avaient été donnés pour réunir les troupes françaises autour de Saint-Dizier.

Mais, le 24 mars, à Sommepeuis, le tsar et le roi de Prusse décidèrent de ne laisser devant nous que le corps de Winzingerode et de porter les armées de Blücher et de Schwarzenberg directement et immédiatement sur la capitale. Le mouvement commença le 25 au matin et les coalisés, poussant devant eux Marmont et Mortier, par-

vinrent, le 29, aux abords immédiats de la ville, que Marie-Louise et le roi de Rome avaient quittée le matin même.

Le 30 mars se déroule, de Charenton à Saint-Denis, ce que l'on a appelé la Bataille de Paris, et au cours de la nuit suivante, à deux heures du matin, Marmont signe l'inopportune capitulation d'où allait sortir la fin de la lutte.

Napoléon, imparfaitement renseigné, n'apprit, de façon certaine, que le 27, la grave et imprudente décision de l'ennemi. Il hésita encore : en lui, le capitaine sentait que transporter la guerre en Lorraine était l'unique moyen de s'assurer militairement la victoire, mais le souverain comprenait que laisser occuper sa capitale était politiquement un acte décisif.

Livré à lui-même, l'homme de guerre l'eût peut-être emporté. Son entourage le décida à bouleverser ses projets. A onze heures du soir, ce même jour, le major général Berthier expédiait les ordres qui mettaient les troupes françaises en marche sur Paris par Bar-sur-Aube, Troyes et Fontainebleau.

C'est à ce moment que nous reprenons le récit de Caulaincourt.

MÉMOIRES

L'EMPEREUR REVIENT VERS PARIS

L'EMPEREUR, toujours dominé par l'idée de rallier ses garnisons et de manœuvrer sur les derrières de l'ennemi, n'avait encore pris aucun parti. Quelques renseignements et des rapports arrivés pendant la nuit le décidèrent cependant à renoncer à ce projet qui, dans la situation désespérée où nos derniers mouvements réduisaient Paris, présentait peut-être alors les plus sûres chances de succès; mais, espérant arriver à temps pour soutenir ses lieutenants et donner de l'essor à toutes les ressources qu'offrait la capitale, il se détermina à la secourir.

Les ordres furent, en conséquence, donnés pour se diriger sur Troyes en passant par Doulevent, où l'Empereur, en arrivant (1), trouva un billet de M. de Lavalette qui le prévenait des intrigues qui se préparaient, de l'approche de l'ennemi et des dangers de toute espèce qui le menaçaient. Les troupes et

(1) Napoléon, ayant quitté Saint-Dizier après son déjeuner, arriva à Doulevent le 28 mars, entre cinq heures et six heures du soir.

notamment l'artillerie, harassées par notre inutile marche sur Vitry et par le mauvais temps qui continuait, ne purent aller plus loin que Doulevant. Le lendemain, l'Empereur arriva à minuit à Troyes (1); quelques hommes de l'infanterie de la Garde, le sachant en avant, y parvinrent aussi avec une partie de la cavalerie; le reste n'y passa que le jour suivant. L'Empereur en repartit de bonne heure avec la partie de la cavalerie qui avait pu y arriver. On manquait de nouvelles de Paris. Enfin un agent du ministre de la Police et un de la poste nous joignirent au pont de Dollencourt (2). On apprit que les maréchaux de Trévisé et de Raguse avaient été forcés de se replier sur Paris, que le maréchal Blücher les suivait avec toutes ses forces, que la grande armée alliée y marchait aussi.

L'Empereur était au regret d'avoir perdu un temps si précieux; il en sentait toutes les conséquences et voulait, à tout prix, le regagner. De nouveaux avis annoncèrent l'occupation de Meaux par l'ennemi (3), ses mouvements prononcés et ses dispositions d'attaque contre Paris.

L'Empereur avait déjà expédié à Paris M. Dejean, son aide de camp général, pour dire aux ducs de Trévisé et de Raguse de tenir tant qu'ils pourraient et leur annoncer son arrivée. Il devait aussi, mais je ne l'appris que plus tard par M. le duc de Trévisé, annoncer la mission de M. de Weissenberg (4) et le prétendu consentement donné aux conditions exigées afin de suspendre les hostilités, ce qui donna même lieu à l'envoi d'un parlementaire; mais les ennemis, qui avaient pris leur parti, ne voulurent rien écouter et cela leur servit seulement de prétexte pour faire au maréchal des propositions de capitulation

(1) Départ de Doulevant le 29 à l'aube. A Troyes, l'Empereur coucha au château de Pouilly.

(2) Caulaincourt commet ici une erreur de chronologie. Le pont de Dollencourt se trouve sur l'Aube, sur la route de Bar-sur-Aube à Troyes. C'est le 29 et non le 30 comme pourrait le faire supposer le texte ci-dessus, au moment de la grand'halte, que Napoléon fut rejoint par plusieurs courriers retardés par les mouvements de l'ennemi.

(3) Les troupes du général Compans et du général Vincent avaient évacué Meaux le 27 mars à dix heures du soir.

(4) Peu auparavant, le général Piré avait fait prisonnier le baron de Weissenberg, ambassadeur d'Autriche à Londres, et l'avait envoyé à l'Empereur qui, après l'avoir fait déjeuner avec lui, lui avait rendu la liberté en le chargeant d'une lettre pour M. de Metternich et d'une mission confidentielle auprès de l'empereur d'Autriche. Dans cette lettre, signée par Caulaincourt, Napoléon faisait répéter qu'il était résigné aux plus grands sacrifices, mais sans préciser ces sacrifices.

qu'il rejeta avec la dignité qui convenait à son caractère (1). Peu après, l'Empereur envoya aussi à Paris M. de Girardin, aide de camp du prince de Neuchâtel, pour s'assurer de l'état de défense, de celui des magasins et des approvisionnements, confirmer son arrivée aux Parisiens et voir ce qui se passait. Des ordres furent donnés à la Garde et à tous les corps pour presser leur mouvement et l'Empereur prit le galop; les escortes suivirent tant qu'elles purent. Quand son cheval fut harassé, l'Empereur monta dans un cabriolet de poste avec le prince de Neuchâtel; les généraux Bertrand et Flahaut montèrent dans un autre avec moi (2).

En passant à Fontainebleau on eut quelques détails sur la mauvaise affaire engagée le matin sous les murs de Paris. On parlait même déjà vaguement de capitulation. L'Empereur, espérant cependant arriver encore à temps pour se mettre à la tête des troupes des maréchaux de Raguse et de Trévise, ainsi que de la Garde nationale, se hâtait autant qu'il le pouvait.

A LA COUR DE FRANCE

Arrivé à la Cour de France (3), on aperçut la tête d'une colonne de cavalerie dont l'avant-garde nous avait déjà dépassés pendant qu'on relayait. Le général Belliard, qui était à la tête des troupes, vint à l'Empereur, descendu de voiture pendant qu'on relayait, et lui annonça la capitulation (4). Pendant ce temps, les troupes continuaient à défiler. Les maréchaux de Raguse et de Trévise étaient encore en arrière, ainsi qu'une partie de l'armée. L'Empereur, qui causait sur le côté de la

(1) Le général Dejean rejoignit le maréchal Mortier le 30 mars en avant de la barrière de la Villette, à quatre heures du soir. Le duc de Trévise, s'appuyant sur les nouvelles que lui apportait Dejean, envoya le général Lapointe demander un armistice à Schwarzenberg. Ce dernier répondit en transmettant au maréchal la déclaration de Châtillon.

(2) C'est à Villeneuve-l'Archevêque, sur la Vanne, que, le 30 mars, Napoléon monta dans un cabriolet d'osier prêt par un boucher. Il déjeuna à Sens, à l'hôtel de l'Écu de France, à midi, et en repartit dans la calèche de M. de Fontaine.

(3) La Cour de France était la maison de poste de Fromenteau, tenue en 1814 par un M. Petit. Cette maison, achetée postérieurement par M. Camille Flammarion, est aujourd'hui une partie de l'observatoire de Juvisy.

(4) La capitulation ne fut signée par Marmont et les plénipotentiaires alliés que le 31 à deux heures du matin, mais, bien avant ce moment, le duc de Trévise avait donné à ses troupes l'ordre de se retirer sur Essonne. La cavalerie de Belliard formait l'avant-garde de la colonne.

route avec le général Belliard, appela le prince de Neuchâtel et moi pour entendre les tristes détails qu'il donnait, multipliant ses questions, même sur les choses qui s'étaient passées au dernier conseil et au départ de l'Impératrice, choses que ce général, arrivé sous Paris avec l'armée, ne pouvait savoir. Pressé de savoir tout ce qui s'était passé et de saisir l'ensemble de tous les dangers qui le menaçaient et qu'il prévit à l'instant, à peine l'Empereur lui laissait-il, dans le premier moment, le temps de répondre.

Le général Belliard répéta qu'il était là avec sa cavalerie, que le reste des troupes le suivait, qu'à la suite d'un conseil l'Impératrice et le roi de Rome étaient partis, deux jours avant, pour Rambouillet; que tous les ministres les avaient suivis; qu'on s'était battu avec un rare courage et quelque temps avec des succès partagés, quoique accablé partout par le nombre; que le prince Joseph, convaincu qu'une résistance plus prolongée compromettrait inutilement et les troupes et Paris, avait donné ordre de capituler; que le duc de Raguse avait alors traité avec l'ennemi; que le duc de Trévise, n'ayant reçu cette autorisation que longtemps après, avait, dans le principe même, refusé les propositions que l'ennemi lui avait faites à la suite des ouvertures qu'il avait été dans le cas de lui adresser d'après les instructions dont le général Dejean avait été chargé. Ces instructions prescrivaient au maréchal de transmettre aux avant-postes ennemis l'avis que Sa Majesté, ayant consenti aux propositions faites, les bases de la paix devaient être signées (1). Le général Belliard qui ne connaissait ces détails que sommairement ne put satisfaire l'Empereur sur les mouvements des troupes depuis qu'elles avaient quitté les bords de l'Aisne et sur la bataille de Paris.

L'Empereur fut consterné des premiers détails sur la capitulation de Paris; il écoutait d'un air morne, mais cette première impression, qui fut terrible, fut courte. Son premier mot fut :

— Quelle lâcheté !... Capituler !... Joseph a tout perdu... Quatre heures trop tard !... Si je fusse arrivé quatre heures

(1) Cet avis de l'Empereur au duc de Trévise était fondé sur les lettres expédiées de Doulevant par M. de Weisseberg. L'Empereur espérait que cet avis, communiqué aux Autrichiens, s'il n'arrêtait pas le mouvement des ennemis, ferait gagner du temps. (Note de Caulaincourt.)

plus tôt, tout était sauvé, répéta-t-il avec l'accent de la douleur.

Puis, reprenant toute son énergie :

— Quatre heures ont tout compromis ; en quelques heures, le courage, le dévouement de mes bons Parisiens peut tout sauver. Ma voiture, Caulaincourt : allons à Paris ! Je me mettrai à la tête de la garde nationale et des troupes : nous rétablirons les affaires... Général Belliard, donnez ordre aux troupes de retourner.

S'acheminant en même temps d'un pas précipité dans la direction de Paris, chacun le suivait d'un air morne. Tout ce qui l'entourait avait la mort dans l'âme. S'apercevant, un moment après, que sa voiture, qu'il avait ordonné de faire avancer, ne venait pas, il retourna sur ses pas, pour aller au-devant, comme si cela pouvait hâter son départ, répétant avec impatience :

— Partons ! Ma voiture, Caulaincourt ; ne perdons pas de temps !

Le général Belliard lui représenta alors que, la capitulation étant signée, on ne pouvait y manquer ; qu'il ne trouverait plus de troupes à Paris, qu'il ne pouvait donc y aller de sa personne...

L'Empereur, plein de son idée, n'écoutant ni ne voulant admettre les représentations du général, continuait à se plaindre de la précipitation avec laquelle on avait capitulé et répétait avec feu qu'il se mettrait à la tête de la garde nationale, que toute l'armée le rejoindrait dans trente-six heures et qu'il rétablirait les affaires. Le général Belliard avait beau lui répéter qu'il n'était pas probable qu'il pût animer au combat une population qui connaissait la capitulation et qui se croyait, par elle, à l'abri de tous les dangers qu'il devait lui présenter ; qu'au terme de la convention, la garde nationale gardait les barrières et que les Alliés, qui ne devaient, à la vérité, en prendre possession que le lendemain à sept heures, pourraient bien avoir passé outre, ou s'être établis extérieurement près de tous les postes : qu'il s'exposerait donc à se faire prendre sans aucune utilité. L'Empereur, ne tenant nul compte de ces observations, demanda de nouveau sa voiture et renouvela au général l'ordre de suivre avec sa cavalerie.

— Quelle est cette convention ? De quel droit l'a-t-on con-

due, ajouta-t-il. Qu'est devenu le ministre de la Guerre (1)? Où est Joseph? Que fait-il?...

Le général Belliard répondit qu'on n'avait vu ni l'un ni l'autre pendant l'affaire, au moins au corps du duc de Trévise, dont il faisait partie.

L'Empereur pressait toujours pour avoir sa voiture qui n'avancait pas. Il répétait avec véhémence ses questions :

— On ne fait que des bêtises là où je ne suis pas, dit-il. On n'a pas tiré parti de la garde nationale, qui, animée d'un bon esprit, eût bien défendu les points fortifiés, tandis que les troupes en eussent disputé les approches. On avait plus de moyens qu'il n'en fallait pour tenir au moins quarante-huit heures et donner le temps à l'armée d'arriver. Paris avait plus de deux cents pièces de canon et des approvisionnements pour un mois ; en tout dix fois plus de moyens qu'il n'en fallait pour tenir tête à l'ennemi, si on eût eu un peu d'énergie. Joseph se croit en état de gouverner un royaume : il a surtout la manie de se croire un grand général.

L'Empereur se plaignait beaucoup du ministre de la Guerre qui aurait dû faire fortifier Montmartre et toute la ligne de défense et ajouta :

— Je l'ai depuis longtemps jugé incapable comme ministre. Savary me l'a toujours dit. J'aurais dû le croire.

Pendant cette conversation, l'Empereur, qui était retourné sur ses pas, suivait la route de Paris, s'arrêtait, se remettait en marche à pas précipités. Apercevant la tête de colonne du général Curial (2), il s'arrêta et fit appeler le général qui était resté à Paris. Voyant enfin que son infanterie en était de fait déjà trop éloignée pour y arriver à temps, il céda aux instances qu'on lui faisait et renonça au projet de se rendre à Paris.

Le général Belliard retourna à son corps, qui avait continué à marcher pour prendre la position que lui indiqua l'Empereur derrière Essonnes. Sa Majesté continua à se promener, avec le prince de Neuchâtel et moi, sur la route. L'Empereur, marchant toujours d'un pas précipité, était silencieux et laissait échapper de temps en temps un profond soupir ou quelques paroles qui exprimaient que tous les inconvénients prévus le frappaient. Me prenant à part, il me répéta ce qu'il venait de

(1) Clarke, duc de Feltre.

(2) Le général Curial commandait l'une des divisions du corps Mortier.

nous dire. Son mécontentement s'exhalait surtout sur son frère et sur les ministres de la Guerre et de la Police, qui n'eussent, disait-il, dû quitter Paris qu'au moment de l'entrée de l'ennemi.

— Quatre heures trop tard, me répétait-il, quelle fatalité!... Tout le monde a perdu la tête... On me savait, cependant, sur les derrières de l'ennemi et celui-ci jouait trop gros jeu, m'ayant si près de lui, pour être fort aventureux, si l'on eût tenu; gagner la journée était une chose facile... Il y a là-dessous quelque intrigue, ajoutait-il... Sait-on dans quelle disposition est le peuple? Que disent les troupes? Que vous a dit Belliard? A-t-on quelques détails par les officiers? Si on me savait à Paris, le peuple se soulèverait contre les Cosaques... Comme on s'est pressé! Les troupes de Curial sont déjà ici!... Pourquoi n'est-il pas à leur tête?... Joseph m'a perdu l'Espagne, il me perd Paris. Cet événement perd la France, Caulaincourt.

Je cherchai vainement à lui donner les espérances que je n'avais pas...

— Sans doute tout pourrait être sauvé et cette honteuse capitulation servirait même à tout sauver, me dit-il, si j'avais mes troupes sous la main, pour attaquer demain l'ennemi dans le délire de son succès et de son entrée à Paris, mais il me faut au moins trois jours pour rallier des forces harassées... Nous nous battons, Caulaincourt, car mieux vaut mourir les armes à la main que de s'humilier devant les étrangers...

Après un long silence, il reprit :

— En y réfléchissant, la question n'est pas décidée. La prise de Paris sera le signal du salut, si on me seconde. N'ayant plus rien à ménager, mes opérations n'étant plus subordonnées à une considération de cette importance, je serai maître de mes mouvements et l'ennemi paiera cher l'audace qui lui a fait nous surprendre trois marches.

Après un long silence, parfois interrompu par de douloureuses et amères réflexions sur l'état des choses et sur différentes personnes, nous rejoignîmes le prince de Neuchâtel près de la poste où l'Empereur entra. Nous nous promenions depuis plus de deux heures. Il s'assit, s'appuya la tête entre les deux mains sur une table et resta longtemps dans cette position.

Le prince de Neuchâtel et moi ayant voulu sortir un ins-

tant, il nous ordonna de rester, sans proférer un autre mot. Nous causâmes, le prince et moi, presque haut, de la situation des affaires. L'Empereur écoutait-il ou était-il absorbé par ses réflexions ? Il se bornait à demander souvent si on n'avait pas de nouvelles de Paris. Il espérait quelques détails par le retour de MM. Dejean et de Girardin, qu'il attendait ainsi que M. de Flahaut (1), qu'il avait aussi envoyé à Paris. De profonds soupirs lui échappaient souvent comme à nous et parfois l'exclamation :

— Joseph a tout perdu ! Ne pas tenir vingt-quatre heures avec vingt-cinq mille gardes nationaux et cinquante mille hommes dans les faubourg, qui ont servi et qui sont aussi bien disposés que les troupes ! Clarke n'a rien fait pour la défense. Les ministres de la Guerre et de la Police devaient rester les derniers et ils n'ont pensé qu'à se sauver... Tout est perdu !

Vainement nous cherchions à le rassurer sur les suites de cette occupation ; vainement lui représentai-je que la France se trouvait dans cette circonstance où était l'armée ; que l'essentiel était de la rallier, de lui conserver son bon esprit ; que Paris renfermait beaucoup de bons citoyens, d'hommes dévoués, fidèles...

— Vous ne connaissez pas les hommes, dit-il, et ce que peuvent dans une telle ville les intrigues de quelques traîtres, dans des circonstances si graves et sous l'influence de la vengeance et des batonnettes des étrangers.

Enfin, après deux heures du plus morne silence, le besoin d'épancher la douleur qui l'oppressait, lui fit prendre part à notre conversation.

— Quatre heures plus tôt, s'écria-t-il, et je sauvais la France ! Ne pas tenir quatre heures !... Un peu d'énergie et l'ennemi était perdu ! Paris eût été le tombeau des étrangers. Il faut trois jours pour que j'aie mes troupes... Que d'événements se passeront d'ici là !

Nous lui témoignions notre étonnement du si prompt départ de l'Impératrice et du roi de Rome, départ qui avait dû découpler et tout désorganiser.

(1) L'Empereur avait envoyé le général comte de Flahaut, son officier d'ordonnance, à Paris porter des instructions à Marmont.

— Sa présence eût ouvert la porte à bien d'autres intrigues, répondit-il ; vous ne savez pas ce qui se passe... (1).

Sans s'expliquer davantage, il se plaignit de nouveau de son frère, ajoutant que le ministre de la Guerre n'aurait dû sortir qu'avec le dernier peloton.

JE SUIS ENVOYÉ A PARIS

J'émis l'avis d'envoyer le prince de Neuchâtel à Paris et près des Alliés. La considération dont il jouissait et la confiance dont l'avait toujours honoré l'Empereur devant en imposer dans la capitale et son caractère, ainsi que ses relations avec le prince de Schwartzenberg, le faire recevoir et même bien accueillir par les Alliés. Le prince s'en défendait sous le prétexte qu'il ne connaissait pas les ministres avec lesquels il aurait à traiter, le prince de Schwartzenberg ne pouvant être chargé de ces questions diplomatiques, dont il n'était au reste pas instruit. Il était facile de voir qu'il ne se souciait pas de cette mission. L'Empereur lui ayant demandé en ce moment des détails sur les ordres de marche donnés aux troupes, afin de s'assurer s'il n'y avait pas moyen d'accélérer leur mouvement, le prince sortit pour en chercher les minutes. J'observai, de nouveau, à Sa Majesté les avantages de ce choix dans les graves circonstances où elle se trouvait et vu, d'ailleurs, la difficulté qu'on aurait probablement à être écouté et peut-être admis au quartier général ennemi. Je lui représentai qu'il ne fallait rien moins que la présence du prince à Paris pour en imposer aux malveillants et aux faibles et pour encourager les bons.

— Berthier ne convient pas à cette mission, me dit l'Empereur ; il perdrait la tête, quoiqu'il me soit très attaché... On lui persuaderait ce qu'on voudrait. Au reste, ces démarches ne tendent à rien. Je vous dis depuis longtemps que l'ennemi ne veut pas traiter. Il n'y a qu'un moyen de salut. Il faut que Paris soit le tombeau des étrangers. Si j'avais ce soir mon armée sous la main, il n'en échapperait pas un. L'occupation de Paris par l'ennemi, le désir de s'y montrer aux dames, d'y faire parader la grande Prusse serait notre salut et pour les Alliés l'arrêt du

(1) Napoléon aurait ajouté, d'après un autre témoin : « L'Impératrice est une enfant ; on se serait servi d'elle contre moi et Dieu sait quels actes on lui aurait arrachés ! »

destin. Si on me secondait, il n'en sortirait pas un de France. Si Paris eût tenu trente-six heures ou que j'y fusse arrivé ce matin, tout était sauvé. Ils ont perdu la tête et la France... Savary a été la dupe du parti qui avait ses vues faites en voulant garder l'Impératrice à Paris ; livrée aux intrigues de quelques traîtres, on s'en fût fait un instrument, on l'eût compromise... Ces intrigues se découvriront : je sais tout... Aveugles qu'ils sont, mon énergie les irrite, ma constance les fatigue. Les menées et les meneurs ne voient pas que je suis leur seule garantie... La France a plus besoin de moi aujourd'hui que moi d'elle, car que m'importe le trône ? Je n'y tiens pas, s'il est déshonoré... Il n'y a de salut qu'avec moi... Sans moi, vous tombez dans les révolutions, les réactions... Vous êtes tous dupes des propositions de l'ennemi, car, même les honteuses conditions de Châtillon sont un leurre. Ce qu'il veut, ce sont des bouleversements. L'Angleterre et Alexandre n'ont pas varié à cet égard. Si j'en avais cru leurs ministres, tout le monde et vous le premier, nous nous serions mis à genoux pour obtenir cette paix qui ne peut être notre salut, que la mauvaise foi de l'ennemi et ses vues cachées rendent impossible. Le jour où il eût occupé nos places et rallié ses forces sous cet appui, ses prétentions eussent augmenté ; il est de mauvaise foi : si je me décidais à y souscrire, vous en auriez bientôt la preuve. Encore quelques mois de souffrances et nous sortions d'autant plus grands de cette lutte que le caractère et le courage de la nation eussent été plus éprouvés.

Le prince de Neuchâtel rentra. L'Empereur prit sa carte et agita différentes questions militaires. Il s'arrêta à l'idée de presser l'arrivée de l'armée et ajouta quelques réflexions sur le danger du voisinage de Paris et sur ce que les événements pouvaient altérer l'esprit des chefs ; il résolut de tomber à l'improviste sur les étrangers, d'exciter pendant ce temps les faubourgs et la garde nationale, de manière à prendre l'ennemi entre deux feux.

— Paris, la capitale de la civilisation, s'écria-t-il plusieurs fois avec douleur, être occupé par les barbares!... Cette grande cité sera leur tombeau!...

Après un silence de quelques instants, il ajouta :

— Mais ces généraux qui ont déjà quitté leur corps, dans un moment si important, qu'y font-ils ? Pourrai-je compter sur

eux? Il y a bien des intrigants à Paris. Qui sait ce qui se passera dans la journée de demain?

Après un nouveau silence, il ajouta :

— Les soldats, les braves officiers ne me trahiront pas; il y a beaucoup de braves gens sur lesquels je puis compter. Mortier est un homme de bien et d'honneur; Marmont a été élevé dans mon camp; j'ai été pour lui un père. Il peut avoir manqué d'énergie, avoir fait des bêtises, mais il ne peut pas être un traître...

Il ordonna au prince de Neuchâtel d'expédier de nouveaux officiers à tous les corps d'armée pour qu'ils accélérassent, autant que possible, leurs mouvements.

— Dites-leur, ajouta-t-il, que le salut de la patrie et de l'Empereur dépend de la rapidité de leurs mouvements; cela donnera des ailes à mes soldats de Champaubert et de Montmirail.

L'Empereur reprit ensuite qu'il pourrait aussi manœuvrer sur la Loire, se rapprocher de ses troupes du Midi, faire arriver l'armée d'Augereau (1); que Soult était un homme de caractère et en état de faire tête aux Anglais et de bien défendre le terrain pied à pied, même en lui prenant encore un détachement (2). Il revenait sans cesse sur ce qu'il fallait qu'on eût perdu la tête pour avoir capitulé si promptement à Paris et sur ce qu'il appelait la lâcheté de son frère Joseph.

Après un long silence, une espèce d'assoupissement, qui tenait à l'accablement et pendant lequel il tint sa tête entre ses mains, les coudes appuyés sur une table, l'Empereur quitta sa chaise et, arpentant avec vivacité la pièce dans laquelle il était, il nous dit que des projets militaires ne devaient pas empêcher un dernier effort, ne fût-ce que pour entretenir à Paris l'espoir d'une prompte délivrance et s'assurer des projets des Alliés, s'ils voulaient traiter ou tout bouleverser.

— Sans doute, disait-il, il y aurait tout avantage à faire admettre des propositions avant l'entrée des ennemis à Paris : cela empêcherait beaucoup d'intrigues et tranquilliserait beaucoup les esprits, mais on n'a pas le temps... Au reste, on verra,

(1) Le duc de Castiglione commandait alors l'armée de Lyon. Attaqué par les Autrichiens, le 29 mars, il s'était, dès le lendemain, retiré sur Vienne.

(2) Le duc de Dalmatie commandait l'armée du Midi et allait livrer, le 10 avril, la bataille de Toulouse.

par la manière dont les offres seront reçues, quels sont les projets des Alliés.

L'Empereur, plein de ses idées, ajouta d'un ton accentué :

— Allons, Caulaincourt, il faut partir; allez sauver la France et votre Empereur. Faites ce que vous pouvez. On nous imposera sûrement de dures conditions, mais je m'en remets, dans ces circonstances, à votre honneur comme Français et à la fidélité, comme à l'attachement dont vous m'avez donné des preuves.

L'Empereur dicta plusieurs ordres ou pouvoirs et des instructions pour moi au prince de Neuchâtel sans se résigner aux anciennes limites et sans s'engager en aucun cas, même vis-à-vis de son plénipotentiaire, cherchant toujours à se ménager le moyen d'approuver ou d'improver, suivant les circonstances, sans se prononcer sur les sacrifices qu'il jugeait indispensables en paroles mais auxquels il ne voulait pas consentir par écrit, sans pitié, on peut dire, pour celui sur lequel il assumait le poids d'une telle responsabilité et devant lequel il marchandait, en quelque sorte, le moyen de le désavouer au besoin. Il déchira plusieurs pages d'instructions qui ne disaient pas, il était forcé d'en convenir, ce qu'il fallait, et s'arrêta enfin à un ordre fort concis.

Ce n'était pas le moment de compter avec sa responsabilité, de discuter avec son malheur; aussi je ne me permis aucune réflexion, admirant sa force de caractère, cette fierté qui lui faisait préférer, dans ce pressant danger, de perdre son trône à ce qu'il appelait la honte de souscrire à certains sacrifices. Je me chargeai de cœur de tout ce qui pesait encore tant à son infortune. L'Empereur causa ensuite avec moi des conditions auxquelles il pouvait consentir, sans jamais préciser les sacrifices exigés; ce mot paraissait au-dessus de ses forces. Lorsque je le quittai, il ajouta douloureusement :

— Vous arriverez trop tard : les autorités de Paris craindront de compromettre les habitants vis-à-vis de l'ennemi. Elles ne voudront pas vous écouter, car les ennemis ont d'autres projets que ceux qu'ils ont annoncés jusqu'à présent. Au reste, vous jugerez de ce que l'on peut espérer. Sous ce rapport, votre mission me sera utile. Si vous voyez qu'il ne reste de salut que dans notre courage, nous nous battons et nous mourons glorieusement.

MA MISSION

L'Empereur, comme on le voit par ces instructions qu'il me dicta, était encore loin d'accepter toutes les conditions qu'on avait voulu lui imposer. Ce qui lui importait le plus, dans ce moment, était de conjurer l'orage dans les premiers instants, afin d'empêcher l'étranger d'inciter des bouleversements, pour le forcer à souscrire à tout. Il ne pouvait encore se persuader qu'on fût résolu à se débarrasser de lui, sa femme et son fils n'étant pas aux mains des ennemis. Les sacrifices qu'il faisait, dans ce moment, étaient assez grands et sa situation trop critique pour que je pusse discuter avec lui : c'eût été l'accabler. Aussi n'insistai-je que pour qu'il m'adjoignit le prince de Neuchâtel ou autre, mais il s'y refusa constamment.

— Vous voyez, me disait-il, que je n'ai que lui près de moi ; il m'est indispensable, dans ce moment, pour transmettre les ordres à l'armée, habituée à lui obéir comme à moi.

Les dangers de la position de l'Empereur étaient notoires : c'était le cas de ne plus prendre conseil que de son dévouement. A sept heures du matin, j'étais rendu devant l'Hôtel de ville. Le Conseil municipal, que je voulais voir, n'était plus assemblé ; le préfet (1), auquel je voulais parler, s'était rendu avec le Préfet de police (2) au quartier général des Alliés (3). Ils étaient partis à une heure du matin avec quelques officiers supérieurs de la garde nationale (4). J'appris, en même temps, que les troupes ennemies devaient entrer à Paris à dix heures. N'ayant pas un moment à perdre, mon parti fut bientôt pris. Je montai le cheval de mon aide de camp qui, ayant été en mission à Paris, s'était trouvé à la bataille de la veille et que le hasard m'avait fait rencontrer à la barrière avec une arrière-garde de nos troupes qui nous rejoignait. Je me rendis sur-le-

(1) Le préfet de la Seine, comte de Chabrol de Volvic.

(2) M. Pasquier.

(3) Au château de Bondy, où l'empereur de Russie s'était installé. Ils y arrivèrent au point du jour.

(4) Le chef d'état-major Allent, les adjudants commandants Tourton et Alexandre de Laborde. Très certainement la délégation partit plus tard qu'une heure du matin, car la capitulation ne fut signée qu'à deux heures par les colonels Fabvier et Denys, le prince Orloff et Paar. Or, cette délégation fut guidée par le prince Orloff qui s'était offert pour cette mission. Celui-ci, dans sa *Relation*, dit que tous partirent « au point du jour. »

champ à la barrière de Bondy. Je trouvai dans la rue Saint-Martin M. le comte de Brancas, chambellan de l'Empereur et aide-major de la garde nationale, qui vint à moi et me fit des protestations de fidélité et de dévouement pour l'Empereur, sans que je l'y provoquasse en aucune manière.

Le hasard avait placé les chasseurs de la garde russe à la barrière. Étant connu de la plupart des officiers, cette circonstance favorisa mon admission. Je me présentai comme un plénipotentiaire faisant partie de la députation de Paris, qu'on avait admise pendant la nuit et que je n'avais pas pu rejoindre, n'étant arrivé qu'après son départ. Après beaucoup de pourparlers, cette qualité de membre de la députation, qui avait été autorisée à se rendre près de l'Empereur, décida les officiers à me laisser passer. M. Orloff, officier d'état-major, eut ordre de m'accompagner. On me mena chez le général de l'avant-garde et successivement chez plusieurs autres qui tous voulaient me garder, jusqu'à ce qu'on eût réponse du quartier général, où on avait envoyé une ordonnance pour prévenir de mon arrivée. J'insistai tellement, en faisant sentir que la députation était incomplète sans moi et qu'elle ne pouvait rien régler, que, moitié conviction, moitié obligeance, ces messieurs, me connaissant tous, me permirent de continuer, mais avec l'ordre aux officiers qui m'accompagnaient d'attendre à une certaine distance du quartier général, où M. Orloff avait été envoyé pour prévenir le général commandant l'avant-garde.

L'écharpe blanche, que toutes les troupes portaient au bras gauche, fut le premier objet qui me frappa, en entrant dans le poste ennemi. Je ne savais que penser de cette nouvelle distinction, d'autant que je ne l'avais pas vue aux troupes que j'avais aperçues quelques jours avant. On n'avait encore rien remarqué de semblable.

Mille réflexions se présentèrent à mon esprit, et sur le but qu'on pouvait s'être proposé et sur l'effet que cette distinction pourrait produire. Empressé de m'en instruire, sans montrer mon inquiétude, je demandai, chemin faisant, à l'officier qui m'accompagnait, depuis quand ils avaient adopté cette marque distinctive des Suédois, si c'était par courtoisie pour leur allié Bernadotte. Il me dit, et d'autres personnes marquantes me le confirmèrent depuis, que les troupes alliées, ne se reconnais-

sant pas dans la mêlée, il était arrivé souvent qu'elles s'étaient sabrées entre elles et notamment dans la dernière affaire contre le général Pacthod, qui avait fait une si belle défense contre leur cavalerie dans les plaines de Champagne. Il ajouta que plusieurs officiers, notamment un Anglais (1), ayant été grièvement blessés par leurs propres troupes, on avait ordonné, pour éviter ces méprises, que tous les militaires porteraient ce chiffon, comme il l'appela, au bras gauche. Il ajouta, sans que je l'en priasse, qu'on avait choisi cette distinction parce que c'était la seule qu'il fût facile à tout soldat de se procurer à l'instant. Si cette explication me tranquillisait sur le but, elle ne me rassurait nullement sur l'effet que pouvait produire ce signe, si l'intrigue s'en emparait à Paris.

A une lieue de Bondy, je rencontrai les deux berlines qui ramenaient les autorités de Paris (2). Je les fis arrêter, malgré l'opposition des officiers qui m'escortaient et de ceux qui accompagnaient ces autorités. Les préfets, étonnés de me voir et embarrassés de causer avec moi devant les officiers étrangers qui les observaient, me parurent de glace. Je les prévins que j'étais chargé des ordres et des pouvoirs de l'Empereur. Ils me répondirent qu'ils venaient de prendre les ordres de l'empereur Alexandre, relativement à l'exécution de la capitulation, et lui recommander la ville. M. le baron Pasquier, descendu de voiture, causa un moment avec moi, me dit douloureusement que l'empereur Alexandre paraissait fort monté contre l'empereur Napoléon, que ses paroles avaient été sévères pour lui, mais très bienveillantes et rassurantes pour Paris et

(1) D'après Langeron, cet incident aurait eu lieu le matin de la bataille de la Rothière le 1^{er} février.

(2) Henry Houssaye s'est étonné de l'arrivée tardive de Caulaincourt à Bondy, alors que les pouvoirs en forme qu'il avait reçus de Napoléon faisaient de lui le véritable commissaire de l'Empereur et que sa présence eût peut-être modifié le cours des événements. Son étonnement provient d'un calcul de temps erroné : il croit que le duc de Vicence arriva à l'Hôtel de ville dans la nuit, avant le départ de la délégation parisienne et émet l'hypothèse que cette délégation avait peut-être refusé de reconnaître ses pouvoirs. Or, il n'était pas possible au duc de Vicence d'être à Paris aussi tôt. Ce dernier dit lui-même plus haut qu'il parvint à la place de Grève à 7 heures du matin, et cette heure est vraisemblable si l'on considère que Napoléon, qu'il accompagnait, ne s'était arrêté à la Cour de France que le 30 mars vers 11 heures du soir, que les hésitations de l'Empereur et la rédaction des ordres avaient pris de longs instants et que Fromenteau est à quatre lieues et demie de Paris.

celles du prince de Schwarzenberg sur le même ton. Il voulut en vain me répéter ce qui avait été dit : on ne le laissa pas achever ; les officiers russes, qui accompagnaient les autorités, pressaient pour faire repartir les voitures ; ceux qui m'escortaient s'opposaient à ce que je continuasse cette conversation : on nous sépara. Les préfets me dirent que la prochaine entrée des troupes étrangères à Paris, y rendait leur prompt retour indispensable. A peine me laissa-t-on le temps de leur dire que je les verrais à mon retour, chez le préfet de Police. Les Russes ordonnaient en maîtres. Les préfets ne me montraient que de l'embarras et les officiers de la garde nationale, un entre autres (1), le désir de s'éloigner. Cet accueil me donna la mesure du peu d'intérêt que portaient déjà quelques personnes à la cause que j'étais chargé de défendre. Je ne puis dire combien les réflexions que me fit faire cette rencontre et cet accueil ennemi d'une partie des nôtres me glacèrent le cœur. Il se serra pour longtemps, car je ne reçus plus que des impressions de douleur. L'Empereur, si aveugle naguère sur les dangers de sa position, n'avait que trop bien prévu et deviné ce qui allait se passer. Cette épreuve fut la première de celles qui m'étaient réservées et une des plus douloureuses. Je n'oublierai jamais qu'un des officiers de la garde nationale, qui étaient dans les voitures, pressait lui-même le cocher de partir.

A un quart de lieue de Bondy, les officiers qui m'accompagnaient me firent arrêter. Un instant après, arriva un officier d'état-major qui m'annonça que M. le comte de Nesselrode (2) le suivait pour venir causer avec moi sur l'objet de ma mission. Il arriva, en effet, peu d'instant après.

— Votre mission, me dit-il, est inutile dans ce moment ; il fallait traiter à Châtillon ; l'empereur Napoléon s'est toujours refusé à faire la paix : aujourd'hui les souverains ne veulent plus traiter avec lui. Rien ne peut nous empêcher d'entrer à Paris. Nous sommes en marche ; la capitulation a tout réglé pour cette ville et les autorités, que l'empereur Alexandre a reçues avec bienveillance, se sont chargées de pourvoir à tout. Elles savent que l'Empereur, que les troupes alliées y entrent

(1) Probablement Allent, car Tourton et de Laborde étaient repartis séparément plus tôt pour Paris.

(2) Chancelier de l'Empire de Russie.

en amis, que la paix a été le but de cette guerre, que nous l'avons toujours voulue, quoique vous l'ayez toujours repoussée, et que nous ne l'apportons à Paris et ne sommes venus l'y chercher que parce que vous l'avez refusée à Châtillon. L'Empereur ne peut vous recevoir en ce moment; on n'a même plus le temps de causer, puisque vous voyez nos colonnes en marche.

J'insistai pour être reçu par l'empereur Alexandre, ne fût-ce qu'un moment.

— Son ancienne bienveillance, dis-je, ne peut me refuser cette faveur, quand je suis si près de lui et chargé d'une mission de paix.

J'ajoutai que notre armée était intacte et qu'elle se grossissait par l'effet de notre retraite et par nos troupes du Midi; que nous avoir devancés à Paris ne finissait pas la guerre; que j'avais les pouvoirs les plus étendus; que signer les bases de la paix aux portes de la capitale était une assez belle gloire pour que l'empereur Alexandre ne la rejetât pas légèrement, d'autant que cet acte ne l'empêcherait pas d'y rentrer, si cela avait été son seul but; que s'y présenter le traité à la main, c'était un motif de sûreté pour tous; enfin que toute preuve de modération me paraissait politique, dans ces circonstances, digne de lui et que cette gloire nouvelle devait avoir du prix à ses yeux, si la paix avait été son seul but. J'ajoutai que rien ne nous liait, que nos troupes étaient là, que dans deux heures nous pouvions les attaquer, que les armes étaient journalières, que se battre, avec les embarras d'une grande population à contenir, devait leur faire faire quelques réflexions; que, n'ayant plus à prendre conseil que de notre désespoir, toutes les chances étaient pour nous; que les Alliés avaient déjà fait l'expérience que les revers n'avaient pas plus abattu notre courage que l'énergie de l'Empereur; qu'il fallait épargner le sang des braves, quand on pouvait être d'accord dans un quart d'heure et obtenir, sans courir de nouveaux dangers, tous les résultats qu'on désirait; enfin qu'il ne fallait pas mettre encore en question ce qui pouvait être une certitude. J'ajoutai aussi, que les autorités ne pouvaient rien à Paris sans moi, puisque seul j'avais des pouvoirs, puisque seul je les réunissais tous pour l'administration et que, sous ce rapport, les besoins de leur armée exigeaient même qu'on s'entendît avec moi. M. de Nessel-

rode parut peu convaincu d'une partie de mes assertions, mais consentit cependant à me laisser attendre une réponse de l'empereur Alexandre, auquel il fut rendu compte de notre entretien.

Son Altesse Impériale, le grand-duc Constantin (1), arriva un moment après et vint causer avec moi de choses étrangères à la politique. Son accueil, ses expressions, tout fut obligeant. Il mit du soin, je puis dire de la coquetterie, à faire l'éloge de nos troupes et notamment de la belle affaire du général Pacthod, qui, avec quelques bataillons de garde nationale, leur avait tenu tête pendant plusieurs heures et avait résisté aux charges réitérées de leur cavalerie au milieu des plaines de Champagne (2). Il me parla de Pétersbourg, du temps que j'y avais passé, de l'intérêt qu'il portait à nos prisonniers, à nos blessés; enfin je ne puis assez faire l'éloge de la délicatesse qu'il mit dans toute cette conversation. Au bout de trois quarts d'heure, un aide de camp général de l'empereur Alexandre vint me chercher.

ENTREVUE AVEC L'EMPEREUR DE RUSSIE

Le prince me reçut tout de suite et m'accueillit avec son ancienne bonté, je puis même dire avec son amitié accoutumée. Il m'embrassa en me disant :

— C'est le duc de Vicence que je revois toujours avec grand plaisir et comme ami.

Je lui répétais ce que j'avais dit à M. de Nesselrodé, appuyant sur ce que l'Empereur m'avait spécialement chargé de diriger l'administration de Paris, pour qu'elle satisfît à tous les besoins de ses armées; qu'il avait pensé que, dans ces malheureuses circonstances, je lui serais plus agréable que tout autre. J'insistai sur ce que j'étais porteur de ses pleins pouvoirs pour conclure et signer la paix, que j'étais prêt à cet égard à m'entendre immédiatement avec les personnes que lui et ses alliés indiqueraient et que rien n'empêchait qu'on passât, dès ce jour, de l'état de guerre aux bonnes relations d'un état

(1) Constantin Pavlowitch, frère du Tsar.

(2) Combat de Fère-Champenoise, le 25 mars 1814. Pacthod y commandait une division du XI^e Corps, composée presque exclusivement de gardes nationaux et de conscrits.

de paix qui était l'objet de tous les vœux de l'Empereur; qu'il lui en coûtait, sans doute, d'imposer à la France tous les sacrifices qu'on exigeait d'elle, mais qu'ayant tout fait pour les lui éviter, nous aurions au moins la consolation de ne pas avoir cédé à la nécessité, sans avoir encore combattu avec quelque gloire.

Les réponses de l'empereur Alexandre furent qu'il avait donné directement ses ordres aux autorités de Paris, qui sortaient de chez lui, qu'il entrerait à Paris en ami, et non en ennemi, qu'il nous apportait la paix et point la guerre; que l'empereur Napoléon était venu le chercher chez lui, qu'il l'avait forcé à cette guerre, quoiqu'il eût tout fait pour l'éviter; que depuis l'empereur Napoléon s'était opiniâtrément refusé à la paix qu'on lui offrait et qui était l'objet de tous ses vœux personnels; que je devais connaître ses principes comme homme, comme souverain; que la prospérité ne les avait pas plus changés que l'adversité; qu'il avait fait cette guerre sans ambition personnelle et que les conditions de la paix, pour ce qui le concernait, le prouveraient. Il ajouta qu'il avait poursuivi la guerre contre l'Empereur parce qu'on avait eu la conviction qu'il n'y avait point de paix à espérer avec lui; que ce qui s'était passé à Châtillon avait trop prouvé qu'il ne voulait que gagner du temps; qu'il était cause que les malheurs de la France s'étaient prolongés et que les Alliés pouvaient entrer aujourd'hui en vainqueurs dans la capitale, où ils ne se présenteraient cependant qu'en amis; qu'il n'eût tenu qu'à l'Empereur d'épargner ce malheur à une nation généreuse qui s'était dévouée, sacrifiée pour lui; qu'aussi, il n'en avait jamais voulu aux Français, qu'il le leur prouverait. Il fit l'éloge de nos troupes, des habitants, et ajouta encore qu'il était sans ressentiment et uniquement mû par le désir de donner la paix au monde; que, quelles que fussent mes fonctions, il me verrait toujours avec plaisir près de lui; qu'il avait regretté de ne pas me voir en Saxe et à Prague, mais que les circonstances l'en avaient empêché. Il me dit encore beaucoup de choses obligantes pour moi, en me prévenant toutefois que je devais me considérer uniquement comme parlementaire, ne me mêler de rien à Paris jusqu'à ce qu'il m'eût fait connaître ses intentions, celles de ses alliés et sous quels rapports on me permettait de rester; qu'il s'en rapportait à moi pour observer ces conditions.

L'Empereur ajouta que je devais me rendre chez le roi de Prusse et le prince de Schwarzenberg, ne voulant rien déterminer que de concert avec eux. Quant à l'empereur Napoléon, il me dit qu'il avait tellement prouvé dans les dernières négociations qu'il ne voulait point la paix, que tous les souverains, convaincus que dans aucun cas elle ne pourrait être stable avec lui, avaient arrêté et déclaré unanimement qu'ils ne traiteraient pas avec lui ; que, dans le fond, la France devait être aussi lasse que l'Europe de son gouvernement ; que tout le monde avait besoin de repos et, par conséquent, d'un ordre de choses qui le garantît à tous.

Je ne puis exprimer ce que j'éprouvai en entendant cette déclaration au nom des souverains. Je dissimulai mon émotion et observai à l'Empereur qu'il n'avait, de fait, point dépendu de l'empereur Napoléon de faire la paix à Châtillon, puisque, depuis les propositions de Francfort (1), chaque événement avait changé les conditions des Alliés. J'observai que j'avais souscrit, dès le principe, à ces propositions de Francfort et, depuis encore, à d'autres qui diminuaient beaucoup de ce que celles-là nous offraient. L'Empereur déclina et s'abstint tout à fait de répondre sur ce point. Je parlai de nouveaux sacrifices que nous étions prêts à faire, de l'offre faite de Doulevant au prince de Metternich. Je fis remarquer que la date de ces dépêches prouvait que la modération de l'Empereur et sa détermination tenaient plus à son désir de rendre la paix au monde qu'aux événements actuels. J'insistai sur la gloire qui rejaillirait sur Sa Majesté de la modération qu'elle montrerait dans cette circonstance ; qu'il serait digne de son noble caractère de mettre immédiatement un terme aux malheurs des peuples en signant la paix dès aujourd'hui, en la présentant aux Parisiens, qui verraient alors en lui un bienfaiteur au lieu d'un ennemi ; que cette gloire nouvelle ajouterait à son triomphe.

L'Empereur me répondit qu'il ne pouvait prendre aucune détermination sans ses alliés, que les représentants des souverains absents n'étant pas dans ce moment près de lui, on ne pouvait rien régler sans eux. Il me répéta que, quant à lui, il entraît à Paris sans haine comme sans ressentiment. Il me donna ensuite à entendre qu'il savait que Paris et la France

(1) Novembre 1813 : la France devait être remise dans ses limites naturelles entre le Rhin, les Alpes et les Pyrénées.

étaient fatigués du gouvernement de l'Empereur, qu'on désirait peut-être même un changement, que la tranquillité du monde, son intérêt et peut-être celui de la France l'exigeaient, qu'au reste, il ne prétendait rien imposer à la France, qu'il ne chercherait qu'à connaître son vœu et à lui assurer, ainsi qu'à l'Europe, une paix stable.

Je répondis à l'Empereur qu'il se trompait sur le vœu de la France; qu'on l'avait même trompé sur celui de Paris, qu'il le verrait, qu'il pourrait s'en assurer lui-même; que si quelques intrigants tenaient un autre langage, il aurait bientôt la certitude que ce n'était point le vœu de la majorité, ni des hommes sensés; que les malheurs de l'Empereur et quelques revers n'avaient pu effacer sa gloire, ni ce qu'on devait à ses institutions; que personne n'avait encore oublié le serment qu'on lui avait prêté, celui qu'on avait renouvelé naguère à son fils, que les droits de cet enfant, ceux de sa famille n'étaient pas moins sacrés aux yeux de la nation et qu'il ne fallait pas accoutumer les peuples à abandonner la cause de leurs rois parce qu'ils étaient malheureux. J'assurai l'Empereur avec une émotion qui parut même le toucher, car il me serra le bras avec bonté, qu'il verrait à Paris beaucoup de Français malheureux, mais point de traitres. Sa Majesté me permit de lui faire observer qu'il me paraissait douteux que l'Autriche eût pu entrer dans la détermination qu'il m'annonçait avoir été prise par tous les souverains. L'Empereur me répliqua sur-le-champ que l'Autriche avait tout à fait changé, depuis qu'elle s'était convaincue que l'empereur Napoléon ne voulait pas souscrire à la paix offerte et attendue depuis deux mois, que je trouverais cette puissance plus prononcée contre lui que toutes les autres et il ajouta que j'en aurais la preuve. Hélas! je ne tardai pas à m'en convaincre! Je répétais de nouveau à l'Empereur que la paix, sans nouveaux combats, dans la position militaire où ils étaient, devait avoir du prix à ses yeux; que la France n'était pas toute à Paris, que pour nous avoir dérobé deux marches, on ne nous avait pas vaincus; que la position des Alliés à Paris nous offrait militairement plus d'une chance de succès et qu'un revers pouvait remettre en question les conditions de cette paix, l'objet de tant de vœux; que les événements militaires, depuis trois mois, avaient assez prouvé que l'armée n'était pas découragée; que la situation actuelle ne pouvait

qu'augmenter son énergie et que l'état des choses, l'obligation d'en imposer à la nombreuse population de Paris, pendant qu'on se battait sous ses murs, offraient au génie de l'Empereur des chances dont il saurait profiter, si la paix n'était pas le prix de ses sacrifices.

Je fis encore d'autres observations à l'empereur Alexandre, qui les écouta toutes avec bienveillance, même avec un air d'intérêt. Il répondit à mes observations sur les chances militaires que pouvaient courir les Alliés, qu'ils étaient aussi bons juges que nous de ces questions; qu'il rendait pour son compte et avec empressement toute justice à la valeur de nos troupes et au génie militaire de l'Empereur; mais que toutes les chances et même les dangers, s'il y en avait à courir, ne pouvaient influencer, dans ce moment, les déterminations prises de concert par tous les cabinets sur une question aussi importante; enfin que, s'ils devaient quitter Paris, ils y reviendraient; que, s'il fallait se battre encore, on se battrait pour obtenir cette paix, telle que l'exigeaient la tranquillité et le bonheur de l'Europe; que nous pouvions prévoir depuis longtemps l'entrée des Alliés à Paris; qu'il n'avait tenu qu'à l'Empereur de l'éviter; qu'il fallait pour cela ne pas rejeter les conditions auxquelles j'avais souscrit un moment.

Je lui observai que les Alliés, à leur tour, s'ils avaient voulu franchement la paix, devaient les accepter quand je les avais offertes. Il brisa là-dessus et finit par m'assurer, en me congédiant, qu'il ne ferait rien pour diriger l'opinion, ni pour ni contre l'Empereur; qu'il consulterait les personnes les plus marquantes et les plus éclairées; qu'on n'influencerait en aucune manière leurs opinions; que, ne voulant rien opposer à la France et les armées alliées n'occupant Paris qu'en amis, on se bornerait à écouter notre vœu; que, si nous voulions l'empereur Napoléon, malgré tout le mal qu'il nous avait fait, on ne s'y opposerait pas, mais que, l'Europe ne pouvant oublier celui qu'elle avait souffert, on prendrait ses sûretés. Il m'autorisa à retourner à Paris et me prescrivit de me rendre chez lui à son arrivée, me laissant espérer peut-être une réponse dans la soirée. Il ajouta qu'il verrait d'ici là le roi de Prusse, le prince de Schwarzenberg, ainsi que les ministres d'Angleterre, ne voulant rien décider que de concert avec ses alliés.

Je demandai à l'Empereur où il désirait s'établir. Il repous-

sa, avec délicatesse, l'idée d'aller aux Tuileries, me dit qu'il voulait habiter un grand hôtel à portée de ceux qu'on préparait pour les autres souverains; qu'on lui avait parlé de l'Élysée, mais qu'il répugnait à occuper une des habitations impériales, par égard pour l'Empereur. Je lui observai que le roi de Prusse logeant chez le Vice-Roi, rue de Lille (1), il pourrait s'établir près de lui et peut-être plus grandement qu'à l'Élysée dans l'hôtel que l'Empereur avait acheté à M. de Talleyrand, rue de Varenne (2). Sa Majesté causa encore quelques moments de choses indifférentes, me dit que M. de Nesselrode et le comte de Tolstoï étaient chargés des détails de son établissement et il me congédia (3).

CHEZ LE PRINCE DE SCHWARZENBERG

En sortant de chez l'Empereur, je me rendis, comme il me l'avait prescrit, chez le prince de Schwarzenberg, qui me reçut très froidement. Il logeait dans la même maison que ce souverain (4). Je parlai du renvoi de M. de Weissenberg, des propositions dont il était porteur et je lui montrai les minutes des lettres écrites de Doulevent à M. de Metternich, en lui faisant remarquer, comme à l'empereur Alexandre, qu'elles étaient bien antérieures aux événements actuels; qu'elles étaient donc une preuve que l'Empereur voulait dès lors cette paix qu'on l'accusait maintenant d'avoir refusée. Je lui parlai des ouvertures de M. de Metternich à M. de Rumigny et lui montrai ses dernières lettres, qui étaient loin d'annoncer une déclaration aussi extraordinaire (5). A peine voulut-il jeter les yeux dessus. Il se refusa sèchement à toute espèce de négociation pour l'Empereur et pour son fils; il montra plus que de l'indifférence pour l'Impératrice. Il ne me parla que des soi-disant grands intérêts de l'Europe qui, répétait-il, devaient passer avant tout, avant ceux de famille. Je lui rapportai vainement les paroles

(1) Hôtel du prince Eugène, actuellement hôtel de l'ambassade d'Allemagne, 78, rue de Lille.

(2) Cet hôtel, situé rue de Varenne, 73, fut depuis l'hôtel Galliera, puis l'ambassade d'Autriche.

(3) On sait qu'Alexandre descendit à l'hôtel Talleyrand, rue Saint-Florentin.

(4) Le prince de Schwarzenberg et le roi de Prusse résidaient avec Alexandre au château de Bondy depuis le 29 mars.

(5) M. de Rumigny était l'un des premiers commis de cabinet de l'Empereur.

moins tranchantes, même tranquillisantes de l'empereur Alexandre, lui faisant sentir que l'Autriche, en mettant à part l'intérêt politique et la géographie et même l'empereur Napoléon, avait deux intérêts dans cette question : celui du fils et celui de la mère.

Vainement lui observai-je que l'Autriche ne pouvait envisager ces questions sous les mêmes rapports que la Russie ; que c'était la paix que j'apportais et que je demandais à conclure ; que, si elle était dans l'intérêt de l'Autriche, quinze jours avant, à Langres, elle y était, à plus forte raison, aujourd'hui que les Alliés étaient à Paris ; que si Paris était occupé, la France n'était cependant pas encore envahie ; que notre armée n'était pas battue : que nous pouvions les attaquer ce soir, demain ; qu'en ralliant nos garnisons, une partie de nos troupes du Midi, de nos levées et de nos autres moyens, les chances de la guerre étaient en notre faveur, les Alliés étant chargés de la garde d'une grande ville ; que si les circonstances donnaient aujourd'hui à ma position l'attitude d'un suppliant, celle de l'Empereur n'était pas pour cela celle d'un prince vaincu ; qu'il pouvait avoir éprouvé des revers, mais qu'il n'était pas encore abattu ; qu'on n'avait pas désespéré de la monarchie autrichienne pour ce que Vienne avait été occupée. Je lui observai aussi que l'Autriche ne pouvait vouloir se déshonorer aux yeux du monde en se prêtant à des idées de bouleversement ; que le prince de Schwarzenberg, connu par la loyauté de son caractère, ne pouvait ni prêter son nom, ni son ministère à des trahisons ; qu'il était même de son honneur de les empêcher, faisant allusion à ce qu'on pouvait soupçonner. J'appuyai fortement sur la honte qui en rejaillirait sur son caractère personnel, comme commandant en chef et eu égard à la situation de sa cour.

Je trouvai le prince de glace. Pas un mot, pas une assurance d'intérêt. Grand et sec, il ne pouvait dissimuler son embarras, ni cacher son humeur. Il me déclara que l'Autriche avait reconnu avec les Alliés qu'on ne pouvait traiter avec l'empereur Napoléon ; que cette détermination et la déclaration qui en était résultée avaient été prises d'un commun accord et après les plus mûres réflexions ; que plus l'Autriche avait fait pour ajourner cette détermination et pour nous décider à signer la paix, plus elle devait à ses alliés de se tenir aujourd'hui à la décision prise. Il ajouta que sa cour et lui-même ne

s'étaient que trop compromis vis-à-vis de leurs alliés par l'intérêt qu'il portaient à notre cause; que l'empereur François était maintenant tout à fait décidé; qu'aucune considération ne l'arrêterait; qu'il devait avant tout sûreté et tranquillité, pour l'avenir, à ses peuples ainsi qu'à l'Europe. Il reprocha à l'empereur Napoléon de n'avoir jamais voulu entendre les conseils de la prudence, d'avoir rejeté les propositions de Lusigny (1). Il fit la réflexion que nous ne serions pas réduits aujourd'hui à l'extrémité où nous nous trouvions, si on avait voulu écouter les conseils de l'attachement du beau-père pour son gendre et pour sa fille.

Devenant alors un peu moins aigre, le prince ajouta qu'ils avaient eu une peine infinie à amener les Alliés à consentir à cet armistice; que j'ignorais toutes les difficultés, toutes les oppositions que lui et Metternich avaient eu à vaincre, pour nous ouvrir cette porte de salut; que si nous eussions sincèrement voulu la paix, nous aurions senti que les négociations ne pouvaient avoir de résultat qu'en les dégageant de l'influence des événements militaires (2). Il alléguait que l'empereur d'Autriche avait tout fait pour faire taire les justes ressentiments des Alliés et les faire consentir à ce moyen de s'expliquer, dans le calme d'une suspension d'armes qui pouvait seule amener une négociation à bien. Il reprocha la faute commise en ne profitant pas de ce qu'il avait fait dire à M. Flahaut pour le décider à conclure. Il se plaignit amèrement de la lettre de l'empereur Napoléon à l'empereur François, lettre qui avait trop montré ses folles prétentions, ses projets de désunir les Alliés, et combien il tenait encore à ses anciennes idées et même à ses projets ambitieux. Il se plaignit aussi des lettres du prince de Neuchâtel, ajoutant que, suivant son ancien système, l'Empereur n'avait cherché qu'à compromettre l'Autriche, mais que plus elle avait fait alors contre l'intérêt de ses alliés, en temporisant, plus il était maintenant de son devoir de suivre leur impulsion et de mettre de côté tout intérêt de famille, et que,

(1) Le 23 février 1814, le prince de Lichtenstein était venu demander un armistice à l'Empereur. Le 24, dans l'après-midi, M. de Flahaut, accrédité pour négocier, était arrivé à Lusigny, mais ces négociations n'aboutirent pas. En les entamant, les Alliés, d'ailleurs, n'avaient cherché qu'à gagner du temps.

(2) A Lusigny, les Alliés avaient demandé la suspension des hostilités; mais M. de Flahaut avait déclaré que les pourparlers n'interrompraient pas les opérations qui ne devaient cesser qu'après l'échange des ratifications.

pour lui, il s'en ferait également un devoir, afin de ne donner aucun soupçon, et afin de ne porter aucune atteinte à l'alliance qui avait affranchi l'Europe.

Le prince me dit encore que l'Empereur et M. de Bassano voulaient trop regarder le mariage, non comme un lien de famille, mais comme une chaîne politique pour l'Autriche; que M. de Metternich s'était expliqué sur cela avec l'empereur Napoléon à Dresde (1), avec la même franchise que lui à Paris avec M. de Bassano; que l'Autriche n'avait caché aucune de ses vues, aucune de ses intentions et n'avait cessé de nous avertir du danger, mais que l'Empereur avait toujours voulu s'aveugler.

Cela m'amena à reparler au prince de Schwarzenberg de l'Impératrice, du roi de Rome, des intérêts de l'une, des droits de l'autre, sacrés aux yeux de la nation, aux yeux de l'armée qui, en tout état de cause, les défendraient comme ceux de l'Empereur. Je revins sur l'intérêt qu'avait l'Autriche à les soutenir, quand même elle placerait, comme elle le faisait déjà, l'Empereur hors de la question. Je me servis de tous les raisonnements politiques qui ressortaient naturellement de cette question, sans qu'il eût l'air disposé à y prendre le moindre intérêt. Il rejeta formellement et sévèrement, je puis le dire, toute idée d'intervention, même pour l'Impératrice et son fils. Je lui demandai si M. de Metternich laisserait Paris à la merci des Russes et des Prussiens sans y venir; si l'empereur François leur livrerait, sans intervenir comme médiateur, sa fille, celle qu'il appelait son enfant chérie lorsqu'elle était heureuse; enfin si le prince de Schwarzenberg avait oublié que l'Impératrice était née archiduchesse d'Autriche. Il me répondit vaguement que M. de Metternich viendrait probablement sous peu. Je n'en pus tirer un mot sur l'Empereur, ni une marque d'intérêt pour l'Impératrice (2).

A la fin de la conversation, j'observai de nouveau au prince que leur intérêt, celui de l'Europe, était la paix. Je lui répétais encore qu'ils nous avaient, à la vérité, dérobé quelques marches, mais que, chargés de la garde d'une grande ville qui pouvait être dans quarante-huit heures contre eux, les chances de la guerre, les probabilités étaient alors plus pour nous que

(1) Septembre 1813.

(2) L'empereur d'Autriche n'arriva à Paris que le 15 avril.

pour eux; qu'ils n'avaient pas d'intérêt à repousser une paix d'autant plus honorable pour eux, qu'ils prendraient leur revanche d'amour-propre en la signant dans notre capitale. Il me répondit que mes observations pouvaient avoir, militairement, quelque fondement, mais que, battus et même chassés de France, la déclaration faite ne changerait pas, parce qu'il y allait du salut de tous et qu'on avait reconnu que la conservation de la puissance de l'empereur Napoléon était incompatible avec une paix stable. Sous tous les rapports il me montra clairement que son cabinet et lui s'étaient dévoués à ce que ces messieurs les Alliés appelaient la cause européenne et que l'Autriche ajouterait même à l'indifférence personnelle qu'elle trouvait commode de professer maintenant sur ses intérêts de famille, la lâche tactique de se tenir plus à l'écart que les autres Puissances dans ces circonstances délicates, sous le prétexte de ne point se compromettre et de ne donner aucun soupçon à ses alliés.

Cette conversation ne pouvant plus me laisser de doutes sur les projets et sur les vues des souverains, il m'était facile de prévoir quelle impulsion on chercherait à donner à l'opinion de Paris: aussi y rentrai-je bien douloureusement préoccupé, quoique je n'eusse que trop prévu depuis longtemps ce triste dénouement. Je n'en étais pas moins déterminé à faire tête à l'orage, à défendre l'Empereur jusqu'au dernier moment et à sauver la couronne pour le fils, si je ne pouvais la conserver au père.

CAULAINCOURT, DUC DE VICENCE.

(A suivre.)

LE LONG DE NOS FRONTIÈRES

LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Il n'y a pas, Dieu merci, aujourd'hui de « question du Luxembourg, » comme il y en eut fréquemment et parfois si dangereusement, au cours de notre histoire et comme il y a, dans les mêmes parages, une « question de la Sarre » dont nous avons essayé de définir quelques aspects dans la *Revue* du 15 octobre dernier. « L'ilot paisible », laborieux et aimable du Grand-Duché, notre voisin immédiat, encastré entre la France, la Belgique et la Prusse rhénane, a maintenant organisé sa vie, après des secousses et des incertitudes séculaires dont les dernières se sont succédé de 1919 à 1921. C'est dans une atmosphère de sympathie, de loyale amitié et de collaboration que se déroulent ses relations avec la France, insuffisamment connues par un grand nombre de nos compatriotes, trop enclins à oublier leur propre histoire et à se désintéresser de ce qui se passe à leur porte.

Petit pays, très petit même par le nombre et la superficie, avec ses 285 000 habitants (1), ses 2 580 kilomètres carrés et une population trois fois moins nombreuse et quatre fois moins dense (2) que celle du microcosme sarrois, le Luxembourg, auquel il faut, malgré son exigüité, tous les rouages d'un État moderne et dont l'histoire complexe remonte à celle de nos

(1) Le département du Haut-Rhin a 3 500 kilomètres carrés et 510 000 habitants.

(2) Un peu plus de 100 habitants au kilomètre carré ; densité supérieure à celle de la France, très inférieure à celle de la Belgique.

propres origines, a joué cependant dans les réactions de la vie européenne un rôle de grande importance. Les circonstances politiques et économiques en ont, depuis quelques années, totalement modifié le caractère : la fière forteresse est devenue la cité de l'acier enveloppée dans les jardins et les roses. Pourrait-elle, après tout, s'en plaindre ? C'est le sort parfois amer des zones frontières de subir ainsi, sous des formes très particulières, le choc brutal des grandes secousses historiques : pas plus que le reste de la région située entre Rhin et Moselle, le Grand-Duché n'a échappé depuis mille ans à cette fatalité.

La salutaire leçon que les Français de l'Est reçoivent, eux aussi, chaque jour de leur vie le long des frontières est de les mettre, en dehors de toute mystique, en état perpétuel de vigilance, de les contraindre à l'observation quotidienne, à la comparaison raisonnée et aux contacts extérieurs. Jadis tous nos officiers passaient dans les garnisons de l'Est et cela était de toute sagesse ; ils vont aujourd'hui dans les « théâtres d'opérations extérieurs » qui sont, eux aussi, nos bastions. De tels « voyages autour de leur chambre » ne seraient, peut-être, inutiles ni pour beaucoup de Français, ni pour nos hommes politiques, auxquels ce « tour de France » sur notre périphérie apprendrait, sans doute, beaucoup de choses qui intéressent le pays dans son entier. Les échos de la frontière ont, tout de même, une autre résonance que ceux des clubs politiques.

LE BASTION FÉODAL

Région de hauts plateaux, d'une altitude moyenne de 300 à 350 mètres, avec quelques cotes de 560 mètres, de climat assez rude, le Luxembourg est accidenté, couvert en partie par les avancées orientales de l'immense forêt des Ardennes, familière aux Druides, et d'où sont sortis, non seulement des souvenirs et des mythes poétiques dans lesquels s'entrecroisent les noms fameux de Saint Hubert et des Quatre Fils Aymon, mais aussi de fortes races de conducteurs d'hommes. Des rivières encaissées et torrentueuses creusent profondément son sol. La région méridionale, ou « bon pays », plus fertile, moins âpre, de population plus dense, est, par son terroir, ses pâturages, son vignoble même, son industrie, ses habitants, ses coutumes, sa langue, proche parente de notre Lorraine septentrionale : cette

dernière a reçu, au XVII^e siècle, quelques parties du démembrement du Duché que l'on retrouve dans plusieurs cantons de nos départements de la Meuse, de la Moselle et des Ardennes (Thionville, Montmédy, Damvilliers, Yvois, etc).

Sans frontières naturelles, au contact immédiat du monde german et du monde latin, tributaire du bassin mosellan et par là en rapports avec le Rhin, le Grand-Duché actuel est ce qui subsiste d'un pays quatre fois plus vaste qui s'est étendu de Thionville à Aix-la-Chapelle : diminué au moyen âge, il a été écorné sous Louis XIV par les annexions du Luxembourg français, en 1815 par la portion de son territoire que les Prussiens s'adjugèrent contre le gré des populations pour s'assurer la route stratégique de Trèves à Aix-la-Chapelle, puis par l'attribution des cinq districts du Luxembourg belge au nouveau royaume de Belgique définitivement constitué en 1839, sous la garantie des grandes puissances.

Mais, s'il a des relations rhénanes, il s'étend aussi, en partie, sur l'extrême pointe nord-est des terrains jurassiques qui, en contact vers l'est avec le trias du plateau lorrain, vers le nord avec les terrains primitifs des Ardennes et de l'Eifel, forment cette large ceinture extérieure du bassin parisien dans laquelle la Seine et ses affluents prennent leurs sources et que la Meuse et la Moselle traversent également dans la partie supérieure de leurs cours. Et ce n'est pas en vain que la nature lui a ainsi ouvert des communications vers le sud et vers l'ouest : il est sûr la ligne la plus directe qui unit à Paris la Moselle moyenne et le Rhin prussien. La vie des peuples, leurs rapports, leurs intérêts, leurs tendances, leurs luttes, sont déterminés par une mosaïque de données enchevêtrées dont ils ne soupçonnent pas le plus souvent l'existence : Barrois, trois Évêchés de Metz, Toul et Verdun, Principauté de Sedan, Lorraine, Bourgogne, Champagne, Ardennes, Brabant, Limbourg, électors de Cologne et de Trèves, et même l'Alsace plus lointaine, devaient donc naturellement jouer un rôle important dans l'histoire de ce carrefour, situé à la croisée des routes de Metz à Aix-la-Chapelle, de Bruxelles et d'Amsterdam à Bâle, de Strasbourg à Anvers, de Paris à Cologne et Coblenz : voies romaines, routes napoléoniennes, chemins de fer ont successivement jalonné ces grands courants de vie et de transports dont l'intensité ne cesse de croître, chaque jour, à vive allure.

A proximité de Trèves (l'ancienne métropole gauloise devenue un puissant fief ecclésiastique) et des traditions instaurées à Metz par saint Clément, le Luxembourg, siège d'abbayes anciennes et illustres (1), est essentiellement catholique (2). Il est, à tous égards, une marche, au même titre que la Sarre, la Lorraine et l'Alsace, mais toutefois moins germanique que la première et plus mélangée et plus diverse dans ses origines que les dernières. Il ne s'est définitivement agrégé à aucun des grands groupements de peuples qui se sont constitués auprès de lui : objet, par là-même, de perpétuelles convoitises, son sort a été un perpétuel balancement. De cet ensemble est né son rôle de poste de guet, de bastion, et, pour sa capitale, défendue par le ravin abrupt que l'Alzette creuse dans ses méandres, celui de forteresse : forteresse jugée imprenable qui, avec des fortunes et sous des autorités diverses, passa toujours pour l'une des clefs de la France sur la route naturelle des irruptions germaniques. Goethe en disait : « C'est le plus curieux local qu'on puisse trouver au monde. » Ni nos généraux, ni nos diplomates ne purent jamais, à aucune époque et sous aucun régime, se désintéresser de son sort que l'Allemagne surveillait de son côté jalousement. C'était une loi de notre politique extérieure.

Son nom lui vient de son vieux château, appelé par les chartes anciennes Luciliburgum ou Lucelebourg, qui s'élevait sur le rocher sauvage du Bock ; fraction du royaume d'Austrasie, il eut, dès les premiers Carolingiens, ses seigneurs particuliers issus de cette race. Le premier que l'histoire mentionne en 933 est Sigefroy, fils cadet du comte d'Ardenne, qui sortait également des comtes de Verdun. Avec lui et ses descendants, commencèrent, sur ce sol tourmenté et dans le mystère des halliers impénétrables, de longues luttes contre Trèves, le comte de Bar et, par intermittences, contre l'Empire. C'est à la fin du *x^e* siècle qu'apparaît le titre de comte de Luxembourg. Par des alliances, les héritiers des comtes de Namur et de Bar, puis le marquis d'Arlon, fils du duc de Limbourg, acquirent successivement la possession du Comté auquel ils annexèrent des terres wallonnes. L'un de ses maîtres, le comte Henri V,

(1) Entre autres l'abbaye d'Echternach, fondée par saint Willibrod, où a lieu chaque année la célèbre procession dansante.

(2) 275 932 catholiques, 4 000 protestants, 1 177 israélites.

vaincu par le comte de Bar comme son fils, Henri VI, le fut à Wœringen par le comte de Brabant, ne dut la liberté et la possession de ses États ensanglantés et diminués qu'à l'intervention de saint Louis. La France suivait déjà de très près les événements de cette région perpétuellement troublée. Le comte Henri VII, largement accueilli à la cour de France, fut contre les Anglais le fidèle allié de Philippe le Bel; il devint en 1312 empereur d'Allemagne. Son fils Jean I^{er} de Luxembourg, roi de Bohême (1) par son premier mariage, mari en secondes noces de Béatrice de Bourbon et dont la fille épousa Jean, roi de France, conduisit à Philippe de Valois de puissants contingents et trouva une mort héroïque à Crécy. « Je n'ai pu, disait-il, oublier les chemins de France. » Comme le vieux souverain aveugle refusait de se mettre en sûreté au cours de la bataille : « Je vous prie et requiers très spécialement, dit-il à ses chevaliers, que vous me meniez si avant afin que je puisse donner un coup d'épée. » Lui ayant obéi, ils lièrent leurs chevaux au sien pour le conduire dans la désastreuse mêlée, sans se séparer de lui. Leurs corps furent ainsi retrouvés. Ses descendants fournirent, aux xiv^e et xv^e siècles, cinq souverains au Saint Empire romain germanique.

Érigé en Duché par l'empereur Charles IV, fils de Jean I^{er}, le Luxembourg passa successivement aux mains de Josse, marquis de Moravie, puis de Louis, duc d'Orléans, frère du roi Charles VI. Lorsque, en 1443, Élisabeth de Luxembourg, veuve d'Antoine de Bourgogne, duc de Brabant, confia, moyennant finances, l'administration du Duché à Philippe le Bon, duc de Bourgogne, ce dernier se hâta de l'occuper avec une armée nombreuse, prit de nuit sa capitale par escalade et s'empara de toutes les places. C'en était fait de l'indépendance et des souverains particuliers. Ces alliances et l'antithèse violente de ces alternances devaient avoir une conclusion singulièrement contraire aux intérêts français par le mariage, conclu en 1478, de Marie de Bourgogne, fille et héritière de Charles le Téméraire, avec l'archiduc d'Autriche et futur empereur Maximilien. Le Luxembourg, englobé avec la Bourgogne dans les biens des Habsbourg, devenait une dépendance de l'Empire (2), et

(1) De 1310 à 1437, la Bohême fut gouvernée par les princes de la maison de Luxembourg.

(2) Il passa en 1506 dans la branche espagnole de la maison d'Autriche.

la France était exposée par là à des dangers nouveaux : contre ces périls, lorsque « le soleil commença à ne plus se coucher sur les terres d'Autriche », Louis XI, Charles VIII, Louis XII et François I^{er} n'ont pas cessé de lutter.

Mais le Luxembourg nous avait, entre temps, fait un cadeau. La branche non souveraine des Luxembourg-Ligny, fixée au xiv^e siècle sur notre territoire, y fut comblée de charges et d'honneurs. Par son alliance avec les Montmorency, « première maison du Royaume après celle de Bourbon », elle vint s'épanouir dans l'illustre lignée des Montmorency-Luxembourg. « Le vilain bossu », maréchal de Luxembourg, vainqueur de Fleurus, de Steinkerque, de Nerwinde, « tapissier de Notre-Dame et continuateur de Condé », devait porter sa gloire à son apogée : elle fut recueillie par une belle succession de soldats français. L'honneur de servir le pays se transmet ainsi, parfois, de père en fils, comme la plus précieuse des charges héréditaires. Un dicton le rappelle : « Le Luxembourg a donné à l'Église des saints, à l'Allemagne des maîtres, à la France des serviteurs. »

LA FORTERESSE FRANÇAISE

Le « grand projet » d'Henri IV pour asseoir les frontières françaises et pour en éloigner la maison d'Autriche et l'Espagne qui l'encerclaient, la lutte victorieuse menée par Richelieu les avaient naturellement amenés à regarder du côté du Luxembourg qui avait eu avec la France des rapports si étroits et où vraiment l'Espagne était une intruse. « Je veux bien, disait Henri IV, que la langue espagnole demeure à l'Espagne, l'allemande à l'Allemand, mais toute la française doit être à moi. » Par le traité des Pyrénées, Mazarin donnait corps à ces aspirations et obtenait la partie méridionale du duché qui n'a pas, depuis lors, cessé d'être nôtre (1659).

Ce fut Louis XIV qui, au moment où il donnait à la France Sarrebrück, Deux-Ponts, Montbéliard, Strasbourg, et où il créait Sarrelouis, se décida à une action énergique sur la forteresse luxembourgeoise, demeurée hors de notre pouvoir et dont l'occupation lui semblait indispensable à l'établissement de la barrière que la France a toujours recherchée. En 1681, le maréchal de Créqui et Vauban s'en emparaient.

Comme il le fit pour Strasbourg et tant d'autres villes, le génial organisateur de notre frontière transforma Luxembourg en l'une des plus puissantes places d'armes de l'Europe, dont le maréchal de Boufflers fut nommé gouverneur. En mai 1687, le Roi, le Dauphin, la Cour y passèrent huit jours et présidèrent à des fêtes splendides qui témoignaient de l'importance accordée à cet événement.

Mais les suites désastreuses de la guerre de la Ligue d'Augsbourg, qui eurent pour conséquence le traité de Ryswick (1697), nous enlevèrent Luxembourg, si elles nous conservèrent Strasbourg : « Nous perdons pour jamais l'occasion de nous borner par le Rhin, s'écria Vauban. Nous n'y reviendrons plus et la France, après s'être ruinée et avoir consommé un million d'hommes pour s'élargir et se faire une frontière, quand tout est fait et qu'il n'y a plus qu'à se donner un peu de patience pour sortir glorieusement d'affaire, tombe tout à coup sans nécessité. De la manière qu'on nous promet la paix générale, je la tiens pour plus infâme que celle de Câteau-Cambrésis qui déshonora Henri II. » Ne retrouve-t-on pas dans ce rude et courageux langage, comme les prémisses de préoccupations et de protestations dont nous avons, depuis 1919, recueilli souvent l'écho sur des lèvres illustres ?

Dès le début de la guerre de succession d'Espagne, nous rentrions dans Luxembourg en février 1701 ; douze ans plus tard, le traité d'Utrecht (1713) nous en délogeait à nouveau pour l'attribuer aux Pays-Bas autrichiens. Cette situation dura quatre-vingts ans, sans que les vues de la France sur le Duché eussent jamais été oubliées : en 1739, en 1757, en 1785, on les voit reprendre corps sous Louis XV et Louis XVI, au cours de maintes négociations diplomatiques que le cabinet de Versailles mena sans succès avec l'Empire.

Les armées de la Convention eurent la gloire de rétablir sur la citadelle de Vauban le drapeau français : assiégée le 21 novembre 1794 par le général René Moreaux, la place, que défendait le feld-maréchal autrichien de Bender, capitula le 30 mai 1795. Sa garnison reçut les honneurs de la guerre : elle comprenait de nombreux contingents luxembourgeois et wallons qui désertèrent en masse pour s'incorporer dans nos rangs. Durant le blocus lui-même, la Convention avait entendu la lecture d'une « adresse des habitants et des administrateurs

de la ci-devant province de Luxembourg » par laquelle ils demandaient leur incorporation à la France : le décret qui leur donnait satisfaction fut rendu le 1^{er} octobre 1793. Sous le nom de « département des Forêts », avec quatre arrondissements, le Luxembourg, appelé par Carnot « le boulevard inexpugnable de notre frontière de l'est, un autre Gibraltar », rentra dans la vie française. Ce ne fut pas, du reste, sans des erreurs regrettables, sans des difficultés et des heurts qui nous furent longtemps reprochés et que la politique religieuse de la Convention et du Directoire, la vente des biens ecclésiastiques, les réquisitions et les taxations suffirent largement à expliquer. Déjà l'anticléricisme n'était pas article d'exportation ni d'assimilation.

Là comme ailleurs, le génie de Bonaparte remédia rapidement à cet état de choses : avec lui, l'ordre, la prospérité et l'amitié marchèrent de pair. Les Luxembourgeois, loyalement attachés à sa fortune et à celle de la France, lui fournirent, jusqu'à la fin de l'Empire, de nombreuses, solides et fidèles légions (1), « colonnes de granit », dira-t-il d'elles le lendemain de Marengo, « bons cœurs, mauvaises têtes, soldats incomparables ». Ne devons-nous pas, en 1914, trouver vers nos drapeaux un élan semblable et plus généreux encore ? L'Empereur visite le département en 1804 ; il s'intéresse personnellement à son industrie, à ses mines, comme il le fait pour la Sarre, voisine. Il crée ou améliore les routes, car il est indispensable d'aller aisément d'Anvers à Strasbourg et de Bruxelles à Metz. 1814 vit la région occupée par les Alliés ; mais la forteresse de Luxembourg, donnant l'exemple de la plus belle ténacité (que la garnison d'Huningue devait imiter en 1813, sur les bords du Rhin), ne capitula que le 13 mai 1814, cinq semaines après qu'il n'y avait plus d'Empereur des Français : grande leçon du devoir militaire bien compris et fièrement accompli. Les efforts de Talleyrand pour conserver le Luxembourg à la France, suivant les instructions de Louis XVIII et pour « arrêter à tout prix la croissance menaçante de la Prusse », furent vains : dès le 1^{er} mars 1814, à Chaumont, les Alliés s'étaient, en effet, entendus pour sa réunion au « gouvernement général du Rhin moyen ». Mais ce n'était là que

(1) Charles Schaack, *les Luxembourgeois, soldats de France* (1910).

du provisoire : il n'est pas toujours aisé, entre alliés, de savoir comment organiser ses conquêtes et, la jalousie aidant, à qui en attribuer la garde ou la possession.

PAYS-BAS ET ALLEMAGNE

Le bénéficiaire principal fut, pour le moins, inattendu. On tailla à droite et à gauche en pleine chair vivante, sans tenir compte du passé et des affinités. Si la Prusse, première servie, s'adjudgea la partie orientale du Duché, avec une population de 50 000 habitants, les traités de 1813, adjoignant à ce qui restait de ce premier démembrement la majeure partie du Duché de Bouillon et quelques territoires liégeois, en firent un Grand-Duché, incorporé à la Confédération germanique dont l'Autriche recevait la présidence à perpétuité. Ils le donnèrent, en toute propriété et souveraineté personnelle, à la maison d'Orange-Nassau, représentée par le dernier des Stathouders et nouvelle venue en cette affaire, à titre de compensation pour les territoires qu'elle cédait ailleurs à la Prusse. L'ordre de succession au trône dans le Grand-Duché était établi dans la ligne de primogéniture masculine, conforme au statut familial des Nassau, à l'exclusion de la féminine admise au royaume des Pays-Bas que la même maison recevait. C'était là une union toute personnelle sur la tête d'un souverain commun et non pas une fusion d'États, puisque les deux gouvernements de La Haye et de Luxembourg étaient distincts. L'Europe de la Sainte Alliance se complaisait à ces brassages de peuples et à ces mariages diplomatiques, appelés, par défaut de consentement mutuel, à de retentissants divorces.

L'indépendance luxembourgeoise, ainsi définie, était cependant toute théorique et fut, en fait, « limitée et annulée au point que les habitants n'en avaient pas conscience ». Cependant, muni de cette double couronne, Guillaume I^{er}, souverain du royaume des Pays-Bas constitué par l'annexion paradoxale de la Belgique aux territoires hollandais, différents de race, de religion, de traditions et de langue, était contraint d'accepter que Luxembourg fût déclaré forteresse fédérale au même titre que Mayence et Landau. Afin d'y surveiller la France, contre laquelle ce bloc se constituait, la Prusse recevait mission d'en assurer la garnison. Le roi Guillaume I^{er} ne tarda pas, du reste,

à annexer tout simplement le Grand-Duché à son royaume et le comprit parmi ses provinces méridionales belges. Vauban avait vu clair : s'il eût vécu en 1815, qu'eût-il pu ajouter à sa protestation de 1697, en voyant la Prusse retourner contre la France la citadelle de Luxembourg? Elle ne cessa d'y faire, jusqu'en 1863, d'importants travaux et d'en accroître la garnison, malgré les timides protestations du souverain qui prenaient, en fin de compte, figure de concessions.

La France n'oubliait pas entièrement les intérêts qu'elle y avait. Cherchant des diversions à ses difficultés intérieures, Charles X s'efforça, en 1829, sous le ministère Polignac, de reprendre notre politique traditionnelle et d'entraîner la Russie dans un projet de remaniement général de l'Europe, grâce auquel nous aurions recouvré ce que nous avions perdu en 1815 sur nos frontières orientales. La révolution de 1830 interrompit ces rêves : le même mécontentement entraînait le Luxembourg et la Belgique dans un mouvement insurrectionnel contre les Pays-Bas. Les baïonnettes prussiennes empêchèrent seules la capitale du Grand-Duché d'y participer. Le 5 octobre 1830, les Belges proclamaient leur indépendance. Le roi Louis-Philippe, qui avait renoncé pour son fils, le Duc de Nemours, au trône de Belgique confié en 1831 au prince Léopold de Saxe-Cobourg⁽¹⁾, envoya l'armée du maréchal Gérard libérer Anvers du joug hollandais. Il tenta de recevoir, en retour, à Luxembourg, « une concession naturelle et légitime ». Mais la Confédération germanique, soutenue par l'Angleterre, entendait bien n'abandonner aucun des droits qu'elle avait sur la forteresse. Rarement l'Europe fut plus près de la guerre. A la suite des conférences de 1838, précédées de sept années de conversations, le traité de Londres du 19 avril 1839, dit « des 24 articles », consacrait la solution de la question belge et la neutralité du nouveau royaume garantie par l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie. Le roi des Pays-Bas conservait une portion du Luxembourg, à l'exclusion des cantons wallons remis à la Belgique et recevait en dédommagement une part du Limbourg. Le Grand-Duché était solennellement reconnu comme partie intégrante de la Confédération germanique : les sentinelles prussiennes y mon-

(1) Veuf en première nocces de la princesse Charlotte d'Angleterre, il épousa, le 8 août 1832, la princesse Louise d'Orléans, fille de Louis-Philippe.

taient toujours la garde. Malgré les tentatives de la France pour organiser une union douanière avec la Belgique, le Grand-Duché entraît, en 1842, dans le Zollverein allemand, patiemment établi par la Prusse depuis quelques années. Le roi Guillaume II (1840-1849) lui accorda au même moment une constitution qui appelait, pour la première fois, les Luxembourgeois à participer au gouvernement de leur pays (1).

• Allait-on souffler? — Pas encore. — L'ère des difficultés extérieures n'était pas close de ce chef. La « question du Luxembourg », décidément point sensible de la vie européenne, et foyer parfois assoupi, mais rarement éteint, devait se réveiller avec une particulière acuité, mettant en face l'une de l'autre la France de Napoléon III et la Prusse de Bismarck (2).

La politique hésitante de la France durant la guerre de 1866, ses demandes inopérantes à l'heure des préliminaires de Nickolsbourg (26 juillet 1866), lorsque la Prusse triomphante pouvait se passer d'appui, n'avaient pas empêché l'Empereur de rechercher à cette occasion des « compensations ». « Politique tardive, chimérique et funeste de neutralité périmée », qui devait laisser la Prusse plus forte et la France humiliée. L'heure de la politique dilatoire était passée pour la première, le moment d'agir envolé pour la seconde. Le comte de Bismarck, plein de mépris, au moment de sa propre victoire, pour ce qu'il appelait « la politique des pourboires », y répondit, suivant sa manière, tantôt par de feintes avances et des sourires, tantôt par des pièges où la France se trouva prise : assurances verbales maintes fois données à nos ambassadeurs et à l'Empereur lui-même; confiant et chimérique abandon d'un souverain généreux et trop crédule vis-à-vis de ses interlocuteurs allemands; projets de traités secrets relatifs à la rive gauche du Rhin, à Mayence, au retour du Luxembourg à la France; folle imprudence d'un document écrit relatif à l'annexion de la Belgique à la France qui fut remis par nous au chancelier prussien, heureux de nous précipiter, avec de

(1) L'administration ecclésiastique fut également réformée. Luxembourg ne devint un évêché qu'en 1870. Le décret impérial de 1809 sur l'organisation des fabriques y est toujours en vigueur.

(2) Pierre de La Gorce, *Histoire du Second Empire*. — G. Rothan, *L'Affaire du Luxembourg*. — Paul Matter, *Bismarck et son temps*. — Emile Ludwig, *Bismarck*. — Seignobos, *Histoire politique de l'Europe contemporaine*.

bonnes paroles prises pour argent comptant, vers les périls qui pouvaient en résulter.

Lorsqu'il s'agit de serrer de plus près ces questions, « M. de Bismarck, qui souffrait de névralgies et ne pouvait recevoir personne, s'apprêtait à partir pour la campagne. » Le rusé compère avait entre les mains de quoi nous compromettre auprès de nos amis et de l'Europe entière. A Paris, on se croyait pour le moins assuré de son concours pour le Luxembourg, dont il avait offert « de nous faciliter par tous moyens l'acquisition ». Du reste, la Confédération germanique, présidée depuis 1815 par l'Autriche, avait, du fait de Sadowa, cessé d'exister; la Prusse agrandie et triomphante l'avait remplacée par la Confédération de l'Allemagne du nord, dont ni les Pays-Bas ni le Grand-Duché, inquiets de l'appétit de leur voisine, ne faisaient partie. Cette même Prusse pouvait-elle conserver, en vertu de traités périmés, le droit de tenir garnison à Luxembourg et pouvions-nous le tolérer? Le roi des Pays-Bas, Guillaume III (1849-1890), réclama le départ des troupes prussiennes. Bismarck lui répondit avec hauteur « qu'il ne voyait aucun inconvénient à ajourner la discussion de cette affaire » (27 mars 1867).

Des négociations d'abord timides, puis actives, s'ouvrirent entre Paris et La Haye au sujet du Grand-Duché. « Le Roi grand-duc » avait des besoins d'argent qui s'ajoutaient à ses préoccupations politiques. La France ne pouvait-elle lui garantir son indépendance aux Pays-Bas, en même temps que la possession du Limbourg, quitte pour lui à sacrifier, contre deniers sonnants, une province lointaine, alors de peu de profits et source de tant de difficultés diplomatiques? N'était-ce pas, de l'avis du président du gouvernement grand-ducal lui-même, « la seule solution désirable pour le Luxembourg »? Des lettres formelles de cession s'échangèrent entre Guillaume III et Napoléon III. Déjà la France se préoccupait de l'organisation administrative du Luxembourg et de celle d'un plébiscite analogue à ceux qui avaient consacré l'annexion de la Savoie et de Nice, car l'Empereur tenait à cette formule. Mais Berlin veillait secrètement au grain. Sous son influence, Guillaume III, revenant sur ses engagements, déclara que les puissances signataires du traité de 1839 étaient engagées dans l'affaire et qu'il lui fallait nécessairement, entre autres, le consentement de la Prusse.

La presse et l'opinion allemandes réagissaient avec vigueur et aigreur. Maître adroit de l'une et de l'autre et résolu à s'en servir contre nous, Bismarck se fit interpellier au Reichstag par M. de Benningsen, le 1^{er} avril 1867, le jour même où Napoléon III inaugurerait à Paris l'Exposition universelle. « Les gouvernements confédérés sont d'avis, dit-il au cours d'une séance mouvementée, qu'aucune puissance étrangère ne portera atteinte aux droits incontestables des populations et des États de l'Allemagne. » Nous étions joués. La menace était formelle, publique, sanctionnée par un vote parlementaire ; le désaveu des promesses passées était absolu et cynique. L'irritation fut grande en France et l'émotion générale en Europe. La guerre allait-elle éclater à propos du Luxembourg ? Ce n'était pas encore l'intérêt de la Prusse. La France, endormie par le tourbillon des fêtes, incomplètement armée et qui sortait du Mexique, n'y pouvait songer. La médiation de l'Angleterre, instruite des menées de Bismarck, fut sollicitée. Le 11 mai 1867, les Puissances (1), après avoir déclaré sans effet les arrangements franco-hollandais et périmés les droits de la Prusse, signaient à Londres un traité par où elles garantissaient collectivement la neutralité perpétuelle du Grand-Duché sur lequel la souveraineté du roi des Pays-Bas était maintenue. La garnison prussienne devait se retirer, ce qu'elle fit aux applaudissements de la population (2). La forteresse devait être rasée : son démantèlement ne fut terminé qu'en 1883. On fit, de part et d'autre, contre mauvaise fortune bon cœur. Le 3 juin 1867, le roi de Prusse et le comte de Bismarck arrivèrent à Paris, sur l'invitation de l'Empereur, pour visiter l'Exposition. Ils devaient y revenir trois ans plus tard.

Malgré les menaces de Bismarck qui accusait le Grand-Duché de francophilie, la guerre de 1870 respecta, de part et d'autre, la neutralité luxembourgeoise, ainsi que « le chiffon de papier » de 1867, qui fut déchiré, en 1914, comme celui de 1839. Accrue par la grande prospérité que le Luxembourg dut au Zollverein, l'influence allemande ne cessa de s'y développer.

(1) Puissances signataires : Pays-Bas, Luxembourg, Autriche, Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Prusse, Russie.

(2) Cette chanson était sur toutes les lèvres : *Wir welle bleiwe wat wir sin. — Wir welle jo keng Preise gin.* « Nous voulons rester ce que nous sommes. Nous ne voulons pas devenir Prussiens. »

Elle était encore facilitée par la cession que la France dut faire à l'Allemagne du réseau des chemins de fer Guillaume-Luxembourg (que la Compagnie des chemins de fer de l'Est avait administré jusqu'en 1870) ainsi que par l'action exercée sur le développement des entreprises sidérurgiques. Lorsque le roi des Pays-Bas, Guillaume III (qui avait confié le gouvernement local à son frère, le prince Henri), mourut en 1890, l'union personnelle avec le Luxembourg cessa par défaut d'héritier mâle. La jeune reine Wilhelmine succéda à son père à La Haye. Un Allemand, le Duc de Nassau (1), reçut, à 73 ans, la couronne grand-ducale. Son fils, Guillaume IV, n'ayant que des filles, il fallut, en 1907, modifier le statut successoral. Le Grand-Duc, incapable d'exercer ses fonctions, avait dû remettre la régence à sa femme, Marie-Anne de Bragance, fille de Don Miguel. En 1912, la jeune grande-duchesse Adélaïde, sa fille, montait ainsi sur le trône où ses propres traditions et son entourage allemand devaient deux ans plus tard guider sa conduite. Une exacte réserve n'eût-elle pas dû tempérer alors les conséquences de son inexpérience en face de la violence odieuse faite à son pays?

LA GUERRE ET LA PAIX

La colonie luxembourgeoise en France comptait avant la guerre 30 000 membres : elle vit ce chiffre porté, durant la tourmente, à 50 000. N'ai-je pas encore devant les yeux le spectacle de ces deux sœurs de charité luxembourgeoises qui, fuyant l'invasion avec les réfugiés de la frontière après la bataille de Longuyon, portaient dans leurs bras, au milieu des chariots et des habitants mêlés à nos troupes en retraite, un nouveau-né emmailloté comme un « bambino » de Della Robia qu'elles se passaient à tour de rôle ainsi qu'elles l'eussent fait d'un calice ou d'un ostensorio?

3 600 Luxembourgeois (2) s'engagèrent dans notre seule Légion étrangère, soit près de 120 par 1 000 habitants; d'autres servirent dans l'aviation, dans les convois automobiles, dans les armées belge, anglaise, italienne, américaine. Leur conduite fut admirable, en particulier dans un corps où l'héroïsme

(1) De la branche aînée, ou walmarienne, dépossédée par la Prusse en 1866.

(2) Arthur Diderich, *les Luxembourgeois à la Légion étrangère, 1914-1918*.

est de tradition et toujours prêt aux « coups de chien ». Bien peu revinrent. L'un des plus beaux monuments du Grand-Duché, et le plus émouvant assurément, élevé sur le reste d'un bastion de Vauban, rappelle le sacrifice consenti par eux à leur patrie et à la France, dont l'une avait compris et l'autre inspiré ces sentiments. Au cimetière de Luxembourg, les tombes des soldats français morts dans le Grand-Duché forment une garde d'honneur à celle du soldat inconnu luxembourgeois.

Les préparatifs militaires auxquels on se livrait sur la frontière allemande, à la fin de juillet 1914, n'avaient pas échappé au gouvernement grand-ducal, malgré sa confiance aveugle dans la parole allemande. Le 30 juillet, les ponts de la Moselle et de la Sure avaient été fermés du côté allemand et tout trafic interrompu. Le 1^{er} août, M. Eyschen, ministre d'État depuis trente ans, avait attiré l'attention des représentants diplomatiques sur une dépêche de l'agence Havas relative au respect que la France aurait de la neutralité luxembourgeoise tant qu'elle ne serait pas violée par une autre puissance. Les faits allèrent comme de coutume plus vite que les notes diplomatiques. Dans l'après-midi de ce même 1^{er} août, avant toute déclaration de guerre, six automobiles militaires, venues d'Allemagne, débarquaient des officiers et des soldats à la gare luxembourgeoise de Trois-Vierges; ils déboulonnèrent les voies conduisant vers la Belgique; le soir, ils se retirèrent, prétextant d'une « erreur », mais non sans avoir annoncé qu'à la même heure les troupes allemandes entraient dans le Grand-Duché. Le 2 août, en effet, entre 4 et 5 heures du matin, des trains blindés passaient par la gare de Wasserbillig, venant de Trèves. « Wo sind die Franzosen ? » « Où sont les Français », telle était la question posée par tous les chefs des détachements appartenant au 8^e corps prussien (général Tullf de Tchepe et Weidenbach) de la V^e armée allemande commandée par le Kronprinz. Ils étaient à la recherche d'un groupe de 650 cyclistes français qui, à leur dire, auraient, dans la soirée du 1^{er} août, franchi la frontière luxembourgeoise ! Une proclamation militaire (1), imprimée à l'avance en Allemagne et placardée le 3 août, portait ce grossier mensonge à la connaissance des populations. N'étions-nous pas alors retirés à 10 kilomètres en arrière de nos fron-

(1) *La neutralité du Grand-Duché pendant la guerre.* Livre gris publié par la Direction générale des Affaires étrangères, Luxembourg, 1921.

tières? « Les faits qui ont provoqué l'occupation sont faux, affirma M. Eyschen. Je le déclare devant le pays et devant l'Europe. » — « Opération passagère, qui n'est pas un acte d'hostilité, mais seulement des mesures prises pour la protection des chemins de fer qui se trouvent sous l'administration allemande. Tout tort commis sera réparé », riposta le chef prussien. A 9 h. 30, le 2 août, la ville de Luxembourg était occupée par la 16^e division. Un commandant de la gendarmerie locale courut à travers la ville pour notifier au chef de cette unité la protestation du gouvernement grand-ducal : à cela se réduit la légende de la voiture de la souveraine barrant aux envahisseurs le pont sur l'Alzette. Et que pouvaient contre cette irruption une compagnie de 300 volontaires, armée de deux mitrailleuses? A 10 heures, la Grande-Duchesse envoyait à Guillaume II un télégramme bref et assez timide; de son côté, le gouvernement, siégeant en permanence, s'adressait plus vivement à MM. de Jagow et de Bethmann; dans la soirée, Bruxelles, La Haye, Londres, Paris, Saint-Petersbourg, Rome, Vienne étaient informés par ses soins de cette violation de la neutralité et, le 3, le Parlement s'associait à ces protestations que la Grande-Duchesse faisait siennes à son tour. « Nécessité ne connaît pas de loi », telle fut la réponse que le Chancelier fit au Luxembourg et à la Belgique (envahie le 4 août) en s'adressant, le 10, au Reichstag.

Notre ministre quitta la capitale le 4 août, celui de Belgique le 8 (1). Le Luxembourg, premier frappé, était désormais pays conquis, traité comme tel et considéré comme une base de départ propre à la trahison et à l'embuscade.

La « Direction supérieure de l'armée allemande » et l'Empereur lui-même s'installèrent en maîtres. La grande-duchesse Adélaïde reçut à dîner Guillaume II ainsi que le chancelier; les dignitaires allemands de sa Cour qui avaient été amenés par les Nassau prirent, sans renoncer à leurs charges, du service dans l'armée des envahisseurs; en pleine guerre (avril 1918), la princesse Antoinette, sœur de la Grande-Duchesse, célébra, à l'insu du gouvernement, ses fiançailles avec le kronprinz de Bavière. Celles des usines qui étaient entre les mains des Allemands (Thyssen, Gelsenkirchen) fabriquèrent du matériel de

(1) En 1915, ce fut le tour du ministre d'Italie.

guerre. Cependant la population, de jour en jour dépouillée par les réquisitions, sans vivres suffisants (1), sans nouvelles, épiée, soumise, parfois au péril de la vie, à toutes les outrances de la police et de la justice militaires, aux visites domiciliaires, aux arrestations, aux condamnations pour espionnage (2), ne cessait de se rapprocher de la France et de s'écarter de sa souveraine, dont les tendances s'accroissaient vers le gouvernement personnel. En France, les comités luxembourgeois rivalisaient d'ardeur pour apporter de l'aide à nos troupes, à nos hôpitaux, aux régions dévastées, à leurs compatriotes engagés dans nos rangs et pour lutter contre la domination allemande sous laquelle leur pays étouffait. A Luxembourg, même travail au milieu des difficultés de chaque jour.

Cela dura jusqu'au 22 novembre 1918. A cette date, notre 109^e d'infanterie, commandé par le colonel Randier, entra, au milieu d'ardentes acclamations et presque enseveli sous les fleurs, dans Luxembourg, où il allait constituer un îlot au milieu de l'armée américaine (3) et la garde d'honneur du maréchal Foch. Ce dernier, accueilli avec enthousiasme comme « le libérateur », y arrivait lui-même, le 13 décembre, avec le général Weygand et y installait l'échelon avancé de son quartier général (4).

La guerre terminée, qu'allait devenir le Luxembourg rendu à sa respiration naturelle? Un mois après l'armistice, le 11 décembre 1918, par une communication adressée à l'Allemagne, le gouvernement grand-ducal avait dénoncé le Zoll-

(1) Le ravitaillement fut particulièrement assuré par la Suisse. L'Allemagne mit l'embargo sur des vivres achetés par le Grand-Duché en Roumanie.

(2) Le journal français *l'Indépendance luxembourgeoise* fut supprimé par les Allemands en 1914. Son vaillant directeur, M. Noppeney, créateur du « Comité central des œuvres de secours aux victimes de la guerre », fut incarcéré à Trèves en 1915; condamnation de M. Worré pour avoir prêté de l'aide à des prisonniers évadés; condamnation à mort de M. Fournelle, etc...

(3) La garnison française, maintenue après la signature du traité de paix, sur la demande de M. Reuter, ministre d'État, a été retirée en 1920 pour répondre à un désir du roi des Belges. En raison des menées d'un groupe d'annexionnistes belges et pour ne pas engager l'avenir, le maréchal avait tenu à ne pas faire participer l'armée belge à l'occupation.

(4) L'état-major du maréchal, complet puis réduit, a fonctionné à Luxembourg du 13 décembre 1918 au 20 juin 1919. Il en est parti pour Kreuznach, afin d'y préparer la marche en avant en cas de non-signature de la paix. Le maréchal a fait lui-même à Luxembourg deux séjours de deux jours (déc. 1918, juin 1919), dans la belle demeure de M. d'Hanloncelles.

verain ainsi que la convention ferroviaire de 1872, dont un si abominable usage avait été fait contre lui et contre nous. Le 3 janvier 1919, il s'était tourné vers les Alliés, « pour entamer des négociations en vue d'arriver à un rapprochement économique entre les pays de l'Entente et le Grand-Duché... qui se plaçait sous la protection de ces puissances ». La question était pendante entre la France et la Belgique : sympathies franco-luxembourgeoises, d'une part; nécessité pour la France d'arracher définitivement le Grand-Duché à l'Empire germanique dont lui-même, averti par l'expérience, ne voulait plus entendre parler; indéfectible amitié franco-belge, d'autre part, à laquelle nous voulions donner des témoignages; intérêt militaire et économique de l'un et l'autre pays; froissements à éviter avec notre héroïque allié. L'affaire se présentait complexe. L'opinion parlementaire n'était pas chez nous sans s'en émouvoir : instruite du passé, frappée de l'attitude francophile des Luxembourgeois, des sacrifices qu'ils avaient librement consentis à notre cause, de leurs désirs, elle souhaitait par la voix de plusieurs de ses membres leur voir laisser la liberté du choix.

On n'avait pas attendu l'armistice pour s'en préoccuper (1). Le comité des Luxembourgeois réfugiés à Paris multipliait ses démarches et notre « Comité d'études » (2) ses beaux travaux qui eussent pu être si utiles. M. Briand, dans sa circulaire confidentielle de février 1917 sur les buts de guerre, avait évité toute précision; mais le 9 juin suivant, M. Ribot, président du Conseil, déclarait au baron de Gaiffier, ministre de Belgique à Paris, que « l'annexion du Luxembourg n'était pas un de nos buts de guerre et qu'il l'autorisait à faire état de cette déclaration ». Cette dernière, qui ne visait cependant que « l'annexion » proprement dite, était assurément prématurée, trop absolue et grosse de conséquences, puisqu'elle devançait les événements et laissait carte blanche à un moment où nous étions priés de toutes relations avec le Grand-Duché. Mais des conversations l'avaient accompagnée et suivie. La parole de la France était engagée. Elle y est demeurée obstinément fidèle,

(1) André Tardieu, *La Paix*, 1921.

(2) Créé à Paris le 17 février 1917, sur les démarches faites dès 1915 par M. Charles Benoist, et sous la présidence de M. Lavis, « pour constituer une série de dossiers utiles à ceux qui auront la responsabilité de représenter la France au congrès de la paix ».

« en parfaite loyauté et entière franchise », étendant même les conséquences de cette fidélité jusqu'à l'extrême du désintéressement : il nous a conduits à ne pas tenir compte des vœux d'un pays qui a déclaré avoir besoin de la France et vouloir unir ses intérêts aux siens.

Fort de ces promesses, le 11 février 1919, M. Hymans avait habilement établi que « son pays répudiait toute politique d'annexion, mais qu'il comptait sur les puissances pour aider au rapprochement de la Belgique et du Grand-Duché, rapprochement justifié par la force du souvenir et le sentiment de la sécurité ». Cette « force » et ce « sentiment, » n'avions-nous pas, nous aussi, quelque chose à dire à leur sujet ?

Cependant les Luxembourgeois s'agitaient sur place. Déjà, M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, avait fait connaître aux ministres luxembourgeois qui lui avaient demandé audience à Paris « qu'il ne pouvait recevoir le gouvernement de la grande-duchesse Adélaïde ». Les quelques forces luxembourgeoises menaçaient de se révolter. Le 9 janvier 1919, une émeute à tendances antidynastiques, républicaines et francophiles éclata à Luxembourg : avortée par suite des dissensions de ses promoteurs et non sans effet de l'anormale intervention du général français, commandant d'armes, dans les affaires intérieures d'un pays ami (1), elle eut, le même jour, pour résultat, l'abdication de la grande-duchesse Adélaïde (2), vis-à-vis de laquelle l'hostilité des classes dirigeantes n'avait cessé de croître, et l'accession au trône de sa sœur Charlotte, actuellement régnante.

Au cours des négociations avec les Belges, M. Clemenceau précisa que : 1° la France ne poursuivait au Luxembourg aucun désir d'annexion, ni ouverte, ni déguisée; 2° qu'elle serait heureuse de tout accord qui s'établirait entre Belgique et Luxembourg : « Non seulement elle s'en félicitera, mais elle y aidera de tout son pouvoir... » « Arrangez-vous avec le Luxembourg; ne me demandez pas de repousser par un acte officiel les sympathies qui se tournent vers la France et d'imposer la solution belge qui doit sortir d'une explication libre et sceller entre les trois pays un anneau de plus. » Pou-

(1) Sur son ordre, et sans entente avec les autorités locales, le Parlement fut occupé et il harangua les populations.

(2) Elle s'est retirée dans un couvent du Carmel où elle est morte.

vions-nous aller plus loin vis-à-vis de la Belgique dans nos ~~propos~~ d'amitié ? Nous lui laissions la priorité de la reconnaissance du gouvernement luxembourgeois ; suivant son désir, nous ajournions l'audition par le Conseil suprême de la délégation luxembourgeoise ; nous appuyions à deux reprises l'ajournement du plébiscite et du referendum économique auquel, par un singulier contraste avec ses principes, M. Wilson se montrait opposé. Ce ne fut que le 28 mars 1919 que M. Reuter, l'éminent président du gouvernement, si largement imprégné de culture et d'amitié françaises, fut reçu par le Conseil des Quatre. M. Clemenceau lui résuma ainsi la situation : « Vous vous préoccupez de rapprocher la France, la Belgique et le Luxembourg ? La Belgique a déjà commencé ces conversations. Nous sommes prêts à nous joindre à vous, si vous le désirez tous deux. Je ne désire pas m'imposer. Si vous désirez notre participation à votre entretien, nous serons heureux d'y associer notre amitié. »

C'est dans cet esprit que M. Tardieu et le baron de Gaiffier préparèrent les articles 40 et 41 du traité de paix relatifs au Luxembourg. « L'Allemagne renonçait au bénéfice de toutes les dispositions des traités et conventions conclus par elle avec le Grand-Duché de 1842 à 1902. Le Luxembourg sortait du Zollverein allemand. L'Allemagne abandonnait tous ses droits sur l'exploitation des chemins de fer et adhérerait par avance à tous arrangements qui interviendraient entre les puissances et le Grand-Duché. Elle s'engageait à livrer à ce dernier une quantité annuelle de charbon égale à celle qu'il achetait à l'Allemagne avant la guerre. »

Restait aux Luxembourgeois à se prononcer eux-mêmes sur l'organisation de leur vie. Elle ne pouvait être fondée sur l'isolement, qui eût été la mort immédiate et sans phrases. Le problème économique pouvait recevoir trois solutions : 1^o L'union avec la France ; 2^o l'union à trois, franco-belgo-luxembourgeoise ; 3^o l'union avec la Belgique. En tout état de cause, le Luxembourg aurait, comme l'Alsace et la Lorraine, à faire une volte-face et à traverser une crise redoutable.

La question revêtait un aspect européen, en raison de l'importance de l'industrie locale. A l'inverse de la Sarre, le Luxembourg n'a pas de charbon ; son minerai de fer est, en quantité et en qualité, insuffisant pour ses usines. Des liens

séculaires, l'union douanière allemande, l'avaient attaché à nos départements recouvrés. Son agriculture se sentait menacée. L'industrie belge redoutait la concurrence luxembourgeoise, obligée de placer ses produits à l'extérieur. L'industrie luxembourgeoise, dont les porte-paroles étaient MM. Mayrisch et Paul Wurth, était favorable à l'union à trois et, à son défaut, à l'union avec la France ; mais l'opposition entre le protectionisme français et le libre-échangeisme belge paraissait interdire l'accord à trois. Les partis s'organisèrent avec ardeur, sans que la France, qui avait laissé à la Belgique (seule représentée sur place par un agent diplomatique, le prince de Ligne) le soin de ravitailler le Grand-Duché, intervint parmi eux. Elle alla jusqu'à retarder le retour à Luxembourg de son ministre, M. Mollard, et à se désintéresser presque du journal luxembourgeois de langue française qui avait toujours soutenu notre influence. Le 28 septembre 1919, le referendum économique eut lieu, en même temps que le plébiscite dynastique. Il fut écrasant : sur 82 375 suffrages exprimés, 60 123 se prononcèrent pour l'union économique avec la France ; 22 242, pour l'union avec la Belgique. Le prince de Ligne et le personnel de sa légation s'éloignèrent momentanément de Luxembourg. Les Belges s'apercevaient, au dire d'un de leurs journaux, que « les forces morales qui devaient rapprocher le Luxembourg de la Belgique étaient moins puissantes que les forces économiques qui rapprochent le Luxembourg de la région de l'est de la France ».

Il fallait sortir de l'impasse : six mois plus tard seulement, en mai 1920, notre ministre, M. Mollard, qui avait rejoint son poste, informa officiellement le gouvernement grand-ducal que « la France ne désirait pas, pour le moment, contracter une union économique avec le Luxembourg ». C'était, sous une formule diplomatique embarrassée et tardive, qui tenait tout à la fois de l'excuse et de la dérobade, l'aveu des sacrifices que nous faisons à une précieuse amitié, de notre renonciation à une politique séculaire et de l'abandon où nous laissons de grands intérêts ainsi que des amitiés ardentes qui n'avaient pas craint, durant la guerre et depuis la paix, de se compromettre ouvertement pour nous. Chose singulière, à l'heure même où le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes était proclamé comme le fondement des rapports interna-

tionaux, le Luxembourg était laissé libre... de choisir la solution qu'il avait repoussée au cours d'une consultation régulière et solennelle.

Le mariage de raison s'est, petit à petit, organisé entre le Luxembourg et la Belgique, sanctionné par la convention douanière du 25 juillet 1921. Les déceptions s'atténuent, sans peut-être s'oublier; les points litigieux disparaissent; les fruits de l'accord commencent à se faire sentir. La France a conclu, le 12 mai 1923 et le 23 février 1928, des conventions avec l'union ainsi formée et des traités d'arbitrage avec les deux États. La question des chemins de fer Guillaume-Luxembourg (toujours exploités par le réseau d'Alsace et de Lorraine), qui n'a pas été sans soulever, dès 1919, les susceptibilités et les réclamations de la Belgique, a reçu en 1925, une « solution provisoire (1) ».

Mais une surprise paradoxale attendait encore le Grand-Duché. Lorsqu'il demanda et obtint, en 1928, son admission dans la Société des nations, il lui fut objecté qu'il devait renoncer... à sa neutralité en vertu des obligations de l'article 16 du Pacte. Et voilà l'unique compagnie d'honneur qui constitue toute sa force militaire éventuellement appelée à de rudes devoirs! Le délégué luxembourgeois à Genève, M. Reuter (que M. Beck avait remplacé comme ministre d'État du Grand-Duché), bien que n'ayant pas les pouvoirs voulus, renonça à cette neutralité, pour autant qu'elle était incompatible avec le Pacte, et s'engagea à faire modifier en conséquence la constitution de son pays. Les choses sont encore en l'état. Le Luxembourg est en instance de « déneutralisation ». Son statut international, toujours précaire de ce chef, ne pourrait être, semble-t-il, modifié que par un acte auquel coopéreraient toutes les puissances garantes de son indépendance. Après les leçons de 1914, appellera-t-on la Prusse à collaborer à cette revision? Léger nuage que ces exigences genevoises, dans ce qui constitue, après tout, pour ce petit pays, après un millé-

(1) Le réseau luxembourgeois est divisé en deux : 1° chemins de fer Guillaume-Luxembourg (215 kil.) exploités jusqu'en 1870 par la Compagnie de l'Est, cédés alors par la France à l'Allemagne, confiés depuis 1919 à l'administration du réseau d'Alsace et de Lorraine, revendiqués par la Belgique en raison de l'union douanière; 2° chemins de fer Prince Henri (193 kil.), qui appartiennent à une Compagnie luxembourgeoise. Il serait question de créer une Société nationale englobant tout le réseau d'intérêt général et où la France et la Belgique auraient des participations.

naire de luttés, et avec les amitiés qui l'entourent, les gages de la liberté, de la stabilité et de la prospérité, auxquels nous eussions pu être plus intimement associés. Histoire bonne à connaître, dans ses étapes, et à méditer, mais sur laquelle personne ne peut avoir la pensée de revenir.

C'est bien ainsi que le comprennent, dans leurs sentiments vis-à-vis de la France, et malgré leurs désillusions, la grande masse des Luxembourgeois. Leur souveraine a, dès son avènement, écarté de son entourage les éléments auxquels sa sœur avait dû de si fâcheux conseils. L'un de ses premiers gestes fut de rencontrer à Thionville le Président de la République française. Elle a épousé, le 6 novembre 1919, le prince Félix de Bourbon-Parme, frère des princes Xavier et Sixte : accueillant, élégant et cultivé, ayant su détruire, par la franchise de sa bonne grâce, les préventions qu'avait fait naître son mariage en raison du service qu'il avait, à la différence de ses frères, pris dans l'armée autrichienne, il n'oublie pas, lorsqu'il reçoit des Français, que le sang de Louis XIV est, par dix-neuf alliances diverses, celui qui coule dans ses veines.

LA CITÉ DE L'ACIER

C'est ici la cité de l'acier, presque, à certains égards, sa métropole européenne depuis 1926, jusqu'au milieu de la ceinture embaumée de pépinières qui exportent chaque année huit millions de pieds de rosiers, messagers du Luxembourg en de lointaines contrées, dont certaines, sans doute, savent de lui peu d'autres choses.

Lorsque, quittant la gare de la capitale (1), on s'achemine à travers les nouvelles voies vers la ville où la résidence princière (2) se cache, assez maussade, dans l'enchevêtrement des vieilles rues, on voit un palais, avant d'aborder le pont hardi, dont les vingt-cinq arches franchissent à quarante-cinq mètres de hauteur le ravin de l'Alzette. C'est le siège social de « l'Arbed (3) » et, du coup, un symbole. Le métal maintenant est maître ; il a pris la place des remparts.

« L'industrie métallurgique du Luxembourg la place au cinquième rang en Europe et au sixième dans le monde par le

(1) 46 000 habitants.

(2) Les souverains résident une partie de l'année dans leur château de Berg.

(3) Aciéries réunies de Burbach, Eisach, Dudelange.

tonnage des produits traités, dont la puissance et le degré de perfection sont presque inégalés (1). Diverses conditions primordiales déterminent cette magnifique activité. 1°) Le Luxembourg n'a pas de houille, et donc pas de coke; il est, à ce titre, entièrement tributaire de la Sarre (qui n'a pas de fer), de l'Allemagne, de la Belgique, de la France. Il est obligé d'importer ces matières par un vaste courant de transports vers ses centres miniers. Nulle part la solidarité économique n'éclate plus nettement aux yeux. 2°) Mais il a la minette de fer qu'il a commencé à exploiter en 1842 (lors de son adhésion au Zollverein allemand) et qu'il traite sur place, ayant par cette découverte et cette union douanière transformé les vieilles forges au charbon de bois en service depuis le XVII^e siècle. Ces mines sont, du reste, insuffisantes pour alimenter ses hauts-fourneaux, et il doit faire appel à l'extérieur. Son bassin ferrugineux est l'aboutissant septentrional de notre propre bassin lorrain. 3°) Ayant un marché intérieur à peu près nul (2 à 3 pour 100 de sa production), il ne peut consommer lui-même ce qu'il produit, d'où un trafic de large exportation qui le fait regarder vers les ports (Anvers, Dunkerque) et se préoccuper du perfectionnement des communications, les siennes et celles du voisin (voies ferrées, canaux).

De 1866 à 1928, la production du minerai de fer a passé de 770 000 tonnes à 7 026 000. Les exportations de ce produit brut étaient, en 1928, de 2 218 000 tonnes, et les importations (presque toutes originaires de Lorraine) de 503 700 tonnes. Pour fondre ce minerai, il faut importer 3 400 000 tonnes de coke, que les usines se procurent en partie par les participations qu'elles ont eu la sagesse de prendre dans les houillères étrangères du voisinage. La production de fonte est de 2 770 000 tonnes, celle de l'acier de 2 254 000 tonnes (soit les trois quarts de celles de la Belgique entière). On comptait, en février 1929, 38 hauts-fourneaux à feu, nécessitant le travail spécial de 7 200 ouvriers et la manutention de dix millions de tonnes de minerai. La presque totalité de la fonte produite est transformée sur place en acier et ne dépasse pas le stade des gros produits. 43 000 ouvriers sont employés par l'ensemble de cette industrie, dont 35 pour 100 d'étrangers.

(1) Marcel Koch, *la Métallurgie luxembourgeoise*. Revue l'Alsace Française, 7 juillet 1929.

Ce magnifique essor est l'œuvre de quatre grandes entreprises principales, dirigées par des hommes d'un rare esprit d'initiative et d'une haute valeur professionnelle. La Société « l'Arbed », constituée en 1911, et accrue en 1919 par l'adjonction de la Société des Terres rouges, possède sur place 22 hauts-fourneaux. Elle a 20 usines, en Luxembourg, en France, en Belgique, en Allemagne, en Sarre, un domaine de concessions minières de 11900 hectares, de concessions houillères de 28 000 hectares, des propriétés foncières de 5000 hectares, des participations dans toutes les branches nécessaires à sa vie qui s'étendent jusqu'en Amérique du Sud. Son activité générale et celle des sociétés qu'elle contrôle nécessitent le travail de 6 000 employés et de 65000 ouvriers. « Elle a puissamment intégré et concentré sa production et organisé autour d'Esch sur l'Alzette une sorte de fleuve de fer qui, prenant sa source dans les mines des alentours et se réduisant dans les hauts-fourneaux, gagne sous forme de fonte liquide les aciéries où il est affiné, puis soumis à l'effet des laminoirs. » Intimement liée, depuis 1919, à l'industrie française, par ses capitaux et ses administrateurs, « l'Arbed » a été dirigée par un véritable génie créateur, Émile Mayrisch (1), que l'on a pu appeler le « Napoléon de l'acier ».

A ses côtés, la Société des hauts-fourneaux et aciéries de Differdange, Saint-Ingbert, Rumelange (Hadir), que dirige notre éminent compatriote M. Maugas, a été constituée en 1920, par la reprise des usines et des mines appartenant à la « Deutsch-Luxemburgische Bergswerk Gesellschaft ». Elle possède des usines en Luxembourg, en Lorraine, en Sarre, neuf hauts-fourneaux, 2000 hectares de concessions minières qui produisent annuellement 3 millions de tonnes. On voit, par là, quelle part la France a su prendre dans cette industrie et quel exemple est donné par le Grand-Duché.

Les établissements belges d'Ougrée-Marihaye, avec leur usine de Rodange (cinq hauts-fourneaux), ceux de Steinfort (deux hauts-fourneaux) collaborent à cette magnifique activité où le travail affecte la forme la plus moderne et où de grands capitaines d'industrie donnent la mesure de leur valeur. Qui eût pensé, il y a cinquante ans, à de semblables concentrations

(1) Mort d'un accident d'automobile le 5 mars 1928.

et à la puissance d'esprit qu'il faut pour en assurer la vie?

Commerçants en même temps que producteurs, ces chefs d'armées ont donné tous leurs soins à l'organisation de leurs débouchés et de comptoirs de vente rendus nécessaires par la dépendance dans laquelle la métallurgie luxembourgeoise se trouve vis-à-vis des marchés extérieurs. Dans un pays où la législation sociale est particulièrement développée, ils en ont encore accru les effets, par l'action morale (qu'elle ne peut exercer), en créant des établissements modèles pour leur personnel : hôpitaux, maternités, dispensaires, casinos, maisons d'enfants, écoles de forêt, maisons ouvrières, écoles professionnelles, bourses d'études, etc. Il y a là toute une armature sociale qui, par sa perfection, pourrait faire envie à beaucoup de grandes nations.

N'est-ce pas sous le même souffle et avec la même claire vision des choses, que l'esprit robuste et réaliste de Mayrisch, puissant animateur en même temps qu'habile négociateur et épris de haute culture, a mené à bonnes fins les pourparlers qui ont abouti, le 30 septembre 1926, à la création du Cartel européen de l'acier (1)? Peut-être, cette forme d'entente dans l'ordre des faits positifs, due à l'initiative privée et à des compétences techniques (et que d'autres industries, comme la chimie, ont réalisée), est-elle, sans s'embarrasser de théories politiques et d'idéologie, le véritable avenir de l'entente européenne, la collaboration féconde grâce à laquelle notre vieux continent pourra, par la communauté des intérêts et leur libre discussion, rétablir la paix et résister aux appétits d'outre-Atlantique comme au danger russo-asiatique. C'est là un grand fait dans l'histoire de la vie économique et politique.

Luxembourg fut légitimement choisi comme siège de l'Entente et Mayrisch appelé à la présidence, où son successeur à l'Arbed, M. Meyer, l'a remplacé. Ce rôle d'agent de liaison entre deux civilisations qu'il connaissait également, fut encore assumé par Mayrisch lorsqu'il créa et présida « le Comité franco-allemand d'informations et de documentations » qui n'a pas été sans influence sur une certaine détente internationale.

Le Grand-Duché est établi sur l'acier : l'agriculture (principalement dans le nord) y tient aussi sa place. La terre y est

(1) « Entente internationale de l'Acier » : Allemagne, Autriche, Belgique, France, Luxembourg, Hongrie, Sarre, Tchécoslovaquie.

divisée : comme en Alsace et en Sarre, nombre d'ouvriers ont de petits lopins de terre. Sur une superficie cultivée de 160 000 hectares (plus 80 000 hectares de bois et 27 000 de prairies), on compte 40 000 exploitations de moins de 20 hectares et seulement 22 de plus de 100. Les races chevaline et bovine y sont l'objet de grands soins et s'apparentent à celles des Ardennes. Tout Luxembourgeois aime à boire un verre de son vin de Moselle.

Dans ce pays laborieux, où il n'y a place ni pour l'oisiveté, ni pour le dilettantisme, et où toutes choses ont l'allure démocratique, l'instruction est développée : elle y est bilingue (trilingue même) (1), obligatoire, confessionnelle et, en fait, presque exclusivement dans la main de l'État. L'enseignement professionnel est largement doté. Un seul échelon y manque, l'enseignement supérieur. Les étudiants se dirigent vers les Universités de Liège, Paris, Strasbourg (2), Nancy, et passent à leur retour leurs examens d'État devant un jury local : la question de l'équivalence des diplômes étrangers est l'objet d'études et de négociations délicates. Nos Universités de l'Est tiennent à offrir à la jeunesse luxembourgeoise un accueil chaleureux et un enseignement approprié : elles ont, là, un rôle essentiel à jouer. Nos conférenciers, nos tournées artistiques, tout ce qui, de près ou de loin, touche à notre littérature, à notre art (3), à notre manière de penser, est connu, recherché, ardemment demandé, non seulement par l'élite, mais par la moyenne et petite bourgeoisie. Les sociétés françaises, « Alliance française », « Colonie française », « Croix rouge française », « Institut de coopération intellectuelle », y sont dirigées par des hommes de culture étendue, épris d'amitié française.

(1) Les Luxembourgeois parlent un dialecte allemand entremêlé de vocables français. Tous les habitants parlent le bon allemand et les trois quarts de la population le français. D'après la Constitution, l'une et l'autre langues sont officielles au même titre. Au Parlement (où le dialecte n'est pas admis), dans la législation et l'administration, le français prime l'allemand. En cas de contestation, le texte français fait foi. A l'école, les enfants apprennent les deux langues et le dialecte. La langue religieuse est l'allemand. Au tribunal, on plaide en français, les dépositions s'y font dans la langue des parties.

(2) Des leçons de droit luxembourgeois sont données à l'Université de Strasbourg, dont les diverses facultés réunissent 60 étudiants de ce pays.

(3) Notre terre d'Alsace participe heureusement à ces rapports par l'intermédiaire du « Comité alsacien d'études et d'informations ». La troupe d'amateurs formée à Strasbourg par les « Cours populaires de langue française » a donné à Luxembourg, comme à Bâle, des représentations qui ont eu le plus vif succès.

et, le plus souvent, formés à notre école et à notre image.

Certes, le Luxembourg connaît les luttes politiques; mais ne sont-elles pas la rançon de cette liberté qu'il a si longtemps recherchée? Il est entouré d'amitiés dont il a beaucoup à recevoir et parmi lesquelles la nôtre continuera, sans arrière-pensée, de lui être toujours fidèle; elle doit se montrer agissante.

Riche par son sous-sol, qui, en dehors de ses mines, lui offre même le luxe d'une station thermale (Mondorf-les-Bains), prospère par son travail, par l'admirable organisation de son industrie qui fait vivre les trois quarts de la population, par la circulation de l'argent que favorisent des entreprises bancaires (1), sagement gouverné, rendu à l'exercice de la vie personnelle, il continuera assurément à prouver qu'il en est digne. Sans service militaire (2), sans lourde dette extérieure, avec une dette consolidée de 364 millions, il connaît l'ère heureuse des excédents budgétaires. N'a-t-il pas diminué de 10 pour 100 le taux de l'impôt général sur le revenu et abaissé la taxe à l'exportation?

Fortunatos nimium sua si bona norint...

* * *

Pour conclure ces deux voyages « le long de nos frontières », qui pourraient, dans le même dessein, être utilement continués par d'autres, n'avons-nous pas, comme Français, un retour à faire sur nous-mêmes et un enseignement d'ordre général à en tirer?

Il y a une question que les hommes de notre génération, après avoir donné sans compter à la Patrie leur sang et les plus belles années de leur vie, ont le droit de poser à ceux qui ont eu le redoutable honneur de les gouverner. Serviteurs de la paix, comme nous avons été les soldats de la guerre, sans avoir jamais étendu nos rêves à des absorptions brutales ou à des tentatives d'hégémonie dont le passé nous a appris le danger et les illusions, sans dépasser même les abords de nos limites orientales, et la juste notion de l'influence que nous y

(1) Une Bourse des valeurs a été récemment créée.

(2) Une compagnie de volontaires (sorte d'école) et 160 gendarmes. La renonciation à la neutralité entraînera-t-elle la création d'une « armée » luxembourgeoise?

pouvons exercer, sans parler aujourd'hui des nations plus lointaines appelées, par la communauté de nos sacrifices, à une existence nouvelle, nous nous demandons ce qui a été fait, de la Méditerranée à la mer du Nord, des amitiés et des collaborations nées sous nos pas, des possibilités de rayonnement qui s'ouvraient à la France parée d'un incroyable prestige. Jamais, au cours de sa longue et glorieuse carrière, un pareil champ ne lui avait été ouvert. Maîtresse d'un trésor et d'une forme d'esprit que, de l'aveu général, elle est seule à posséder, a-t-elle labouré ce champ comme elle l'aurait dû et pu ? Quand on a, depuis dix ans, regardé et visité l'Europe, il est permis d'en douter et de s'en inquiéter. C'est un singulier chapitre que celui de l'organisation contemporaine du rayonnement français et n'est-ce pas cependant l'un des plus essentiels du livre de nos « relations extérieures » ? En est-il qui soit plus digne de tenter de grands esprits et de véritables hommes d'État ? Là, tout un plan de reconstruction s'impose, s'appliquant à toutes les branches de l'activité nationale.

Si l'on en croit les maîtres qui enseignent la jeunesse, la connaissance de l'histoire n'y est plus très goûtée, ni très répandue. Puisse-t-elle, au moins, cette jeunesse qui monte, lorsqu'elle fera le compte de l'histoire que les événements nous ont amenés à vivre (et il faudra bien qu'elle le fasse un jour, au nom même des réalités dont elle est éprise), puisse-t-elle ne pas avoir à nous reprocher d'avoir laissé flétrir trop de feuilles de la couronne que nous avons tressée pour la lui transmettre !

Les peintres donnent le nom de « repentirs » aux retouches qu'ils apportent à leurs œuvres : en matière de relations extérieures et de rayonnement, les « repentirs » ne sont-ils pas trop souvent, au cours de notre histoire, des sursauts de clairvoyance tardive et des pansements sur la blessure des abandons et des occasions perdues ?

FRANÇOIS DE WITT-GUIZOT.

LETTRES DE JEUNESSE

Versailles, rue de la Paroisse, 71.
Mercredi, 12 octobre 1887.

Mon pauvre ami,

J'ai reçu ton avant-dernière lettre au fond de la Haute-Marne, où j'avais été emmené par un vieil ami de ma famille; j'étais à 18 kilomètres de la station de chemin de fer la plus rapprochée, dans un château entouré d'un village qui ont en tout 89 habitants, à eux deux. Tu penses que les émotions manquent un peu dans un tel milieu. Si les plus petits faits croissent d'importance en raison inverse de la densité de la population, tu juges de l'effet qu'ont produit sur moi les détestables nouvelles de ta lettre. Je recevais en même temps celle d'un de mes camarades qui me demandait de le tirer d'un très mauvais pas, où l'avait jeté une série de contre-temps. J'ai alors été amené à réfléchir sur moi-même après avoir réfléchi sur mes amis, et j'ai acquis la conviction que ce n'était pas la loi des contraires qui m'avait attiré vers eux, mais une loi d'affinité mystérieuse qui semble partager le monde en deux camps, nous classant dès l'enfance en bons ou en mauvais élèves.

Moi aussi, je suis un mauvais élève. Aussi, je ne dirai pas de mal des bons : ce serait trop facile; car s'il y en a qui sont bons garçons rangés et travailleurs, il y en a qui sont lâcheurs, hypocrites et bêtes. Leur intelligence, coulée dans le moule universitaire, ressemble à une fleur artificielle, d'où ne sortira jamais aucun fruit. Leur caractère a du sirop d'orgeat, visqueux et pâle, insipide et fade, à moins qu'il ne tourne à l'aigre. Mais ils s'insinuent par la force des choses, et arrivent comme le froid lavement lancé par le clysopompe. Tout ce qui pense,

tout ce qui marche, tout ce qui trouve, tout ce qui a dans le commandement autre chose que la leçon piètrement récitée, vient de la tribu des mauvais élèves. Leurs caractères se sont développés librement, leur intelligence s'est affranchie du joug de celle des autres, ils vivent d'eux-mêmes. Mais pour qu'ils puissent se développer malgré les intempéries des saisons dont une serre chaude protège les bons élèves, il faut qu'ils se soient fait certaines règles qui les attachent au sol, les empêchant d'être emportés par l'orage qu'ils ont bravé.

Vous avez voulu vivre dehors; si vous tenez bon, vous croîtrez et on viendra se reposer sous votre ombrage en disant : Quel bel arbre! — Si un coup de vent vous emporte avant la croissance, on dira : Quelle folie de ne pas rester en serre chaude pour l'ornement des salons et la tranquillité des propriétaires!

Il y a des chênes qui ne plient jamais et que la foudre seule pourrait abattre; il y a des roseaux qui sont foulés par milliers par le troupeau qui passe. Il me semble que dans notre métier l'abnégation militaire est la racine qui peut permettre de rester debout. Te crois-tu grand pour avoir exprimé à ton supérieur une opinion juste sur son compte? La hiérarchie militaire est une machine, on n'insulte pas un rouage : on se gare pour ne pas être écrasé et on n'en reste pas moins un homme pour cela. Voilà comment il est possible d'admettre la discipline.

Mais, mon pauvre ami, il est probable que je prêche un converti. Il me semble que dans ta situation les engrenages doivent terriblement se resserrer et ne vous laisser que le chemin de filer bien droit.

Si j'ai attendu pour t'écrire, c'est que j'aurais voulu te donner des nouvelles de ta famille. J'ai appris avec peine le deuil qui vient de la frapper. J'aurais voulu aller lui dire la part que j'y prends, l'adresse des tiens m'a manqué. J'irai à tout hasard à Suresnes. — Je voudrais surtout voir ta sœur et causer de toi avec elle. Je cherche à me procurer des renseignements sur l'avenir que tu peux attendre. — Tout est si encombré à l'heure actuelle! Et avec leurs tas de formalités, je ne sais comment tu trouveras quelque chose. Quel avenir peux-tu conserver dans l'armée? — Tout ceci me préoccupe beaucoup. — Enfin, je compte sur ta raison qui doit te faire passer tranquillement le temps à... et l'abrégé si possible.

Je te serre vigoureusement la main, mon pauvre ami, et crois à l'affection toujours la même de ton meilleur ami

CHARLES MANGIN

Peut-on vous envoyer des livres, des journaux?

A ses tantes, Mesdemoiselles Mangin, à Metz

Cherbourg, 7 novembre 1888.

Papa a profité d'une occasion pour me faire le plaisir de vous envoyer ma photographie, mes chères tantes. C'est seulement ainsi que vous pouvez voir l'uniforme du quatrième sous-lieutenant qui vous touche de si près, il le sait.

Je me souviens de l'émotion de papa, quand il m'a vu arriver en uniforme à La Chaudeau cet été, et j'en ai compris la joie, la fierté et la tristesse. Si vous voyiez ma chambre, avec les portraits de grand-père (1), de mes oncles (2), de mon père et d'Henri (3), avec un grand Pavillon noir rapporté de là-bas, vous comprendriez que j'ai cette impression-là chaque fois que je touche à mon sabre, et que, si elle devient moins aiguë, ce sera pour pénétrer plus avant, former un des éléments de mon être intérieur.

Je vous copie un passage d'une lettre de maman : « M. de Gargan vient d'écrire à ton père : « Dis au neveu et homonyme « de mon meilleur ami dont c'était hier la fête que je fais les « vœux les plus ardents pour son succès. » Il rappelle aussi que ce n'est pas le plomb qui a tué tes oncles, mais le soleil ; il croit que pour ton avenir tu as pris le bon parti. »

Je le crois bien ! Vous ne sauriez croire comme je suis fier de mon régiment (4). Je serais grand d'Espagne de première classe, j'aurais fait la Vénus de Milo ou l'*Illiade* que je ne serais pas plus poing-sur-la-hanche. Et nous sommes tous comme ça. Nous poingsurlahanchons tous plus les uns que les autres. Et nous fredonnons le refrain de notre hymne :

(1) M. Mangin, procureur général et préfet de police sous la Restauration.

(2) Le général Eugène Mangin et le commandant Charles Mangin.

(3) Son frère aîné tué au Tonkin trois ans auparavant.

(4) Le 1^{er} régiment d'Infanterie de Marine, où il venait d'entrer en sortant de Saint-Cyr.

Pour faire un soldat de marine
Il faut avoir dans la poitrine
Le cœur d'un matelot et celui d'un soldat.

Et nous regardons nos anciens médaillés du Tonkin et de Madagascar, revenant de faire colonne au Sénégal, avec un saint respect... Ma lampe s'est brusquement éteinte, sans motif valable, après avoir donné une grande lueur et poussé un *psffut* ridicule. J'ai allumé une bougie et je me suis aperçu qu'il était onze heures. Je vais donc me coucher, après vous avoir embrassées toutes les deux, mes chères tantes.

Ma lampe est aux trois quarts pleine de pétrole, je n'y comprends rien du tout, rien du tout.

Zimbougou, 28 février 1891.

Ton sang a arrosé une fois de plus les terres lointaines, mon cher papa. Il a bien coulé à cet assaut de Diéna, et par trois blessures. J'étais plein d'orgueil en le voyant sur cette brèche-là tel qu'il avait été sur celle de Zaatcha (1), et bien heureux de la joie que tu aurais d'apprendre qu'il n'avait pas dégénéré dans mes veines. J'ai beaucoup pensé à toi, plus à toi et à tous les miens qu'à la récompense probable, qui est à peu près certaine, du moins au retour du colonel Archinard (2). Il m'a fallu te le dire tout de suite, avant même d'avoir tranquillisé cette pauvre maman.

J'ai envoyé un câblogramme, qui a dû pourtant vous rassurer un peu, puis un poste-Dakar assez détaillé. Mais je sens vos inquiétudes : je sais indirectement que je suis porté parmi les quatre officiers grièvement blessés. C'est vrai d'après les classifications réglementaires, parce que j'ai dans le dos une plaie assez forte qui mettra un certain temps à se fermer. Mais un de mes camarades a reçu exactement la même blessure à Gouri et la cicatrice suit une progression normale. D'ailleurs vous m'avez donné un trop bon sang pour que la chose traîne

(1) L'aîné de ses oncles s'était distingué à la prise de Zaatcha, dans le sud de la province de Constantine.

(2) Alors commandant supérieur du Soudan français. Plus tard, il commanda les troupes de l'Indo-Chine et le corps d'armée colonial, puis devint membre du Conseil supérieur de la guerre. Pendant la Grande Guerre, étant au cadre de réserve, il créa l'armée polonaise qui lutta dans les rangs des Alliés. Le général Archinard est aujourd'hui membre du Conseil de l'Ordre de la Légion d'honneur.

en longueur. Demain, nous faisons séjour ici et j'aurai le temps de vous écrire plus longuement. Je profite seulement d'un courrier rapide qui part dans quelques minutes.

Je vous embrasse fort, bien fort, surtout le nouveau-né, mon neveu.

Zimbougou, 1^{er} mars 1891.

Un courrier est parti hier pour Bammako avec mes dépêches et une lettre pour vous. J'espère donc, mes chers parents, que vos inquiétudes sont complètement calmées. Les blessures se ferment ici plus rapidement qu'en France. L'air est balsamique, disent les médecins quand on leur demande pourquoi l'opium fait dormir. Je souffre très peu et pour quelques jours seulement; je serai gêné pendant quelque temps, mais encore une fois je ne suis même pas indisponible, et je ne l'ai pas été une seule minute.

Le temps m'a manqué de vous raconter la prise de Diéna, qui est un beau fait d'armes.

Le Baninko est une province Bambara autrefois soumise aux rois de Ségou. Or, après avoir chassé les Toucouleurs, et mis sur le trône le représentant de la dernière dynastie, nous avons été obligés de lui couper la tête ainsi qu'à ses principaux conseillers: il complotait l'assassinat du Résident français, le capitaine Underberg, et des blancs ou tirailleurs laissés là-bas. Nous l'avons remplacé par un membre d'une famille plus ancienne, autrefois maîtresse, et qui s'était laissé chasser du trône par le chef de ses captifs (substitution des Carlovingiens aux Mérovingiens). Cette deuxième restauration Bambara a provoqué des troubles, des refus d'impôts et des désobéissances qui ont amené le Résident de Ségou à employer le commandant des canonnières, lieutenant de vaisseau Hourst, dans la province rebelle. Hourst, marin débarqué, engagea l'affaire avec un peu de précipitation, à ce qu'il semble. Les gens du pays se réunirent dans le plus fort village. Hourst fit tuer là quelques tirailleurs ou *laptots* et s'établit dans le *tata* voisin; les contingents du pays continuèrent à arriver et c'est lui finalement qui eût été peut-être assiégé sans notre venue dans le pays, marche qui avait été provoquée par une situation analogue du capitaine Quiquandon devant Kinian.

Les villages bambaras sont de ce côté très grands, toujours

entourés d'un mur d'enceinte et composés parfois de plusieurs groupes dont chacun possède son *tata*. Diéna formait quatre villages, le plus fort portait le nom de *Dougoutiguila*, — village puissant ou village des chefs. — Trois villages se soumirent, le quatrième seul résistait, grâce aux contingents des autres, venus d'un peu partout. Il y avait même un Maure, qui paraissait comme le chef de la révolte, prétendu chérif et assez piètre personnage.

Le 25, après avoir passé le Bani (Mazel Balémel sur les cartes), nous arrivions de nuit au village, qui fut cerné ou du moins entouré de postes se rejoignant et empêchant toute troupe nombreuse de passer sans combat.

Les malheureux Bambaras passèrent la nuit en tam-tams, nous défiant par la voix de leurs griots; ces fétichistes ont des marabouts musulmans dont ils acceptent l'influence et qui leur avaient promis que nos canons ni nos fusils ne partiraient. De mystérieuses cérémonies furent accomplies à cet effet. Il faut aussi dire la présence d'agitateurs étrangers au pays et qui paraissent venir de loin. Il faut que même ici nous trouvions l'Islam, mélangé de toutes les pratiques fétichistes.

Au petit jour, le lieutenant commandant la compagnie voisine se mit en marche vers le tata pour le surveiller de plus près et, comme son front était perpendiculaire à celui de ma section, je me suis avancé pour ne pas enfler sa ligne; avancé même un peu trop, puisque nous entendions siffler quelques balles. J'ai alors reculé de 50 mètres et attendu les événements. J'avoue que je n'eusse pas été fâché d'une sortie à ce moment-là. J'étais isolé, sans ordre à attendre de personne, et mon action eût été absolument personnelle. Mais je n'avais pas le droit de provoquer sans ordre un mouvement important et je suis resté l'arme au pied. Il m'a fallu ensuite faire le tour du tata pour venir à l'autre extrémité prendre la garde du convoi, ma compagnie étant de jour.

Ce fut un moment pénible, le plus pénible de la journée. Je croyais que nous ne donnerions pas. Pourtant, j'ai conservé ma section dont c'était le tour de garde et Morin envoya la 3^e, considérée comme la moins bonne.

Le colonel se porta sur la face sud avec une compagnie de tirailleurs réguliers et deux compagnies de tirailleurs auxiliaires. Il y avait 2 pièces de 63 millimètres, 2 pièces de 4 de

montagne et un petit mortier de 15. Deux brèches furent pratiquées assez facilement, deux belles brèches aux abords bien dégagés. Puis il se porta sur la face nord en essuyant, au moment où il se mit en marche, une grêle de balles qui ne blessèrent que les chevaux de son état-major. Il mit en batterie sa section de 4 et appela notre compagnie, réduite à 3 sections, pour servir de soutien. Bientôt la compagnie Marchand (1), formée à deux sections seulement, vint nous rejoindre. Il fallut placer les pièces à 150 mètres seulement du tata, car le terrain descendait plus loin en pente douce et cachait les murs. Quelques Bambaras commencèrent alors un feu lent très précis, qui atteignit quelques tirailleurs de notre compagnie, un canonnier, un sergent européen. Nos casques étaient d'excellents points de mire et le colonel nous donna l'ordre de nous mettre autant que possible à l'abri.

Il y avait sur la face nord deux saillants, comprenant entre eux un rentrant où se trouvait une porte. Une brèche fut faite au saillant de droite, précédée d'une demi-heure de bombardement. Puis la porte fut défoncée. Enfin, comme quelques tireurs étaient embusqués dans le saillant gauche, et qu'ils devenaient vraiment gênants, on leur envoya quelques obus qui firent tomber un pan de mur et démolirent une case.

Pendant ce temps, la section de 63 continuait à bombarder la face sud. On cherchait un signal pour que l'assaut pût être donné simultanément des deux côtés et, les fusées étant invisibles, on convint de faire sonner la charge par tous les clairons réunis.

Sur la face sud devaient donner les anciens sofas d'Ahmadou, soumis par la campagne de Nioro et passés à notre service. La compagnie auxiliaire Sensaric les suivrait seulement, n'entrant que s'ils reculaient. La compagnie de tirailleurs réguliers ne devait s'engager sous aucun prétexte. Sur la face nord, les auxiliaires de N'so, chef sofa du fama de Ségou. Les compagnies auxiliaires ne seraient lâchées qu'à toute extrémité.

Mais quand le colonel vit arriver une bande de 300 hommes au plus pour figurer les 800 hommes de N'so, et apprit que leur chef restait en arrière, il sentit que les tirailleurs devaient, là aussi, donner.

(1) Le futur chef de la mission Congo-Nil et le futur général de la Grande Guerre.

Le capitaine Mahmadou Racine conduisit aux brèches les informes colonnes de N'so; 200 hommes environ s'arrêtèrent au pied de la brèche de droite et une centaine devant celle de gauche. Puis un mouvement en arrière se produisit et nos prudents auxiliaires se défilèrent derrière des arbres énormes qui se trouvaient à proximité du tata.

On fit avancer la compagnie Marchand pour les refouler dans la brèche; c'était une toute petite compagnie de 60 hommes, à moitié composée de recrues n'ayant reçu aucune instruction militaire. Malgré les baïonnettes, les auxiliaires couchés sur les débris du mur refusaient d'avancer. Il fallut leur passer sur le corps. Le sous-lieutenant de la compagnie revint tout chancelant avec un fort sillon de balle au sommet de la tête. Le lieutenant qui commandait était parti en avant, presque tout seul, et faillit même être pris; le capitaine chef d'état-major essayait de pousser les tirailleurs et sans grand résultat. Marchand revint, le bras droit traversé par le coude. Alors le capitaine Klobb, myope à n'y pas voir à deux pas, descendit de cheval et marcha devant lui, marcha droit dans la brèche et les tirailleurs, après avoir eu un mouvement de recul, le suivirent.

Cependant la colonne de gauche se fondait dans la brèche, où elle n'était même pas entrée. Les gens de N'so, moins braves encore de ce côté, s'esquivaient un par un. Valentin, le lieutenant d'infanterie qui défendit si bien Koniakary, en poussa une bande dans une cave dont le mur extérieur était écroulé. Le colonel me donna l'ordre de marcher sur cette brèche avec ma section.

J'ai pris le pas gymnastique à 400 mètres du tata et, sans même essayer de faire entrer les auxiliaires de N'so qui se tassaient dans la case, je suis entré par la petite brèche de gauche, revolver au poing. Mon sabre était paisiblement resté accroché à ma selle. Nous avons été reçus par une belle grêle de balles, panachée de quelques flèches empoisonnées. J'étais le premier, — naturellement, — et je n'ai pas reçu une égratignure. Nous nous sommes alors trouvés dans une petite cour dont mes tirailleurs occupèrent immédiatement les murs, fouillant les cases et tiraillant dans les cours voisines. Il fallait s'orienter. Je suis monté immédiatement sur la terrasse d'une case et j'ai reçu alors, à bout portant, une charge de fusil qui

m'a enlevé, le long des côtes, un morceau de chair grand comme la main. Cela me fit comme une brûlure, — et en effet ma blessure était noire de poudre, — mais presque sans douleur. Cette absence de douleur montre que les coups d'armes à feu ne sont réellement pas pénibles à recevoir, car j'étais très froid à ce moment-là, où je cherchais à me rendre compte de la situation. De cet examen rapide, il résultait que nous étions dans un fouillis inextricable de cases sérieusement occupées et que la partie la plus facile de notre besogne était seule accomplie. Il ne fallait rien laisser derrière soi, et nous étions dans le Dionfoutou, demeure des chefs, d'où les coups les mieux ajustés étaient partis depuis deux heures. C'était le foyer même de la résistance. J'ai cherché à déloger les rebelles des cases qui me séparaient à gauche de l'enceinte, puis à m'avancer devant moi. Dans une deuxième cour, je me suis trouvé nez à nez avec un certain nombre d'individus qui parurent un peu embarrassés de leur personnage et m'ont lâché précipitamment leur coup de fusil. J'ai brûlé là trois cartouches de revolver, fort inutilement à ce qu'il m'a semblé, et ils disparurent sans annoncer les coups. En traversant cette cour, une petite balle de fer vint tomber sur ma cuisse, en trouant mon pantalon. Cela me fit comme un coup de matraque; j'étais furieux et j'avais bien envie de trouver quelqu'un à qui répondre.

Puis nous avons enlevé encore quelques cases et une nouvelle cour. J'ai reçu alors un petit caillou ferrugineux qui vint se briser au-dessus de ma mâchoire, me fendit quelque peu la joue, m'enleva le petit cartilage qui protège le pavillon de l'oreille en avant et vint se loger dans le pavillon lui-même, qu'il eut soin de ne pas trouer. Cela m'assourdit légèrement. J'étais couvert de sang de la tête aux pieds. Mes hommes voulaient m'emporter, et l'un d'eux, allant se faire panser à l'ambulance, vint dire que j'étais mort. Ce petit caillou venait d'un fusil fort bien chargé, il était très dur et assez pesant. Valentin, accouru pour prendre le commandement, si j'étais hors de combat, me l'enleva aussitôt de l'oreille et m'engagea à aller à l'ambulance. Mais je me sentais de force à continuer et je suis resté. Il me servit beaucoup quelques instants après; j'avais en effet perdu beaucoup de sang; il avait fallu mettre le feu à une case, des auxiliaires avaient enflammé un petit

grenier d'arachides. Avec tout cela, il était deux heures de l'après-midi et j'avais une soif horrible. Mes blessures ne tardèrent pas à me brûler ferme. Enfin j'ai passé là un quart d'heure désagréable. Je me suis assis sur une caisse de cartouches et j'ai laissé Valentin se démener un peu à ma place. Il n'y avait pas à songer à se porter en avant. La moitié de mon monde était par terre et si ma gauche était engagée dans l'enceinte, ma droite eût été très en l'air, car c'était entre les deux brèches que se trouvait le centre de la résistance. J'ai envoyé dire tout cela au colonel, qui m'a répondu de tenir sans chercher à avancer. C'est ce que j'ai fait. Du reste, les attaques du sud et du nord-ouest avaient pour résultat de rabattre les révoltés de mon côté. Ces attaques étaient menées par une compagnie et demie au sud et une compagnie et demie à l'ouest, avec des auxiliaires très supérieurs aux miens. Ils opéraient dans une partie du village bien plus facile ; il n'y avait donc qu'à laisser faire.

Enfin une sortie désespérée des révoltés nous laissa la place nette et nous avons pu aller rejoindre à travers le village les assaillants du sud sans essayer autre chose que des coups de fusil isolés. Les spahis et la cavalerie auxiliaire sabraient les fuyards.

J'ai pu alors sortir du village. Sur 30 hommes, j'avais 4 tués et 11 blessés. J'ai fait sortir mes morts, enlever les cartouches non tirées et je suis rentré en ordre. Et après les félicitations du colonel et les poignées de main des camarades, j'ai pu me faire panser.

Nous avons perdu ce jour-là 14 morts, dont aucun n'est européen, et 110 blessés indigènes, 4 officiers grièvement blessés, 4 légèrement blessés. La moitié des sous-officiers européens sont blessés. Il y avait 1200 défenseurs dans le tata, 690 environ ont été tués. Les deux chefs se sont fait sauter dans leur case. On a tiré quelques flèches empoisonnées, les 4 officiers légèrement blessés ont des coups de flèches. Mais leur poison était de mauvaise qualité ; il s'évente très vite et les flèches neuves sont seules dangereuses. En ayant la précaution de retirer le fer immédiatement, aucun danger n'est à craindre. Pourtant, deux tirailleurs en sont morts et un cheval de spahi a crevé en une demi-heure.

Kankan, 22-4-1891.

Encore une longue année avant de vous revoir, chers parents, et pour la deuxième fois mon retour fait un bond en arrière. L'an dernier, le colonel Archinard m'a laissé ici sans me demander mon avis : Ahmadou marchait sur Koniakary et on avait besoin d'officiers en prévision d'une colonne de secours que l'inondation a empêchée. Cette année, on laissait à Kankan deux compagnies et quatre pièces. Le chef d'état-major m'a fait pressentir par Morin et demander si je voulais bien rester ici : j'ai été me mettre à sa disposition comme c'était mon devoir. Le matin même, un engagement m'avait montré que nous avions affaire à des ennemis plus habiles, plus résolus et mieux armés que jusqu'à présent ; je sentais donc la nécessité de laisser du monde ici. L'hésitation n'était pas possible. Et puis j'ai si peu payé ma dette envers ce pays, ma présence à tous ces combats, l'honneur de mes trois blessures ! Je suis lieutenant, je pense, et le colonel Archinard me fera décorer en août à son retour, — de sorte que je n'ai rien à gagner en restant ici. Bien plus, le colonel Humbert me reprenait pour la campagne prochaine et j'avais quelques chances pour commander une compagnie de tirailleurs auxiliaires, ce qui sera impossible, puisque je ne serai pas à Kayes à temps pour la former. Je perds donc plus que je ne gagne à mon séjour ici. Cela ne me déplaît pas de courir des dangers que personne ne peut me payer.

C'est à vous, bien chers parents, que je songe maintenant, à vos inquiétudes, qui seules pouvaient me faire hésiter, si c'eût été possible. Mais puisque ma présence était utile, puisqu'on désirait me voir rester sans vouloir me l'imposer, vous comprenez, n'est-ce pas, que je devais à moi-même et à vous-même de demander ce poste d'avant-garde.

Quoi qu'il en soit, me voici attaché au résident de France à Kankan. Grâce à ces fonctions diplomatiques, j'ai charroyé beaucoup de riz, commandé une compagnie de tirailleurs, aligné des rues, fait de la topographie, assisté à divers palabres ; enfin je n'ai pas eu beaucoup de temps à moi. Je n'ai guère pris la plume que pour copier des dépêches ou rédiger le journal des marches et opérations. Maintenant que notre *sagné* et fait, nous pouvons souffler un peu et les sofas ne nous ont

pas tiré un seul coup de fusil aujourd'hui. Un *sagné*, c'est une espèce de palissade qui forme une fortification très suffisante.

Le colonel était trop malade en quittant Kankan pour que j'aille le fatiguer de mes affaires personnelles. Il nous a recus tous ensemble la veille du départ. Il parlait doucement avec une onction et une simplicité d'apôtre, et des mots qui allaient loin.

Il nous recommanda avant tout la prudence et l'union, nous dit sa fierté de nous avoir commandés : « Ce n'est pas moi qui reviendrai ici l'année prochaine. Mais nous nous retrouverons et je ne vous dis pas adieu : il y a d'autres luttes, en Europe, qui nous réuniront encore, je pense. » Une calme voix de malade donnait à cette évocation, à vingt lieues derrière le Niger, la certitude absolue. J'étais très ému. Quand le colonel m'a serré la main à mon tour, il m'a dit : « Je donnerai de vos nouvelles à monsieur votre père. — Je vous en serai bien reconnaissant, mon colonel. » Et nous nous sommes quittés sur cette apparente banalité qui remuait tant de choses.

Puis ce sont les camarades qu'il a fallu quitter. Il y en a qui m'ont laissé leurs dernières chaussettes. Enfin nous sommes tout troublés, tout désorientés, quelques-uns les larmes aux yeux comme moi. « Lieutenant y a pas partir. Ça y a pas bon... Lieutenant y a aller Nioro, Bandiougou y a aller Nioro... Lieutenant y a aller Diéna, Bandiougou y a aller Diéna... Lieutenant y a gagner trois balles, Bandiougou y a gagner trois balles... Lieutenant y a pas partir, Bandiougou y a pas partir. »

Cette brute magnifique voulait absolument rester ici ; de fait, il a été blessé trois fois à côté de moi à Diéna, et depuis ne m'avait quitté ni jour ni nuit.

Je vous embrasse tendrement, bien chers parents, embrassez bien tout le monde pour moi, surtout Georges (1). Je voudrais bien le voir hors de peine. Et ça lui est possible cette année. J'espère avoir le temps de lui écrire encore quelques mots.

(1) Son frère cadet, alors âgé de dix-huit ans, fit un beau début de carrière dans l'infanterie coloniale et fut tué comme capitaine en Mauritanie. Il était le plus jeune officier de la Légion d'honneur de l'armée.

Djenné, le 18 juillet 1894.

La censure est installée à Kayes par le Gouverneur, mon cher papa ; on nous dit que le cabinet noir est pour M. G... une source précieuse de renseignements et que les correspondances gênantes sont supprimées. J'ai remplacé mes lettres par des poste-Dakar insignifiants qui, j'espère, te sont au moins parvenus. Mais je profite de l'obligeance du capitaine Bonaccorsi, qui rentre en France, pour envoyer des nouvelles plus détaillées.

J'ai passé un mois de janvier terne et ennuyeux. Aucune nouvelle de Tombouctou, aucun ordre, des élucubrations venues de Kayes et du plus haut comique. Puis, le 1^{er} février, nous apprenons à la fois deux désastres : le 12, le capitaine Gautheron part avec un convoi pour ravitailler Tombouctou, et me laisse provisoirement le commandement du cercle, que j'ai gardé jusqu'au 17 mai. J'en ai profité pour faire de rapides tournées. Nous avions un voisin inquiet, descendant des anciens conquérants Foulbé qui régnèrent sur les deux rives du Niger, de Ségou à Tombouctou ; il avait tenté de faire assassiner, en 1891, le seul officier européen qui ait été envoyé chez lui, et sa soumission après la conquête du Macina était récente et douteuse ; j'ai été le voir et tout s'est bien passé. Mon rapport sur cette entrevue a été à Kayes, et le Gouverneur a télégraphié au commandant de la région du nord-est à Ségou (le commandant Quinquandon) : « Dites au lieutenant Mangin que j'ai lu avec un très vif intérêt son rapport sur le roi de Féou. » J'ai réuni des grains, fait construire des pirogues, recruté des équipages, enfin ravitaillé Tombouctou de mon mieux. En même temps, j'ai levé 110 tirailleurs auxiliaires, m'autorisant d'une dépêche qui en demandait « 50 au minimum ». Ils ont été instruits, habillés et équipés sur les ressources de Djenné ; j'ai échangé les vieilles juments provenant de la prise de Djenné contre des chevaux montables, demandé et obtenu des fusils et des cartouches ; enfin j'ai augmenté toutes les ressources militaires du cercle. Sous le colonel Archinard, je n'eusse pas pris sur moi d'imposer de nouvelles charges à un pays auquel nous sommes obligés de demander tant : mais il m'a paru qu'avec un gouverneur civil, l'action militaire, loin de cesser, se multiplierait ; qu'on serait obligé

d'improviser davantage et de prendre sur place, parce que rien ne serait prévu ; puisque le commandement passait en des mains ignorantes, c'était aux subalternes à suppléer à l'insuffisance des ordres.

Puis on nous a annoncé de Mopti et de Ségou une révolte imaginaire ; il a fallu créer un service de renseignements pour démontrer que le cri d'alarme avait été jeté à tort.

L'année avait été très mauvaise pour les récoltes ; j'ai dû envoyer des tirailleurs dans les villages pour réquisitionner les grains qu'on refusait de vendre de bon gré, enfin aller moi-même dans les gros villages pour éviter des affaires fâcheuses. Grâce aux pirogues, qui permettent de voyager pendant la nuit, et à mes bons chevaux, je faisais facilement 100 kilomètres en vingt-quatre heures.

En mai, un village étant révolté, je suis parti avec 130 hommes et une pièce de 4 pour le prendre d'assaut. J'ai reçu des envoyés avant d'y arriver et j'ai fait demi-tour, mais cette petite mobilisation avait mis tout le monde en main. J'ai rendu compte après coup et le commandant Quiquandon m'a écrit : « Je ne puis qu'approuver votre conduite. »

Le 17 mai, arrive un capitaine, de l'artillerie de marine, qui prend le commandement. Deux autres capitaines avaient été nommés précédemment sans pouvoir rejoindre Djenné ; il y avait à Djenné un capitaine pour commander la 6^e compagnie de tirailleurs qui y tient garnison, en sorte que je n'ai eu aucune surprise et aucun désappointement en me retrouvant en sous-ordre, d'autant qu'aucun lieutenant ne commande plus de cercle.

Le nouveau commandant venait de Kayes ; il avait commandé le cercle de Kayes pendant trois ans et était envoyé ici un peu en disgrâce ; c'était une raison de le bien accueillir, ce que j'ai fait. Mais ce capitaine tient avant tout à sa tranquillité ; tous ces militaires dans le poste le gênent ; les relations avec l'extérieur l'intimident ; le ravitaillement de Tombouctou le laisse parfaitement indifférent ; les renseignements sur le pays l'ennuient et la perspective d'une colonne l'affole, par le tracassé qu'elle nécessite la préparation. C'est du reste un homme de beaucoup d'ordre, capable d'un travail appliqué ; si son repos n'est pas menacé, il est d'un caractère facile et bon camarade ; en un mot, un bon fonctionnaire militaire et non un officier.

Sur ces entrefaites vint à Djenné le capitaine Bonaccorsi, de l'artillerie de marine également, qui, en quittant le commandement de Bandiagara, avait été chargé de délimiter les États de nos deux protégés. Insulté par un village qui avait refusé de le recevoir, il demanda au commandant de Djenné de reconstituer la petite colonne que j'avais formée dix jours avant ; l'homme prudent refusa de s'engager sans ordres et le capitaine Bonaccorsi repartit pour Ségou.

Du 20 mai au 10 juin, j'ai fait une tournée dans le Macina à la poursuite d'un chef qui avait tenté un soulèvement contre nous. Grâce à deux marches de nuit de 40 kilomètres, je l'ai pris et fait fusiller. Le 10 juin, j'étais rappelé à Djenné.

Le capitaine commandant avait profité de mon absence pour désorganiser systématiquement les forces militaires si péniblement réunies. Au moment même, le nouveau commandant de Bandiagara, capitaine Nigotte, intervenait de sa personne dans une lutte engagée entre Aguilou, installé par nous à Bandiagara, et Alikari, pèlerin revenu de la Mecque et qui prêchait la guerre sainte. Par deux fois, le capitaine Nigotte avait échoué devant Bossé, la capitale d'Alikari ; 24 tirailleurs blessés et un tué. Il rentrait à Bandiagara et demandait une expédition immédiate. Le commandant Quiquandon fit partir de Ségou le capitaine Bonaccorsi avec 60 auxiliaires, 20 légionnaires, 16 spahis, 2 pièces de 80 millimètres de montagne. Il donnait l'ordre de former à Djenné une compagnie de marche de 140 fusils. Le commandant de Djenné reçut ces ordres en tournée, au départ ; il me les envoya en écrivant à Ségou qu'ils étaient inexécutables ; je les ai pourtant exécutés pendant que mon commandant de cercle palabrait ; il rentra trois jours après et apprit avec le plus grand déplaisir que la colonne projetée était formée. L'autorisation du gouverneur arriva ; le capitaine Nigotte était renvoyé en France avec quinze jours d'arrêts et le capitaine Bonaccorsi marchait avec l'ordre de borner ses opérations à la destruction de Bossé. Le 21, il arrivait à Djenné avec son détachement, 3 officiers d'infanterie, 1 capitaine d'artillerie.

Le 22, la colonne fut constituée. Sans me demander mon avis, le capitaine Bonaccorsi me prit comme chef d'état-major (comme l'état-major se composait de moi tout seul, je me suis qualifié tout simplement d'officier-adjoint). Deux compagnies,

— dans lesquelles se trouvaient fondus 42 tirailleurs réguliers, 20 légionnaires, 93 tirailleurs auxiliaires de Djenné, 55 auxiliaires de Ségou, — furent formées. Un peloton de 58 réguliers (16^e compagnie de tirailleurs sénégalais) vint nous rejoindre le 26 et porter à 270 le chiffre de nos fusils, — 16 spahis, 10 canonniers auxiliaires, 3 européens, 2 pièces de 80 de montagne.

Les légionnaires furent remontés en partie à Djenné avec les chevaux du poste, 4 canonniers auxiliaires exercés à Djenné mis à la disposition du capitaine commandant l'artillerie, 2 médecins, qui devaient avoir de l'ouvrage.

Il fallait s'occuper des vivres. Nous avons renoncé au vin, qui nécessitait trop de porteurs ; les munitions et le mil des chevaux nous encombraient suffisamment et c'est avec 430 colis que nous sommes partis, bien que n'ayant que 2 porteurs par lieutenant et 3 par capitaine (en tout 35 porteurs de bagages pour tous les Européens de la colonne, service médical compris ; — des Anglais en eussent trainé dix fois davantage). 400 porteurs fournis par le cercle de Djenné, 50 autres devaient nous rejoindre avec le peloton de la 16^e.

Nous avons fait d'abord trois petites étapes pour attendre ce peloton, puis marché à 26 ou 32 kilomètres par jour jusqu'à Bossé, qui est à 186 kilomètres au sud-est de Djenné, — j'ai fait le levé, — et à environ 130 kilomètres sud de Bandiagara. Nous avons eu une tornade tous les deux jours. Mais la bonne fortune a voulu que nous la recevions toujours à l'étape et jamais en route. Ma tente Picot m'a bien servi. Figure-toi que mon lit a été retrouvé avec ma table, tous deux intacts, à la baisse des eaux. Le commandant Quiquandon me les a renvoyés et je m'en sers, après quatre mois d'immersion. L'eau du Niger a certainement des propriétés merveilleuses de conservation. Le commandant m'avait désigné pour marcher avec le premier peloton d'une compagnie, mais en laissant toute faculté au capitaine Bonaccorsi d'employer comme il l'entendrait les officiers sous ses ordres. J'avais eu avec le commandant de la colonne, pendant qu'il commandait Bandiagara, des relations de bon voisinage, meilleures que du temps de mon prédécesseur le capitaine Gautheron, pourtant artiller et polytechnicien comme lui. A son passage à Djenné, nous avions causé assez librement. C'est un méridional réservé, froid

d'abord et bouillant en dedans ; connaissant très bien le pays où-il terminait son deuxième séjour, il s'en allait un peu aigri, ayant constamment occupé des situations ingrates et sans avoir eu une seule affaire. Un homme de valeur et un caractère très droit qui va jusqu'au scrupule. Il m'avait beaucoup plu et me dit de but en blanc à son retour : « J'ai besoin d'un officier près de moi ; vous serez mon chef d'état-major. »

J'aurais été enchanté de servir à une compagnie, et j'ai été également enchanté de ma situation, qui est ce qu'en fait celui qui l'occupe. J'ai été assez mal au début avec les petits camarades, peu au courant de leur difficile métier avec des unités hybrides ; il fallut leur dire de manœuvrer les premiers jours, leur prescrire des inspections, les forcer enfin à triturer les éléments de leur troupe pour arriver à l'amalgame. Tout cela en huit jours.

25 juillet. — Le 1^{er} juillet, à sept heures 20, nous recevions les premiers coups de fusil devant Bossé, et l'artillerie ouvrait le feu à 7 h. 25 en batterie au nord du tata. A la même minute, les spahis arrivaient avec un peloton de tirailleurs devant l'angle sud-ouest ; une centaine de cavaliers Foulbé, auxiliaires peu efficaces, promenaient derrière ce détachement leurs lances au large fer. Puis un peloton alla prendre position au nord-ouest du tata, avec une cinquantaine de cavaliers toucouleurs encore moins redoutables que les Foulbé. Le village était entièrement investi, et les défenseurs ne témoignaient du reste aucune intention de fuir.

28 août. — Le village de Bossé a une longueur de 700 mètres environ et une largeur très variable, de 150 à 400 mètres. Au nord, le tata de l'Almamy et sa mosquée particulière forment un rectangle parfait de 80 × 100 mètres. C'est ce massif séparé qui forme le réduit de la défense. Il faut s'emparer d'Alikari, agitateur dangereux qui rêve la succession d'El Hadj Omar, pèlerin revenu de la Mecque où il n'est resté, dit-il, que le temps de faire un tabala de guerre. Nous allons donc attaquer d'abord le village que ses grandes dimensions empêchent de cerner étroitement, repousser les défenseurs dans le réduit d'où pas un seul ne pourra fuir. Il y a au milieu du village une place assez grande, celle de la mosquée, et une autre plus petite : le cheminement sera donc plus facile et cette horrible guerre de rues un peu retardée ; c'est du reste

à cet endroit que Bossé présente sa plus petite largeur, 150 mètres, et sa plus grande porte.

La brèche est donc ouverte à un saillant placé au nord de cette porte; la colonne d'assaut pénétrera en même temps par la brèche et par la porte et rencontrera moins de résistance en s'avancant sur un large front. Le village traversé de l'ouest à l'est, l'attaque doit se rabattre vers le nord en contenant simplement les défenseurs de la partie méridionale qu'on laisse de côté jusqu'à nouvel ordre.

Dès huit heures du matin, la brèche était ouverte et praticable: le village et le tata furent ensuite bombardés, et le mur d'enceinte rendu intenable aux abords de la brèche. A neuf heures 30, un maigre clairon sonna la charge et la compagnie d'assaut se précipita sur le village: le lieutenant Abbat entra le premier par la brèche avec un peloton, pendant que son commandant de compagnie s'avancait par la porte. Une fusillade extrêmement violente éclata alors, et pendant une heure et demie, nous n'avons plus su ce qui se passait dans le village.

Sur la place nord, le capitaine Maillot avait été blessé, à 150 mètres, d'une balle près du genou; le peloton qu'il commandait, en attendant la charge, avait, sans ordre, donné l'assaut au tata de l'Almamy et je dus aller le rechercher au milieu des cases en paille; un tirailleur s'était hissé sur le mur à la faveur d'un trou de projectile, et j'eus toutes les peines du monde à le ramener en arrière.

Nos balles sifflaient dans toutes les directions, puisque nos tirailleurs, entrant dans les groupes de cases, les attaquaient par des portes d'orientation quelconques. Le peloton placé au sud s'était déplacé pour échapper à ce tir. J'allais lui porter l'ordre de reprendre sa position quand, en rasant le tata, je reçus un choc à la poitrine. J'étais à plein galop et j'ai juste eu le temps de voir une flèche retomber sur ma fonte gauche la pointe faussée. Elle avait frappé l'effigie de ma croix et courbé une des branches. Le docteur dit que je l'ai échappé belle et que je serais mort d'une flèche au cœur, comme du temps d'Homère, sans mon gris-gris.

Pendant que je rendais compte au commandant de la colonne, une grosse balle en fer est venue ricocher à dix pas de moi et m'a frappé à l'épaule droite; je portais une tunique légère que j'avais fait faire pour aller au bal et ce « bleu » me

fit remarquer au capitaine Bonaccorsi combien nos domestiques se négligent au Soudan, car le choc sur le drap en fit sortir beaucoup de poussière. Il insista beaucoup pour l'établissement de mon certificat de blessure, que je n'eusse pas demandé pour une telle bagatelle : « contusion légère ».

Vers onze heures, le commandant de la compagnie d'assaut envoyait demander des cartouches, des renforts, et un médecin pour le panser : il avait trois blessures ; un légionnaire était porteur de cette demande et devait ramener le tout. L'heure n'était pas venue de faire donner les renforts et on ne pouvait pas, en envoyant un médecin, exposer une vie dont beaucoup d'autres pouvaient dépendre ; les blessés d'ailleurs affluaient à l'ambulance et ce n'était pas trop des deux docteurs, très inquiets sur la jambe du capitaine Maillot et accablés de besogne. Le capitaine fit dire au lieutenant Betbedere de rentrer et envoya avec le légionnaire 2 tirailleurs et 10 porteurs de cartouches. Je conduisis le petit convoi jusqu'à 50 mètres du tata, où j'avais l'ordre formel de n'entrer sous aucun prétexte et je rentrais un peu ennuyé, quand j'entendis des cris : « Allah Akbar ! Allah Akbar ! » Un groupe d'hommes sortait du village par la porte même où nous étions entrés, en tirant une grêle de flèches ; les porteurs jettent leurs caisses et fuient avec le légionnaire et un des tirailleurs. L'autre tirailleur se met à genoux et commence le feu tout seul, derrière les caisses de cartouches. A mes cris, une section de renfort vient dégager le terrain.

A une heure environ, le lieutenant Abbat fait dire qu'il ne peut rentrer dans le village, dont il est sorti après l'avoir traversé. Il est blessé et lui aussi demande des renforts. Je fais le tour du tata avec les cartouches que nous n'avons pas pu faire entrer par la face est et 10 tirailleurs d'escorte ; je dois porter l'ordre au peloton du sud de l'appuyer.

13 septembre. — Je fais le tour du village par le nord et trouve Abbat avec une dizaine d'hommes, la plupart blessés ; lui-même avait perdu beaucoup de sang par sa blessure au front et n'en pouvait plus. Le peloton du sud était bien entré dans le village, mais s'arrêtait aux premières cases où s'était concentrée la résistance de ce côté. Par deux fois, Abbat et sa dizaine de combattants avaient essayé d'y rentrer par le côté est et avaient été rejetés.

Un peu remonté par le petit renfort que je lui amène, Abbat rassemble en outre une dizaine de tirailleurs du peloton sud et parvient enfin à entraîner son monde dans le village; je le conduis jusqu'aux premières cases, et je fais demi-tour à regret. Le peloton sud fait quelques pas en avant; mais il est visible que le mouvement va s'arrêter et qu'il n'y a rien à attendre de décisif de ce côté.

Je rentre au galop; le capitaine Bonaccorsi se décide à envoyer le lieutenant Tavernier et une section de l'ouest, pour donner la main à Abbat et remplacer le lieutenant Belbedère, qui commandait la compagnie d'assaut et a dû rentrer faire panser ses trois blessures. Abbat lui-même rentre bientôt.

Vers trois heures, j'entre enfin dans le tata; Tavernier a groupé autour de lui environ 80 hommes valides, tout ce qui reste en dehors du peloton sud. Mais il n'occupe que peu d'espace. La résistance mollit dans le village et les défenseurs se concentrent dans le réduit nord, le tata d'Alikari; j'ai déjà placé les spahis près de ce tata, coupant la retraite vers l'ouest.

Je viens rendre compte de la situation; tous les prisonniers disent qu'Alikari n'a pas quitté son tata et qu'il est en prières. « Il n'y a pas de raison pour que ça finisse, dis-je au capitaine; ces bougres-là vont encore rentrer dans le village, nous ne saurons plus où est Alikari et il faudra recommencer à forcer une fois de plus ces tanières qui nous ont coûté si cher. Laissez-moi prendre 40 tirailleurs à Tavernier: je les porterai moi-même à la lisière est en laissant des postes sur toute la lisière nord; le village sera entouré.

« Nous n'avons aucun intérêt à la mort de quelques forcenés après lesquels le peloton sud s'acharne en ce moment sans profit; j'irai vous le chercher et, avec lui et les trois sections qui vous restent ici, vous aurez de quoi donner l'assaut au réduit avant la nuit. »

J'obtiens carte blanche; grâce à quelques solides gaillards, anciens tirailleurs de la compagnie Morin que je connaissais depuis quatre ans, j'occupe solidement tout le coin nord-est pendant que Tavernier se porte au coin nord-ouest. Le mouvement est décisif et les tirailleurs, qui l'ont compris, jettent leurs fusils en l'air en criant aux gens de Bossé: « Et maintenant, où donc vous sauvez-vous? »

Je ramène le peloton du sud, que je vais chercher en tra-

versant le village dans sa plus grande longueur, recevant de temps en temps quelques flèches. Je trouve ces tirailleurs au repos, mais environnés d'une quantité de cadavres : cinquante dans un seul groupe de cases. Avec les fusils des blessés et des morts, les palefreniers, les domestiques d'officiers ont été armés; les blessés encore valides retournent au feu après leur pansement; ceux qui peuvent marcher reprennent leurs armes et on leur distribue des cartouches. La réserve est constituée par tous ces éléments et le capitaine Bonaccorsi se porte sur le tata.

Mais déjà Abbat retourné au feu et Tavernier sont entrés dans les cours de la mosquée, un par chaque porte. Tout à coup une grêle de flèches et des cris partent du tata; une porte s'ouvre et quatre hommes, — quatre hommes seulement, — s'élancent sur les tirailleurs; celui qui marche en tête brandit une large et longue épée en criant : « Mort aux Keffirs ! » Les trois autres n'ont que des arcs et pourtant nos hommes reculent en désordre et déjà Alikari, — car c'était lui, — franchissait la porte, quand deux tirailleurs qui l'avaient attendu là tirent à bout portant et l'abattent.

Il fallut amener une pièce pour enfoncer les portes du tata et la mettre en batterie à vingt mètres des défenseurs. Enfin, entraînés par tous les officiers sabre au clair, l'assaut fut donné au réduit. — A six heures du soir, il y avait encore des coups de fusil dans les cases.

Le convoi, resté au village de Lô, rallie la colonne, et on commence à se compter : huit tirailleurs et un légionnaire tués, cent quarante-huit blessés, dont six officiers, — tous les officiers d'infanterie et moi.

A huit heures, nous nous mettions à table, croyant avoir d'autant mieux gagné notre diner que nous étions à jeun depuis la veille, quand des coups de feu retentissent à cent mètres de la face nord du carré, avec l'inévitable cri : « Allah Akbar ! » Quelques feux de salve nous débarrassèrent d'une bande d'enragés venue des villages voisins.

Le lendemain, on remet un peu d'ordre dans cette colonne qui comptait plus de blessés que d'hommes valides. Nous étions un peu inquiets sur le poison des flèches : un caporal atteint au bras était mort en une heure. Mais le « strophantus » qui sert à empoisonner les flèches n'agit que quand la préparation est fraîche; Alikari se préparait depuis longtemps et avait

d'énormes provisions de flèches, ce qui a permis à ses archers de fournir un tir aussi rapide que le nôtre, mais heureusement moins meurtrier; nous n'eûmes au retour que quatre morts des suites de leurs blessures et un légionnaire qu'il fallut amputer du bras gauche.

La Légion, sur vingt hommes, a eu quatorze hommes touchés. Malgré cela, l'impression de tous a été que le légionnaire ne vaut rien quand il est isolé au milieu des indigènes, et que cette idée d'« encadrement » des troupes soudanaises par la Légion est une grosse erreur. C'est, du reste, par suite de circonstances pressantes, que le capitaine Bonaccorsi l'avait appliquée dans sa colonne, et nullement par parti pris. C'est avec ses cadres que doit marcher cette troupe magnifique; la disperser, c'est la détruire sans profit.

Le capitaine Maillot, dont l'état inspirait de grosses inquiétudes, est en très bonne voie de guérison. Il marche avec des béquilles. Mais les médecins pensent qu'il gardera toujours une certaine raideur dans la jambe. Les autres blessés sont à peu près guéris.

Les gens du pays nous annoncèrent le 3 juillet, l'évacuation des villages occupés par les frères et les chefs de bande d'Alikari. Nous avons pu alors nous mettre péniblement en marche: 15 civières et 17 chevaux transportaient les blessés les moins valides. Nous étions de plus alourdis par toute la population de Bossé que nous emmenions à notre suite: femmes et enfants, car tous les hommes avaient péri les armes à la main.

Le 7, en rentrant, des tirailleurs et des bergers de notre petit troupeau reçurent des flèches; nous passions à portée d'un village hostile, qui avait refusé de recevoir le capitaine Bonaccorsi, alors en mission, et avait insulté, et même menacé, sa suite. Le capitaine fit filer son convoi et le 8, à trois heures du matin, nous marchions sur ce village. Ça été une dure marche dans les rochers presque à pic, mais en manœuvrant un peu dans ce pays infernal, le capitaine Bonaccorsi a rendu la résistance impossible, et nous n'avons perdu qu'un homme à Kombori.

Les tornades, presque continuelles, nous ont poursuivis à retour; un légionnaire et un tirailleur moururent de dysenterie.

Le 12, nous étions à Djenné; la colonne s'y disloqua, les blessés et les Européens partirent par le fleuve, la garnison de Djenné fut reconstituée, et les tirailleurs auxiliaires de ce poste licenciés.

Je suis proposé pour la nomination d'office au grade de capitaine (1); le 3 juillet, le capitaine Bonaccorsi a télégraphié cette proposition et celle d'Abbat pour la croix; puis a établi ses mémoires de proposition pour tout le monde, à Djenné; mais les seules faites par dépêche sont celle d'Abbat et la mienne; ses notes accentuent encore la distance qu'il veut nous faire prendre sur tous les officiers qu'il a proposés, puisqu'ils avaient été blessés. Je suis le seul pour lequel il demande le grade. J'ai donc quelques chances de me voir inscrit au tableau, car je ne compte pas sur la nomination. Si d'ailleurs je n'y étais pas d'office pour faits de guerre, je n'aurais aucune chance de m'y trouver à l'inspection générale de mars 1893 et ne commencerais à avoir quelques chances qu'en mars 1896 pour passer en 1897... La nomination d'office me ferait gagner trois ans, l'inscription au tableau, deux ans sur le choix moyen de ma promotion. Je suis lieutenant de première classe, c'est-à-dire dans la première moitié de la liste d'ancienneté: ce serait une belle récompense, mais elle n'aurait rien d'absolument extraordinaire.

14 septembre. — Mon inscription au tableau en novembre et ma nomination quinze jours après serait donc dans ma carrière un fait capital. Je prendrais la tête de ma promotion et le numéro 2 de la promotion précédente. Le capitaine Vuillemot est un de mes anciens, mais il était officier d'ordonnance du général Dodds. Mais aucun de mes anciens ne termine en ce moment sa quatrième campagne de guerre, aucun n'a été blessé; nous étions quatre de ma promotion au Soudan, trois ont été tués à l'ennemi: Orsat, Biérix et Dugast.

Tu as bien raison de le croire, mon cher papa, une protection spéciale et surnaturelle est sur moi. Outre mon ricochet et la flèche qui est venue frapper l'effigie de ma croix, mon cheval a été blessé et une autre flèche s'est fichée dans mon porte-manteau. Ainsi, quoi qu'il arrive et quelles que soient les nouvelles publiées en France, il faut être très tranquille sur

(1) Ce n'est qu'après plusieurs autres propositions que le lieutenant Mangin fut nommé capitaine, en novembre 1897.

mon compte. Je supporte le climat encore mieux qu'à mon premier séjour; je suis maintenant à Bamako, dans des conditions de confortable exceptionnel et comme je n'en ai jamais rencontré au Soudan. J'ai demandé par six fois mon départ pour Tombouctou; on me l'a toujours refusé; cela m'a permis de faire la colonne de Bossé, et je ne regrette rien.

Mon commandant de cercle de Djenné a en effet réussi à se débarrasser de moi; il s'est livré dans ce but, et pendant que j'étais à me battre, à des démarches honteuses et qui ont été sévèrement jugées, même par ses camarades de l'artillerie qui l'ont traité de « jésuite » et de « franc-maçon ». Il a donc obtenu ce résultat de réunir sur son nom les qualificatifs les plus opposés et de leur donner un sens identique. Je suis arrivé ici navré, et deux heures après, mis au courant de la situation chez Samory, j'étais enchanté. Le gouverneur s'est en effet laissé rouler par Samory, qui l'a amusé pendant que ses colonnes marchaient sur Sikasso et Kong. Sikasso a de quoi se défendre, mais Kong est bien probablement pris et ruiné à l'heure actuelle: ce serait pour Samory la communication avec la côte d'Ivoire et la formation d'un empire autrement à craindre que celui de Béhanzin. Le lieutenant-colonel Monteil concentre une colonne à Grand-Bassam; tout porte à croire qu'il arrivera trop tard. Une marche en avant en partant du Niger va devenir indispensable, et l'ordre en viendra de Paris. Nous nous attendons donc à une belle campagne pour cet hiver. C'est l'agence Havas qui nous apprend la formation d'une colonne à Grand-Bassam; M. G... garde depuis quinze jours un silence éloquent.

Les journaux nous apprennent ses dépêches à propos de l'affaire de Bossé; elles sont matériellement inexactes sur tous les points et, sans le correspondant du *Temps*, on n'en eût rien su en France.

Je pourrai maintenant vous écrire tranquillement; tu es au courant de la situation et me comprendras à demi-mot.

Embrasse pour moi tout le monde très tendrement. Et je t'embrasse avec toute la profonde affection que j'ai pour toi.

Ton fils respectueux,

CHARLES MANGIN.

LA COMPAGNIE DE JÉHU

ÉPISODES DE LA RÉACTION LYONNAISE

1794-1800

II ⁽¹⁾

LE DIEU CHALIER (Suite)

Dans la journée du 9 octobre, Couthon et son collègue Laporte montèrent en voiture et prirent le chemin de la ville. Maignet les accompagnait à cheval. Les Jacobins, mis en liberté, les attendaient au bas de la descente du Gourguillon et les accompagnèrent à l'Hôtel de ville dont la bande des « amis de Chalier » avait déjà repris possession. Les Conventionnels « reçurent leurs embrassements et les pressèrent sur leur sein » ; ils rétablirent dans ses fonctions Bertrand et l'ancienne municipalité sans-culotte, autorisèrent la réouverture du club populaire et allèrent passer la nuit au ci-devant palais archiépiscopal qu'ils choisirent comme résidence provisoire. Les rues présentaient un aspect lugubre ; les magasins fermés, les maisons incendiées ou criblées par les bombes, disaient le martyre de la grande ville. Harrassée, « stupéfaite », elle semblait résignée à son sort.

Les premiers jours furent rassurants : les soldats de la Convention, plus pitoyables que leurs chefs, partageaient leur pain avec les affamés et « donnaient l'exemple de toutes les

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre.

vertus républicaines », au dire du sinistre Javogues qui, de concert avec Couthon et Maignet, s'ingéniait à *venge* *Chalier* de manière éclatante : le 11 octobre, installation au Palais de justice d'une commission populaire chargée de châtier les individus ayant contribué à la rébellion; comme président, le comédien Dorfeuille, jacobin bruyant et emphatique, résolut à « innover ». « Les tribunaux, disait-il, s'embarrassent dans les formes et ne savent pas se passer de preuves pour condamner;... il faut se contenter de celles que les fronts indiquent... » Et comme les justiciables s'inquiétaient de ces simplifications, il ajoutait : « Déjà nous avons entendu murmurer les mots de *vengeance* et de *haine* ; mais nous sommes tous soldats, et des hommes accoutumés au bruit du canon ne s'effraient pas du poignard des assassins. Qu'ils se présentent, les assassins; nous les tuerons d'abord et nous ferons notre devoir après! » Un jury devait assister la commission; mais Dorfeuille ne le convoqua jamais; il prononça cent treize condamnations à mort, entre autres celles de trois des jurés de l'affaire Chalier, et celle d'Ampère qui en avait instruit la procédure. Ampère marcha au supplice, chargé d'un écriteau portant ces mots : *Juge de paix qui a lancé le mandat d'arrêt contre Chalier.*

Conjointement au tribunal de Dorfeuille, siégeait, dans la grande salle du Palais, une commission militaire, créée le 12 octobre pour juger les compagnons de Précý : quatre-vingt-dix condamnés, fusillés soit aux Terreaux, contre les murs de l'Hôtel de ville, soit à Bellecour. Ce n'était là qu'un hors-d'œuvre : Couthon divisait la population lyonnaise en trois catégories : les riches coupables, désignés pour l'échafaud; les riches égoïstes qu'il se proposait de réduire « à l'état de nature »; les ouvriers ignorants qui, eux, seraient disséminés dans toute la république et « transplantés » sur un autre sol. Il en était là de son travail quand, le 16 octobre, lui parvint de Paris le décret fameux, voté, sans débat, par la Convention : **LA VILLE DE LYON SERA DÉTRUITE... IL SERA ÉLEVÉ SUR SES RUINES UNE COLONNE AVEC CETTE INSCRIPTION : LYON FIT LA GUERRE A LA LIBERTÉ, LYON N'EST PLUS.** Le décret précisait que seuls seraient conservés les édifices consacrés à l'éducation et à l'humanité, la maison du pauvre et les habitations des amis de Chalier, patriotes persécutés. On pourrait

croire que, en ouvrant le pli qui leur apportait cet ordre monstrueux, Couthon et ses compères furent épouvantés de l'effroyable mission qui leur incombait: bien au contraire, « pénétrés d'admiration », ils s'excusèrent de n'avoir pas eu, les premiers, cette idée-là. « De toutes les grandes et vigoureuses mesures que la Convention nationale vient de prendre, une seule nous avait échappé, c'est celle de la destruction totale. » D'ailleurs on s'étonnait, à Paris, de la « mollesse » de Couthon; on lui reprochait « une sensibilité trop peu politique »: à peine quelques fusillades, quelques têtes coupées et Précý échappé! Les amis de Chalier s'attendaient à mieux. Le paralytique fut donc rappelé; mais, avant de quitter Lyon, il voulut donner lui-même le premier coup de pioche aux aristocrates demeures dont s'enorgueillissait la ville; coup de pioche symbolique, car il n'était pas de force à faire mieux. Chargé sur les épaules d'un robuste sans-culotte, nommé Letellier, il vint à Bellecour, et s'étant fait porter à l'angle de la rue des Deux Maisons, contre l'hôtel de Libeins: « Nous frappons de mort, dit-il, ces habitations du crime dont la royale magnificence insulte à la misère du peuple et à la simplicité des mœurs républicaines »; puis il toucha, d'un marteau qu'il tenait à la main, l'angle de la façade en criant trois fois: *Vive la République!* Un grand nombre d'ouvriers, armés de haches, de masses et de pioches, munis de cordes et de paniers, accompagnés de charrettes et de tombereaux, attendaient ce signal, prêts à démolir et surtout à piller, et l'imbécile dévastation commença. Cinq jours plus tard déjà on devait modérer le zèle des « travailleurs » qui considéraient « comme étant leur patrimoine exclusif » et se partageaient sans vergogne, les meubles, effets et matériaux des riches maisons condamnées.

Couthon parti, Collot d'Herbois lui succéda; il arriva le 4 novembre à Lyon où allait se parfaire sa renommée. Comédien et auteur dramatique avant d'être législateur, c'est un homme de belle prestance, « aux traits réguliers, aux cheveux crépus et d'un noir d'ébène ». « Une grande force de pomons, le jeu d'un farceur, l'intrigue d'un fripon et l'effronterie de l'ignorance, tels sont ses moyens. » Ainsi le juge M^{me} Roland. Toujours il est en scène, « son âme varie comme son jeu sur le théâtre. » il joue un rôle et quête les bravos; « cruel, il se croit

humain » ; violent, colère, emporté, passionné pour les femmes, « sensible, enthousiaste, plus féroce que le tigre et le lion », voilà ce qui lui reste de l'interprétation des grands tragiques. Six jours après son installation au palais Saint-Pierre, son collègue Fouché l'y rejoint, contraste frappant, — celui-ci laid, « maigre, osseux, un peu voûté », est d'une pâleur terrifiante : face exsangue, lèvres blêmes, cheveux plats et sans couleur, voix éteinte ; ses yeux, d'un gris terne, sont injectés de sang. A de rares moments, cette physionomie morte s'anime ; « l'œil lance une flamme, un regard pénétrant, la bouche est contractée par un sourire sarcastique », puis le visage se referme en son énigme livide. La Convention a bien choisi, elle expédie à Lyon ses deux meilleurs bourreaux.

Collot amenait avec lui, pour l'assister dans sa tâche, une vingtaine de jacobins parisiens, soigneusement triés et épurés par la société mère. Leur voyage fut une partie de plaisir ininterrompue, d'autant plus que ces apôtres de la liberté recevaient sur toute la route « l'accueil le plus flatteur ». Des enfants même de trois ou quatre ans se pressaient sur leur passage et criaient : *Vivent les patriotes du 31 mai ! Vive la montagne !* Ils étaient à Lyon le 5 novembre, à temps pour figurer dans la solennité qui se préparait, car, afin de procéder avec méthode, Collot et Fouché jugeaient convenable de déifier Chalier avant de punir la ville infâme qui l'avait méconnu.

L'APOTHÉOSE

On venait d'apprendre que, dans la nuit qui suivit l'exécution du fameux tribun, l'une de ses dévotes, la femme Pado-vini, aidée de son fils, avait déterré de la fosse commune la tête mutilée du supplicié et, depuis lors, gardait chez elle cette affreuse relique. On en prit un moulage en cire que l'on présenta au bourreau Ripet afin qu'il en attestât la ressemblance. Il y eut, dans ce macabre épisode, une part de mystification et de hablerie difficile à démêler, mais telle s'imposa la version officielle.

Dorfeuille prépara les esprits par une oraison funèbre prononcée en présence du peuple sur la place des Terreaux ; il ne ménagea point la prosopopée : « Ville impure ! Sodome nouvelle ! N'était-ce pas assez pour toi d'avoir empoisonné, de ton

luxue et de tes vices, la France, l'Europe, le monde entier?... Châlier, nous te devons une vengeance et tu l'obtiendras. Martyr de la liberté, le sang des scélérats est l'eau lustrale qui convient à tes mânes... » Le 9 novembre au soir, après un holocauste de dix têtes de Lyonnais, salves d'artillerie annonçant la cérémonie expiatoire, fixée au lendemain dimanche. Ce jour-là, dès l'aube, le cortège se forma place Bellecour et s'engagea au pas de procession sur les quais de la Saône : en tête marchait un colosse portant une hache sur ses épaules deminues; suivait un groupe de sans-culottes armés de piques et coiffés du bonnet rouge; puis des jeunes filles, vêtues de blanc, couronnées de fleurs, derrière lesquelles marchaient quatre des jacobins parisiens chargés d'une haute chaise surmontée du buste de Châlier, chaise qui, disait-on, renfermait « ses cendres ». La colombe, dernière compagne du grand homme, retenue par un ruban tricolore, battait des ailes sur ce reliquaire; vingt thuriféraires entouraient ce groupe, brûlant de l'encens et jetant des fleurs sur le parcours de l'idole. Et, après un corps de musique et des chanteurs, venait un âne couvert d'une chape pontificale; sa tête était coiffée d'une mitre d'où sortaient ses longues oreilles; un calice était attaché à son cou, un missel pendait sous sa queue; enfin terminait la marche un muscadin traînant dans la boue un drapeau fleurdelysé.

Ce que cette énumération ne peut rendre, c'est la grossièreté du spectacle, les mines cyniques des figurants, le ton provocant des chanteurs braillant un refrain de circonstance :

Aux armes! citoyens. Tous, jusques à son nom,
Jurez d'exterminer cet infâme Lyon...

et l'outrageante insistance de ces lâches dominateurs, réjouis d'humilier la grande ville désarmée en insultant ses croyances et en parodiant ses plus antiques traditions. Combien de Lyonnais applaudirent cette mascarade? Pas deux mille peut-être, mais ces deux mille-là étaient les maîtres, forts de l'approbation de la Convention nationale et de la complicité de ses représentants. Quant on eut déposé, aux Terreaux, sur un autel de gazon, l'urne funéraire, Collot et Fouché descendirent dévotement les degrés de l'Hôtel de ville et vinrent « s'incliner l'un après l'autre » devant la nouvelle divinité jacobine : « Grand Dieu sauveur, clama Collot, vois à tes pieds la nation prosternée

te demandant pardon de l'impie attentat qui a mis fin à la vie du plus vertueux des hommes. Mânes de Chalier, vous serez vengés!... » Fouché, à son tour, s'approcha : « Chalier! Tu n'es plus!... Nous jurons devant ton image trois fois sacrée de venger ton supplice. Le sang des aristocrates te servira d'encens! » On fit boire l'âne dans le calice; on allait, a-t-on dit, commettre un plus révoltant sacrilège, quand la pluie obligea le cortège à se réfugier en l'église Saint-Nizier. L'urne de Chalier fut déposée sur l'autel et « trois ou quatre cents fanatiques l'adorèrent, jurant, chantant et criant : « Vive notre bon Dieu Chalier! »

Dans les souvenirs du peuple de Lyon, l'apothéose du 10 novembre resta la *procession de l'âne*; mais Fouché, en rendant compte à la Convention, affectait l'émotion : « L'ombre de Chalier est satisfaite, écrivait-il... Ses précieux restes, recueillis par des républicains, viennent d'être portés en triomphe dans toutes les rues de *Commune affranchie*. » Tel était le nom dont un décret affublait l'antique Lugdunum, rayé de la carte de France après dix-huit siècles de gloire... Fouché poursuivait en protestant de son zèle : « Le sol qui fut rougi du sang du patriote sera bouleversé; tout ce que le vice et le crime avaient élevé sera anéanti, et, sur les débris de cette ville superbe..., le voyageur verra avec satisfaction quelques monuments simples élevés à la mémoire des amis de la liberté et des chaumières éparses que les amis de l'égalité s'empresseront de venir habiter pour y vivre heureux des bienfaits de la nature. » Dorfeuille, dans l'ignoble journal qu'il publiait, déclara que « tout lui avait plu dans cette fête », mais il déplorait l'affront infligé à l'âne : « Qu'a pu faire cet animal pour être condamné à porter la défroque d'un évêque?... Je crois voir encore les longues oreilles de cette bête sortir de la mitre de monseigneur l'archevêque de Lyon. Oh! ceci ne me plait pas et les ânes, tout ânes qu'ils sont, ne méritent pas une telle humiliation. » Un autre récit, émanant d'un témoin oculaire, Cailliez, bas espion du ministre de la Guerre, est également à retenir, car l'auteur ne recherche pas, — on va le voir, — les effets de style et rapporte simplement ses impressions.

« Tu m'invites à te marquer les faits qui sont à ma connaissance ; attaché à la Guillotine, je dirai la vérité; je te dirai que le tribunal

révolutionnaire val son chemin. L'on en guillotine ou fusille neuf ou dix par jour ; l'on vient de faire la faite de Chalier qui fait bien frémir les aristocrates. Les faits les plus remarquables sont d'abord, que l'on a obillié une âne en monseigneur, on la mitré et crossé et mis tous les plus beaux abî pontifico et les vases déglise dor et d'argent, on les portait devant l'âne et le long du chemin on l'ancançait et lesdit vases ont été brisés sur la tombe et de suite envoyé à la monnaye. »

On trouve ainsi, dans *l'Histoire de la Terreur lyonnaise*, les plus épouvantables et les plus répugnants échantillons des effets de la tyrannie anarchique : bêtise, haine, ignorance, envie, mensonge impudent, convoitise, vol, cruauté froide, — et du sang à flots. Quand on feuillette les dossiers de cette effroyable période, on s'étonne du degré de folie furieuse que peut atteindre la férocité humaine, stimulée par quelques meneurs assurés de l'impunité. Collot d'Herbois et Fouché se chargèrent d'organiser la catastrophe. Le jour même où ils canonisaient Chalier, ils établissaient une commission temporaire de surveillance républicaine chargée de préparer la besogne des bourreaux. Elle devait se composer de vingt membres divisés en deux sections, mais on ne parvint pas à la compléter. Son rôle était de rechercher les individus coupables d'avoir porté les armes pendant le siège ; mais, pour plus de sûreté, la Commission étendit ses attributions et rangea au nombre de ses justiciables, non seulement les officiers, sous-officiers et soldats, mais encore les nobles, les juges et leurs greffiers, les présidents, trésoriers et secrétaires de sections, les chirurgiens, médecins, apothicaires, directeurs d'hôpitaux, magasiniers ; les notaires, avoués, huissiers et leurs clercs ; les banquiers, agioteurs et financiers ; les charpentiers, ferblantiers et maçons, les prêtres, les étrangers sans passeport et généralement tous les bourgeois riches qui, n'ayant exercé aucun emploi, avaient manifesté des sentiments contraires à ceux des sans-culottes ou qui, simplement, « étaient restés à Lyon pendant le siège ». Toute dénonciation sera payée ; une taxe sera levée sur les riches dans la proportion de 30 000 livres par 10 000 livres de rente ; on réquisitionnera le linge chez « les égoïstes qui possèdent des amas ridicules de draps, de chemises et de serviettes » et l'on n'oubliera pas de confisquer aussi « les

métaux vils et corrompus que dédaigne le républicain ». A cet effet, toutes les maisons de Lyon seront visitées par les membres des comités révolutionnaires assistés de la force armée : caves, greniers, coins et recoins seront fouillés avec soin et exactitude ; « au moindre soupçon », ordre de mettre en arrestation toutes les personnes appartenant aux catégories ci-dessus énumérées.

. En moins d'une semaine les trois prisons de Lyon, celle du palais de Roanne, celle du ci-devant couvent des Recluses et celle de l'institution Saint-Joseph, regorgeaient de détenus. Grâce à l'empressement des dénonciateurs stipendiés, 5000 hommes ou femmes étaient incarcérés. Il fallait parer à cet encombrement : en gens pratiques, Fouché et Collot, assistés de leurs collègues Albitte et Laporte, « représentants envoyés dans la commune de Lyon pour y assurer le bonheur du peuple », — c'est la formule de tous leurs arrêtés, — composent, sur l'ordre de la Convention, une autre commission, dite révolutionnaire, celle-là, dont la tâche sera de puiser indistinctement, dans ces réservoirs, les suspects et de les envoyer à la mort. Pas d'enquête : « l'exercice de la justice n'a besoin d'autre forme que l'expression de la volonté du peuple. — Presque tous ceux qui remplissent les prisons ont conspiré l'anéantissement de la République, médité le massacre des patriotes ; par conséquent, ils sont hors la loi, leur arrêt de mort est prononcé. »

La commission temporaire siège à la maison Imbert, rue Sainte-Catherine, sous la protection d'une garde de 25 soldats. La commission révolutionnaire tiendra ses assises au premier étage de l'Hôtel de ville, dans la salle du Consulat. Leur zèle n'est point douteux ; mais ce que Collot et Fouché en attendent est tellement excessif que, pour leur propre sûreté, ils jugent indispensable de se précautionner contre un sursaut possible de la malheureuse ville qu'ils tiennent sous leur botte, et ils réclament le concours de l'armée révolutionnaire parisienne.

C'est là encore un de ces organes de la Terreur que les apologistes de 1793 laissent volontiers dans l'ombre : cette armée de volontaires, créée par décret en date du 5 septembre, devait se composer de 1200 canonniers et de 6000 fantassins, chargés de prêter main-forte à la stricte exécution des lois

révolutionnaires, mission sans gloire. Tout jeune Français de cœur défendait alors la frontière; il ne restait à l'arrière que les lâches, suppôts des clubs rouges, tape-dur de Maillard, septembriseurs sans emploi, aventuriers louches comme il en foisonnait autour des comités de sections. C'est dans cette racaille que se recruta l'armée révolutionnaire : la paie était bonne, — elle égalait celle de la gendarmerie nationale, — et l'on pouvait compter sur des exploits profitables. Nommés par leurs hommes, les officiers étaient maniables; seuls ceux de l'état-major restaient au choix du conseil exécutif, et c'est le club des Jacobins qui les imposa : Ronsin, ancien simple soldat de l'armée royale, auteur d'une tragédie d'*Arétaphile*, général de brigade depuis deux mois, reçut le commandement en chef de cette troupe réputée « d'élite », avec le grade de général de division : il était connu surtout pour avoir trouvé le moyen de faire écraser, en Vendée, par 3 000 chouans, une armée de 43 000 hommes. Un autre auteur dramatique, Parein, lui fut adjoint avec le titre de général de brigade : c'était là son premier grade, si l'on excepte celui de vainqueur de la Bastille; petit homme brun et maigre, à figure peu martiale, il se montrait plein de bonnes dispositions : « Vous m'avez nommé général de brigade, dit-il aux Jacobins en manière de remerciement, je justifierai votre confiance : Boulanger, mon collègue, vous a demandé une guillotine, je vous en demande une seconde et je vous promets que les aristocrates et les accapareurs rentreront bientôt dans le néant. » Les autres, plus obscurs, valaient ces deux-là. L'armée révolutionnaire, précédée de son état-major, se présenta, le 20 octobre, à la Convention; Ronsin prononça un discours; l'un de ses officiers promit « d'inonder d'hommes libres la surface du monde »; l'Assemblée témoigna sa satisfaction par de fréquents applaudissements et son président glissa une flatteuse allusion « aux vertus et au civisme » des braves militaires qui défilaient au pied de la tribune.

Ces légions de sacripants sont, en effet, chères au jacobinisme qui trouve en elles un bel exemple et à la fois un sûr instrument de désorganisation sociale. Quels vœux accompagnent le détachement que Collot réclame à Lyon! Quelles craintes que l'éloignement de Paris et le contact avec des troupes régulières ne gâtent ces fils d'élection du grand club

parisien ! Comme on leur recommande « de ne pas s'engouer de leurs généraux », de ne pas oublier qu'ils sont toujours citoyens de la capitale et doivent se bien garder « de prendre l'esprit de corps » ! Pour les entretenir dans l'indispensable indiscipline, Bouchotte, le ministre de la Guerre, leur envoie par ballots le journal d'Ilébert, le *Père Duchesne*, — qu'ils ne lisent guère, d'ailleurs, car à l'une des auberges de la route, certain ami de Chalier constata que « dans les commodités, il y en avait au moins quatre cents exemplaires non coupés ». L'arrivée du bataillon sacré ravit d'aise Collot d'Herbois : « Enfin, écrivait-il, je pourrai accomplir de grandes choses ! » Il logea la précieuse troupe chez l'habitant, afin de lui éviter la gêne de la caserne, et les hommes de Ronsin se comportèrent comme en pays conquis. Au dire effronté de Collot, la vertu de ses sans-culotte subit de dures épreuves : « Les femmes surtout ont employé tous les artifices... elles ont pris pour patronne Charlotte Corday. Tout ce que leur sexe offre de plus attrayant, tout ce que des femmes aimables ont de plus enchanteur, a été mis en usage pour séduire cette armée qui nous est si nécessaire. Les philtres amoureux, les charmes ont été préparés par ces femmes » qui se prodiguaient avec rage. La plupart des braves miliciens « ont déconcerté par leur mépris ces manœuvres infâmes de la séduction » ; si quelques-uns ont succombé et se sont roulés avec ces Messalines « dans la fange », ce sont quelques valets d'émigrés vomis par les aristocrates pour déconsidérer l'armée révolutionnaire ». Spécimen du style et de la véracité de Collot. Parer de toutes les vertus les pires bandits, imputer leurs méfaits aux honnêtes gens qui en sont les victimes, tel était alors le mot d'ordre intimé à tous les jacobins de France. Le vrai, c'est que la présence de la troupe de Ronsin fut pour les Lyonnais un dur surcroît de souffrance, s'ajoutant à tant d'autres sujets d'angoisse et de dépression. Presque chaque jour, le moindre incident occasionnait quelque rixe entre les sans-culotte parisiens et les soldats de la garnison ; on en vint à de véritables batailles rangées, aux canons braqués dans les rues, et cette guerre intestine achevait la ruine de la ville agonisante sous l'œil réjoui des proconsuls.

Quant aux « grandes choses » que méditait Collot, il les concevait d'une ampleur si inédite que, malgré le renfort de

l'armée jacobine, il n'était pas très rassuré sur le succès des tragédies dont il voulait s'offrir la représentation. Il jugea prudent de les mettre sous l'invocation de Chalier : ce sacrifice aux mânes du dieu serait accepté sans conteste ; en associant tous ses collègues, Paris lui-même, à cette commémoration liturgique, il ferait d'eux des complices. Le 25 novembre, il annonçait donc à la Convention qu'il lui adressait la tête mutilée de Chalier, « telle qu'elle était sortie pour la troisième fois de dessous la hache de ses farouches meurtriers. » « Lorsqu'on cherchera à émouvoir votre pitié, écrivait-il, découvrez cette tête sanglante... C'est la liberté qu'on a voulu assassiner en immolant Chalier... La justice du peuple doit être aussi prompte que l'expression de sa volonté. Nous avons pris des moyens efficaces pour marquer sa toute-puissance... » Ces captieuses et circonspectes préparations, sans déflorer son projet, en disaient assez cependant pour qu'on ne pût lui reprocher de l'avoir tenu secret. Si la Convention ne réclamait pas d'explication sur « ces moyens efficaces », son silence pourrait passer pour une approbation.

Voilà donc « le buste, l'effigie et la tête elle-même de Chalier », ses cendres aussi, en route vers Paris sous la pieuse surveillance de quelques fidèles de ce vertueux patriote. On n'a point dit leurs noms ; mais on peut reconnaître que, au nombre de ces dévots, comptait Moulin, l'homme admirable qui, tous les avocats se refusant, n'avait pas craint de risquer sa vie pour présenter au tribunal infâme la défense de l'auguste accusé ; le fils Padovini l'accompagnait certainement : dans la nuit du 17 juillet, à trois heures du matin, il avait aidé sa mère à exhumer clandestinement le corps du supplicié qu'elle avait recelé chez elle durant les trois mois du siège. Il semble que le plâtrier Bernascon, l'ami de la dernière heure, était aussi de l'expédition ; et ils n'avaient pas manqué de s'adjoindre la bonne Pie, la gouvernante de Chalier, émouvante attraction pour les badauds parisiens. Quant à Fernex, l'exécuteur testamentaire, d'urgentes occupations le retenaient à Lyon, ainsi qu'on le verra.

On regrette de ne connaître aucun épisode du long voyage de ces pèlerins encombrés de leurs macabres colis ; le transport d'un cadavre était, à cette époque, chose insolite, presque inouïe et devait susciter nombre d'embarras. L'arrivée à Paris

n'était pas le moindre. Où aller? Où déposer les précieuses reliques dans l'attente d'une décision? La Commune de Paris, d'avance acquise au culte de Chalier, était avisée, dès le 27 novembre, de l'arrivée très prochaine de ses restes; on peut donc supposer qu'ils furent remis à l'Hôtel de Ville, le Conseil général ayant résolu de s'associer à la fête funèbre que Paris allait célébrer en l'honneur du martyr de la liberté. Le programme de cette fête fut longtemps discuté: certains préconisaient un banquet monstre « où assisteraient des rois, des reines, des papes, des cardinaux, la gent monacaille de l'un et l'autre sexe, et une esquisse des innombrables jongleurs qui dévoreraient la substance du peuple »; mais on dut renoncer à cette mascarade. En attendant, les Lyonnais produisaient la bonne Pie; elle était, le 9 décembre, présentée aux Jacobins « qui l'accueillirent avec le plus vif intérêt ». Fourcroy, président, lui donna l'accolade fraternelle; elle y revint le 13 et, cette fois, fut reçue « avec le plus grand enthousiasme ». La fête de celui dont elle avait été la compagne approchait, et on dressait sur le boulevard un arc de triomphe sous lequel l'effigie de Marat, expirant dans sa baignoire, saluerait au passage le cortège de son émule lyonnais.

Dès huit heures du matin, le 20 novembre, les députations se dirigent sous la pluie vers la place de la Bastille, lieu désigné pour le rendez-vous; les ordonnateurs ont placé, dans la rue Saint-Antoine, de hauts jalons portant l'indication de tous les groupes et corps constitués admis à figurer dans le cortège. Et il y en a! A dix heures, il se met en marche; le temps s'est levé: d'abord s'avance la gendarmerie à cheval, précédée de ses trompettes; puis viennent les sapeurs portant des bannières sur lesquelles se lisent des « paroles mémorables » de Chalier: défilent ensuite d'autres bannières où sont inscrites ses prophéties. « Première prophétie : *Roland trahira tôt ou tard la République. Rappelez-vous en (sic).* » A cette heure, le corps du pauvre Roland est enfoui dans un bois, au bord de la grande route de Rouen, et celui de sa femme a, depuis un mois, rejoint les cadavres des Girondins dans la fosse des suppliciés.

La deuxième prophétie se termine par ces mots : *Que de sang vous verrez couler!* La troisième promet *des monceaux de cadavres aux ondes ensanglantées de la Saône et du Rhône*. Les autres ne sont pas plus réjouissantes. Escortant ces prédictions

de malheur, s'avancent la Commune du 10 août, les juges de paix et commissaires de police, les magistrats des tribunaux civil et criminel et, au rang d'honneur, le tribunal révolutionnaire. Passent ensuite un « grand corps de musique », et la Commune de Paris entourant le char de triomphe où se dresse le tombeau du dieu, couronné par l'urne de ses cendres sur laquelle une renommée suspend la palme de l'immortalité; à ses côtés sont assis deux Lyonnais « victimes des aristocrates », et montrant du geste à la foule les restes de leur ami : sa tête est placée sur le devant du char, couvert d'un crêpe et enguirlandé de cyprès : le couperet qui a frappé cette tête sacrée est peint sur la table d'autel où elle est déposée. Enfin défilent les membres du département, le groupe des ministres, les invalides et le char des aveugles : l'un d'eux tient un écriteau avec cette légende : *Nous voyons Châlier dans ses vertus*. Un corps de cavalerie ferme la marche.

Par la rue Saint-Antoine, la rue du Martroy et l'arcade Saint-Jean, le cortège gagne l'Hôtel de Ville; les amis de Châlier offrent au Conseil général un buste de l'illustre défunt; puis la procession s'engage sur les quais, prend, au pont Notre-Dame, la rue Saint-Martin dans toute sa longueur et suit le boulevard jusqu'au théâtre de la rue Favart. Là, reposoir; échange de couronnes entre Châlier et Marat, et, de nouveau en route vers la place des Piques, ci-devant place Vendôme : troisième halte au cénotaphe de Peletier-Saint-Fargeau; enfin, dernière station aux Jacobins et inauguration, dans la salle du club, d'un buste du héros de la fête. On a peine à imaginer le déroulement interminable de cette pompe funèbre dans les rues étroites et encombrées du vieux Paris; la cohue, les bousculades, l'emmêlement des groupes, les heurts inévitables de tant de gens piétinant dans la boue, enjambant les flaques. La journée est belle et le temps est doux; mais depuis une quinzaine, il a plu, jour et nuit. Nul recueillement, d'ailleurs, aucune émotion : Châlier est une gloire factice; son nom ne dit rien à la foule parisienne, mystifiée, avide de voir, mais qui ne comprend pas et regarde, ébahie, ce défilé de bannières qui rappelleraient les belles Fêtes-Dieu de naguère, sans les inscriptions dont elles sont couvertes et où on ne distingue, dans le froissement secoué des étoffes, que les mots de sang, de vengeance et de massacre.

Le programme de la manifestation comportait, pour dénouement, la remise solennelle à la Convention des restes de Chalier; mais le cortège s'était attardé et, quand on eut fini avec les Jacobins, l'Assemblée avait levé la séance. Les Lyonnais, accompagnés de deux membres du club, portèrent aux Tuileries l'urne vénérable qui fut déposée aux archives du secrétariat jusqu'au lendemain où eut lieu la présentation officielle. L'un des Lyonnais prit la parole : « Législateurs, nous vous apportons le buste, l'effigie et la tête elle-même de Chalier... » ainsi que « les cendres de cet homme immortel... Elles ont été conservées précieusement par celui dans les mains duquel vous voyez l'urne qui les renferme... » Le citoyen désigné atteste l'authenticité du dépôt dont il est porteur : il a fait déterrer, après le siège de Lyon, le corps de Chalier, et il ne manque pas de remarquer que « la pourriture l'avait respecté », miraculeuse singularité qui, chez les croyants, passait pour être un privilège de la sainteté. Les pétitionnaires, admis aux honneurs de la séance, pénétrèrent avec leurs fardeaux dans le prétoire. On les applaudit : Léonard Bourdon réclama la mention honorable pour la citoyenne Padovini, à qui était due la conservation de la tête du grand patriote : Couthon renchérit et sollicita pour elle une pension de 300 livres : il connaît, dit-il, cette courageuse femme « qui manque des choses nécessaires à l'existence », et il termine en demandant, pour les restes de Chalier, les honneurs du Panthéon.

Il semble que la Convention regimba : Romme et Danton proposèrent et obtinrent le renvoi de ces motions au Comité d'Instruction publique. Qu'advint-il des cendres de Chalier, de sa tête, du moulage et du buste ? C'est assez trouble. D'après une note d'archives, ces objets furent remis aux questeurs de la Convention, qu'on désignait sous le titre d'Inspecteurs de la salle. L'urne fut-elle déposée au temple des grands hommes ? Cela paraît douteux, bien que, à plusieurs reprises, on fit plus tard allusion à cette panthéonisation. Si l'on s'y décida, elle dut s'effectuer sans éclat, car on ne voit pas qu'elle ait donné lieu à une nouvelle cérémonie, et si Chalier fut déposé dans quelque coin des solennels caveaux, il y est encore oublié, car rien n'indique non plus, — sauf erreur, — qu'il en ait été retiré.

L'apothéose en somme paraît s'être close par une décon-

venue. Vingt jours plus tard, la bonne Pie se présenta bien à la Convention, afin d'y quémander pour elle-même une pension de 1200 francs, égale à celle que l'Assemblée constituante avait accordée à la veuve de Jean-Jacques Rousseau. Son entrée à la barre fut saluée « par les plus vifs applaudissements » et sa requête fut accueillie ; mais de plus graves préoccupations absorbaient les partis ; déjà grondait l'ouragan des haines qui couvait au sein de la Montagne et qui décida du sort des Hébertistes et des Dantonistes : on ne parla plus de la divinisation de Chalier. On agit bien, même, en gardant sur ce sujet un silence discret, car, avant que cinq mois fussent écoulés, la guerre sévissait entre les dévots du Grand Homme : le plâtrier Bernascon accusait la bonne Pie de l'avoir frustré d'un legs de Chalier ; la bonne Pie se défendait de son mieux, protestant qu'elle ne devait rien ; on découvrait que l'avoué Moulin, généreux avocat du patriote persécuté, avait extorqué 600 livres à la femme Pie et 1800 livres à Chalier lui-même pour le défendre devant le tribunal ; qu'il avait prononcé un plaidoyer sévère comme un réquisitoire et qu'il était, en fait, l'assassin de son malheureux client. D'autre part, on ne s'entendait plus sur l'exhumation du cadavre de Chalier : la femme Padovini avouait que « la tête avait pourri chez elle » ; Bernascon et ses compères certifiaient l'avoir déterrée eux-mêmes et ne l'avoir jamais quittée, et, pour conclure, on ne cachait plus que ce fidèle Bernascon, l'ami de cœur, était un échappé des galères italiennes, « réfugié en France pour se soustraire au châtiment réservé aux assassins ».

POUR VENGER CHALIER

N'importe : ces révélations se produisirent trop tardivement pour nuire à l'effet de la déification de Chalier et à la conviction imposée qu'il fallait beaucoup de sang pour venger sa passion et sa mort. C'est tout ce que se proposaient Collot d'Herbois et Fouché en mêlant la Convention à cette grandiose charlatanerie. Ils ont donc, dès le 4 décembre, lâché la bride à leur commission révolutionnaire qui, ce jour-là, tira de la prison de Roanne soixante détenus pris au hasard. Presque tous jeunes gens ; beaucoup ont 19 ou 20 ans ; on les amène à l'Hôtel de ville ; ils passent devant les juges ; point d'inter-

rogatoires, point de témoins, point d'avocats, point de considérants : une question, un mot, un signe... Depuis plusieurs jours tout est prêt pour leur supplice ; même le comédien Dorfeuille a invité au spectacle « de ce grand acte de justice nationale » les administrateurs, les magistrats, les fonctionnaires publics : « Je voudrais, en un mot, que ce jour... fût un jour de fête ; et c'est le mot propre »... Le bruit s'est répandu par la ville d'une exécution extraordinaire et, de tous les quartiers afflue à la place des Terreaux une foule angoissée. « Où sont les condamnés ? Qui sont-ils ? Que va-t-on en faire ? » Les voici : ils apparaissent sur le perron dont ils descendent les marches ; et se représente-t-on l'émoi, l'épouvante, les appels éperdus des gens qui reconnaissent, dans ce défilé tragique, un fils, un frère, un ami ? Rien à tenter ; rien à faire qu'à se cacher pour sangloter, à étouffer ses cris, à concentrer sa rage et sa haine.

Il y a là, aux premiers rangs, la canaille jacobine qui exulte, et les gendarmes en nombre, et l'armée révolutionnaire. Voici l'affreuse colonne, encadrée par des soldats ; la cohue les accompagne dans la rue du Puits-Gaillot ; on se presse, on se pousse, pour apercevoir, à travers la haie des baïonnettes, ces malheureux qui vont mourir. Quelle pitié ! que de figures imberbes, des figures d'enfants : ils sont crânes ; pas un ne faiblit ; ils longent maintenant les murs du grand théâtre, et c'est le débouché sur le quai qu'ils traversent pour s'engager sur le pont Morand. On les conduit aux Brotteaux, la grande plaine semée de quelques maisons et de bouquets d'arbres dépouillés ; il y a des cavaliers, des pièces d'artillerie, des fantassins, l'arme au pied, qui attendent. Et, au bord du Rhône où la foule s'étend, elle distingue, dans le soir tombant, qu'on aligne le long d'un fossé les soixante condamnés. Ils chantent, à dix pas des canons chargés à mitraille ; dans l'immense espace leurs voix montent comme un adieu déjà lointain. Tout à coup, trois détonations : les canons ont fauché toute la file ; mais elle n'est qu'abattue en trois sanglantes trouées ; le reste s'agite encore et, dans la fumée, on voit se débattre, se relever par endroits, cet alignement de morts, de blessés et de vivants dont certains tentent de fuir. Les cris retentissent jusqu'à la rive opposée où la foule écoute et regarde, haletante d'horreur, le long du beau fleuve intaris-

sable et glauque. Sur un ordre de Dorfeuille, cabotin sinistre, metteur en scène de ce carnage, les cavaliers chargent la mêlée grouillante des suppliciés et les achèvent à coup de sabre : deux heures plus tard, quand les fossoyeurs commencèrent leur travail, des plaintes s'élevaient toujours de la trainée des corps.

Tel fut le lever de rideau : le lendemain, 5 décembre, la grande pièce : la porte basse de la prison de Roanne s'ouvre, vers dix heures, et livre passage à 250 détenus; ils sont conduits à l'Hôtel de ville. Dans le parcours, l'un d'eux, Claude Laroche, s'échappe en se jetant dans l'étroit et tortueux boyau de la Petite rue Longue. La foule consternée et anxieuse qui ne quitte pas la place des Terreaux, voit entrer à la Maison commune cette phalange de pauvres hères, ouvriers, commis, domestiques ou petits boutiquiers pour l'immense majorité. Ils sont maintenant devant la commission : une minute, en moyenne, par individu : — ton nom ? — ta profession ? — ton âge ? — la sentence sera rendue dans quatre heures. Les femmes, mères, épouses ou sœurs, que les soldats tiennent à distance, piétinent autour du monument, s'amassent aux soupiraux du vaste palais, en fouillent du regard les souterrains ténébreux ; c'est là qu'on dépose les accusés à mesure qu'ils ont comparu. Il y a « la bonne cave » et « la mauvaise cave » : c'est une croyance générale : la bonne cave est réservée à ceux qui seront acquittés ; la mauvaise est pour les autres.

Dès que, aux mouvements des soldats et des gendarmes, on discerne que la commission a terminé sa tâche rapide, on voit les 249 descendre de l'Hôtel de ville ; ils ignorent encore quel sera leur sort ; on les masse au bas du perron. Une fenêtre s'ouvre au premier étage du palais municipal et les cinq juges se rangent sur le balcon : ils portent le costume militaire, épaulettes, sabre au côté, chapeau à panache rouge. Suspendue au col par un ruban tricolore, brille sur leur poitrine une petite hache d'acier. Un officier de la place est près d'eux, le lieutenant-colonel Grandmaison ; il tient à la main la liste... Le canon tonne et, dans le silence glacé qui s'établit, la voix de Grandmaison s'élève : il dit les noms : ceux des acquittés : il y en a quarante ; tous les autres, 209, sont condamnés comme traîtres à la Nation. Alors monte un grand tumulte :

« Assassins ! Bourreaux ! Nous n'avons pas été interrogés ! C'est vous qui êtes des traîtres ! des monstres ! » Et il y a aussi des cris de Vive le Roi ! des sanglots, des menaces de vengeance. Le roulement des tambours couvre tous les bruits ; il faut marcher : on suit le même chemin que la veille pour gagner la plaine fatale sur laquelle pèse le ciel terne et bas d'un jour pluvieux.

Cette fois, les condamnés sont menés jusqu'aux approches de la ferme dite de la Part-Dieu. Il y a là de profondes tranchées, creusées à l'époque du siège, et une ligne de saules au bord d'un petit ruisseau. Un long câble est tendu d'arbre en arbre ; on y attache les moribonds pour parer à toute tentative de fuite : un citoyen Montbelin est chargé de cet arrangement et touche, pour ce travail et fourniture de cordes, 37 livres. Tout est prêt. On a renoncé au canon ; trois fantassins, fusils chargés, abattront à quatre pas de distance chacun des 209. Le signal est donné. La fusillade éclate, suivie de cris lamentables et, quand les fumées se sont dissipées, on voit cette chose effrayante d'un long chapelet de morts, retenus par le câble et secoués par les efforts de ceux qui, seulement blessés, appellent désespérément les massacreurs : « Achevez-moi ! Par pitié ! La mort ! La mort ! » Les dragons accourus au galop les exaucent à coups de sabre.

Des fenêtres de la maison Tholozan, sur le quai Saint-Clair, le pâle Fouché et le flambant Collot braquaient leurs lorgnettes sur cette scène de sauvagerie.

Ils étaient moins placides, le soir, quand le colonel des dragons, le citoyen Beaumont, un ancien noble, força leur porte : on n'entrait pas facilement chez les représentants : ils vivaient dans une réclusion absolue que nul n'était admis à troubler, sauf les autorités de la ville et les membres de la commission révolutionnaire : encore ceux-ci devaient-ils « annoncer par écrit l'objet de leur visite ». Le colonel Beaumont pénètre donc chez Collot et lui signifie que ses dragons ne sont pas des assassins, ils s'indignent du service infamant auquel on les astreint. Collot n'a qu'un argument : il fait arrêter Beaumont qui est mis en prison. Les dragons s'insurgent, prennent les armes, entraînent dans leur protestation un bataillon de volontaires et marchent sur l'Hôtel de ville. Ronsin a, en hâte, rassemblé son armée révolution-

naire; mais il se connaît et connaît sa troupe; si le combat s'engage, elle est battue d'avance. Il court chez Collot, lui expose le danger de la situation et les représentants signent au plus vite l'ordre de mettre Beaumont en liberté. Pour mater ces pleutres, il suffisait de quelques fusils et de quelques sabres.

Collot se revancha sur des femmes; celles de Lyon, courageuses, imaginèrent qu'elles sauveraient la ville martyre. En nombreux cortège, elles se dirigent vers l'hôtel des représentants, afin de solliciter la mise en liberté de leurs époux, de leurs fils, de leurs frères emprisonnés et sous la menace d'un massacre imminent.

Mais, à peine en marche, le rassemblement est dispersé : les plus coupables, celles qui se signalent « par une parure très recherchée et par leur audace », sont livrées au bourreau qui les exposa pendant deux heures au carcan, sur l'échafaud, avec cet écriteau : *condamnées pour avoir attenté à la pudeur des représentants du peuple*. Et les exécutions se poursuivaient avec une implacable régularité : le 8 décembre, 67 fusillés; le 9, 13 décapités; car, pour éviter que la guillotine ne se rouille, on l'emploie conjointement avec la mitraille; d'ailleurs Collot d'Herbois a remarqué, c'est lui qui l'affirme, que les condamnés préféraient de beaucoup la fusillade à l'échafaud; en usant de l'un et de l'autre, il trouve le moyen de graduer la peine. Le 11 décembre, 52 fusillés, 15 décapités; — le 13, 32 fusillés, 14 guillotins dont M^{me} Cochet, jeune et belle papetière qui, pendant le siège, ayant revêtu des habits d'homme, gagna les lignes ennemies pour s'offrir en otage aux généraux de la Convention; elle était si populaire que les claqueurs de la guillotine eux-mêmes crièrent grâce lorsqu'on la traina, hurlante de fureur, vers le couperet de l'échafaud. Le 15 décembre, 14 guillotins encore; le 16, le bourreau fit 9 victimes et la fusillade 31; le 17, 13 furent décapités et 8 le jour suivant, tandis qu'on en fusillait 42 aux Brotteaux. L'usine de mort allait ainsi fonctionner sans interruption durant des mois; elle était si bien outillée que le départ subit de Collot ne ralentit pas son action.

Quatre citoyens de Lyon, aussi naïfs qu'intrépides, persuadés que le gouvernement ne pouvait approuver ces tueries, qu'il les ignorait certainement, — ils se nommaient Changeux,

Brillat, Chauchat et Prost, — étaient partis pour Paris afin d'en présenter à la Convention un tableau véridique. Ce qu'apprenant, Collot, peu rassuré sur l'effet de cette démarche, prit aussitôt la poste et se mit à leur poursuite. Les quatre Lyonnais débarquèrent dans la capitale le 20 décembre, alors que se déployait par les rues la pompe funèbre et triomphale de Châlier. Effarés de voir le peuple de Paris adorer docilement l'homme auquel leur cité était redevable de tant de malheurs, ils évitèrent de se mêler à la fête et se rendirent sans tarder à la Convention, car on était au décadi, jour fixé par l'assemblée pour la réception des pétitionnaires. Ils furent introduits à la barre, et l'un d'eux, Changeux, quelque ému qu'il dût être, lut d'une voix vibrante la protestation.

Qu'elle était humble et timide, cette doléance ! C'était l'acte de contrition d'une ville coupable, mais repentante, « courbée devant la majesté du peuple », implorant grâce « pour la faiblesse égarée, pour le patriotisme impatient de réparer ses erreurs ». Elle n'accusait personne, ne voulant faire entendre devant l'auguste assemblée « que des gémissements et non des murmures » ; mais elle dépeignait brièvement les sanglantes boucheries des Brotteaux, les femmes mises au carcan pour avoir imploré la pitié des juges et les angoisses des 4 000 innocents qui, dans d'infectes prisons, attendaient la mort. Les représentants ne pouvaient écouter ces choses avec indifférence ; ils prirent en considération la plainte téméraire des Lyonnais et la renvoyèrent à l'examen des Comités.

Mais le lendemain surgit à la tribune Collot lui-même, arrivant de Lyon à grand train ; en vieil acteur « qui a de la planche », il connaît son public, sait pousser la tirade et simuler l'émotion, et le voilà lancé dans la paraphrase d'une maxime qu'il a récemment placardée sur les murs de Lyon et où il anathématisait « ces hypocrites audacieux » qui font mine de s'indigner à la vue « de quelques décombres, de quelques cadavres qui n'étaient plus dans l'ordre de la nature et qui vont y rentrer ». Ah ! l'habile homme ! A l'en croire, c'est lui, Collot, qui est la victime : « entouré d'assassins, il marche sans crainte sous les poignards ». On lui reproche son tribunal expéditif ? « Aucun peuple n'a donné des formes plus augustes et plus solennelles à l'expression de la justice révolu-

tionnaire. » On ose blâmer les fusillades en masse ? — Mais ce procédé d'extermination, loin d'être un indice de cruauté, ne fut au contraire provoqué « que par une véritable sensibilité ». On eût souhaité, en effet, détruire en un seul jour tous les conspirateurs jugés ; cette mesure humanitaire n'a pu être adoptée ; on est parvenu néanmoins à un tel degré de perfection « qu'il n'y a plus pour les coupables que l'intervalle d'un instant entre la vie et la mort... »

D'ailleurs, qui sont-ils, ces Lyonnais « qui se tenaient hier à cette barre pendant que tous les patriotes fêtaient le martyr de Chalier et arrosaient de leurs pleurs l'urne sacrée qui contient ses ossements ? Est-ce le remords qui les a éloignés de cette fête religieuse ? S'ils avaient été des amis de Chalier, ils n'eussent pas fui les honneurs rendus à ses mânes vénérés. » Ils ne sont donc que des conspirateurs, des suppôts de l'infâme Précý ; « un grand nombre de nos plus cruels ennemis s'est réfugié à Paris ; Précý lui-même y est peut-être caché, et vous délibérerez quelque jour sur une pétition dont il aura été le rédacteur. »

Ce dernier trait porte plus que tous les autres : l'idée qu'on peut la croire aux ordres de Précý enflamme la Convention ; elle décrète que les sections de Paris feront le recensement des citoyens de Lyon qui peuvent se trouver dans la capitale, et *approuve les mesures prises par les représentants du peuple*. Ce *satisfecit* est pour Collot un triomphe ; gonflé de ce succès, il parade le soir aux Jacobins auxquels il ouvre son cœur : « On nous accuse d'être des anthropophages, des hommes de sang !... Ce sont des pétitions contre-révolutionnaires colportées par des aristocrates qui nous font ces reproches... Nous en avons fait fusiller 200 d'un coup, et on nous en fait un crime !... On affecte de répandre qu'ils ne sont pas morts du premier coup. Eh ! Jacobins, Chalier était-il mort du premier coup ? On parle de sensibilité ? Eh ! nous aussi, nous sommes sensibles ; les Jacobins ont toutes les vertus ; ils sont compatissants, humains, généreux ; mais tous ces sentiments, ils les réservent pour les patriotes... »

Était-il ivre, ou grisé seulement par « les applaudissements universels » qui hachaient sa harangue ? Le surlendemain, 3 nivôse, il reprit la parole au club et attendrit ses auditeurs pâmes sur... — on ne le devinerait jamais, — *sur les mal-*

heurs des jacobins lyonnais en butte à toute sorte de calomnies et de dangers. Tous les frères debout l'acclamèrent, tandis que les citoyens entassés dans les tribunes l'applaudissaient frénétiquement.

Collot ne reparut plus à Lyon. Fouché allait y poursuivre l'œuvre entreprise, assisté de ses collègues Laporte, Méaulle et, transitoirement, d'Albille l'ainé, homme arrogant, dur et sanguinaire qui « travaillait » surtout le département de l'Ain. L'astucieux Fouché flaire le vent; c'est le père de famille modèle, vivant à l'écart, avec son épouse vulgaire et une enfant malingre, sans ambitions autres que de sauver sa tête et de s'enrichir. Il méprise manifestement la tourbe féroce et cupide qui le mène : mais comme elle est toute-puissante, il se fait son valet, adopte son langage ; lui, l'ancien professeur à l'Oratoire de Jésus, il écrit à son collègue Collot, en apprenant la victoire de Toulon repris aux Anglais : « Des larmes de joie coulent de mes yeux ; elles inondent mon âme... nous n'avons qu'une manière de célébrer la victoire ; nous envoyons ce soir 213 rebelles sous le feu de la foudre. » Il sait que la Commission décide en une ou deux minutes du sort de chacun de ses justiciables, ce qui ne l'empêche pas de vanter le scrupule qu'elle apporte à ses rigoureux devoirs : « Avec quelle religieuse méditation les accusés sont interrogés, écrit-il ; avec quelle courageuse impartialité le juge descend dans leurs pensées les plus intimes, dans leur conscience pour en suivre tous les mouvements ! » Et à la date, — 18 février 1794, — où il exalte ainsi l'admirable modération de ses acolytes, ceux-ci ont bâclé, en quarante-quatre jours, quinze cent vingt-deux jugements de mort, soit une moyenne de 35 par audience ! On vient de renoncer aux fusillades, car la plaine des Brotteaux, si joyeusement fréquentée aux beaux dimanches d'autrefois, est devenue un cloaque empesté. La commission révolutionnaire ordonna bien, dans sa prévoyance, de jeter au Rhône les corps des suppliciés et a mobilisé à cet effet « la quantité de voitures nécessaire » ; mais, dès le 8 décembre, les communes situées sur les bords du fleuve, en aval de Lyon, protestaient : il y avait 140 cadavres échoués aux graviers d'Yvours.

La place des Terreaux, le cœur de la ville, d'une solennité si pimpante autrefois, avec son Hôtel de ville élancé, son majes-

tueux palais Saint-Pierre, ses cafés renommés, sa circulation incessante, la place des Terreaux est l'arène où la justice jacobine immole ses victimes aux applaudissements d'une plèbe ignoble; les gens honnêtes s'en détournent; « la Terreur s'y montre à nu ». Après avoir voyagé jusqu'à Bellecour où, « en face de la rue Saint-Dominique », son emplacement resta longtemps rouge, la guillotine a été en permanence dans l'angle nord-ouest de la place; mais bientôt l'endroit s'est transformé en une « mare sanglante » et on dut la porter au débouché de la rue de la Cage, sur un encaissement en maçonnerie, rempli de sable qu'on changeait tous les deux ou trois jours. Malgré ces précautions, jusqu'à la place Saint-Pierre, le ruisseau coulait du sang. L'instrument des supplices avait ses dévots : l'un des municipaux, procureur de la Commune, se poussait chaque jour, dès midi, — les exécutions commençaient ordinairement vers une heure, — pour être aux premières places et insulter les victimes. « Il faisait un cours de décapitation théorique et aurait au besoin remplacé le bourreau dont il se disait *l'abonné*. » Son ami Achard, le perruquier de la place Grenouille, promu agent national, procureur syndic du département, puis receveur du district, Achard s'était offert à suppléer l'exécuteur : « La guillotine ne va pas, reprochait-il à Collot; si tu veux un bon barbier pour faire aller le rasoir national, sans savon, fais-moi signe. » M..., l'un des membres de la Commission temporaire, un jour que le bourreau Ripet était malade, s'appretait à prendre sa place pour que la guillotine ne chômât pas; *malheureusement* l'exécuteur de Grenoble arriva. M... se vantait plus tard qu'il « buvait tous les jours le vin blanc avec le bourreau ». Dorfeuille, l'acteur déjà nommé, présidant un banquet « sans-culottique », fit circuler parmi les convives, une casserole remplie de vin et, parodiant les paroles sacrées : « En vérité je vous le dis, mes frères, ceci est bien véritablement le sang des rois, la véritable substance de la communion républicaine; prenez et buvez ce sang précieux... » Les représentants eux-mêmes partageaient cette folie sanguinaire, puisqu'on vit, le 10 mars, lors de la fête de l'Égalité, Fouché et ses deux collègues Méaulle et Laporte, tenant le rang d'honneur dans le cortège qui, de Perrache, se rendit aux Brotteaux. Les trois délégués de la Convention nationale, en grand costume, saluaient du geste la foule qui les regardait

passer, et, devant eux, marchaient les exécuteurs, vêtus de rouge, les bras nus, portant l'un la hache de la Terreur, l'autre un écriteau où se lisaient ces mots : *la Souveraineté du peuple est vengée*.

Avivée par l'exemple, cette démente sadique se propageait; d'abord curiosité malsaine, la fréquentation de l'échafaud devenait un besoin, un plaisir pour la populace, imbue de la troyance que tant de sang apaiserait les mânes de Châlier, le plus vertueux des patriotes. On a dit que ces spectateurs assidus étaient payés pour applaudir à la chute des têtes : tout est possible : un Allemand, chef de claque de cette répugnante cohue, chauffait l'enthousiasme et donnait le signal des bravos. A l'arrivée des condamnés descendant de l'Hôtel de ville et traversant la place, on entonnait la chanson composée par un secrétaire de la mairie :

Pour sauver la chose publique,
Plus de pitié : il faut du sang...

On raillait ceux des mourants qui « faisaient une fichue mine » ; on invectivait les arrogants dont la crânerie déplaisait. Une enfant de quatorze ans, fille d'un royaliste caché dans un faubourg de Lyon, a connu l'une de ces mégères habituées des exécutions : c'était la mère d'un officier municipal : « elle n'en manquait pas une » et revenait de là ravie, rayonnante, ne tarissant pas sur les péripéties du supplice dont elle relatait les affreux détails « avec une action, un empressement, qui épanouissaient sa figure ».

Au nombre des criminels, qui inoculèrent le virus de la férocité à cette population naguère si laborieuse et si calme, on doit d'abord compter les conventionnels, puis la horde de Jacobins que Collot avait recrutée à Paris, ceux aussi amenés par Fouché des départements de la Nièvre et de l'Allier. Tels sont d'abord les grands responsables. La commission révolutionnaire se composait de cinq membres : Parein qui la présidait, Fernex, Corchant, Lafaye et Brunière. Comme on souhaiterait savoir ce qu'étaient ces individus dont on ne connaît guère que les noms ! Quelle métamorphose inexplicable avait, sans transition, changé en monstres ces hommes jusqu'alors inoffensifs et obscurs ? Orgueil d'un grand rôle, convoitise, sadisme, lâcheté, revanche de ratés et d'impuissants ? Ce qui

effraie, c'est que l'on n'a pas eu à les choisir : il a suffi de les désigner pour qu'ils acceptassent, comme s'ils s'étaient préparés à leur effroyable tâche et qu'on fût sûr d'eux. Serait-ce donc que, à l'heure des grands bouleversements sociaux, les meneurs trouvent à foison des coopérateurs surgis de bas-fonds ténébreux et résolument aptes à tous les crimes?

On a déjà nommé Parein, écrivain sans notoriété avant la Révolution, vaguement professeur, homme de loi et auteur dramatique non joué. Il avait trente-neuf ans en 1794; lui, du moins, avait fait aux armées de l'Ouest son apprentissage de massacreur, avant d'apparaître à Lyon comme général de l'armée révolutionnaire. Il s'était logé quai Saint-Clair, dans la maison dite *des Médailleurs*. Nul n'approchait facilement de lui; peu de gens avaient pénétré dans son logement bien gardé où il occupait à l'escrime tous ses loisirs. Une foule de femmes stationnait sans cesse à sa porte, espérant le saisir au passage et lui présenter une demande en grâce; il n'écoutait personne. Certaine fillette dont on allait guillotiner la tante, — celle qui l'avait élevée, — était parvenue, en raison de son jeune âge sans doute, à voir Parein chez lui et l'avait trouvé « comme abruti par l'ivresse, les yeux à demi fermés, rouges et gonflés ». Reçue sans rudesse, mais sans pitié, elle tenta de le rencontrer à nouveau; elle l'attendit dans un couloir de l'Hôtel de ville pour l'implorer et, comme il entra à son tribunal, elle se pendit à lui en sanglotant : « C'est ma tante, c'est sa vie que je viens vous demander! C'est elle qu'il faut me rendre! C'est tout ce que je possède! Que ne puis-je mourir avec elle?... » Il se dégagea, inexorable, disant : « Je prends part à ta douleur comme particulier; comme homme public, je n'y puis rien. »

Joseph Fernex, l'un des juges, l'ami, le confident, l'exécuteur testamentaire de Chaliier, était Lyonnais et habitait la Grande Côte; ouvrier en soie avant la Révolution, sachant à peine signer son nom, il avait dû à la protection de Chaliier un siège au tribunal du district, d'où il était passé à la commission révolutionnaire. Froid, vivant solitaire, ne frayant pas même avec ses collègues qui lui paraissaient peu convaincus, c'était le fanatique farouche, dénaturé, implacable, au cœur pétrifié. Silencieux, calme et terrible, à l'aspect seul d'un noble,

d'un riche, d'une nonne, d'un prêtre, ou même d'un homme de mise élégante et recherchée, il verdissait de haine. Avec Parein et son collègue Corchant, il votait toujours la mort, persuadé d'accomplir une œuvre humanitaire et de contribuer au bonheur du peuple.

Corchant, aide de camp de Parein, habitait avec lui la maison des Médaillons : tous deux Parisiens et tous deux vainqueurs de la Bastille, ils sympathisaient et ne se quittaient guère. Vif, ombrageux, susceptible, Corchant se piquait d'aimer les arts, les belles choses, les belles femmes ; il passait pour bon musicien et on se le représente mal, rentrant de son tribunal, déposant son chapeau à plumet rouge et la petite hachette symbolique qui lui pendait au cou, pour se mettre au clavecin et chanter, en s'accompagnant, quelqueune des romances tendres ou galantes si fort en vogue à cette époque. Parein, Fernex et Corchant formaient donc la majorité sanguinaire de la commission ; les deux autres juges, Lafaye aîné, des environs de Saint-Étienne, et Brunière, se montraient plus humains et ne votaient la mort qu'à regret. Le premier, « d'abord facile, accueillait avec douceur les personnes qui venaient le solliciter, non sans les tenir à distance de deux pistolets armés, placés à portée de sa main » ; Brunière était « fort bel homme » ; il ne cachait pas son dégoût de l'œuvre à laquelle il était rivé... Il restait pourtant. Peur, fausse honte, espoir de sauver quelques têtes ? Qui pourrait le dire ?

Ces juges ne prononçaient pas d'arrêts : dans la belle salle du Consulat, à l'Hôtel de ville, ils siégeaient, le dos à la cheminée, assis à une longue table couverte d'un tapis vert et sur laquelle, quand le jour baissait, on allumait huit flambeaux. De l'autre côté de la table, un escabeau sur lequel le prisonnier prenait place : derrière lui, un rang de soldats, l'arme au bras.

Les autres accusés attendaient leur tour dans la salle voisine. L'audience était publique, entrant qui voulait ; et c'est, sans doute, pour éviter les protestations, ou pour fonctionner plus rapidement que « le pronostic de la sentence se faisait par signes convenus ; quand le président se touchait le cou, c'était la guillotine ; le front, la fusillade ; s'il montrait le n° 12, c'était encore la mort et s'il étendait le bras, l'acquiescement ». Du reste, il se contentait d'enregistrer

les verdicts rendus d'avance par la commission temporaire.

Celle-ci n'était pas mieux composée que l'autre : recrutée dans l'Allier par Fouché, elle avait parmi ses membres un ancien commis des gabelles, vulgaire voleur, qui rançonnait à son profit les suspects et s'engraissait de la Révolution, M... que l'on a vu déjà, amoureux de la guillotine, trinquant avec le bourreau ; c'était un prêtre dévoyé, ancien curé de Taligny, qui prenait les vins fins dans les caves des particuliers dont les biens étaient séquestrés, réquisitionnait tous les jours deux femmes et se donnait les allures d'un bon vivant ; — un ex-juge au présidial de Moulins, si gueux que, pour le produire à Lyon, Fouché « fut obligé de l'habiller de pied en cap et de lui procurer une douzaine de chemises ». Ivrogne mélancolique, taciturne et méditatif, il professait quelques maximes telles que celles-ci : « Labourer profond et en tous sens. — Il faut raccourcir, sans quoi le mal gagne la partie saine. » Sur ses instances réitérées, quatre de ses cousins germains furent guillotisés ; il n'oubliait pas cependant son ménage qui manquait de tout ; chaque semaine il faisait, de Lyon, des expéditions importantes à sa citoyenne restée à Moulins : « de l'huile de premier choix, du savon fin, du linge » ; les malles se succédaient avec une telle rapidité que « sa citoyenne » ne savait plus où les mettre. » Et, pour que l'histoire de ces temps horribles demeure à jamais une énigme insoluble, on voyait figurer, à côté de ces hommes naguère honorés, sinon respectables, un peintre porcelainier de Paris, Marino, qui, dans l'hôtel Imbert, jouait au Gengis-Khan ; le comédien Fusil, bellâtre ordurier et sacrilège, auteur de proclamations dont il est impossible de citer dix lignes ; et le détroqué Grimaud, bachelier de Sorbonne et professeur de théologie au séminaire de Clermont-Ferrand, « homme plein d'esprit et d'amabilité », s'il faut en croire un historien contre-révolutionnaire « qui l'avait personnellement connu ».

Autour de ces personnages tarés gravitaient les amis de Chalier : Bertrand, son ex-associé, redevenu maire de Lyon de par la volonté des conventionnels et qui, dans une lettre trouvée chez Robespierre, se vantait, comme d'une prouesse, d'avoir fait guillotiner son neveu ; le perruquier Achard qui ambitionnait l'honneur de succéder à Chalier. Il dut de brillants succès à ses déclarations contre « cette classe d'êtres monstrueux,

vampires de la société, sangsues de tous les peuples, êtres vils et méprisables que l'on nomme NÉGOCIANTS! » Le surlendemain de la grande fusillade des Brotteaux, il écrivait à son ami Gravier retenu à Paris par ses fonctions de juré au tribunal révolutionnaire : « Quelles délices tu aurais goûtées, si tu eusses vu avant-hier cette justice nationale de deux cent neuf scélérats! Quelle majesté, quel ton imposant! Tout édifiait! Quel ciment pour la République! » Achard faisait des voyages à Paris; il y voyait en ami Robespierre qui l'amena deux fois au Comité de Salut public. Peu de ses lettres se terminent sans cette mention fraternelle : « Le bonjour à Robespierre. » Il faudrait encore citer ce directeur de la poste qui, ayant souffert d'une crise de rhumatisme, rassurait ses amis en ces termes : « Ma santé se rétablit par l'effet de la destruction des ennemis de notre commune patrie... La guillotine, la fusillade ne vont pas mal : soixante, quatre-vingts, deux cents à la fois sont fusillés et l'on a tous les jours le plus grand soin d'en mettre de suite en état d'arrestation pour ne pas laisser de vide aux prisons. »

Quarante ou cinquante énergomènes de ce genre étaient devenus les maîtres de la seconde ville du pays, celle qui, jadis, s'intitulait fièrement « la vice-reine de France ». Leur titre d'*amis de Châlier* leur conférait l'inviolabilité; se sentant soutenus par Robespierre, commandant à une armée de quinze cents ou deux mille malheureux ouvriers sans travail auxquels ils promettaient ripaille et bonne paie, il leur fut facile d'organiser le cataclysme dont ils comptaient bien se tirer les mains pleines. Car la cupidité est le fond de tous ces massacres : d'après la loi, les biens des suppliciés sont confisqués au profit de la République et, plus on guillotinerait, plus on fusillera, plus on aura de maisons, d'argent, de meubles, de linge à se partager. L'un d'eux, qui comprend la situation, écrit au compère Gravier en lui signalant un Lyonnais de passage à Paris : « Tâche de faire surveiller cet individu qui, par ses propos, m'a paru mériter de l'être. J'ai appris par voie sûre qu'il jouit d'une fortune de 50000 livres de rentes, sans compter son commerce. » Crime inexpiable.

On pille donc les morts, mais on pille aussi les vivants; tout Français, mal noté par les Jacobins, est condamné à mendier son pain; à l'unanimité et « avec acclamations », la Con-

vention l'a décrété en ces termes : « Les propriétés des patriotes sont inviolables et sacrées ; les biens des personnes qui seront reconnues ennemies de la Révolution seront séquestrées au profit de la République. » A Lyon, les amis de Chalier ont mobilisé une armée de dénonciateurs ; on les paie de 30 à 100 livres, suivant l'importance de la délation et cela devient « un commerce infâme ». Pour mieux pénétrer dans l'intérieur des familles, on crée des *gardiateurs* ; tout ce qui n'est pas réputé *pur* et *solide* devra recevoir, héberger et nourrir chez lui, à demeure, et payer cinq francs par jour un bon sans-culotte chargé d'épier le moindre mot, le moindre geste, le moindre signe. Il exige le meilleur fauteuil, le coin du feu, de bons plats, se prélassé, impose ses habitudes grossières, rudoie les femmes qui, résignées à tout supporter et tremblantes d'angoisse, songent au père de famille ou au mari en fuite, terré à cette même heure dans les bois, dans les ruines de Pierre-Scize, dans les décombres de Bellecour ou dans les marais de Perrache. Si le proscrit est caché dans la maison même, sous les fagots du grenier, derrière les tonneaux de la cave, dans une armoire, au fond de quelque réduit percé dans l'intérieur d'un mur, quelles transes, que d'astuce, pour parvenir à le nourrir sans éveiller l'attention du gardiateur qui guette et qui réclame, s'il soupçonne, une visite domiciliaire ! Alors c'est, souvent en pleine nuit, l'invasion des commissaires de la section, escortés d'une troupe de « carmagnoles » armés qui fouillent partout, vident les placards, sondent les plus petits coins, cognent les cloisons, explorent l'intérieur des cheminées et piquent les plafonds à coups de baïonnette.

Qui parviendrait à décrire l'aspect de Lyon durant l'automne de 1793 et les quatre premiers mois de l'année suivante ? Il y a la foule des femmes qui obstruent à toute heure les abords des prisons, celles qui se penchent aux soupiraux de *la mauvaise cave* et poussent les hauts cris en reconnaissant un parent ou un ami piétinant au fond du funèbre caveau. Il y a les geôles où les détenus, par milliers, agonisent dans la fétidité d'un entassement d'êtres privés d'eau, de couchage et de nourriture ; — « deux livres par jour de pain immangeable et quinze livres de paille par décade ». Il y a *la chaîne* qui, tous les primidis, conduit depuis les trois prisons, Roanne, Saint-Joseph, les Recluses, jusqu'à l'Hôtel de ville, ceux qui doivent

passer devant la commission; l'appel est le moment le plus cruel : rapides adieux, suprêmes recommandations : « Si elle vient, dis-lui... — Si une lettre arrive, garde-la... » Ceux qui sont désignés « roulent leur grosse couverture de laine ou se l'attachent sur le dos; d'une main ils tiennent leur panier, ils tendent l'autre à la chaîne » qui part, malgré neige ou pluie. On marche en silence, à petits pas, car il y a des vieux, des femmes qui avancent péniblement. Des dragons montés et quelques gardes-chiourmes escortent la file que précède un trompette; les passants s'arrêtent, regardent tristement; bien des fenêtres se ferment au passage de cette cadène qui se traîne vers la mort.

Il y a les démolitions, car le cynique décret s'exécute et Lyon, coupable de la mort de Châlier, doit disparaître : trois mille ouvriers ont été d'abord réquisitionnés et, pour accélérer les opérations, autant que pour encourager les travailleurs, « on les dispense de se livrer avec une trop minutieuse exactitude à la recherche des petits meubles ». On a commencé par l'orgueilleuse Bellecour; quand il n'en restera plus un pan de mur, on se portera sur les quais du Rhône et de la Saône où sont les plus belles maisons, « afin de poursuivre sans relâche, avec la même chaleur, tout ce qui porte en soi le caractère du luxe et de l'insolent orgueil du riche ». Bien qu'on emploie à cette besogne patriotique la mine et le canon, ça ne satisfait pas les amis de Châlier. Achard gémit : « Quatre cent mille livres se dépensent par décade pour les démolitions; encore si l'ouvrage paraissait! Mais l'indolence des démolisseurs démontre clairement que leurs bras ne sont pas propres à bâtir une République. » Il y a, pour tous, le crève-cœur de l'exil prochain, pour aller où? Et comment vivre? Car, c'est décidé, la ville de Lyon sera détruite et l'idée de Couthon, de Collot et de Fouché est « d'en répandre les habitants sur toute la surface de la République, en faisant pour cela les sacrifices que notre grande et généreuse nation est en état de faire »; on disséminera ainsi toute la population de la ville; « une fois disséminée, il sera facile de s'en défaire ». C'est, d'ailleurs, une théorie chère aux novateurs que « la France ne peut nourrir également tous ses enfants et qu'il faut en réduire des deux tiers la population ». Il y a la peste qui menace, car les cimetières regorgent et on ne sait plus où

enterrer les morts : le fossoyeur de la rue de l'Ane jette, faute de place, ceux qu'on lui apporte « dans une cave où ils se corrompent sans être recouverts ».

Il y a la disette, car les campagnards ne se risquent plus à venir dans la ville maudite apporter leurs denrées; la viande fait défaut, la population est affamée; mais les amis de Chalier, visiblement protégés par leur saint patron, les conventionnels, se nourrissent bien; ils requièrent, par exemple, la commission des séquestres « de faire apporter chez eux 200 bouteilles du meilleur vin qu'ils pourront trouver et 500 bouteilles de vin rouge de Bordeaux, première qualité, pour leur table », et « dans les notes justifiant l'emploi des 50 000 livres remises à Collot pour sa mission, on trouve mentionnés des perdreaux, des chapons, des dindons, des brochets, des écrevisses, du *pain blanc* », suprême rareté, sans compter « des mouchoirs de soie satinée, des pièces d'étoffe pouvant servir de vêtements de femme... » Les bourreaux de la commission eux-mêmes ne se privent pas de faire bombance; on a un billet écrit à Parein par le général commandant la place, celui qui présidait aux fusillades, billet par lequel il prie son ami de venir aux Charpennes avec Lafaye, Corchant, Brunière et Fernex : « Ce sera une petite réunion de bons sans-culotte, le rendez-vous est à une heure..., nous irons à cheval, cela nous dissipera. » Que pouvait être cette petite fête entre gens qui, dans la matinée, avaient envoyé 30 ou 40 personnes à la mort? Quelle pouvait être aussi la consternation des honnêtes gens, muets, éperdus, fous au spectacle de tant d'ignominies et d'horreurs? Leur impression fut hardiment traduite au tribunal même par un ecclésiastique qui, à cette question posée par Parein : « Croistu à l'enfer? » répondit : « Il me faut bien y croire, puisque je vous vois. »

Les dilapidations, les vols, les concussions de la pègre jacobine en arrivaient, par leur cynique multiplication, à épouvanter Fouché lui-même. Non point qu'il s'en offusquât, mais quand il apprit que, à Paris, allaient tomber les têtes des « exagérés », Hébert et complices, il crut que le vent tournait à la réaction et se hâta de s'orienter : le 26 mars, usant de son pouvoir discrétionnaire, il déclara dissous les trente-deux comités révolutionnaires de la ville qui donnaient le branle à la Terreur et devenus « la honte des mœurs, le scandale de la

liberté, l'arène famélique de l'anarchie et de la sédition ». Aussitôt la clique sans-culotte hurle à la persécution : « Les plus purs patriotes sont martyrisés ! L'hydre de l'aristocratie et du modérantisme... Pitt et Cobourg... » Vite leurs doléances sont portées à Paris : ils ont là un puissant protecteur, Robespierre.

Et, de fait, il ne les abandonne pas. Le 31 mars, aux Jacobins, il rassure ses frères : « A la nouvelle que les contre-révolutionnaires et les aristocrates molestent les plus fermes soutiens de la République, le Comité de Salut public a expédié un courrier pour interdire toute action contre la société populaire. Il regarderait comme conspirateurs ceux qui poursuivraient les amis de Chalier ; si cet arrêté n'est pas respecté, conclut-il, je déclare que le sang innocent sera vengé. » Ce même courrier apportant à Fouché l'ordre de son rappel, il quitta Lyon le 7 avril ; les conventionnels Reverchon, Laporte et Méaulle l'y remplacèrent et la tâche leur parut malaisée. Il n'est pas inutile de noter le jugement qu'ils portèrent sur ces amis de Chalier, réputés les plus fermes et les plus scrupuleux des républicains ; Laporte les connaît bien, ayant longtemps collaboré avec Fouché, il s'épanche ainsi dans le sein de Couthon : « Il s'est commis ici d'horribles dilapidations... Ces comités lyonnais ont les clefs des magasins et maisons séquestrées..., ils y ont mis des gardiateurs à leur dévotion..., point d'inventaires » ; et ces gardiateurs « ont chassé de leur domicile les femmes, enfants et domestiques pour n'avoir pas de témoins et ont fait tout ce qu'ils ont voulu... Aucun comité n'a présenté ses comptes... Croirais-tu qu'on est venu enfoncer un magasin séquestré jusque dans notre maison ? Nous avons pris les dilapidateurs sur le fait, c'étaient deux membres du Comité... Je les ai fait arrêter, mais... la section les a réclamés comme patriotes et ils ont été relâchés... » « Un confiseur s'était installé dans la maison d'un millionnaire... sans inventaire, pour y faire des orgies avec des filles et d'autres commissaires comme lui... » « Il y a une foule de faits graves et atroces qui nous sont dénoncés journellement et sur lesquels nous hésitons à prendre un parti dans la crainte de frapper des patriotes ou soi-disant tels... »

Au même Couthon, Reverchon écrit : « Nous sommes entourés de voleurs, de scélérats qui, sous le nom d'amis de Cha-

lier, veulent tout écraser et envahir... Les chefs sont à Paris, nous avons déjà saisi les correspondances. » Deux jours plus tard, il insiste : « Je te recommande de veiller à ces prétendus amis de Chalier qui sont à Paris, à qui l'argent ne manque pas pour calomnier et tout empoisonner... Ah! mon ami, le système se poursuit, que tu as vu commencer sous tes yeux, de vendre la justice, de faire un commerce de dénonciations pour tenir sous séquestre au moins quatre mille ménages dont les gardiens dilapident tout, d'accord avec les administrateurs... » Et encore : « J'ai vu partout la masse du peuple excellente, ne voulant que le bien et le travail : douze ou quinze individus, soi-disant patriotes, tiennent sous leur dépendance, par crainte et par terreur, cette foule de vrais citoyens... Tous ces énergumènes ne voulaient la République que pour eux. Environ trois mille devaient se partager toute la fortune lyonnaise... »

Ni Laporte, ni Reverchon, ne peuvent être considérés comme des contre-révolutionnaires; il fallait donc que leur dégoût fût grand pour qu'ils osassent témérairement tracer à l'un des membres du Comité de Salut public un si noir tableau. Couthon, qui pensait comme eux, garda pour lui leurs confidences, puisque le Comité dépêcha à Lyon un nouveau représentant, Dupuy, chargé de reconstituer la société révolutionnaire et de ne la composer que des seuls amis de Chalier. Bien plus, à deux mois de là, on verra le même Couthon demander aux Jacobins, en marque d'affection de la Société pour ces mêmes amis de Chalier, que le président honore du baiser fraternel trois d'entre eux présents à la séance.

Et Robespierre, renchérissant, prend la parole : il exalte les services rendus par les amis de Chalier, *il les connaît tous*; « leur sort a été d'être opprimés par toutes les factions; ils ont opposé à ces vexations tyranniques et inouïes un calme et une patience dont il est impossible de trouver un exemple dans l'histoire d'aucun peuple. » Il poursuit en parlant « du bonheur si bien mérité par leur constante vertu »; et ce qu'il ajouta doit quelque peu gêner ses apologistes soucieux d'établir qu'il *blâma les excès de la Terreur lyonnaise et tenta d'y mettre un terme*. Voici son opinion sur ce point : « Il est une autre cause de l'impunité des conspirateurs, c'est que la justice nationale

n'a pas été exercée avec le degré de force et d'action qu'exigent les intérêts d'un grand peuple. La commission temporaire déploya d'abord de l'énergie, mais bientôt elle céda à la faiblesse humaine qui se lasse trop tôt de servir la patrie ; elle perdit, avec son courage, son dévouement et sa pureté. » Bref, Robespierre juge qu'on n'a pas assez mitraillé et guillotiné.

C'est à **Reverchon** et à **Dupuy** qu'échut la bonne fortune de signer, le 3 mai, l'arrêt par lequel était dissoute la Commission révolutionnaire ; des 3528 individus qui passèrent sur son escabeau, elle en avait condamné 162 à la détention et fait mourir 1684. Ce qui, joint au bilan des autres commissions de Lyon et de Feurs, donne un total de 1940 exécutions. Avant de se séparer, pour n'avoir rien à se reprocher et couronner sa carrière, elle crut devoir condamner à mort les bourreaux qui l'avaient si bien servie : l'exécuteur Jean Ripet et son aide Jean Bernard, coupables d'avoir prêté les mains au supplice du patriote et vertueux Chalier, et commis de la sorte « un véritable assassinat », montèrent à l'échafaud dressé par eux-mêmes sur la place des Terreaux. Leurs têtes furent les dernières qui tombèrent.

Cette fois, Chalier était bien vengé ; mais Lyon était mort.

G. LENOTRE.

(A suivre.)

LE LIVRE DES BÊTES

QU'ON APPELLE SAUVAGES

V⁽¹⁾

LA CLAUSE DE CHALEUR

C'est de Tàn qu'il s'agit encore, de cette antilope née dans la brousse libre et qui avait grandi dans la maison des hommes. La bête avait prouvé que, dans sa race, la fuite éperdue, provoquée par la moindre frayeur et la vue de l'homme, n'avait d'équivalent que le don total de son être à celui qui l'avait élevée, qui avait changé son existence au point de faire croire que sa descendance pourrait devenir domestique comme les bœufs et les chèvres. La dernière preuve de confiance qu'avait donnée Tàn (c'est tout de même dans la maison des hommes et point ailleurs qu'il avait cherché refuge contre le feu) avait resserré les liens établis entre l'homme et lui, avait renforcé les termes du contrat tacite qui les unissait.

L'accident qui arriva par la suite et qui mit fin à cette splendide amitié, n'est entièrement imputable à aucun d'eux. Tàn avait fait plus que sa part, plus que la part qui est ordinairement demandée à une cervelle étroite logée sous deux cornes annelées et derrière deux grands yeux noirs aimants et stupides. Il fit ce qu'il fallait faire dans la circonstance et ne fut victime que de sa foi dans le pacte conclu avec son maître à la peau blanche. Quant à celui-ci, on peut lui reprocher une faute de négligence; mais persuadé que la bête avait à fond

Copyright by André Demaison 1929.

(1) Voyez la *Revue* des 1^{er} et 15 juin, 15 octobre et 15 novembre 1928.

changé de caractère, il lui arriva d'oublier que le pacte comprenait, tout naturellement, la chaleur : cette chaleur qui torture souvent les hommes de son espèce et même les Noirs, mais qui avait accueilli Tàn à sa naissance, l'avait suivi et enveloppé jusque dans la maison des hommes, sous son propre Tropique.

Rien de tout cela n'avait été spécifié, — la chose, dans ce cas, serait de la fable, — mais les faits avaient consacré le droit. Au don total de la bête l'homme avait jusque-là répondu par des prérogatives égales, nourriture régulière et sécurité, et n'avait, bien entendu, rien supprimé des avantages ordinaires de la brousse et de la forêt, tels que l'eau et la chaleur.

En Afrique, les ruptures de contrat prennent tout de suite de l'importance, même quand elles ne touchent pas à l'essence même des relations entre les contractants. C'est ce qui advint à deux capitaines d'infanterie coloniale qui, ayant entraîné leurs tirailleurs noirs au delà du Tchad, voulurent créer sur place un nouvel empire. Chaque soldat devait être prince, avec la possession d'un troupeau de femmes, d'esclaves et de bœufs. Il y eut de longues palabres à ce sujet : les tirailleurs refusaient ces richesses, non par souci de redresser la discipline que les deux capitaines, fatigués par le soleil et la solitude morale, étaient en train de saccager, mais parce que leur contrat d'engagement portait qu'ils devaient être rapatriés dans leur village, où les attendaient une femme laide, acariâtre, et le métier de domestique ou d'esclave. On est buté en Afrique : les tirailleurs tuèrent leurs capitaines, tout simplement, à cause de ce petit manquement au contrat, et rejoignirent leur pays, tout tranquilles, tournant le dos au fameux empire.

Tàn l'antilope ne se révolta pas. Mais l'accident arriva quand même, parce que la clause de chaleur ne fut pas observée avec assez de scrupule. N'allez pas maudire son maître ; déplorez plutôt la trop grande familiarité de la bête qui agissait en toute manière pour donner des entorses à sa destinée.

Le maître de Tàn devait rentrer en France après un nouveau séjour réglementaire de dix-huit mois à la colonie, et il avait marqué depuis longtemps sur son calendrier le passage des vapeurs à Dakar. Il réfléchit qu'il ne voulait plus laisser la bête à un intérimaire et qu'il était temps d'exécuter son projet

d'amener l'antilope dans un parc de vieux chênes du Périgord. Dans le fond obscur du sentiment, il pensait que la bête du sud pourrait être comme les livres saints venus de l'Orient et qui apportent au Nord le soleil et les parfums.

Maintenant l'antilope pesait plus de deux cents livres, et l'heure du voyage était arrivée. Quand il fallut faire monter Tân sur le premier vapeur côtier qui devait le transporter à Rufisque, parmi les camarades qui assistaient au départ, les uns disaient : « Il se cassera les pattes ». « Vous ne connaissez pas les réactions terribles de ces bêtes quand elles prennent peur », disaient les autres. « La vôtre défoncera tout à coups de cornes », ou encore : « Le vent de la mer le tuera. Ce n'est pas le vent d'est auquel il est habitué... »

Les hommes qui doutaient ainsi de Tân n'avaient pas assez observé qu'il avait perdu son âme de brousse, et que son âme propre était reliée à celle de son maître comme la feuille à l'arbre. Ils ignoraient que la bête sauvage qui est allée vers l'homme n'est prévenue, dans ses fibres profondes, que contre les dangers qui ont terrifié ses ancêtres, griffe, dent, repli écailleux; tandis que les bêtes cornues domestiquées sont à coup sûr secrètement averties de l'abattage auquel elles sont destinées et qui remplace en une fois le risque des alertes quotidiennes, ce qui les prive de familiarité à notre égard. Au surplus, ils avaient oublié la grande preuve que l'antilope avait fournie à l'homme.

Tân avait donc, sans hésiter, suivi son maître sur le bateau, franchissant la passerelle avec l'importance d'un passager de cabine de luxe.

Ensuite avait commencé la vie de bord, pour un jour : premières curiosités de la surface sombre et mouvante, souffles du large qui humectaient le muse noir de Tân posé à plat sur la lisse, nuages qui avaient tout l'air de s'enfoncer dans la mer, à l'horizon, ou d'y prendre naissance. Tout de suite, Tân s'était rendu compte que l'eau sur laquelle il avançait n'avait rien de commun avec l'eau plate des mares et des rivières où toutes les antilopes de la « terre chaude », avant de boire, mirent leurs longs cils et les pointes de leurs cornes. Mais il avait été vite distrait par les agaceries des boys noirs et les largesses des passagers qui s'amusaient de le voir absorber toute sorte de nourritures. Puis, la tristesse était venue avec

les premiers balancements de cette demeure instable qui ne ressemblait en rien à la cour solide et ombreuse où se pavanaient les biches minces et précieuses, où méditait le marabout grave et compassé; la maison où les perruches criaient comme des griots, et où les singes gambadaient en imitant les enfants à cervelle légère.

Le voyage en chemin de fer, de Rufisque à Dakar, aurait pu séparer les deux amis, l'homme et la bête. Mais l'autorisation du chef de gare amusé avait permis à Tàn de monter dans le wagon des voyageurs, et en première classe. Quelle joie de voir défilér devant soi la brousse, arbustes, tiges de mil et baobabs ventrus, sans avoir à courir, à tendre le jarret, à respirer bruyamment et à s'essouffler!

La descente à Dakar avait été un véritable événement. Tàn ne s'émut pas le moins du monde à la vue des palais : la Douane, la Mairie, la Justice, le Gouvernement et les bâtisses de fausse pierre que la poussière avait ocrée. Il savait bien son maître et les semblables de son maître capables de toute sorte de prodiges dans l'univers, puisqu'il jouissait avec eux d'une existence multiple et en toute sécurité. Dakar n'étonna point la bête : ce fut la bête qui étonna Dakar. Non point trop les hommes blancs habitués depuis longtemps à des histoires plus ou moins étranges de la part de gens excentriques qui descendaient périodiquement du Soudan, — au temps où le Soudan avait encore du caractère et où les Noirs ne savaient rien dire de notre langue au delà de « Bonjour Moussié! » — mais les nègres de la ville, qui connaissent à peu près la brousse comme les Parisiens le Maroc, ne se lassaient pas d'admirer l'affection que montrait Tàn pour l'homme blanc qui l'avait amené jusqu'ici. Le pouvoir étrange qui lui faisait dominer publiquement la brousse, produisait une plus forte impression sur ces peuples d'Afrique que les plus adroits discours.

A la poste où les gens discutaient les câblogrammes et attendaient le courrier, dans les magasins où s'amoncelaient les denrées et les tissus d'Europe, au restaurant du Théâtre, au café de la Place Protêt, dans la rue des Essarts où les commis sortaient des boutiques les mains pleines de biscuits, Tàn suivait fidèlement les traces de son maître. Quand la gourmandise et la curiosité l'arrêtaient un instant, il repartait au galop

pour rattraper la distance, bousculant les négresses et leurs calebasses, jetant l'effarement parmi les enfants qui ne comprenaient pas, parmi les tirailleurs qui s'essayaient à demeurer rigides et les vieux marabouts qui voyaient un changement dans la conduite du monde.

On ne dort guère à Dakar, la veille d'un embarquement. Quelle soirée chez Germaine ! Biscuits et champagne ; champagne, musique et biscuits. Tàn devint fort excité et malade. Germaine avait passé un ruban au trou de l'oreille de l'antilope, ce qu'un certain homme blond déclara la chose la plus spirituelle du monde en se mettant au piano et en chantant à tue-tête :

Ma Rosalinde,
Je veux, pour toi, graver le Pinde...

Les choses allèrent si loin que le maître de Tàn fut assuré, ce soir-là, comme toute la ville de Dakar, que la bête avait bien abandonné dans le Sud, aux bords des rivières larges et feuillues, son âme ancestrale faite de révolte et de peur, d'audace et de continuelles défaillances. Le champagne avait marqué la définitive transformation.

Le maître de Tàn l'embarqua près de lui sur l'*Ariadne*, un de ces cargos qui font la ligne entre Bordeaux et la côte occidentale de l'Afrique. Cuisine bordelaise et cabines confortables. De la place pour se reposer en pyjama et installer une bête encombrante, des heures de silence et de paix, et point de barrières entre le commandement et le passager. Excellentes conditions pour vraiment naviguer et emmener avec soi des êtres vivants que les compagnies régulières se refusent à inscrire comme bagages.

Jusque par le travers du Portugal, tout alla bien. Malgré la brise, la chaleur était encore loyalement capable de satisfaire une antilope. L'alizé avait même été lâché en vue des côtes du Maroc ; la grande houle, qui s'étirait lentement, le remplaçait, et une douce moiteur régnait sur le navire.

Rien que des nuées. Habitué aux manières de la mer que fréquentent seulement le vent, la pluie et de rares oiseaux, Tàn plantait ses sabots pointus dans le pont amolli par l'eau, se balançait à contre-sens, rétablissant l'équilibre attaqué par le roulis.

Finistère. Crépuscule d'Occident. En approchant le grand cap espagnol, carrefour de toutes les lignes européennes qui desservent les vieux continents, les vagues se mirent à mou-tonner, et la mer se couvrit d'embruns portés par un vent de mai qui avait manqué le printemps. Quand le phare de Villano, orgueil des côtes d'Espagne, fut dépassé à le toucher, la mer devint plus dure. Pénible après Ortega.

— Que va-t-on faire de votre antilope? demanda à son maître le lieutenant du bord. Le golfe n'est pas de bonne humeur. Je crains que la bête ne tienne mal à la mer et au froid.

Et il commanda au *bosco* (1) de faire une installation pour Tàn dans la coursive des mécaniciens, contre la salle des machines : une litière de foin pour l'empêcher de glisser.

Le *bosco* grommela que l'on faisait plus de *chichis* pour une bête sauvage que pour un passager de pont, et que ce gibier ferait bien mieux à la cambuse pendu à un crochet par les pattes de derrière,

La nuit tombait, noire, épaisse, à ras de l'eau. Sur la droite, les feux de la Corogne s'éclipsaient régulièrement, indice de la terre qui maintenant s'éloignait après avoir abrité le navire. Du nord, le vent descendait solide, massif, heurtait le flanc bâbord et la passerelle, par saccades, en paquets. Oh! pas du gros temps capable de fournir de belles descriptions, mais un temps qui correspondait bien au mot du matelot qui montait en ce moment prendre son quart à la barre :

— Ça fraichit...

— Encore quarante-huit heures et l'on sera amarré à Bordeaux! fut la réponse de l'homme qui descendait. La vraie, la seule réponse à faire quand il ne s'agit pas encore, même dans le golfe de Gascogne, d'un gros temps, mais tout au plus d'incidents qui empêchent un capitaine de se croire un conducteur d'autobus.

L'antilope se balançait dans la coursive, sous le feu embué d'une lampe électrique, insensible en apparence, ne comprenant rien aux aveugles colères de la mer. Le poil humide, elle aspirait, avec l'air salin, de larges bouffées d'huile cuite, d'huile émulsionnée à chaud, à quoi se mêlaient la vapeur des escar-

(1) Surnom appliqué au maître d'équipage.

billes arrosées, et aussi l'odeur des restes du dîner que le mousse en service auprès des officiers de la machine passait encore en revue.

C'est là que son maître lui fit une dernière visite avant de s'en séparer pour la nuit. A sa vue, Tàn frissonna, secoua sa rêverie uniforme et fataliste; il abaissa les reins, se raffermît sur ses pattes et, les yeux mi-clos, lécha les mains qui se tendaient pour le caresser. La confiance n'avait pas faibli, comme si l'homme et la bête se fussent encore trouvés à l'ombre des arbres qui bordent la Haute-Casamance, baignés dans l'air chaud qui circulait là-bas au niveau des terres et du fleuve.

Ce soir, il s'en rendait mieux compte, dans la cervelle de Tàn une seule pensée remuait encore : celle de l'homme qu'il avait adopté et qu'il avait retrouvé.

Cependant, pour la première fois depuis le départ, le maître de Tàn fut anxieux. La chaleur, qui jusque-là faisait partie de la confiance, s'éloignait. Celle qui montait des machines la remplaçait faiblement, parmi les râles qui mouraient tout près du navire, au centre de cette nature simplifiée où le vent et l'eau reprenaient ce soir une de leurs éternelles discussions.

Satisfait des caresses et de quelques douceurs, Tàn demeura dans son coin et, résigné, suivit du regard son maître qui s'éloignait du côté des hommes. Distract, celui-ci faillit glisser : « Tàn pouvait s'écarter de sa coursive et glisser ainsi à la mer à travers les batayolles », pensa-t-il aussitôt. Et il regretta de ne pas lui avoir fait construire une de ces cages que l'on fabrique pour les bêtes indisciplinées ou demeurées sauvages, et qu'il avait jugée inutile. Il eut, un instant, l'idée de lui mettre un licol, une longe. Il rectifia : « On met, à la rigueur, un lion à l'attache, on n'y met pas une antilope. »

Mais déjà les voix l'appelaient pour faire un quatrième au poker.

Rentré dans sa cabine, le maître de Tàn ouvrit son hublot, le referma aussitôt : le golfe était décidément d'une humeur désagréable, mais simplement comme un chien qui commence à retrousser les babines et à hérissier les poils du dos. Le reps lourd tiré devant le cercle de cuivre avec un menu bruit de tringles, l'isola des vastes sonorités qui parcourent éternellement la surface liquide du globe.

Sur la couchette étroite, il se mit à songer pour attendre le sommeil.

Dehors, le golfe travaillait. Le bateau, malgré le mouvement continu des machines, ne donnait plus l'impression d'une force qui glisse, mais d'un athlète qui fonce, recule et frappe encore. Assez de fatigue et de bruit pour retarder de douze heures l'arrivée à la Coubre et peut-être de dix-huit heures à Bordeaux, si l'on manquait la marée. En tout cas, de quoi secouer la pensée de l'homme couché qui finissait par devenir un tourbillon où passaient pêle-mêle une sarabande de Blancs et de Noirs, des antilopes agitées de spasmes, frappées d'une balle à l'épaule, des antilopes qui se relevaient, multipliées à l'infini et qui, poursuivies par le feu, envahissaient la maison des hommes.

Angoissé, le maître de Tàn ralluma l'électricité, prit une cigarette, fuma, tint un livre ouvert et dressé sur sa poitrine. Il essaya de lire, mais sa pensée trouble et agitée retournait vers la bête exposée aux vents, à la mer, à l'embrun, au roulis, sous un ciel privé des étoiles de Dieu. Puis il se rassura à l'idée que Tàn s'était fort bien tiré d'affaire au cours de l'incendie de la brousse.

... Quatre coups de cloche espacés, puis une roulade de petits coups. Minuit. Changement complet de quart. Les chauffeurs remontent de leur trou noir. Ce sont des Bambaras de Bammako et de Kayes. Comment ne vont-ils pas attraper une pneumonie en traversant le pont-avant pour atteindre le gaillard? Ils savent bien que d'autres ont fortement toussé au lendemain de pareilles sorties. Cependant, ils ne se couvrent pas. A peine une serviette autour du cou. Les autres sont entrés à l'hôpital, couchés et brûlants, et en sont ressortis couchés et tout froids. Mais rien n'arrive que ce qui doit arriver!

Ainsi pense l'homme sur sa couchette. Il plaint l'humanité qui geint et souffre. Cependant, les chauffeurs plaisantent tout au long de leurs ablutions, à côté du poste d'entrée des chaufferies. Ils se croient seuls, comme dans la brousse soudanaise. Ils parlent haut pour dominer le vent; ils crient pour s'étourdir et oublier le froid de la nuit.

Dans la coursive, les hublots des cabines s'ouvrent. Des têtes passent par les lunettes de cuivre, des têtes ensommeil-

lées que la lampe électrique éclaire mal, des têtes déjà échelonnées et qui se mettent à clamer :

— On ne peut plus dormir sur ce raffiot ! Vous ne pouviez pas rester en bas, sacs à charbon ?

— Ce sont des Toubabs comme vous qui nous y ont remplacés, répondent les Noirs.

La chose n'est pas vraie. Mais les Noirs n'ignorent plus que sur d'autres navires des hommes blancs manient le ringard, le pic et la lance, poussent les feux et remontent les escarbilles. Le métier les a rapprochés de leurs anciens maîtres.

— Et ce poker ? interroge une des têtes pour détourner les esprits de la dispute.

— Une fausse couleur ! Toujours distrait, je me suis fait rafler le *pot* par un petit *full*...

Une à une, les têtes rentrent dans la paroi blanche de la coursive, absorbées par les lunettes de cuivre jaune. Et l'on entend le bruit mat des hublots contre la garniture de caoutchouc. Comme les chauffeurs bambaras vont s'élancer pour franchir le passage balayé d'embruns, le maître de Tàn demande :

— Avez-vous vu ma bête ? Est-elle toujours à la même place ?

— Toubab, répondent-ils en riant, ton gibier n'a pas changé de pâturage. Et où irait-il, par la vérité ?

— Dort-il ?

— Pas plus que toi, Toubab ! Il est debout sur ses quatre pattes...

Et les rires s'éloignent, tordus par le vent épais et dur qui s'épaissit et durcit encore, dilués dans l'eau qui lave le pont à grand fracas et se déchire à travers la tuyauterie des treuils.

Si la cabine et le hublot se trouvaient près de la coursive des mécaniciens, le maître de Tàn pourrait le surveiller, le réconforter d'un mot, d'un cri, d'une caresse sur le muffle humide tendu à bout de cou vers l'ouverture ronde et cuivrée. Déplorable distance de la cabine aux machines : le vent qui se vrille dans les couloirs empêcherait une plainte, un bêlement d'arriver jusqu'ici, un de ces petits appels frêles et tendres que Tàn profère, quand il désire une faveur. Ah ! le mauvais vent du diable, qui empêche la bête de venir se coucher devant le hublot comme au premier soir du voyage où, abandonnée sur le pont et déjà familière, elle avait fini par découvrir, à force

de désir sagace, l'emplacement de la cabine de son maître ! Rien cependant, de l'extérieur, ne ressemble si bien à un hublot qu'un autre hublot. La trouvaille délicate, sûre et inoubliable ne datait que de huit jours à peine : le matin, les matelots qui lavaient le pont avaient dû arroser Tàn pour le chasser de la coursive et vaquer à leur travail. Insensible, le bosco avait grogné, assez haut pour être entendu par le hublot entr'ouvert : « Si c'est permis d'embarrasser le navire avec une chèvre pareille ! Le commandant se laisse toujours monter le coup... On ne prendrait pas à l'œil un émigrant, et on nous colle ça dans les jambes ! Ça ferait bien mieux à la broche !... »

Le maître de Tàn aurait pu se lever et casser la figure au bosco. Mais il savait par expérience qu'à bord un passager ne lutte pas contre un équipage. Et il prit la chose sur un ton de plaisanterie. Il avait même trouvé une excuse : dans tout bosco il y a un officier raté, quand il a dépassé la quarantaine. Et puis, l'équipage à court de distractions était pour la bête. De son côté, Tàn s'était éloigné, sans rancune : il n'avait dans le sang que la peur de la griffe, de la dent et de la peau écaillée, et ignorait la vilénie qui se cache au creux des entrailles de certains hommes.

Le maître de Tàn ne lit pas, ne dort pas. Il fume. Le corps béat et doucement balancé au centre du déchainement extérieur, il goûte le plaisir jamais émoussé des grandes courses à travers le globe. Puis la fumée engourdit son cerveau. La paresse est bonne. Calme de la fumée dans la cabine. Au dehors, le vent solide emporterait comme avec la main la fumée et la cigarette. Dans cet espace neutre, indéfini, qui s'étend entre le sommeil et la veille, les volutes bleutées rappellent les arbres de la forêt où Tàn a passé plus d'une année, exposé aux dangers de la vie libre. Aujourd'hui, Tàn s'avance sur la mer, marche sur la foule infinie des êtres qui y grouillent en tous sens, cherchant la vie dans les masses salées ; la mer où les fleurs du fond sont faites de pierre et se croient légères ; où naviguent en directions égarés les poissons aveugles et les poissons munis de télescope, les monstres gélatineux et les infiniment petits qui se relancent à coup de vibrations pour faire des alliances et devenir l'aliment des voraces ; où vivent toutes les bêtes que l'opacité des profondeurs

oblige pour longtemps à la médiocrité des courtes vues et dont l'univers ne dépasse pas quelques brasses ; les abîmes où des êtres qui attendent depuis des milliers de siècles leur accession au progrès et à la lumière ont voulu, comme Tàn, changer leur nature, mais se sont trompés, plaçant les yeux de chaque côté du ventre ou la tête sur le dos, condamnés ainsi à un éternel retard. Vie et mort. Vie faite de mort et dont les seuls grands événements sont la descente du boulet d'une sonde, d'un câble ou d'un cuirassé mis à mal au cours d'une bataille. Tàn ignore les vies inférieures des régions où il serait un Dieu. Ses vérités essentielles tiennent toutes dans son maître qui lui dispense le boire, le manger, les jeux et les caresses. Il lui a depuis longtemps abandonné les responsabilités.

L'homme se dresse, écoute le vent qui soulève toujours des masses d'eau, épaisses comme la nuit au plafond bas et noir, la nuit anxieuse qui ne mollit pas, qui ne laissera aucun répit à Tàn. Elle peut rompre ce charme étrange qui l'avait capté dès l'origine de sa vie, l'avait détourné des voies ancestrales, pour modifier ses instincts et le rendre l'ami de l'homme.

Tàn est certainement capable d'accepter ce destin tapageur et agité, comme il avait accepté de vivre dans la maison des hommes et de voyager jusqu'ici. Mais, pour avoir échappé aux dangers du feu, éviterait-il ceux de la mer où la vitesse de ses pattes n'était d'aucune utilité ? Si, par hasard, la bête à bout de peur allait le chercher sur le bateau ?

N'y tenant plus, l'homme se leva, s'habilla, et, à travers le bateau endormi, gagna l'arrière des chaufferies. Il ouvrit doucement la porte qui donnait sur la coursive. La petite lampe était davantage embuée derrière son grillage, mais l'entrée supérieure de la salle des machines projetait sur le pont une lumière diffuse qui permettait de voir assez clair. Sur cette porte, comme sur le jour naissant, l'antilope debout tenait son regard obstinément fixé, le même regard qu'elle avait pour les premières lueurs de l'aube qui, dans la brousse, éclairaient l'obstacle et l'herbe fraîche, le marais et le roseau, la plaine, la forêt, les dangers et les joies qu'ils contiennent.

Le maître s'approcha, par saccades, contrariant le roulis. A sa vue, la bête se porta aussitôt en avant, le cou tendu, la tête haute. Son muflle n'était plus luisant, mais sec et chaud.

— Ça pourrait aller mieux, mon pauvre Tàn !

A son nom, la bête se colla contre son maître, se mit à fourrager dans ses poches, à le caresser de sa langue douce et noire. L'homme passa la main sur son poil onctueux, lui fit fléchir les reins, lui froissa les oreilles, gratta le bord des yeux et le long des épaules. Les grands cils noirs se joignirent, marquant la gratitude. Le maître essaya de faire coucher Tàn sur la litière de foin qui tapissait le recoin de la coursive. En vain : la bête ne se sentait en sécurité que debout, prête à bondir, à détalier. Il se crut rassuré ; la pensée de la bête, têtue, bornée, était toujours pour lui. Transi par le vent qui s'engouffrait autour d'eux, il voulut retourner dans sa cabine. Auparavant, parce que toute lumière attire l'âme dans la nuit, il observa le trou qui s'ouvrait sur la salle des machines toute blanche. La curiosité aidant, il se pencha sur le cœur du navire.

Pour un esprit en torpeur et des sens qui cherchent le sommeil sans le trouver, le spectacle était captivant. De chaque plateau des trois cylindres, sortait une tige d'acier grosse comme le cou d'un homme, qui montait et descendait avec une aisance moelleuse, une douce vigueur, une force sûre de soi. L'homme admirait que chaque tige qui reluisait sous les lampes électriques, qui s'éclipsait et revenait sans cesse jeter un éclair, traversait un piston chargé de quatre cents chevaux-vapeurs. Les tiges supportaient allègrement ce poids, le transmettaient consciencieusement aux bielles. Il fit mentalement le compte : « Quatre-vingt-dix fois par minutes, tant à l'aller qu'au retour. » De temps à autre, quand l'avant du navire plongeait dans une dépression plus forte et qu'une troisième lame soulevait l'arrière outre mesure, le mouvement s'accélérait, la machine s'affolait jusqu'à cent dix tours, vite ramenée par la main invisible qui, en bas, manœuvrait le « papillon ». Et ce mouvement majestueux, puissant, allait avec des soupirs profonds et glissants, des chuintements de vapeur atténués, des refoulements sourds, des chuchotements de bronze et d'acier.

Jamais peut-être, le maître de Tàn n'avait observé, goûté dans le silence la vie intime du navire. Jamais il n'en avait apprécié le travail interne comme par ce mauvais temps. Rarement aussi, — et cela tressaillait dans le fond de son être, — il n'avait senti le lien qui unissait sur cette terre les êtres entre

eux, de quelque qualité qu'ils fussent, et que cherchait à lui révéler depuis longtemps la confiance aveugle et tendre de l'antilope. Il arrive ainsi qu'on devine mieux le secret de la vie pendant un orage qui tourmente au dehors des âmes qui vous sont chères.

Cependant, le navire dormait. Un œil ouvert sur la passerelle suffisait à le guider; le cœur battait régulièrement. Cette régularité, cette aisance de mouvements achevèrent de tranquilliser le maître de Tàn, apaisèrent quelque peu ses nerfs tirés par il ne savait quoi, mais qui le tenaient en état d'alerte.

Au moment de quitter la coursive, il aperçut la tête fauve de Tàn et son muflle noir redevenu humide qui passaient entre son corps et son coude : les grands yeux bordés de longs cils courbes observaient tantôt le visage du maître qui les surplombait, tantôt la course hardie et mesurée des pistons qui se démenaient au centre des plateaux de cylindres inégaux, silencieux et luisants.

Personne ne rôdait autour d'eux. Ils se trouvaient plus intimes que jamais, seuls dans le monde au milieu de la turbulence de l'air et de l'eau, devant le jeu des métaux disciplinés. Et le maître de Tàn qui scrutait les longs yeux noirs n'y vit que curiosité soumise, et non cet éclat qu'allume la frayeur, quand le vent agite une feuille dans la brousse. Les pattes de la bête, souples et solides, faites pour dépasser les chiens de prairie, errants et maudits, et la flamme qui saute d'herbe en herbe chassée à plat par le vent d'est, accompagnaient sans nervosité le mouvement du navire, comme le clinomètre qui se balançait au-dessus de la plaque du constructeur en cuivre bien astiqué. Et la bête qui avait si peu respiré l'odeur fauve de sa mère avant que Nagô ne la ravît à la brousse et à son hasardeux destin, qui depuis sa grande aventure avait un peu oublié la senteur âcre de l'herbe torréfiée, le parfum piquant des feuilles gratifiées d'une rosée matinale, aspirait en ce moment les odeurs chaudes qui s'élevaient de l'ancre lumineuse, le long de ces parois assemblées et rivées par la main des hommes. Odeur fade et pénétrante, fine buée qui fait reluire la peau des mécaniciens et qui eût mis à mal l'estomac de gens moins habitués à traverser les mers. Mais cela était encore de la chaleur, et faisait partie du contrat d'amitié entre la bête et son

maître, au lieu du vent âpre, du vent solide qui assaillait le navire et tourbillonnait dans la coursive.

Le maître de Tàn ramena sa bête sur la litière de foin, et s'en fut se recoucher.

... Deux coups de cloche. Le deuxième quart de minuit. L'aube va bientôt blanchir les nuages. En mai, le soleil se lève tôt. Il semblait bien que le vent mollissait peu à peu, malgré les étirements du métal, les craquements du bois, les heurts des agrès. Il ne restait plus que le rythme régulier des bielles, les détentes profondes de la vapeur. Un grand apaisement se faisait sur la mer, dans le navire et la cabine, — l'apaisement des corps qui glissent à l'abîme.

Le vent n'a pas molli, le navire n'est pas mouillé à l'abri. Le maître de Tàn dort. Pour lui, la mer est calmée, le bateau arrêté. Son esprit s'est assoupi avec son corps, laissant Tàn debout sur ses quatre pattes oscillantes et bloquées par le froid. A la faible lueur de la lampe et au rayonnement qui sort de la chambre des machines, Tàn apparaît maintenant comme le seul être vivant du navire qui passe sur le mystère de la mer. La bordée de quart est trop haute, les gens de la machine sont trop bas.

Tàn peuple à lui seul le pont. Tout le reste appartient au vent. Le vent n'est plus un souffle de vie qui rafraîchit les plaines brûlées de soleil, qui chasse la pluie et la ramène. En ce moment on dirait qu'il transporte les âmes des morts en déroute, et celles des vivants en perdition. Dans la pénombre humide, Tàn est resté d'autant plus isolé que son maître dort. Tàn n'a plus d'espoir que dans le jour. Mais les heures n'avancent pas vite, pas plus vite que le navire alourdi par les ténèbres, contrarié par le vent qui bouscule l'immensité. Le vent crie comme si le monde entier refusait de l'entendre.

Tàn se met à bêler pour appeler son maître, pour renouer le lien qui les unit, même lorsqu'ils ne sont pas côte à côte, ou à la même table ou le museau contre la main. Mais les bêlements de Tàn, les trémolos de Tàn se perdent dans le tourbillon. On ne risque pas de l'entendre : tout dort sur le navire. Surtout le maître de Tàn dort, avec son hublot fermé. La seule vie dont l'écho arrive à la bête est celle qui monte de la

machine : bruits dont il ne sait pas l'origine, mais qui viennent des hommes qu'il aime. La porte qui s'ouvre sur ces profondeurs est également la source de lumière qui éclaire l'âme de l'animal.

Néanmoins, Tàn ne peut se reposer : le foin qui lui sert de litière s'est humecté d'eau salée. La pluie sur son poil onctueux ne le diminue pas, mais coucher dans un marais est chose insupportable. Le sommeil se refuse à lui comme il s'éloignait de ses ancêtres quand ils flairaient un danger. Hormis la machine, toutes les forces qui l'environnent lui apportent l'inquiétude. Le chant de la mer a dominé celui de la forêt, le bruit des feuilles, des branches amicales et souples, la chute des branches mortes. Les fleurs dont les bêtes ignorent le nom ont fait place à la litière mouillée. L'air salin ne se respire qu'avec précaution, non plus avec la joie que mettent les antilopes à humer l'air matinal dans les plaines herbues.

Alors le froid du matin pousse Tàn à se rapprocher de la porte lumineuse. Ce froid nocturne n'est plus de jeu : il ne rentre pas dans le pacte de confiance. Tandis que la machine lui envoie, avec les odeurs d'huile et de vapeur, des bouffées chaudes telles que le vent qui desséchait les feuilles dans le parc de son maître. La chaleur qui, là-bas, donnait soif, est ici un bienfait.

Tàn s'approche encore. Une halte à chaque pas. Il veut se pencher à nouveau sur ce puits de lumière. Son maître lui a montré le chemin, lui a donné l'exemple. La tête et le col baignés de chaleur, il flaire ces nouveautés, il contemple ces objets aux mouvements égaux et infatigables et dont les faces miroitent comme la rivière au soleil. Il écoute ces rumeurs si différentes de celles qu'il a entendues et de celles qu'ont entendues, de la naissance à la mort, tous les cobas et toutes les antilopes de la Terre Chaude, et dans toutes les générations jusqu'à lui. Tous ces anciens bruits de la nature hostile ou propice qui sont dans les cellules de sa tête et qui animent les muscles tendus de son corps, Tàn ne les écoute plus. Ou plutôt il les recherche et ne les retrouve plus. Il n'entend plus que les trois syllabes égales que la machine articule sans arrêt, à chaque détente de la vapeur. Ses muscles sont raidis par la lutte incessante contre le roulis. Son cerveau est engourdi par la veille, saisi par le froid; ce cerveau, logé sous les jeunes cornes,

subit en même temps une étreinte venue d'en haut et qui le pousse vers le trou béant; — la même étreinte qui faisait frissonner sa mère antilope quand elle venait boire à une mare et que la harde redoutait la chute d'une masse tachetée, armée de griffes et de crocs sur le dos de l'un de ses membres.

Le bosco vient de passer en grommelant. Il a essayé de lancer un coup de pied à la bête. Le roulis le lui a fait manquer. Le bosco n'a jamais caressé Tàn, ne lui a jamais donné de pain, lui a toujours parlé d'une voix rude.

Tàn ne sait plus trop où il va, qui il est. Il ne connaissait plus, il n'aimait plus que son maître. Et son maître dort dans ce froid, comme il dormait dans sa chambre au cours des nuits chaudes et paisibles. Tandis que là, sous lui, la chaleur monte sans flamme, très douce contre son poitrail, la vraie chaleur qui ne trahit pas, et qu'il retrouve ici au milieu de l'univers en désordre.

Devant la machine qui répète indéfiniment le même mot, comme une révélation unique et infatigable, comme un ordre obsédant, Tàn hésite. Soupçonne-t-il que dans la vie d'une antilope, il y a autre chose qu'une sombre course, du foin humide et salé, un bosco haineux et difforme, un sol vacillant et des hommes, des hommes?... Justement, en bas, dans le gouffre lumineux, il vient de les entendre vivre, parler. L'un d'eux siffle. Manifestations, dans la nuit, de ces hommes faits comme le maître auquel il s'est donné.

En haut, soudain, des sabots martèlent la passerelle. C'est le bosco qui fait son quart ou sa tournée, le bosco et sa grimace de raté. Tàn fait un pas de plus en avant, ses grands yeux noirs toujours fixés sur les plateaux des cylindres, sur les tiges des pistons qui montent, descendent, remontent et redescendent sans effort, en souplesse. Tàn fait encore un pas, bute au seuil de la porte relevé à hauteur du genou pour arrêter la vague salée quand elle s'engouffre sous la courative ou l'eau des pompes qui lave le pont. Son maître avait franchi cet obstacle, pour mieux voir tout à l'heure, et pour mieux respirer l'air chaud. Tàn franchit le seuil et pose une patte sur le paillasson qui recouvre un palier ajouré.

Il n'existe pas de bois dans une machine à vapeur. La plate-forme et l'escalier sont en fer, en grilles de fer qui ne laissent point passer un pied de mécanicien, mais que traversent aisément.

ment les pattes d'un jeune coba. Il n'y a pas de doute, Tàn devrait reculer. Mais une force étrangère l'incite à avancer. Il ne peut la définir comme il mesure un obstacle à sauter. A coup sûr, elle diffère de la force invincible et suave de son maître. Elle vient certainement de derrière lui, d'en haut, de la passerelle que le bosco arpente en maugréant. Tàn ne se rend plus compte, ne sent plus nettement, lui qui avait su prendre, certaine nuit, une fameuse décision.

A ce moment, une lame plus forte fait osciller le bateau. Quel angle, grand Dieu !... Tàn glisse en avant, troue le paillasson de ses pattes pointues, ne sait plus si ses pattes le soutiennent ou s'il est emporté, si le bateau est incliné ou si c'est lui qui s'affaisse vers la chaleur tant désirée. Le temps d'un battement de cils, il essaie de se cabrer, veut revenir en arrière, ne le peut et se trouve projeté en avant.

...Un bruit sourd en bas comme d'une balle de café qui tombe dans un magasin ! Des lampes s'éteignent, l'homme qui sifflait s'arrête ; des cris montent à travers les grillages immobiles et les bielles qui continuent à jouer entre les cylindres et l'arbre-manivelle.

DES coups frappés au hublot, des cris étouffés et pressants. Le maître de Tàn s'éveille, tire le rideau. A peine quelques lueurs de l'aube, très basses sur l'horizon qui descend et qui monte.

— Qu'est-ce qu'il y a ? crie-t-il.

— Venez vite ! dit un mécanicien dont les mots s'engouffrent avec le vent frais. Venez vite, votre bête est tombée dans la machine.

— Morte ?

— Pas encore, mais elle n'en vaut guère mieux !

Un pyjama. Des sandales. Vite ! Vite ! Le maître de Tàn court à travers le salon, les coursives, saute dans la salle des machines, descend l'escalier ajouré, l'escalier de fer, puis un autre escalier de fer. En bas, dans l'atmosphère chaude, l'antilope est couchée sur le flanc, l'épaule tuméfiée, un œil et une corne écrasées. Il la croit morte.

— Pauvre Tàn ! dit-il, la voix tremblante.

La bête a entendu. Elle essaye de se dresser sur ses pattes tordues : son épaule, horrible à voir, refuse de la porter.

Alors elle ne fait plus que soulever sa tête, sa pauvre tête mutilée, sa tête qui cherche la main du maître. Son seul œil encore ouvert, Tàn considère un moment celui à qui il a donné son âme sauvage. Il implore le secours de son esprit fertile en ressources et en caresses réconfortantes. De sa gueule noire sort la langue toute bleue. Tàn lèche son maître et se laisse retomber, une dernière fois.

* Personne n'osait parler. Pas même les chauffeurs, endurcis pourtant par le métier. Seules, les tiges de piston et les bielles s'agitaient éperdument derrière eux, luttant avec la mer indifférente et dure.

Et le maître de Tàn se sentit pénétrer par le regret des choses qui paraissent inutiles à l'ensemble de la vie, mais dont la perte ne se compense par aucun mieux-être. Il se reprocha les mauvaises raisons qu'il s'était données pour ne pas éviter l'accident qui maintenant, — dans le fond de lui-même, — ne l'étonnait presque pas. Il connut la rage de voir s'anéantir un être dont les fibres s'étaient rattachées à sa propre vie, dont les ondes vibraient avec ses ondes dans le même tourbillon. Il pleura de voir se perdre un témoin du sentiment épars dans la nature, de ce sentiment auquel on refuse de croire, parce qu'on l'ignore, et se mit à frissonner comme le tendon frémit sous le couteau qui le sépare du muscle.

ANDRÉ DEMAISON.

LA QUESTION

DU

SURMENAGE SCOLAIRE

II ⁽¹⁾

QUELQUES REMÈDES

LA RÉDUCTION DES PROGRAMMES

On a vu quel est le mal : c'est la partie du problème sur laquelle l'accord est le plus facile. Reste à savoir quels sont les remèdes : car à une question aussi complexe, il faut admettre plus d'une solution.

Ce qui est en tout cas évident, c'est la nécessité de prendre en mains, non le sécateur, mais la hache, et de tailler dans le programme des spécialités. On ne le fera peut-être que la mort dans l'âme, mais aux heures de péril il faut être prêt aux sacrifices. Il faut se dire pour se consoler que les notions si nombreuses dont on surcharge actuellement la mémoire des enfants n'y restent pas ; que, s'ils le désirent, plus tard, ils les apprendront ; que la grande affaire, c'est précisément de donner ce désir, et d'une manière générale le goût de l'étude et la curiosité de l'esprit, et que la surcharge des connaissances a précisément pour effet de tuer cette curiosité

(1) Voyez la *Revue* du 4^{or} décembre.

et ce goût. En renonçant à une partie importante des programmes, les représentants des spécialités au Conseil supérieur ne feront pas seulement une œuvre de salut public, ils travailleront encore à préparer de jeunes esprits à aborder plus tard dans de bonnes conditions la science qu'ils ont eux-mêmes étudiée.

Ce qui vient d'être dit à propos de l'enseignement secondaire s'applique aussi bien à l'enseignement primaire : ici comme là, ce qu'il importe, c'est de former des hommes. Enseigner c'est choisir, mais aussi apprendre à choisir, et dans quelque situation que ce soit, tout homme doit savoir se décider, peser les motifs et les raisons, distinguer l'essentiel de l'accessoire. On voit quelle base profondément humaine on devrait donner à cette école unique dont on parle tant sans qu'on en ait, semble-t-il, dégagé le principe vital, et qu'un homme auquel on a fortement appris dans ses premières années, avec les rudiments indispensables, à comparer et à juger, à aller aux choses plutôt que s'en tenir aux mots, à réfléchir par soi-même et non à écouter tout ce qu'on lui dit, est ainsi mis à même d'accéder aux études plus élevées, et de s'assimiler les méthodes qui lui permettront l'accès des carrières auxquelles il se sentira la force de prétendre. L'avigueur et la finesse de l'esprit, développées par de fortes disciplines, feront le reste ; les notions et les connaissances, en acquerra plus tard qui pourra et voudra.

Il existe à Barcelone un monument étrange et décevant : l'église de la Sagrada Familia, en construction depuis cinquante ans. Elle offre le spectacle d'une façade achevée, couverte de sculptures, qui n'est appuyée qu'à un pan de mur. L'édifice, qui pousse vers le ciel d'orgueilleuses tours, ne peut servir, et l'on doute qu'il le puisse jamais ; il n'atteste que l'importance et l'inutilité des efforts de ceux qui ont entrepris cette tâche noble et décourageante. Tel m'apparaît notre système d'enseignement dans sa magnifique mais stérile prétention. Au lieu d'y répandre des ornements qui ne sont qu'un luxe vain, construisons une maison robuste, dont la beauté réside dans la simplicité des proportions. C'est là le principe essentiel de l'esthétique architecturale et surtout de celle qui convient à une démocratie.

UNE RÉFORME DES EXAMENS EST NÉCESSAIRE

Il ne suffit pas, pour cela, d'élaborer des programmes, ni de rédiger des instructions; celles qui précèdent les programmes de 1925 sont de tous points remarquables. Il ne suffit pas non plus de faire au personnel enseignant les plus judicieuses recommandations. Tout le monde est d'accord, semble-t-il, sur le but à atteindre, et que l'essentiel est de former l'esprit des élèves; tout le monde, sauf les élèves eux-mêmes, et ici commence une autre difficulté, et qui est peut-être la principale.

Sauf de rares exceptions, les élèves, en effet, semblent fuir l'effort. Une jeune fille, formée d'abord par son père, s'est trouvée surprise de voir ses camarades du lycée où elle était entrée plus tard, ne pas même lire en entier un roman de Dickens, dont elles avaient expliqué en classe une partie. Un professeur qui s'égare à parler de choses intéressantes se voit rappeler par ses élèves à la réalité du programme du baccalauréat.

Dans un article récent (1), M. Bouvier, s'adressant aux membres de la Commission du surmenage, cherche à les « convaincre d'une vérité primordiale : que l'écolier travaille en fonction de l'examen... Quels que soient les dosages des programmes, si férus de culture désintéressée que soient les maîtres, l'élève normal proportionne exactement son effort au résultat tangible que représente la moyenne au baccalauréat ou à la licence, ou encore l'admission à l'École, qui lui assurera plus tard une situation. Il s'ensuit que l'élément capital, dans la question du surmenage, c'est l'examen ou le concours. »

L'examen, moyen de contrôle, est devenu le but de l'étude qui y perd toute sa valeur.

On sait à combien de discussions a prêté la question toujours pendante du baccalauréat dont de fougueux adversaires vont jusqu'à réclamer la suppression.

A tout le moins convient-il de rappeler aux examinateurs qu'un bachelier n'est qu'un tout jeune homme à qui l'on ne doit demander que quelques connaissances fondamentales et de faire preuve d'intelligence, de précision d'esprit, de

(1) Paru dans la *Lumière* du 14 septembre 1929.

méthode et de clarté, et qu'il apprendra les notions dont il aura besoin dans la vie, soit à la Faculté, soit dans les écoles spéciales, soit dans la pratique de sa profession. L'angoisse de la question qui lui sera posée à l'examen, conduit l'élève à chercher à acquérir une connaissance superficielle et passagère de tout le programme, et ses professeurs à la lui donner, alors que les programmes ne sont, tout au moins dans l'intention de ceux qui les font, que des tables de matières où l'on doit choisir. Cela se comprend de soi pour les lettres, mais, pour voir qu'il en est de même dans les sciences, il faut relire les belles explications d'un éducateur tel que M. Henry Le Châtelier sur la manière de les enseigner.

« La philosophie de chaque science devrait constituer une partie importante de son enseignement. Pour faire progresser nos connaissances ou simplement pour les appliquer à des buts pratiques, il ne suffit pas de savoir par cœur les résultats acquis, il faut encore posséder la méthode qui a conduit à ces résultats et peut seule permettre de les développer (1). »

« La joie du travail devrait être développée par l'éducation et pourrait l'être facilement. On y réussirait en se préoccupant moins de la préparation aux examens et plus de la formation intellectuelle des enfants. Ceux-ci ont, dès leur plus jeune âge, la curiosité en éveil, ils demandent toujours pourquoi et comment. Au lieu d'annihiler cette disposition, il suffirait de la cultiver. L'enseignement des sciences s'y prêterait à merveille. L'enchaînement si passionné des faits, qui est l'objet même de la méthode scientifique, devrait être mis en évidence, en rejetant au second plan les énumérations fastidieuses de faits isolés, dont on surcharge aujourd'hui la mémoire des écoliers (2). »

Dans son rapport à la section d'éducation du Redressement français (3), M. Lagrange, professeur à la Faculté des sciences de Dijon, ne s'est pas exprimé autrement.

« Nous demanderons seulement que l'enseignement secondaire meuble les mémoires de ses élèves des formules et des

(1) *L'enseignement à l'École polytechnique*, 1924, p. 19) Imprimerie R. Hermieu).

(2) *La formation des élites*. Conférence faite à Mulhouse à l'occasion du centenaire de la Société industrielle et de l'École de chimie de cette ville le 14 janvier 1928 (Imprimeries parisiennes réunies).

(3) Publié par *l'Éducation* de juillet 1929.

théorèmes qui sont fondamentaux pour comprendre la science à laquelle ils se rapportent.

« Deux qualités essentielles sont devenues bien rares chez les bacheliers d'aujourd'hui : l'esprit d'initiative et l'esprit d'observation... »

Le même utilitarisme, qui aboutit chez les élèves à ces résultats déplorables, les pousse aussi à se présenter trop jeunes à l'examen. Les dispenses d'âge, qui étaient l'exception de notre temps, sont devenues fréquentes, et l'extrême jeunesse des lycéens ne leur permet pas d'aborder l'étude des matières du programme avec une maturité suffisante. Sait-on qu'en Allemagne, en Suède, dans certains cantons suisses, la fin des études secondaires ne s'obtient pas avant l'âge de dix-huit ou dix-neuf ans ?

Une idée à retenir est celle de M. Galletier qui propose de créer, entre le baccalauréat et la Faculté, une année de culture générale désintéressée. De son côté, M. Chacornac, proviseur honoraire, demande, ce qui mérite aussi d'être considéré, que tous les élèves fassent une année de philosophie où serait étudiée une partie du programme scientifique de la classe de mathématiques élémentaires : « la culture générale y gagnerait ; et nous ne serions plus obligés de donner la fièvre aux meilleurs (1). »

Un recul des terribles limites d'âge d'entrée aux grandes Écoles nous paraissait éminemment souhaitable. L'avis favorable du Conseil d'instruction de l'École polytechnique nous avait laissé espérer que cette mesure y serait appliquée dès 1931. Mais le Conseil de perfectionnement vient de l'écarter, pour des raisons importantes mais étrangères à la préoccupation de la formation intellectuelle des candidats. Il n'en devient que plus nécessaire d'étudier un allègement des matières exigées au concours d'entrée, si l'on veut assurer un recrutement d'élèves brillants, qui soutiennent la réputation de notre première école d'ingénieurs.

L'ÉDUCATION DES PARENTS

Il convient aussi de signaler que du côté des familles des efforts sont à faire. Les reproches d'utilitarisme que nous adressons aux enfants, peuvent souvent aussi l'être à leurs

(1) Rapports au Redressement français (*l'Éducation*, juin 1929).

parents. Ceux-ci le sentent, et le besoin qu'ils ont d'être éclairés dans leurs devoirs d'éducateurs. Une École des parents a été fondée l'an dernier à Paris par quelques-uns d'entre eux (1). Et, si les associations de parents d'élèves des lycées et collèges ont été fondées surtout pour faire entendre la voix de la famille et appuyer ses justes demandes, elles prennent en outre de plus en plus le caractère d'unions de parents pour étudier avec l'administration et le corps enseignant, qui les apprécient et les favorisent, les questions si complexes de l'éducation. Le fondateur d'une des plus récentes, président de la Cour d'appel, me disait nettement son intention de faire faire des conférences fréquentes aux membres de l'Association qu'il préside, et de donner à celle-ci le caractère d'une École de parents. Et le mouvement s'étend peu à peu à toutes les villes, dont les élites se groupent, il est favorisé par la chronique universitaire ou éducative instaurée par quelques journaux (2).

Néanmoins une active propagande est à faire, et la presse peut et doit nous y aider. Combien de parents, méconnaissant les conditions d'une bonne formation de l'esprit, ne se sont-ils pas plaints auprès des chefs d'établissement que tel ou tel professeur n'impose pas assez de devoirs ? Cet argument nous est souvent opposé par l'Administration. Dans l'enseignement primaire il en va de même, et le directeur d'une école de la Ville de Paris, convaincu du danger de retenir les enfants penchés sur un travail, dans une position nuisible à la bonne respiration, s'oppose à ce que ces petits travaillent à la maison. Eh bien ! les mères viennent le trouver et soupirent : « Mon enfant ne pourra pas réussir à passer son certificat d'études ! » C'est une hantise.

Mais aussi est-il nécessaire d'être muni du certificat d'études pour être petit télégraphiste ? Et n'y aurait-il pas un avantage certain à réagir contre cette sorte de mandarinate qui exerce en France une influence stérilisante en entretenant l'idée que si l'on a dans sa poche un diplôme, il ne reste plus qu'à se laisser vivre dans la demi-somnolence d'une fonction administrative en attendant l'heure de la retraite ?

(1) Cette École des parents a organisé, du 5 au 8 décembre 1929, un Congrès au Muséum social.

(2) Signalons les chroniques hebdomadaires de *l'Oeuvre*, de *l'Ami du Peuple*, des *Nouvelles littéraires*.

Cet idéal paresseux d'un grand nombre de Français doit être combattu par une vigoureuse campagne, et il faut que toutes les bonnes volontés se dévouent. L'Université doit nous aider, nous l'avons déjà dit. Nous devons attendre aussi beaucoup du développement de l'éducation physique qui donnera le goût de l'action. Le jeu, pratiqué dès l'école par tous, doit être poursuivi pendant le service militaire, et réunir le dimanche la jeunesse dans chaque ville ou village. Des initiatives se manifestent : les entreprises métallurgiques de la région de Paris viennent de créer un centre de *camping* et d'éducation physique dans la Drôme. Cela nous donne de l'espoir : nous pouvons entrevoir le jour où se réuniront auprès de chaque école, comme cela se fait aux États-Unis, en Autriche, des maîtres et des parents avertis, pour étudier les conditions d'une bonne éducation et en chercher ensemble la réalisation.

Nous ne nous sommes pas éloigné, quoi qu'il en puisse paraître, de la question du surmenage. Cette question pédagogique ne pourra recevoir sa complète solution que par une transformation de l'opinion publique, dont la réforme des programmes et des méthodes est elle-même la condition.

LA FORMATION DES PROFESSEURS

La partie éclairée du public commence à s'émeouvoir, nous l'avons vu. Nous rencontrons aussi des appuis précieux du côté des professeurs, même chez ceux qui n'ont pas d'enfant, tant il est évident qu'il y a abus. Le directeur d'un laboratoire de bactériologie m'a signalé que, dans la classe que suit sa fille, le professeur d'histoire naturelle traitant de la structure de la cellule, a parlé du « chromosome accessoire », fin détail d'histoire que peuvent ignorer les candidats au P. C. N. Et dans tous les manuels on trouverait de semblables exemples. Ceux d'histoire et de géographie sont désespérément complets. On m'a cité le cas d'un professeur, fêru de sémantique, qui exposait à ses élèves des considérations sur le « duratif ». On pourrait multiplier les exemples.

A la séance du 9 juillet 1928 du Comité national d'études, M. Le Roy, professeur au Collège de France, membre de l'Institut, en a convenu : « Il y a dans notre enseignement secondaire une tendance trop marquée à donner un enseignement

trop savant. Les maîtres sont devenus beaucoup plus savants qu'ils ne l'étaient autrefois. »

Nous touchons là du doigt un défaut dans la formation du professeur de lycée, qui, sauf pour celui de grammaire, reçoit l'éducation qui conviendrait à un professeur de Faculté. L'agrégation est devenue une épreuve trop dure, épuisante, destructive de forces qui s'emploieraient utilement à connaître le caractère des enfants, à s'en faire aimer, ce qui doit être la première qualité d'un éducateur. C'est là un métier qui ne s'apprend pas en suivant les cours d'une Faculté, et je voudrais voir se créer auprès de quelques-unes d'entre elles des Écoles normales secondaires auxquelles seraient annexés, suivant l'exemple donné par M^{me} Amieux à Sèvres, des lycées où les élèves-maîtres apprendraient et s'exerceraient à faire la classe. Ce ne sont pas des conférences de pédagogie qui donneront l'art de prendre les enfants. Or, trop de professeurs et d'auteurs de manuels ne savent pas qu'un enfant n'est pas un homme en réduction, mais que sa façon de concevoir les choses est différente de celle de l'adulte, qu'il faut toujours avec lui partir du concret, parce que la complexité du réel est plus accessible à son esprit que la simplicité de l'abstraction. C'est pourquoi il est proprement absurde de faire apprendre par cœur à des enfants la définition des quatre opérations arithmétiques. Je me suis moqué des obscurités savantes des grammaires en usage, des règles de syntaxe qui constituent de véritables rébus. Il faut aux enfants faire apprendre des choses simples, énoncées clairement et sans complications inutiles. Quelques tableaux parleront à leurs yeux; quelques formules se graveront dans leur mémoire. C'était ainsi qu'étaient rédigées les anciennes grammaires, et je sais que des auteurs de manuels se préoccupent de revenir à ces sages méthodes d'autrefois.

Nous avons donc des motifs d'espérer que le bon sens triomphera de cette conjuration montée contre lui, que l'on reviendra à adapter l'enseignement à ceux qui doivent le recevoir, et à convaincre les maîtres de cette condition nécessaire à la réussite de leurs efforts; d'espérer aussi que l'on comprendra peu à peu qu'on ne fait rien sans le temps, que la fable du Lièvre et de la Tortue est toujours d'actualité, et qu'il convient dans les petites classes de se borner à acquérir de

bonnes habitudes et les quelques connaissances fondamentales sans lesquelles rien ne peut s'édifier. Actuellement la base même s'écroule, et les professeurs des classes supérieures sont effrayés de l'ignorance de leurs élèves. Néanmoins, pénétrés de leur rôle et de la valeur de leur enseignement, pressés aussi par le baccalauréat en vue, ils sont obligés de chercher à faire comprendre ou sentir les beautés des auteurs français, latins ou allemands et la profonde vérité humaine de leurs œuvres, à des écoliers qui ne sont pas capables d'en comprendre le texte. Les études qui seraient fécondes si l'élève avait une préparation suffisante, deviennent ainsi des prétextes à rabâchage de perroquets, emploi de phrases toutes faites, bavardage puéril, comme le disait M. Bouglé.

L'UNIVERSITÉ ET LA VIE

C'est qu'aussi bien les élèves considèrent tout cela comme du bavardage, — un bavardage ennuyeux, — et qu'il nous faut descendre plus avant dans cette étude psychologique, qui seule nous permettra de trouver les ultimes remèdes, sans lesquels aucune réforme ne sera efficace.

L'attention des élèves est prise par autre chose, elle est prise par la vie qui bat, — et de quelle palpitation ! — aux fenêtres closes du lycée. C'est tout un monde qui se crée, où ils sont impatients de prendre leur place : et tout ce dont ils ne voient pas l'application immédiate et l'utilité pratique leur paraît perte de temps. Convenons qu'ils sont excusables et cherchons à comprendre nous-mêmes la véritable révolution qui a en quelques années changé la face du monde.

Du temps de notre jeunesse, l'élite de la bourgeoisie française occupait les carrières libérales. A l'exception de quelques affaires de famille, le commerce était laissé à qui ne pouvait mieux. Nous savions toute l'importance de la formation première, celle même qu'avaient reçue nos pères, dont nous voyions l'image se profiler sur la route toute droite de notre carrière future. Les préoccupations intellectuelles se manifestaient dans les conversations familiales, et si nous nous savions entourés de quelques peuples plus forts ou plus ardents, nous restions pénétrés de la supériorité de la France dans le domaine de la pensée.

Actuellement, les questions économiques ont pris une place considérable; des qualités supérieures d'organisation, d'initiative, de réflexion, d'audace, sont requises pour réussir dans l'industrie et le commerce, et nous assistons à une lutte terrible dont l'indépendance économique même de notre pays est l'enjeu. Alors que nous étions résignés à voir les inventions de nos savants mises en œuvre par l'étranger, les meilleurs de nos fils entendent combattre dans le redoutable tournoi international. Je me souviens que nous admettions comme vérité indiscutable les paroles de notre maître de conférences à la Sorbonne, Gabriel Séailles, nous mettant en garde contre l'erreur qui consisterait à considérer comme un progrès les inventions de la mécanique, et affirmant que seule à une valeur la recherche scientifique désintéressée. Qui oserait encore le dire? En trente ans, le monde a, du fait de ces inventions mécaniques et du bouleversement économique et social qui en est la conséquence, poursuivi à une allure vertigineuse une évolution qui, commencée avec les premières applications de la machine à vapeur, l'aura plus fait changer en ce court espace de temps qu'il n'avait fait en trente siècles. C'est véritablement à la naissance d'un monde nouveau que nous assistons.

Voyons ce qu'ont fait chez deux peuples, préoccupés spécialement de se reconstituer en nations fortes, l'Autriche et l'Italie, des gouvernements inspirés d'idées politiques qui peuvent sembler antinomiques. Le titulaire du nouveau ministère de l'« Éducation nationale » en Italie vient d'adresser aux proviseurs une circulaire dans laquelle il déclare que l'école doit préparer à la vie, et former l'homme nouveau qui doit être libre et dévoué, fort et bon, etc., en un mot, tel qu'il doit sortir de la révolution fasciste qui a donné aux Italiens le sens de la vie. Débarrassé de l'orgueilleuse phraséologie habituelle, il reste que ce document annonce et prépare une transformation de l'école dans le sens d'une compréhension meilleure de la vie.

En Autriche, un effort semblable se poursuit. Entraînés par un grand ministre, les membres des trois degrés de l'enseignement prennent contact régulièrement et unissent leurs efforts pour élever dans un esprit passionnément démocratique et ardemment national une génération formée par les méthodes

actives de l'éducation nouvelle, et qui fasse preuve de qualités intellectuelles et morales : observation, jugement, initiative, décision.

Est-ce à dire que l'Université française se soit jamais désintéressée de la formation morale? Certes non, mais sa méthode, purement intellectuelle, n'est plus suffisamment adaptée aux conditions de la vie moderne.

Il faut le dire nettement, valeur morale et développement intellectuel, encore bien moins élargissement du cercle des connaissances, ne sont pas nécessairement liés; le redoublement des précautions prises par l'administration contre les fraudes aux examens, précautions trop souvent déjouées en fournit, hélas! la preuve, et l'Université, qui a pour tâche non seulement d'instruire, mais d'éduquer, doit envisager l'emploi de méthodes neuves, adaptées à la société moderne.

Affirmons hautement que ses membres sont, autant que leurs collègues étrangers, capables de trouver ces méthodes, de les appliquer, d'en tirer un magnifique parti, de tendre leurs volontés « vers le perfectionnement moral, vers la rénovation intellectuelle de l'âme française » (1). Ils en ont déjà fourni d'admirables exemples; il a suffi pour cela qu'ils se soient trouvés en présence d'une tâche qui exigeât un effort d'adaptation, et l'emploi de qualités d'initiative qui n'étaient en eux qu'endormies par le ronronnement de la besogne traditionnelle.

J'ai cité M. Gotteland, à qui la vie au Maroc, dans un pays qui se crée, où d'ailleurs l'esprit d'organisation et l'audace raisonnée étaient donnés en exemple, a permis de concevoir un plan d'éducation d'où nous pourrions tout attendre. En Indochine, ce sont les maîtres de l'école primaire que le réformateur de 1924 a « initiés aux méthodes nouvelles d'enseignement », dont il a « relevé le niveau intellectuel, tourné l'esprit vers l'enseignement des réalités vivantes » (2). Les professeurs de l'enseignement supérieur ont su de leur côté, dans ces Instituts techniques dont le ministre de l'Instruction publique définissait si bien le rôle dans son discours au septième centenaire de l'Université de Toulouse, dispenser, en même temps

(1) H. Le Chatelier, *la Réforme de l'enseignement secondaire* (Les Presses universitaires.)

(2) *L'enseignement populaire en Indo-Chine* (*Le Temps*, 13 septembre 1929).

que les connaissances scientifiques, l'initiation aux travaux pratiques, former ainsi des maîtres primaires et des techniciens dont notre développement économique a besoin. Enfin, dans un numéro spécial, la revue *Pour l'Ère nouvelle* (1) a groupé des articles dans lesquels des éducateurs, convaincus de la valeur des méthodes dégagées notamment par le professeur Decroly, de l'Université de Bruxelles, et employées dans les « écoles nouvelles », surtout en Suisse et en Allemagne (2), ont exposé ce que, isolés dans des écoles primaires, élémentaires ou supérieures, des écoles normales, des lycées, ils ont tenté, et les résultats qu'ils ont atteints (3). Disons brièvement que la méthode consiste à rendre l'élève actif, à l'amener à faire lui-même un travail rendu attrayant, désiré par lui; le travail manuel y est en honneur; l'observation directe et personnelle et l'expérimentation sont préconisées. On part de cette idée que l'enfant est tout action, que sa logique n'est pas celle de l'adulte; on le met toujours en présence des réalités concrètes avant de s'élever peu à peu à l'abstraction, par un effort auquel il participe. Et c'est une joie de lire sous la plume de M^{lle} Carroi, professeur au lycée de jeunes filles de Tunis (4), dans un admirable article, plein de foi et de lucide compréhension du rôle de l'éducatrice, de quelle manière vivante elle sait faire faire « le travail de composition par équipes », habituant ainsi ses élèves à travailler ensemble, par groupes, ce qui est indispensable dans la vie moderne.

En somme, quand on lit ces phrases. « Si notre vieille école veut occuper à nouveau une place d'avant-garde abandonnée depuis longtemps, il lui faut à la fois retrouver sa vraie tradition et s'adapter à la complexité des temps : renouveler sa méthode pédagogique qu'énonçait déjà Montaigne, et reclasser ses matières d'enseignement... Rien ne changera, si l'esprit des programmes n'est changé »; on sent qu'il n'y a là en effet rien de si nouveau : il n'y a qu'un retour à la tradition française, qui s'est seulement cristallisée par le fait d'une administration

(1) *Organe du groupe français d'éducation nouvelle* (Musée pédagogique, numéro de juillet-août 1929).

(2) Consulter les enquêtes faites par M. Paul Desjardins, 2^e cahier du Congrès de l'Organisation.

(3) M^{me} Reynier préconise résolument ces méthodes dans l'article cité du *Journal médical français*.

(4) N'est-il pas remarquable que ce soit à Tunis que professe M^{lle} Carroi ?

vénérable, dont la très forte centralisation a quelque peu paralysé les initiatives individuelles. Mais l'exemple de la dernière guerre, antérieurement cette magnifique épopée coloniale qui avait préparé nos officiers à l'initiative et à l'audace, comme le bel essor donné notamment depuis la guerre par des hommes de premier ordre à notre industrie et à notre commerce, ont montré que, lorsque l'on rompt ses entraves, le Français sait retrouver les qualités dont il a fait preuve au cours de sa longue histoire. Il faut permettre à ces qualités de se manifester chez le proviseur, le professeur, le maître d'école ; il faut aussi y entraîner les élèves. De tous côtés des tentatives s'ébauchent, tant on en sent la nécessité. A Moulins, la municipalité va installer dans un parc magnifique une école de plein air, avec internat. A Saint-Cloud, on désire voir se construire un lycée moderne et modèle, en bordure du parc, et seules les formalités administratives retardent l'exécution de ce projet. Mais le cadre n'est rien, il faut que l'esprit change.

Que l'on choisisse comme proviseurs des hommes qui ont donné des preuves de leur esprit d'organisation et d'indépendance, et de leurs qualités de chefs. Qu'on leur laisse de l'initiative, qu'ils puissent notamment choisir librement leurs collaborateurs, sans quoi leurs initiatives risquent d'être paralysées ; qu'ils aient de l'autorité, et puissent organiser et diriger leur établissement comme ils l'entendent ; l'administration les jugera sur ce qu'ils auront fait, et n'interviendra que pour veiller à ce que la marche du lycée ou du collège ne soulève pas de critiques graves.

J'entends que de tous côtés les personnes les plus sympathiques à cette idée vont songer aux obstacles qui s'opposent à sa réalisation : d'un côté, l'habitude française (qui, si l'on veut y réfléchir, n'est d'ailleurs pas si ancienne) de la centralisation, de l'autre, l'esprit de fonctionnarisme et le goût de l'avancement, enfin et surtout les statuts protecteurs de diverses catégories de fonctionnaires, et les fameux syndicats. Et l'on me montrera, par exemple, comment les maîtres d'internat et les maîtres répétiteurs ont peu à peu échappé à l'autorité du chef d'établissement ; on me dira que les surveillantes, mal protégées dans les internats féminins, où parfois on exigeait d'elles un travail excessif, sont heureuses de voir leur situation modifiée dans le sens d'une assimilation au personnel corres-

pendant des lycées de garçons, et de dépendre directement de l'administration centrale en passant par-dessus la tête du chef d'établissement.

A quoi je répondrai qu'aux abus auxquels on fait allusion il est d'autres remèdes que celui qui aboutit, en brisant tout commandement, à la désorganisation du lycée, qu'il suffit, pour éviter les abus, de donner au personnel des garanties solides et qu'il n'est nullement question de revenir au pouvoir suprême d'un chef d'établissement, mais d'instituer un conseil responsable désireux de s'attacher des collaborateurs de choix.

Nombreux seraient les professeurs qui apprécieraient d'avoir près d'eux un organisme dispensateur ayant pouvoir de donner prompt satisfaction à leurs justes demandes, et un administrateur qui, les voyant à l'œuvre, serait à même de juger leurs efforts pour concilier parfois l'inconciliable. Ces efforts, les familles, dont ils se trouveraient ainsi rapprochés, leur en sauraient le plus grand gré, et quelle joie ne serait-ce pas, pour des éducateurs convaincus comme ils le sont en grande majorité, de pouvoir se consacrer davantage à leur tâche, sans avoir à aller chercher au dehors un complément à leur activité? L'indifférence de la plupart des familles, dont chefs d'établissements et professeurs s'étonnent et qu'ils déplorent, tient surtout au fait que les parents sentent trop souvent l'inanité de leur intervention en présence d'une administration dont les ressorts sont hors de leur portée.

Quant à la façon de réaliser cette féconde collaboration, elle n'entraînera aucune révolution. Auprès de chaque lycée fonctionne déjà un Conseil d'administration, dans lequel siègent, à côté des représentants de l'Administration et des professeurs, quelques membres étrangers à l'Université, un représentant de l'Association des anciens élèves, un de l'Association des parents d'élèves.

Il suffira donc d'élargir ce recrutement, en conférant des attributions plus larges à ce Conseil qui n'a guère à statuer actuellement que sur quelques questions comptables. Je vois plusieurs associations de parents d'élèves grouper les plus éminentes personnalités de la ville, des membres des trois ordres de l'enseignement et les plus hauts représentants de la magistrature, de l'armée, des administrations civiles, du barreau, et des savants, des médecins, des ingénieurs, des indus-

triels, des commerçants, des agriculteurs, des plus avisés aussi et des plus perspicaces des salariés. Quels précieux avis ne pourraient-ils donner sur les besoins de la société! L'État lui-même d'ailleurs a récemment compris cette nécessité d'associer à son action les grands organismes civils. Actuellement, le port de Bordeaux, celui du Havre sont des organismes librement administrés par des Conseils où siègent, à côté de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, des représentants des industries et du commerce locaux. C'est le Conseil du port autonome qui décide et fait exécuter les travaux, bassins, cales sèches, dont il a voté le montant. J'augurerais beaucoup de la création de certains lycées autonomes et je ne doute pas qu'elle n'apporte des remèdes efficaces aux maux que nous avons constatés. C'est en tout cas un essai qu'il faut tenter si l'on veut vraiment s'avancer vers la guérison.

J'aimerais voir des échanges plus nombreux se faire entre l'Université et la vie. Je connais un dirigeant d'une grande société industrielle qui est en même temps professeur à l'École des mines. Un membre du bureau d'une de nos associations, professeur de mathématiques spéciales dans un grand lycée, a commencé par être ingénieur, puis pendant la guerre a dirigé un établissement important. Nous avons tous été frappés des suggestions heureuses qu'il nous a faites lors de notre dernier congrès. Il serait bon de voir pareil exemple se multiplier, ou, tout au moins, ne pas rester une exception : il faut peu de ferment pour faire lever la pâte. Les chefs d'établissement, par exemple, pourraient être choisis parfois parmi des hommes d'affaires, des hommes d'action.

Un lycée devrait avoir une physionomie, une vie propre, et nous verrions alors, comme en Angleterre, des anciens élèves, devenus des forces vivantes de la nation, continuer à intervenir et à se faire écouter, faire des dons ou des legs pour doter l'établissement de tel ou tel perfectionnement. Chez nous les associations d'anciens élèves jouent un rôle utile mais trop effacé : il y aurait tout avantage à leur accorder plus d'influence.

Quelle que soit la modalité que l'on adopte, — et, je le répète, pourquoi d'ailleurs plusieurs formules ne seraient-elles pas adoptées concurremment? — il importe que le lycée et le collège changent de caractère, pour permettre à notre admi-

nable cadre universitaire de développer ses qualités trop souvent inemployées.

C'est l'idée que le Président de la République a tout récemment exprimée, avec toute l'autorité que lui confèrent ses hautes fonctions. La France, a-t-il dit au septième centenaire de l'Université de Toulouse, a besoin de la prospérité de son industrie, de son commerce, de son agriculture :

« Elle en a besoin pour ne pas rester en arrière de l'évolution que la grande guerre a déterminée dans le monde entier et qui est en train de modifier profondément certaines de ses orientations et de ses habitudes et de changer un grand nombre de ses anciens aspects. Mais j'espère bien qu'en veillant à ne pas se laisser dépasser ni amoindrir, la France saura conserver, malgré les exigences de la marche rapide à laquelle il lui faudra se soumettre, ses qualités originales et brillantes, le goût parfait et sûr et le sens de la mesure qui l'ont toujours distinguée, en même temps que son attachement à un idéal élevé et cet esprit si fin et si délié qui se retrouve dans toutes les œuvres de ses enfants. »

De cela nous sommes sûrs, parce que notre Université saura en maintenir fortement les traditions.

PAUL HUNZIKER.

CE QUI SE PRÉPARE EN ALGER

« ... Cette Afrique latine, j'ai montré qu'elle n'était point un accident, un fait anormal et tout récent dû à la conquête française, mais qu'elle avait des racines profondes dans le passé. En d'autres termes, l'Afrique française d'aujourd'hui, c'est l'Afrique romaine qui continue à vivre, qui n'a jamais cessé de vivre, même aux époques les plus troubles et les plus barbares... Français, nous ne pouvons que nous réjouir qu'il en soit ainsi. En rentrant en Afrique, nous n'avons fait que récupérer une province perdue de la Latinité. »

Ces lignes éloquentes de M. Louis Bertrand, dans la préface des *Villes d'Or*, ont inspiré l'organisation des fêtes du Centenaire que l'Algérie s'apprête à commémorer. Elles ont tracé la conduite de ses ordonnateurs, fixé les directives générales auxquelles ils ont obéi.

Ainsi l'idée hardie, si profonde et si juste, formulée, défendue, voilà un quart de siècle, par l'auteur du *Sang des Races*, qui surprit alors par sa nouveauté, va-t-elle recevoir bientôt la plus éclatante des consécérations officielles. L'Arabe, l'intrus, l'envahisseur, n'a jamais apporté à l'Afrique du Nord que la misère, la ruine, la décomposition et la mort. Latins, descendants de ses premiers, de ses uniques civilisateurs, héritiers de leur effort, nous représentons la plus haute et la plus ancienne Afrique. Nous n'avons pas conquis, nous avons repris ce qui nous avait été arraché. « Partout où se dressent les faisceaux du Proconsul et les aigles des légions, nous sommes chez nous. »

« Il ne s'agit pas d'humilier des vaincus, nous disait récemment M. Gustave Mercier, le distingué commissaire général du Centenaire, il n'est pas question de commémorer un acte de violence, mais de montrer le résultat d'un siècle de labeur pacifique. » Il ajoutait : « Le Centenaire doit être un bilan. » Examinons le bilan.

« Alger, écrit, en juillet 1830, un chroniqueur anonyme du *Journal des Débats*, Alger est une ville triste, une terre rude. Des barbares, des soldats, des citadelles. Tout cela entouré de déserts où rugissent le lion, le chacal, la hyène, où se traine le serpent boa et, dans les plus riches maisons, des scorpions dont la piqure est mortelle. Puis, quand l'été est venu, des sauterelles, véritable plaie d'Égypte, qui se pressent intrépidement comme les armées de Gengis-Khan, qui dévorent jusqu'à l'écorce des arbres.

« Outre ces maux généraux parmi lesquels j'ai oublié les sables du désert et le *simoun*, espèce d'ouragan de terre, corruption, comme l'appelle l'Écriture, il n'y a que deux bonnes choses dans ce pays : l'opium, cette poésie des brutes, et l'essence de roses. »

Vision enchanteresse!... N'en déplaise au lyrisme un peu suranné de cette description, il serait peut-être téméraire d'affirmer qu'on rencontrât, même en 1830, des « serpents-boas » dans *Bab-el-Oued*. Ce qui, en revanche, apparaît certain, c'est l'état misérable où croupit alors la Régence.

Province nominale de l'empire turc, elle est en fait devenue le fief indépendant d'une poignée de janissaires et de pirates étrangers, de renégats, de hors-venus : *odjak* et *taïffe des reïss*, qui la mettent en coupe réglée. Pas d'administration. Une justice où les seules peines prononcées et sauvagement appliquées sont la bastonnade et le pal. Sous ce régime tout ensemble indolent et brutal, la Régence est bien la « Barbarie » de nos vieux auteurs. Une côte sans ports, un hinterland inculte, des plaines malsaines et semées de marais.

Dans ce pays déshérité, végète une population famélique, minée par la fièvre, les épidémies et les famines, ruinée par d'incessantes levées d'impôts, 800 000 misérables tout au plus. Rien n'existe de ce qui constitue une nation. Pour chemins,

des sentiers inextricables. L'aperçu publié en 1830, à l'usage du corps expéditionnaire, indique deux routes carrossables : la première d'Alger au Fort-l'Empereur; la seconde, de la ville au jardin du Dey, aujourd'hui l'hôpital Maillot. Une agriculture insignifiante, une industrie nulle, un commerce dont les importations sont quintuples des exportations : telles sont en raccourci les composantes économiques du pays avant notre arrivée. L'existence matérielle y languit, précaire et difficile, péniblement assurée par les bénéfices de la course, par les rançons des esclaves, par l'argent enlevé sur les navires arraisonnés : aubaines qui seules permettent de boucler un budget déficitaire, un budget qui se solde, en 1822, par des recettes de 2 362 000 francs contre 4 664 000 de dépenses.

Voilà ce que trouvent les troupes françaises débarquant sur la plage de Sidi-Ferruch. Aujourd'hui, après un labeur formidable, l'effort surhumain de cinq générations, après un siècle d'énergie, aujourd'hui que voyons-nous ?

Les chiffres, en pareille matière, sont plus éloquents que les mots. Ces chiffres, je les prends dans le dernier rapport adressé aux *Délégations financières* par M. Pierre Bordes, l'un des meilleurs parmi les bons gouverneurs généraux qu'ait connus l'Algérie. Une population de 6 065 000 habitants au recensement de 1926; un budget qui atteint 9 milliards; des plus-values de recettes estimées 188 millions; 4 200 kilomètres de voies ferrées; 5 000 kilomètres de routes nationales; le port d'Alger, où il entrait en 1829 moins d'un navire par semaine, — et quels navires ! — en recevant 4 500 en 1928, et dépassé par Oran. Le sous-sol algérien extrayant 2 millions de tonnes de fer, 50 000 de zinc, 8 millions de phosphate. Le sol, cultivé sur près de 4 millions d'hectares, donnant 23 millions de quintaux de céréales, 12 millions d'hectolitres de vin; ses côtes, 16 000 tonnes de poissons et 22 000 établissements industriels utilisant, transformant cette richesse.

Tels sont les résultats obtenus en cent ans par la France, ce pays « qui ne sait pas coloniser », par ce coq gaulois amoureux de sable à gratter, par cette patrie de Montesquieu, qui, tout grand esprit qu'il soit, ne craignait pas d'écrire : « L'effet ordinaire des colonies est d'affaiblir le pays d'où on les tire, sans peupler ceux où on les envoie. »

On pourrait s'enorgueillir à moins.



Les fêtes du Centenaire ne prétendent donc qu'être et seront seulement la glorification du génie colonisateur de la France. Nous voulons qu'en 1930, le monde entier sache bien et retienne aussi que si l'Algérie s'est unie à la Mère-Patrie, c'est sa volonté seule qui a consommé une légitime union. Aussi, la vice-présidence de la *Commission des fêtes*, pour mieux marquer ce caractère et souligner cette intention, a-t-elle été attribuée à un indigène, de formation et de culture françaises, avocat du barreau d'Alger, M. Sisbane.

C'est le 25 avril dernier, sur l'initiative de M. André Tardieu, que fut signé par le Président de la République, le décret portant création du Comité de propagande chargé d'étudier les moyens d'exécuter le programme arrêté déjà dans ses grandes lignes par M. Pierre Bordes, assisté du Conseil supérieur et des délégations financières de l'Algérie. Ce Comité, présidé par le ministre de l'Intérieur, a pour vice-présidents MM. Albert Lebrun, président du Comité de l'Afrique française, et Albert Sarraut, sénateur. Parmi ses membres, on relève les noms de MM. Hanotaux, de l'Académie française, Ed. de Warren, président du Comité Algérie-Tunisie, Messimy, Maurice Ordinaire, sénateurs, de Peyerimhof, le général Aubier, Robert-Raynaud, secrétaire général du Comité du Transsaharien, etc., etc.

Le secrétariat général confié au général Féraud, le Comité tenait sa première séance, le 5 juin, sous la présidence de M. André Tardieu, qui prononçait le discours d'ouverture : « Le Gouvernement vous ouvre le champ, disait-il, tracez-y les routes du progrès : il s'honorera de les sanctionner, dès lors qu'il les trouvera d'accord avec l'existence d'une France qui, métropolitaine ou coloniale, entend être et demeurer une et indivisible. »

Les vastes guérets ainsi ouverts à leur activité, force dévouements de tous genres indigènes et français, se sont consacrés à les ensemercer, — non, parfois, sans rencontrer en chemin des difficultés soudaines, voire des mauvaises volontés inattendues.

Tout d'abord, il fallait de l'argent, même beaucoup d'argent. Un premier budget de dépenses avait été établi sur cent

trente-quatre millions. De violentes protestations furent portées à la tribune de la Chambre. Les crédits furent rabattus à quatre-vingt-deux millions, sur lesquels la métropole en fournissait quarante (1).

Que va-t-on faire de ce Pactole ? Rassurons les esprits chagrins. A peine, si du fleuve symbolique, sera détourné un humble filet, cinq millions, pour les feux d'artifice, illuminations, joutes nautiques, galas et carrousels. Le reste doit aller à des entreprises utiles.

Sans doute, il était impossible de substituer le budget appauvri du Centenaire au budget général de l'Algérie, en ce qui concerne les grands travaux publics, les routes, les écoles, les adductions d'eau. Néanmoins, pour répondre aux vœux des indigènes et mieux affirmer cette solidarité réciproque dont il était parlé tout à l'heure, des sommes importantes sont prévues pour intensifier le développement de l'artisanat kabyle et berbère. Des métiers et des rouets en grand nombre doivent être achetés, pour assurer aux femmes des possibilités de travail à domicile et des moyens d'existence. Une école de tissage sera créée de toutes pièces à Tlemcen, une école de poterie à Tizi-Ouzou. Enfin, toujours dans le même ordre d'idées, le Conseil supérieur du Centenaire a décidé la fondation d'une cité de l'Assistance indigène à Alger, qui permettra de donner asile aux vieillards, aux infirmes, aux débiles et aux enfants.

Le Conseil supérieur s'est également préoccupé d'instituer des œuvres durables qui resteront comme un témoignage et devront perpétuer le souvenir d'une grande commémoration. D'où cette conception de musées, où les jeunes générations algériennes, écrit justement M. Gustave Mercier, dans son rapport général, « pourront s'imprégner des traditions de l'esprit français ; les voyageurs européens s'intéresser aux vestiges de notre passé, à l'histoire du pays, à son ethnographie ».

La construction de trois vastes musées s'achève donc à Alger, Oran et Constantine. Les deux premiers (architectes, MM. Régnier et Goujon), consacrés à l'art moderne et contemporain, local ou européen ; le dernier, plus spécialement historique et archéologique, où seront transportés et réunis, en

(1) Le budget du Centenaire reste fixé à cette somme, les compressions effectuées demeurent définitives.

moulages ou en originaux, quelques-uns des vestiges de la domination romaine : statues, autels, fûts de colonnes, stèles funéraires, chapiteaux, bas-reliefs, inscriptions dédicatoires, orgueil de la province orientale, l'*Africa vetus*.

Alger, en outre, possédera désormais deux grandes collections publiques d'histoire et d'ethnographie. L'une installée dans un ancien bâtiment de la Kasba, non loin de cette bibliothèque de la rue de l'État-Major, l'un des coins les plus pittoresques et les plus frais de la vieille ville, groupera trois sections : 1° *Souvenirs militaires de toute nature* ; 2° *Documents relatifs à l'œuvre de paix accomplie par l'armée d'Afrique* ; 3° *Souvenirs des grandes familles indigènes* (1).

L'autre, logée dans le cadre somptueux du Bardo, dominant le décor céruléen de la rade à la conque parfaite, réunira les magnifiques collections préhistoriques amassées depuis trente ans par M. Reygasse, professeur d'anthropologie à la Faculté, qui peuvent supporter la comparaison avec celles de Saint-Germain.

Dans un ordre d'idées différent, il n'importait pas moins de mettre en lumière les richesses économiques d'un grand pays et les progrès de sa production. Une exposition générale des produits algériens s'ouvrira donc à Oran, qui groupera, à côté des céréales et des fruits du littoral, ceux des Hauts-Plateaux et des cercles du sud ouverts aujourd'hui à tant d'initiatives, permettant d'apprécier la réussite obtenue par une jeune industrie grâce au labeur infatigable de ses associations agricoles. En regard, figureront tous les objets métropolitains, machines et outils divers, consommés ou employés en Algérie (2).

Enfin la commission du Centenaire s'est heureusement appliquée à doter de nouvelles ressources touristiques un pays dont la structure physique et l'architecture du sol sont les plus variées et souvent les plus inattendues qui soient. Ses efforts se sont principalement concentrés sur deux régions dont le contraste même est l'une des plus surprenantes caractéris-

(1) L'organisation en a été confiée à M. le colonel François, chef d'état-major du 49^e corps.

(2) A titre exceptionnel cependant, se développeront des manifestations régionales en divers centres plus spécialement adonnés à une culture dominante : fêtes de l'olivier à Tizi-Ouzou, du palmier à Biskra, de l'alfa à Djelfa.

tiques de l'Algérie : la Kabylie et son vertigineux Djurjura, le Sud et ses immensités désertiques.

Lorsqu'on se rend de Tizi-Ouzou à Bougie, par Fort-National et Michelet, on parcourt, jusqu'au pont jeté sur l'Oued-Arbalou, et même plus bas encore jusqu'à Tagmalt, cent dix kilomètres d'une route incomparable. Autour de soi, partout, surplombant l'impressionnante perspective des vallées opalines, à travers les cultures arbustives, caroubiers et figuiers, se bouscule la cohue des villages kabyles, nids d'aigles haut perchés ou carapaces de tortues chaperonnant le moindre ressaut du sol. Villages d'allure encore toute féodale, aujourd'hui pacifiques, mais longtemps redoutables, qu'on peut comparer aux repaires tourmentés et farouches de l'Atlas marocain, peuplés de purs Berbères, les vieux Numides, descendants sans métissage des sujets de Massinissa, de Syphax et de Jugurtha. Et vous faisant cortège, découpées sur l'azur brasillant au long de la voie charmeresse, des cimes déchiquetées et neigeuses : la pyramide de Lalla Khadidja et les deux pics de l'Akouker. Par malheur, franchi le col de Tirourda, avant la rude descente en lacets sur Beni-Mansour, le chemin des hauts sommets demeurerait inaccessible aux automobiles.

Désormais, une bonne route forée à grand mal dans le roc glacé, rejoignant Bogni et Bouira, conduira facilement les excursionnistes à travers la ligne de crêtes, leur procurant l'allégresse de visions inoubliables dans un massif encore presque ignoré.

Le sud constitue une autre attraction « mondiale », dont l'Algérie peut être fière. Nul autre pays sans doute au monde que l'Afrique du nord, n'offre en effet pareil contraste de solitudes désertiques, de désolation sablonneuse ou figée et de vie bourdonnante dans les oasis. Touggourt, Ouargla, El Goléa surtout, pur joyau d'émeraude, si délaissée en raison de son éloignement, In Salah même la silencieuse, capitale dépouillée du Tidikelt, vont renaître de leur abandon. Des pistes qui en rendront l'accès facile ont été aménagées sur les fonds du Centenaire, des circuits, des rallyes automobiles sont en cours d'organisation (1).

(1) *Grand prix saharien*, réservé aux constructeurs. Départ d'Oran le 4 février 1930, d'où les concurrents se rendront à Bou-Ktoub. C'est à partir de ce dernier point que commencera réellement la course. Celle-ci comprendra deux phases.

Désormais, le grand Sud entendra vrombir les moteurs, l'on verra rouler les voitures de tourisme jusqu'à Gao la mystérieuse.

Voilà pour l'utile, le durable, le permanent.

Les amoureux de joies plus éphémères auront aussi leur part. Feux d'artifice, illuminations, corsos, vegliones, batailles de fleurs, régates, galas vénitiens en rade, fêtes indigènes, éclatantes fantasias tumultueuses et diaprées : épinicies ou saturnales, il y en aura pour tous les goûts, pour toutes les admirations.

Les jeux militaires revêtiront un caractère grandiose. On y verra figurer, rigoureusement exacts, dans les défilés et les parades, les uniformes de toutes armes, guerre et marine, de 1830 à 1930. Grande revue d'ouverture, boulevard Carnot ou à l'hippodrome du Caroubier. Réédition de la revue, dans ce dernier emplacement, à l'arrivée du Président de la République. Autre fête, à l'hippodrome, en l'honneur des troupes indigènes. Fête encore pour célébrer la mémoire des soldats de l'armée d'Afrique : français et autochtones, tombés pour la défense du patrimoine commun. Fêtes toujours pour l'inauguration de la plaque commémorative de Sidi-Ferruch, pour le championnat du polo, celui du cheval d'armes de l'Afrique du Nord. Le tout, comme il sied, battant son plein pour la venue de M. Doumergue.

Le poste de T.S.F. nouvellement établi aux Eucalyptus, l'un des plus puissants de l'univers, dont les émissions sont quatre

La première se déroulera sur l'itinéraire Bou-Ktoub-Gao. A partir de Gao, les concurrents disposeront de quatre jours pour se rendre à Tessaoua près de Zinder, selon leur convenance. La seconde partie de la course comportera le parcours Tessaoua, In Gall, Guezzan, Tamanghasset, In Salah, El Goléa, Ouargla, Biskra, Bou-Saada. C'est en ce dernier centre que l'épreuve prendra fin, le point d'arrivée définitive étant néanmoins Alger et la date d'arrivée étant fixée au 18 février.

Rallye Saharien pour amateurs. Départs simultanés de Constantine et d'Alger. Les concurrents seront rassemblés par groupes de cinq voitures, autant que possible de la même marque, sous la conduite d'un officier du service des affaires indigènes.

Chaque groupement départemental se rendra à Reggan par un itinéraire différent : les Algérois par Ghardaia, El-Goléa, Timmimoun et Adrar ; les Constantinois par Touggourt, Ouargla, El-Goléa et Timmimoun. A partir de Reggan, l'itinéraire sera commun, à l'aller, jusqu'à Gao, par le Tanezrouft et, au retour, de Gao à Tamanghasset par Kidal et Tin-Zaouaten, puis de Tamanghasset à In-Salah par Iniker et les gorges d'Arak. A In-Salah, chaque groupement départemental empruntera de nouveau son itinéraire propre ; les Algérois prenant la piste El Goléa-Ghardaia-Djelfa ; les Constantinois reprenant le même itinéraire qu'à l'aller.

fois supérieures à celles de la Tour Eiffel, diffusera dans l'espace, le récit de toutes ces splendeurs.

Et les amateurs de souvenirs pourront emporter l'album, édité par le Commissariat général, préfacé par le maréchal Franchet d'Espèrey, enrichi de gravures en couleurs d'après les peintures du musée de l'armée, consacrant une œuvre documentaire qui restera et doit être exposée dans les collections historiques de France et d'Algérie.

Quoi donc encore?... On allait oublier les excursions archéologiques avec conférences, qui promèneront les visiteurs, savants, artistes ou simples curieux, à travers les beautés de la « Voie Royale » emmèneront leurs émerveillements vers Tipaza, cité des nécropoles, Lambèse, la ville des camps, Timgad, la cité des forums et des arcs de triomphe, Tébessa la byzantine et l'incomparable Djémila (1).

Nul doute qu'à l'annonce d'un tel programme, n'affluent, à Alger, le moment venu, les touristes du monde entier. Et c'est bien là qu'est le danger, le point noir, l'envers inquiétant d'une médaille infiniment séduisante.

Caveant consules... La capacité hôtelière d'Alger n'excède pas 2500 chambres; celle d'Oran et de Constantine, moins encore. Quel désordre et quelle confusion, quel ouragan de plaintes criardes et de colères justifiées, si, à l'instant des vacances de Pâques ou de la Pentecôte, la cohue des arrivants, vingt, trente mille peut-être, ne trouvait point à se giter!

De gros efforts ont été tentés par la municipalité d'Alger, afin de remédier à ce péril. Une organisation centrale de tourisme vient d'être créée à Paris, 30, boulevard des Capucines: on ne peut qu'inviter les aspirants-voyageurs à s'y renseigner prudemment avant le départ. Une Société a pris en charge la construction de trois cents bungalows au champ de manœuvres. D'autres projets se poursuivent ou sont en cours d'exécution.

Souhaitons qu'ils puissent aboutir pour qu'aucune ombre néfaste ne vienne obscurcir l'éclat d'un si glorieux rappel, pour

(1) Ajoutons, pour être complet, qu'une cantate à la gloire du Centenaire, dont on dit grand bien, due pour les paroles à M. Théaut, préfet honoraire, et pour la musique à M. Mariotte, directeur du Conservatoire de musique d'Orléans, mais dont l'inspiration première appartient à M. Armand, membre du Conseil supérieur, sera chantée en présence de M. Doumergue, dans la belle salle de conférences et d'auditions qui vient d'être édifiée, boulevard Laferrière,

le renom de la plus grande France, pour que demeure une
réalité la vision évoquée, en nobles vers parnassiens, par un
bon poète de là-bas, M. Alexis Truillot :

Sur le fronton du temple où ton regard se pose,
Ne cherche pas le nom du vieil imperator
Ni sur l'arc triomphal, où l'acanthé se tord,
L'image du Cæsar : Septime ou Théodose.

Dédicace menteuse en le cartel enclose :
Palais, thermes, tombeaux, le néant et la mort,
C'est tout ce qu'a légué, de son magique essor,
Rome, aux peuples vaincus asservis à sa cause.

Des siècles ont passé, de ténèbres, de sang !
La France, sur ce sol, étend son bras puissant,
Éduquant ses sujets, fidèle à son histoire

Elle a conquis les cœurs, les âmes tour à tour,
Bien mieux que sur le marbre éternisant sa gloire,
Par la paix, le travail, la justice et l'amour.

A. AUGUSTIN-THIERRY.

OCTAVE FEUILLET⁽¹⁾

Mesdames, Messieurs,

L'HIVER qui suivit la démobilisation, passant un jour de décembre sous les arcades de la rue de Rivoli, je fus arrêté par un menu rassemblement : un petit groupe, tête nue ou tête baissée, dans une attitude de respect, s'inclinait devant une vieille dame qui descendait de voiture et entrait à l'Hôtel Continental.

— Qui est-ce donc ? m'informai-je.

— L'Impératrice Eugénie...

Déjà elle avait passé sans que mon regard eût le temps de prendre son empreinte. Je n'ai retenu qu'une ombre noire, un peu voûtée, un visage diaphane et de la couleur de l'ivoire, une démarche lente et essoufflée.

J'avoue que sa rencontre me désola. Ne l'avais-je pas vue récemment à la Malmaison, mais combien différente ! au milieu de ses dames d'honneur, les épaules tombantes, un port de Diane, un éclat rayonnant ? C'était le tableau de Winterhalter. Quel rapport offrait-il avec cette revenante ?

L'Impératrice Eugénie devait mourir quelques mois plus tard, le 1^{er} juillet 1920, en Espagne où elle voyageait, à l'âge de quatre-vingt-quinze ans, intacte d'esprit, ayant survécu cinquante ans à la chute de l'Empire. Supposez Marie-Antoinette évadée de la Conciergerie et décédée en 1830. Tellement accablée par le destin qu'évidemment ce qui touche la plupart des

(1) Conférence prononcée, le 13 décembre 1929, pour les fêtes du Centenaire de la *Revue*, à l'Exposition des *Cent ans de vie française*, en l'hôtel Jean Charpentier.

êtres humains ne l'atteignait plus : l'influence des lieux, les images d'autrefois, ces mille riens auxquels nous nous attachons dans la vie ordinaire. L'Impératrice avait pu, sans en éprouver la moindre émotion, quand elle traversait Paris pour se rendre à sa résidence de Farnborough en Angleterre, ou au Cap-Martin sur la Côte d'Azur, habiter l'Hôtel Continental en face de ces Tuileries où elle avait connu les triomphes de la souveraineté et de la beauté, et d'où elle partit en fiacre, comme Louis-Philippe en 1848, pour s'aller cacher chez le dentiste américain Evans qui la devait conduire à Deauville et lui permettre de s'embarquer pour l'île de Wright. Presque tous les palais qu'elle avait habités avaient été incendiés : les Tuileries, Saint-Cloud, et même son pavillon de Biarritz. Elle survivait à tous les désastres, et spécialement à cette charmante cour de Compiègne où nous avons gardé l'habitude de la situer.

Quand le directeur de la *Revue* m'a demandé de relire pour vous Octave Feuillet, j'ai pensé tout d'abord à la rencontre de la rue de Rivoli. N'allais-je pas au-devant d'une désillusion, celle que l'on doit éprouver sur le chemin qui conduit à la demeure d'une femme que l'on a adorée trente ans auparavant et que l'on n'a point revue ? Qu'étaient devenues ces héroïnes de romans célèbres, si jeunes, si élégantes, si amoureuses, qui avaient enchanté ma jeunesse ? Dans quel état, mon Dieu, les retrouverais-je ? Avaient-elles vieilli comme leur plus illustre contemporaine, l'Impératrice ?

Vous qui êtes apparues sur nos imaginations adolescentes, parées de tant de finesse et de distinction, et de trop de beauté peut-être, en toilette de bal, dans une musique de fête et dans un parfum de fleurs de serre, ou de préférence encore à cheval et moulées dans vos costumes d'amazone, vous dont nous n'avions pas oublié les noms comparables à ces nomenclatures de roses si chères aux amateurs de jardins : fière Marguerite Laroque, seule bourgeoise égarée dans ce flot d'aristocratie, petite folle de M^{me} de La Palme, légère et douloureuse Cécile de Stèle, énigmatique Blanche de Chelles, tragique M^{me} de Talyas, criminelle Sabine de Vaudricourt, terrible Charlotte de Champvallon, et vous surtout, douce Aliette de Courteheuse, qui ne fûtes comprise et aimée véritablement que morte, vous sombre Julia de Trécœur qui voulûtes mettre la mort, — et quelle mort superbe sur les falaises ! — entre votre désir et l'inceste,

et vous deux, trop romanesque M^{me} de Tècle qui offrites vous-même votre fille en holocauste, comme une Iphigénie, sur l'autel de votre dieu, et vaillante Marie de Camors, si digne de retenir et garder le plus cruel, mais le plus humain des don Juan, et vous enfin, vous qu'il faut mettre à part dans ce trop brillant cortège, Sibylle de Férias, amoureuse d'une étoile des votre berceau, qui vouliez tout enfant chevaucher sur l'étang un cygne comme Lohengrin, et qui mourûtes dans votre robe blanche sans tache, victime d'un amour qui ne se pouvait contenter que de l'Éternité, pardonnez-moi, ô mes amies d'autrefois, si j'ai douté de vous ! Ce doute n'est-il pas encore un aveu ? Mais je ne voulais pas vous voir descendre de l'échelle céleste dont vous occupiez les degrés sans montrer vos jambes, tant vos robes étaient longues et dissimulaient savamment ce qui pouvait vous retenir à la terre !

C'est déjà, pour un romancier, une haute faveur du destin que d'avoir créé un type qui s'impose à la mémoire. On dit encore : une femme d'Octave Feuillet. Ou plutôt on ne le dit plus que pour regretter peut-être de ne pouvoir le dire. Car les temps ont marché. Je me souviens que, lors de mes dernières années de collège en Savoie, une jeune fille qui habitait un château du voisinage venait quelquefois à cheval dans ma ville natale. Sans doute avait-elle de beaux cheveux blonds et un visage délicat. Mais, surtout, nous la connaissions déjà. Selon qu'elle était sereine ou préoccupée, elle s'appelait Sibylle de Férias ou Julia de Trécœur. Elle portait ainsi plusieurs noms. Sans Feuillet, peut-être n'aurions-nous pas connu, ou connu plus médiocrement, le trouble délicieux dont elle nous agitait.

Dès lors était-il prudent, je vous le demande, de rouvrir ces pages de si longtemps fermées ? Vous ne me croiriez pas si je vous disais que j'ai retrouvé les émotions de ma seizième année. Il y a dans Feuillet, je me hâte de le reconnaître, toute une part qui nous apparaît conventionnelle et factice aujourd'hui. Les chevaux y sont tous de race et les cavaliers de qualité. Les femmes y sont toutes belles à miracle. Grandes, elles sont comparées à des déesses. Petites, elles ont les pieds menus d'une fée qui danse sur la bruyère. Leur front est d'une pureté lumineuse. Leur regard a des clartés d'émeraude ou de saphir. Leur démarche est aérienne comme celle de la duchesse de

Bourgogne célébrée par Saint-Simon. Quant à leurs toilettes, elles ont le plus souvent « cette élégance pure, tranquille et correcte qui peut apprendre aux gens qui l'ignorent ce que veut dire le mot distinction », un mot que l'on ne saurait plus oublier quand on a lu Octave Feuillet. Enfin elles ne peuvent mourir simplement : c'est en robe de bal, — une robe pâle avec des dentelles, — et recouverte d'une neige nouvelle spécialement blanche, que Cécile de Stèle consent à quitter non point ce monde, mais le monde, et Julia de Trécœur se précipite dans l'abîme sur un pur-sang. « On meurt comme on peut », m'assurait un paysan de chez moi. Je ne le crois plus depuis que j'ai rouvert Octave Feuillet : ses personnages meurent en beauté comme ils ont vécu. Ou plutôt ils ne meurent pas. Le temps peut faner les plus charmantes femmes, et jusqu'aux impératrices. Il consacre leurs images. N'êtes-vous pas allés, l'an dernier, rendre visite à l'Exposition du Second Empire qui avait été rassemblée à l'hôtel Sagan, rue Saint-Dominique, dans un abri paisible de l'ancien faubourg Saint-Germain, au bord d'un jardin silencieux ? Exposition du Second Empire, et il n'y avait là que vingt ou trente toiles de Winterhalter. La peinture de Winterhalter est très conventionnelle, bien polie, bien glacée, et c'était le temps où Delacroix donnait ses chefs-d'œuvre. Et pourtant, avec quelques visages, elle évoquait toute une époque. Le doit-elle au charme des modèles, ou à l'agrément et à la pureté du dessin ?

Quels jolis visages romanesques, celui de la duchesse de Morny, celui de la comtesse Édouard de Pourtalès aux yeux clairs, celui encore, le plus délicat à mon goût, de M^{lle} Furtado Heine à dix-neuf ans, la future princesse d'Essling ! Que ces bouches ont de grâce, ces yeux de mélancolie et de goût du plaisir ensemble, et que cette mode des épaules tombantes était donc aimable ! Mais peut-être une part de leur attrait leur vient-elle du passé et de la menace du malheur. On imagine, comme pour le temps de Marie-Antoinette, une fête, non plus à Trianon, mais à Compiègne, avec la menace de la Révolution. On tremble pour ces trop exquises créatures que l'on sent si fragiles. Il y a, dans l'admiration que nous avons pour elles, un peu de la peur qu'on éprouve devant des bibelots exposés à de trop rudes chocs.

Les portraits de femmes tracés par Octave Feuillet ont plus

de charme encore. Elles ont gardé leur jeunesse. Je lisais récemment un émouvant poème montagnard de M. Charles Gos, *Veronica*. C'est l'histoire de la jeune femme d'un guide qui meurt en montagne, tombé dans une crevasse de glacier. Mais les glaciers ne sont pas immobiles. Ils travaillent sourdement dans le silence. Après cinquante ans, voici que le glacier, descendu, rend le corps intact. Veronica est devenue une vieille paysanne qui a vécu uniquement dans la pensée du mort. Et quand elle se retrouve en face de lui, elle a honte de sa vétusté, car il a gardé, lui, toute sa jeunesse. L'art d'un Octave Feuillet est comparable à ce monde blanc qui maintient la beauté jusque dans le froid de la mort.

Lui aussi, comme Winterhalter, est à sa manière l'évoca-teur d'une société et le mainteneur d'une époque. L'historien du Second Empire et des premières années de la III^e République trouvera chez lui, et peut-être chez lui seul, ses documents pour l'étude de ce monde disparu. « Toutes différences de génie et de genre mises à part, a pu écrire M. Paul Bourget étudiant son œuvre, les romans de M. Feuillet sont, pour les salons contemporains, ce que les pièces de Racine étaient pour la cour de Louis XIV, ce que les *Liaisons dangereuses* furent pour les boudoirs de l'autre siècle. »

ET cependant toute la formation d'Octave Feuillet s'est faite, non à Paris, ni dans le monde de Paris, mais au fond de la Normandie. Il était né à Saint-Lô et il y resta, sauf des voyages, jusqu'à la quarantième année, retenu par le devoir filial.

Jacques Feuillet, le père du romancier, d'une ancienne famille de Torigny, pays voisin, était un homme assez étrange, de haute valeur intellectuelle, d'une santé ébranlée et d'une humeur difficile qu'un veuvage prématuré acheva de rendre maussade. Après avoir été avocat, il était entré dans l'administration pour devenir rapidement secrétaire général de la préfecture de la Manche. Il acheta alors un hôtel rue Torteron, dans la ville basse. Cet hôtel, un peu négligé, abrite aujourd'hui la Trésorerie générale. Là, Octave passa la plus grande partie de son enfance et de sa jeunesse. C'est un lieu très évocateur : une entrée avec un arceau de cloître, des pièces un peu tristes avant que les croisées n'en fussent agrandies, un

jardin mourant, bien abandonné, dont la pente aboutit à un sentier en ruban d'où la vue est belle sur la ville haute et Notre-Dame.

Là, Octave Feuillet fut à la fois heureux et malheureux. Son père, qui avait destiné aux finances Eugène, son frère aîné, le destinait, lui, à la diplomatie. Des succès éclatants au concours général, — il avait achevé ses études à Louis-le-Grand, — autorisaient à compter sur son avenir. Mais, déjà possédé de la vocation littéraire, il résista à son terrible père qui lui retira sa pension. Il publia des romans sous le pseudonyme de Désiré Hazard, il fit du théâtre avec Bocage, le neveu de l'acteur, et ne réussit pas. Comme Philippe de Boisvilliers, des *Amours de Philippe*, il revint au pays natal. Mais le sentiment filial l'y ramenait plus que l'insuccès. En effet, son père, malade, vieillissait dans la solitude: très las, il se consacra à lui jusqu'au jour où il le devait perdre.

Il ne s'y consacra pas seul. Car il amena dans la triste maison de la rue Torteron une claire, et intelligente, et vaillante jeune femme, Valérie Dubois, sa cousine, qu'il épousa le 23 mars 1831; elle avait dix-neuf ans, lui trente à peine. Elle habitait, jeune fille, une belle maison de la ville haute, sur les remparts, et une maison gaie où l'on faisait beaucoup de musique, où l'on recevait beaucoup de monde. Sa famille était légitimiste, et une vieille tante qu'elle avait bougonnait contre son projet de mariage, affirmant qu'elle ne pouvait épouser le fils d'un suppôt de Louis-Philippe. Car Jacques Feuillet appartenait au parti libéral, était lié avec Odilon Barrot et Guizot, et avait même dû, en qualité de secrétaire général de la préfecture de la Manche, assurer la garde du prince de Polignac, président du Conseil en 1830, qui, après la Révolution, avait été pris à Grandville où il tentait de s'embarquer pour Jersey, déguisé en domestique de la marquise Peltier de Saint-Fargeau: on l'avait même reconnu à ce qu'il mettait des gants blancs pour cirer les bottines de sa maîtresse. Déjà la politique divisait les familles, mais l'amour en triompha. Valérie admirait fort de son cousin la belle tournure, la distinction, la courtoisie.

Cependant elle n'entra pas sans quelque ennui dans la maison de la ville basse. Le vieillard ne rendait pas la vie agréable autour de lui. Quand la jeune femme avait par trop souffert de son humeur, elle montait par le jardin jusqu'au

sentier en ruban et de là adressait des signes à l'immeuble de la maison haute, et ses frères la venaient régaler d'une aubade. Octave supportait de son mieux cette vie retirée. De son mieux, évidemment, c'est-à-dire non sans plaintes et récriminations dont il faisait sa femme confidente, en sorte que celle-ci devait, après avoir bordé le beau-père, remonter le mari : « Comment veux-tu, lui disait-il dans un modeste cabinet de travail blanchi à la chaux avec des ouvertures parcimonieuses, que je rêve des élégants mondains dans cette chambre de bohème? Je sens que, pour me donner de l'inspiration, pour bien peindre mes héroïnes, il me faudrait vivre sous des tentures de satin. » Il écrivait alors les *Scènes et proverbes*, dont la Petite Scène a représenté ici même, excellemment interprété et décoré, le *Fruit défendu*, réputés injouable, mais rien n'est injouable pour un metteur en scène comme M. Xavier de Courville, et M^{me} Rivain est l'interprète rêvé de toute image de poésie classique. Lorsqu'on jouait l'un ou l'autre de ses proverbes à Paris, Octave Feuillet ne quittait Saint-Lô ni pour diriger les répétitions, ni pour assister aux premières. A distance, quel qu'un le remplaçait et c'était son frère aîné, Eugène, qui s'échappait du ministère des Finances pour surveiller acteurs et actrices et assurer le succès. J'ai publié dans la *Revue* cette correspondance amusante du frère aîné qui se chargeait avec un extrême plaisir de toutes les corvées de théâtre, y compris, si j'ose dire, les faveurs des actrices. Mais de temps à autre Octave et Valérie faisaient une fugue et couraient à Paris voir jouer leurs pièces ou même celles des autres. « S'en sont-ils donné, s'en donnent-ils! écrivait alors Eugène au vieux solitaire de la rue Torteron, et cela avec leurs mines perpétuellement fraîches et roses, Octave comme sa femme. Qu'il vienne donc me parler de sa mauvaise santé!... Figure-toi qu'ils n'ont encore passé qu'un jour sans aller au théâtre, et toujours gratuitement, sauf une ou deux fois. Ma foi, au bout de quelques jours, moi qui ne puis faire la grasse matinée, j'ai donné ma démission de cavalier servant... »

Jacques Feuillet rendit la liberté à son fils en 1838, car il mourut. Cependant Octave n'alla pas tout de suite s'installer à Paris. Il se contenta de se débarrasser du triste hôtel de la rue Torteron pour habiter, aux environs, un joli château. Une aimable société habitait alors Saint-Lô et les châteaux voisins.

On chassait à courre, on dansait, on jouait la comédie. Aujourd'hui, sur les chemins au sol gras, le passant d'un jour se contente d'imaginer, sans la découvrir, la silhouette de quelque belle amazone qui ressemblerait à Sibylle de Férias, à Julia de Trécœur ou à Charlotte de Champvallon.

Puis Octave Feuillet divisa sa vie entre Paris et sa chère province. Paris lui était devenu nécessaire, pour l'éducation de ses enfants, pour ses ouvrages même, pour ses relations. L'Empereur et la cour le retenaient : il était nommé bibliothécaire au palais de Fontainebleau. Mais il revenait avec les beaux jours en Normandie, chez lui cette fois : il avait acheté, tout près de Saint-Lô, une maison de campagne, les Palliers. Ce fut sa dernière installation. Il s'y plaisait. C'est une villa modeste qui donne sur un beau jardin. Elle est baignée de feuillages et de paix. Ne la trouvant pas encore assez silencieuse, il acheta de l'autre côté de la venelle Saint-Pierre qui longeait sa propriété, une chaumière dans un verger. Là il se réfugiait, seul, avec ses livres. Il appelait cette retraite « mon bocal ». Un vrai bocal, en effet, car on est déçu par son exigüité, par son apparence chétive et basse. Il s'y retirait avec délices. Le grand peintre de la vie mondaine avait besoin de solitude et surtout de silence. Le bruit lui faisait mal comme s'il en recevait des coups.

Là, il pleurait sur la mort de Julia de Trécœur ou de Sibylle de Férias, sur la chute de Cécile de Stèle ou la douleur de Marie de Camors comme si elles étaient venues auparavant lui confier leurs peines d'amour, et quand M^{me} Feuillet, désolée de le trouver dans cet état et prête à prendre part à son chagrin, l'interrogeait, il s'excusait en lui demandant avec douceur : « Tu n'en es pas jalouse au moins ? »

M^{me} Feuillet pouvait très bien s'en montrer jalouse. Une femme d'écrivain est plus qu'une autre exposée : au monde réel qui, d'habitude, suffit à tourmenter ses sœurs, elle doit ajouter, elle, tout un monde imaginaire, d'autant plus dangereux qu'elle n'y a pas accès et qu'elle doit se contenter, pour le connaître, de confidences que tôt ou tard elle partagera avec le public. Mais peut-être ce monde-ci, d'une emprise si profonde, la protège-t-il contre de plus réelles trahisons.

En 1862, Octave Feuillet fut élu à l'Académie française. Ce fut presque l'entrée du roman sous la Coupole. Dans son

discours de réception, il se qualifie lui-même de *simple faiseur de romans* et se félicite, avec une confusion qui n'est pas feinte, de voir en sa personne le roman élevé à la dignité d'un genre et reconnu enfin par la Compagnie dont il est appelé à faire partie. Balzac avait été oublié. L'élection de Feuillet fut la plus curieuse du monde, et la plus déconcertante, si toute élection académique ne se réservait le droit de l'être. Il s'était présenté au fauteuil de Scribe où il avait pour concurrents le poète Autran, Camille Doucet, Cuvillier-Fleury, Gérusez et un certain Mazères, auteur dramatique totalement inconnu aujourd'hui, qui eut jadis son heure de célébrité. Gaston Jollivet m'a raconté qu'il se souvenait d'avoir vu représenter, de ce Mazères, une pièce intitulée *le Jeune mari*, et il citait cette réplique du jeune mari qui avait épousé une veuve dont l'humeur se révélait acariâtre : « Ah ! soupire la femme, que je regrette mon premier mari ! — Pas tant que moi ! » répond le successeur.

L'élection avait été fixée au 8 février 1862. Vingt-huit académiciens y prirent part. La majorité était donc de quinze voix. Au premier tour, Autran en eut 8, Camille Doucet 7, Cuvillier-Fleury 6, Mazères 4, Feuillet 2 et Gérusez 1. Il y eut 13 tours de scrutin, un record, je crois. Au dernier tour, Octave Feuillet n'avait gardé aucun électeur. Et deux mois plus tard, le 3 avril, il était triomphalement élu, par 21 voix contre 10 à Camille Doucet. Quel bel exemple de revirement académique, et combien rassurant pour les candidats qui constatent, non sans mélancolie, la diminution du nombre de leurs voix ! Le jour même, le vainqueur écrit à sa femme : « Es-tu contente ? Il me semble que c'est joli et bien porté à notre âge, ma chérie. » Il avait quarante et un ans, elle trente. Le total, hélas ! fait à peine l'âge d'un candidat sérieux d'aujourd'hui.

Elle se plaisait plus que lui à Fontainebleau, à Compiègne ou à Paris. Il fut toujours partagé entre son goût du monde et son goût de la solitude. A vrai dire, on ne surprend guère dans son œuvre ses origines normandes. La nature, chez lui, est comme voilée. Il ne la décrit pas. Dans toute son œuvre, on ne compterait pas vingt pages descriptives. Il la traite à la manière classique, celle de M^{me} de La Fayette qui, pourtant, fait pleurer M. de Nemours dans l'allée de saules de *la Prin-*

cesse de Clèves, celle de M^{me} de Sévigné qui est le poète des feuilles changeantes, celle de Racine qui, dans *Bérénice*, lorsqu'il fait dire à Antiochus abandonné :

Dans l'Orient désert quel devint mon ennui !

devance le vers de Lamartine :

Un seul être vous manque et tout est dépeuplé.

* Mais le xviii^e siècle soumettait la nature à l'homme et ne lui prêtait notre humanité que pour en faire une amie, notre reflet, et non pour voir en elle, à la façon des poètes d'aujourd'hui, la souveraine fatale de nos sentiments et de nos volontés.

DONC, pas ou peu de décors chez Feuillel, et cependant, s'il emmène ou situe ses personnages en province, on respire aussitôt l'air de la Normandie. A quelques traits on la devine, on l'imagine, on la voit : des pâturages gras et verts où paissent de grands bœufs, des pommiers en fleurs, une ruine comme la tour d'Elven, le château de Trécœur, près de Torigny, avec sa large avenue de *vieux ormes* qui sont des hêtres en vérité, les sites sauvages de la Hague, les bois, les falaises et la mer qui brise.

Il sait bien l'influence apaisante des vieilles maisons et des allées où se sont posés nos pas d'enfant. Celui de ses héros qui, peut-être, lui ressemble dans son retour au pays natal, — jedis : peut-être, tant il a mis de scrupules à ne pas se révéler lui-même dans ses livres et à demeurer un écrivain objectif à la façon des maîtres d'autrefois, — Philippe de Boisvilliers, se sent tout repris et calmé, quand il rentre au château paternel, fatigué de la vie et désenchanté des passions, rien qu'à refaire les promenades anciennes, rien qu'à respirer le parfum de la terre, à écouter les bruits familiers de la maison. Il va s'asseoir, auprès de sa cousine Jeanne de la Roche-Ermel, qui deviendra sa femme et qui l'attendait depuis toujours, sur la mousse sèche d'une roche et là tous deux, quelque temps, demeurent en silence, « regardant les petites fumées bleues qui montaient çà et là au-dessus des toits de chaume, écoutant les bruits du soir qui s'élevaient par instants dans la sonorité profonde des campagnes, les aboiements lointains d'un chien de

garde, quelques mugissements sourds sortant du fond des prairies, un vague tintement de cloches, un chant d'oiseau attardé dans les taillis ».

La paix le visite. Jamais la nature ne nous la refuse. Elle nous la distribue avec ses conseils de patience et d'acceptation. Ainsi reçoit-elle Sibylle de Férias blessée à mort dans son amour intransigeant. Ainsi caresse-t-elle ces deux pauvres femmes enlacées, la mère et la fille, M^{me} de Tècle et M^{me} de Camors, presque aussi jeunes l'une que l'autre, presque aussi atteintes par la cruauté du même homme, presque aussi amoureuses : appuyées joue à joue, elles sont comme la double empreinte d'un même visage sur une seule médaille, l'un d'un relief délicat et précis, l'autre à demi effacé. « Elles étaient là toutes deux, dit leur poète, au milieu de leurs souvenirs les plus doux et les plus intimes : ce petit château, si longtemps désert, les bois négligés qui l'entouraient, la pièce d'eau mélancolique, la nymphe solitaire, tout cela avait été leur domaine particulier, le cadre favori de leurs rêveries communes, la légende de leur enfance, la poésie de leur jeunesse. C'est sans doute une grande tristesse que de revoir avec des yeux pleins de larmes, avec un cœur flétri et un front courbé sous les orages de la vie, les lieux familiers où l'on a connu le bonheur et la paix ; pourtant tous ces chers confidents de nos joies passées, de nos espérances trompées, de nos songes détruits, s'ils sont des témoins douloureux, sont aussi des amis. On les aime, et il nous semble qu'ils nous aiment. C'est ainsi que ces deux pauvres femmes, promenant à travers ces bois, ces eaux, ces solitudes, leurs incurables blessures, croyaient entendre des voix qui les plaignaient et respirer une sympathie qui les apaisait. »

C'est le ton de *la Princesse de Clèves*. L'auteur nous laisse le soin d'imaginer ces bois négligés, cette pièce d'eau mélancolique, et la nymphe solitaire. Il craindrait de rompre le charme par un trait plus précis. Cependant la campagne n'est pas seulement pour lui une retraite propice aux cœurs meurtris. Dans *les Amours de Philippe*, reprenant le vieux thème du retour de l'enfant prodigue, il s'est trouvé écrire le roman du déraciné qui reprend racine sur l'héritage paternel. Le veau gras qui paissait un herbage de Normandie sera immolé en l'honneur de Philippe de Boisvillers, découvrant l'utilité et la saveur de la vie provinciale.

OCTAVE Feuillet avait hérité d'une ancienne race cette délicatesse de cœur et d'esprit qui a besoin de plonger dans le passé pour y puiser toute sa grâce et tout son parfum, comme si la race était semblable à ces aloès en qui la sève monte lentement et qui ne fleurissent qu'une seule fois. Certes, il peut y avoir désaccord entre l'œuvre d'un artiste et sa vie et, s'il a gardé fermement la direction de ses pensées et de sa sensibilité dans son œuvre, tout en n'ayant pas la force ou le courage de s'y conformer, on ne peut que lui savoir gré de sauvegarder, dans cette rupture, la part qui, de lui-même, doit demeurer. Seule, une époque de désordre mental peut y voir une hypocrisie, comme s'il était indispensable d'ajouter la faiblesse du cerveau à celle du cœur ou des sens, et comme s'il fallait demander sa méthode intellectuelle à ses erreurs de conduite, sous peine d'insincérité. Mais rien n'est plus harmonieux que la confusion de l'homme avec l'écrivain. Tant de romans où l'honneur est pour ainsi dire le principal personnage, nous aimons avoir la certitude qu'ils furent écrits par un raffiné d'honneur. Ce que nous savons de la vie de Feuillet, qu'il ne nous a point livrée lui-même et qui nous est connue presque malgré lui, nous enchante. Loti, qui lui succéda à l'Académie, a pu la résumer d'une phrase : « Sa vie, toute d'honneur pur, de délicatesse rare, a coulé comme une belle eau limpide, jamais troublée, jamais effleurée, même d'une souillure de surface. » Non qu'elle n'ait rencontré la souffrance, l'incertitude et le doute. Quelle existence humaine en fut exempte ? Sa nervosité, révélée par mille récits, parfois plaisants, accuse une inquiétude intime dont il dut constamment pâtir. Une enfance triste en fut la lointaine cause. Il était sans cesse partagé entre le goût du monde et celui de la solitude, entre l'attrait de Paris et celui du pays natal. A la fin, il s'en fut même errer dans les hôtels cosmopolites, comme ceux qui n'ont plus de foyer, tant la moindre contrariété stérilisait son travail. L'éloignement, comme il en est dans l'amour, attisait son désir. Il fuyait le bruit de maison en maison, d'installation en installation. Il excellait à se tourmenter et ne trouvait de repos ni en lui-même ni dans son œuvre dont la gestation lui était cruelle. Mais quand l'honneur était en jeu, cet indécis n'avait plus d'hésitation. Il choisissait la voie la plus difficile, sûr de ne point s'égarer.

Ainsi, déjà âgé et malade, quand les Allemands, en 1870, s'avancèrent vers la Normandie, il expédia sa femme et ses enfants à Jersey et trouva sa joie intérieure à prendre du service. Il avait prophétisé l'orage. Il avait prévu la chute de l'Empire. Ses lettres à l'Empereur qui le traitait en ami en font foi. Son pessimisme naturel aggravait les déductions de son esprit. Et cependant, quand, après la prolongation d'une lutte sur laquelle il n'eut jamais d'illusion, la France se décide à demander la paix, il reprend confiance dans l'avenir, pourquoi ? parce que l'honneur est sauf : « Si nous avons pu lutter quatre mois, écrit-il à sa femme, contre la plus formidable puissance militaire qui ait jamais été, et soutenir cette lutte avec des défaites, des recrues de la veille, des soldats improvisés, toutes nos armées prisonnières, toutes nos armes aux mains de l'ennemi, nos places fortes détruites, quelle idée cela ne donne-t-il pas de la vitalité héroïque de la nation ? Que ne doit-on pas en attendre et en redouter, le jour où elle aura le temps d'organiser ses légions, sorties du sol à la minute et qui, sans expérience, sans instruction, mal armées, mal équipées, à peine nourries, ont presque réduit aux abois un million des meilleurs soldats du monde ? Cela console. Rien n'est perdu quand l'honneur est intact, et le nôtre le sera. Nous pourrions donc vivre après tant de malheurs, non sans douleur, mais sans honte. Nous serons toujours la grande nation avec ce je ne sais quoi d'achevé, dit Bossuet, que le malheur ajoute à la gloire. »

La nation avait touché le fond de l'abîme et, d'un grand élan, remontait à la surface. Dans le désastre, Octave Feuillet n'avait point songé à l'Empire dont il était l'écrivain favori, mais à la France. Il avait mesuré ses forces dans la défaite même et repris confiance en elle. Notre victoire actuelle ne l'eût point étonné. C'est la marque des esprits solides de garder leur clairvoyance jusque dans les événements contraires.

La paix faite, il se trouva libre de montrer sa fidélité à ses souverains en exil. Il fit le voyage d'Angleterre pour rendre visite à l'Empereur et à l'Impératrice dont se détournèrent alors avec allégresse tant d'anciens courtisans. Et quand le gouvernement de M. Thiers lui voulut rendre la charge de bibliothécaire à Fontainebleau qu'il tenait de Napoléon III, malgré les instances les plus flatteuses et les plus répétées, il

refusa, estimant plus digne de lui de ne pas reprendre un poste auquel il attachait un souvenir de reconnaissance.

Avec lui, la Normandie continue donc d'être la terre de Malherbe et de Corneille qui, de leur forte empreinte, ont marqué, dans les lettres françaises, le sens de l'honneur.

Balzac s'enorgueillissait d'être plus un historien qu'un romancier. Par le fait que le romancier situe ses personnages dans le temps, il fait œuvre d'historien. Ils sont de peu de poids, les romanciers qui n'ont pas su transposer dans leurs ouvrages quelque reflet durable de ce temps passager. Feuille, qui se savait, lui aussi, historien et qui appelait Walter Scott son meilleur ami, avait choisi la matière la plus délicate et la plus fuyante, en se spécialisant dans l'observation du monde. Car le monde change comme la mode. Il n'est plus l'aristocratie; il était limité quand il était la Cour : ses limites, de plus en plus incertaines, semblent se perdre, et pourtant elles existent.

Qu'y a-t-il derrière sa brillante façade ? Il ne suffit pas à son historien d'avoir su prendre le ton qui convient à la représenter et de ne s'en être jamais départi. « Il faut aimer la vérité, écrit Feuille dans *Camors*, la voiler, mais ne pas l'énervier... »

Ces hommes et ces femmes du monde qui passent pour des privilégiés, à l'abri du besoin et du travail quotidien, qui, favorisés de toutes les caresses de la vie, connaissent la joie de pouvoir s'épanouir librement, sont en réalité leurs propres captifs. L'ouvrier qui va à son usine, le paysan qui laboure son champ, peuvent, le soir venu, essuyer leur sueur et goûter un peu de paix. Eux qui, la plupart du temps, vont en journée la nuit, pour employer l'expression dont Balzac se servait pour les courtisanes, ne goûteront point de paix. Ils sont en continuel état de guerre, et ils cherchent des proies. Ces êtres de luxe sont aussi près de l'animalité que les hommes des âges primitifs. L'argent et le plaisir les mènent, comme autrefois le désir et la faim.

Octave Feuille, s'il a négligé la question d'argent que devaient reprendre ses successeurs dans la chronique du monde, un Paul Bourget dans *Mensonges* et dans *Un drame dans le monde*, un Paul Hervieu dans *l'Armature*, un Hermant dans *Courpière*, a traité hardiment celle de la recherche du plaisir.

Son romanesque charmant recouvre le sombre drame des appétits. Il n'a rien dissimulé de l'éternelle poursuite amoureuse qui s'exerce à l'abri des conventions du monde et qui offre un singulier contraste entre la plus exquise politesse apparente et la pire brutalité des convoitises. A cette puissance du désir quels obstacles s'opposeraient? « L'honneur humain, dit-il dans *Dalila*, peut suffire à la rigueur contre les passions d'un homme... contre celles d'une femme il n'y a que Dieu. Toute femme qui n'est pas à Dieu est à Vénus. » Et sans doute un tel jugement est-il trop sommaire. Il y a le plus souvent de la distance entre nos idées et leurs conséquences, même les plus logiques. Sera-t-il mieux inspiré quand il fera écrire à la clairvoyante Charlotte du *Journal d'une femme* : « Dans mille occasions de ma vie, j'ai reconnu qu'il ne dépendait pas de nous d'éprouver ou de n'éprouver pas de sentiments coupables, mais qu'il dépendait toujours de nous de ne pas les traduire en actes... » Toujours? qu'elle le demande à Cécile de Stèle, son amie : il peut suffire « d'une simple occasion pour que la mauvaise action précède la pensée ». Mais le romancier a bien vu que la femme, plus exaltée, plus absolue, a besoin de chercher un appui hors d'elle. Si ce n'est pas son mari, où le découvrir? Il nous montre comme elle se plie avec plus de facilité que l'homme au mal comme au bien : « Les femmes, qui poussent très loin leurs vices comme leurs vertus, écrit-il dans les *Amours de Philippe*, sont à l'aise dans la perfidie comme le serpent dans les broussailles, et elles s'y meuvent avec une souplesse tranquille que l'homme n'atteint jamais. »

Ainsi nous a-t-il donné en littérature quelques beaux monstres féminins qui n'ont guère été surpassés par les héroïnes de nos romans les plus modernes et les plus osés, — mais la mesure, la divine mesure a toujours donné le change sur la véritable force et nous continuons à prendre les cris pour de l'éloquence et la parade de foire pour de la musique, — une Julia de Trécœur, pauvre petite Phèdre des grèves de Normandie, une marquise de Champvallou, prête à marcher sur les cœurs et même à les percer pour mieux établir sa royauté mondaine en complicité avec le roi Camors, une M^{me} de Talyas qui essaie de tuer sa rivale, une Sabine de Vaudricourt qui tue délibérément la sienne, en accord avec ses principes matérialistes dont elle ose faire remonter les conséquences à l'ensei-

gnement de son professeur, devançant, mais sans l'analyse rigoureuse du *Disciple*, Robert Greslou instituant le procès en responsabilité de son maître Adrien Sixte.

« M. Feuillet, disait Sainte-Beuve, excelle à écrire les journaux de femmes et de jeunes filles. On dirait qu'il l'a été. » Mais alors M. Feuillet se fût rendu coupable des plus grands crimes. Il se contenta, en vérité, d'observer autour de lui l'audace des belles pécheresses de la Cour que nuls scrupules ne retenaient plus. Celles-là, il les vit tout entières attachées à leur proie. Mais il rencontra d'autres femmes chez qui il se complut à découvrir des trésors de délicatesse et de noblesse intimes : une Aliette de Courteheuse, une duchesse Blanche de Sauve, une M^{me} de Tècle, une Sibylle de Férias. Cette touchante Sibylle veut un amour impérissable et ne croit pouvoir le trouver que sanctifié par la foi religieuse. « Ne savez-vous pas vous-même, dit-elle à son fiancé dans la scène qui précède sa mort, ce que deviennent en ce monde les sentiments les plus ardents et les plus vrais, quand ils ne s'appuient pas sur Dieu, quand ils ne se purifient pas, quand ils ne s'éternisent pas en lui?... Vous aimez ma jeunesse qui demain ne sera plus, mais ce qui sera toujours, mon âme, comment l'aimeriez-vous? Vous n'y croyez pas. Un jour, j'aurais aimé seule... et plutôt que d'affronter cette horrible douleur, j'ai voué ma vie à la solitude, à l'abandon, aux regrets, préférant briser mon cœur de ma main, que de le sentir jamais brisé par la vôtre... »

Pauvre enfant qui n'admet pas la précarité des amours humaines et voit bien où leur découvrir un parfum d'éternité, fait-elle autre chose que paraphraser deux des plus beaux vers d'amour de la littérature française :

Tu m'appelais ta vie, appelle-moi ton âme,

Car l'âme est immortelle, et la vie est un jour ?

Dans les conflits qui mettent aux prises les hommes et les femmes dans le monde, Octave Feuillet se fait, sans le déclarer, le champion de la femme, de la *dame* comme on eût dit au temps de la chevalerie. L'homme est, à ses yeux, le grand coupable. Il ne se donne pas la peine d'attirer à lui, d'offrir une part dans sa vie profonde à celle qui ne demande qu'à l'aimer, et qu'à n'aimer que lui.

Mais le plus souvent, dans un milieu de luxe et d'oisiveté,

l'homme se détache bientôt de son foyer et de sa compagne. Il reprendra au bout de peu de temps sa chasse à peine ininterrompue. Sera-ce la religion de l'honneur, la seule qu'il pratique, qui le garantira contre les suites de ses entreprises de séduction ? Dans sa jeunesse et dans sa vieillesse, — car il est à remarquer que l'on revient souvent sur le tard à ses premières façons de sentir et de juger, — Octave Feuillet a raffiné sur le point d'honneur : ce ne sont qu'amoureux se précipitant par la fenêtre pour sauver l'honneur (*le Roman d'un jeune homme pauvre*), ou se tuant par honneur (*la Veuve, Honneur d'artiste*). Ces exagérations nous sont à bon droit suspectes. Qu'elles ne nous privent pas du moins d'aimer et d'admirer *Sibylle, Julia de Trécœur* et surtout peut-être *M. de Camors*, un des livres les plus vigoureux de son temps, de notre temps et de tous les temps et qui créait un type nouveau dans la série déjà longue des don Juan. Camors, dans le désert de ses convictions morales, s'est, lui aussi, rattaché à l'unique religion de l'honneur. « Je me figure, lui dit sa femme avant qu'elle se soit penchée sur l'abîme profond de ce cœur d'homme et qu'elle en ait eu le vertige, que l'honneur séparé de la morale n'est pas grand chose et que la morale séparée de la religion n'est rien. Tout cela forme une chaîne : l'honneur pend au dernier anneau comme une fleur ; mais si la chaîne est rompue, la fleur tombe avec le reste. » Et la fleur tombe en effet. *Camors*, comme l'a dit M. Paul Bourget, « c'est le hardi tableau de la chute d'un honneur d'homme ». Il s'en dégage une sorte d'amertume, de désenchantement, un âcre goût de cendre, à peine atténué par la douceur de ces deux sacrifiées, M^{me} de Tècle et Marie de Camors.

ME voici revenu à mon point de départ : les femmes d'Octave Feuillet. Ce sont elles qui veillent sur sa mémoire comme des victoires de marbre blanc. Nous lui devons une grande gratitude pour les avoir animées. Dans ses *Cahiers*, si riches d'analyse, Maurice Barrès nous divulgue l'influence d'un romancier, Walter Scott, sur la formation de sa sensibilité : « J'ai pour ouverture à toute la part divine de ma vie, note-t-il, une lecture que me fit ma mère interminablement de *Richard Cœur de Lion en Palestine*, une fois que j'avais eu la fièvre muqueuse. A cette minute, mon imagination s'empare de

quelques figures ravissantes qui ne doivent jamais plus me quitter, les jeunes femmes qui sont des anges, l'Orient, allaient dormir au fond de mon esprit avec l'harmonie de la voix de ma jeune maman pour se réveiller à l'heure de mon adolescence. » Plus loin il y revient encore : « Walter Scott, dit-il, m'a donné cette charmante idée fausse que j'ai toujours eue des femmes, me les représentant comme des créatures idéales qui n'ont aucune de nos passions matérielles. C'est ma musique à moi. »

Heureuse musique que seuls de grands artistes nous font entendre ! Je plains ceux qui n'ont pas rencontré dans leurs lectures une Edith Plantagenet avec son grand voile transparent tombant sur ses formes élégantes comme l'ombre d'une nuit d'été. La chevalerie avait imaginé la dame qu'ont chantée les poètes. Qu'elle demeure une princesse lointaine ou que, rapprochée, elle révèle les plus coupables perfidies ou les plus purs dévouements, elle ne peut se passer de poésie sans que le monde perde sa couleur et son charme. Cette poésie, la gloire d'un Octave Feuillet est de l'avoir maintenue. Il faut souhaiter que nos romanciers d'aujourd'hui la maintiennent encore, sur un autre mode. N'y a-t-il pas aussi du lyrisme dans la transmission de la voix aimée à distance, dans ces courses de chars plus rapides que des chevaux pour nous porter à l'amour ou à la mort, dans ces ondes qui passent d'un monde à l'autre, chargées des fortunes ou des infortunes privées avec les fortunes et les infortunes publiques, dans cette trépidation où s'entend mieux battre le pouls du temps ? Car il n'y a pas de roman durable sans la révélation de cette poésie latente que la plupart des hommes ne savent pas découvrir et que les artistes, plus clairvoyants, ont pour mission de transposer et de répandre...

HENRY BORDEAUX.

REVUE MUSICALE

LES CONCERTS DU CENTENAIRE

S'il est vrai, comme l'a dit aimablement un de nos confrères étrangers, et non le moindre, M. Ugo Ojetti, que la *Revue* en cent ans ait bien mérité de la musique, la musique vient de mettre à l'en remercier tout son zèle, tout son talent, tous ses talents même, et tout son cœur. Musique de concert ou de chambre, musique de danse et de table, musique militaire, pas une forme de la musique, ou de ce qu'on nommait autrefois la « lyrique chorale », ne manqua.

Le programme de la soirée donnée au ministère des Affaires étrangères avait réservé naturellement une place à des talents étrangers et amis : à la danse purement classique de M^{lle} Lisa Duncan, à la danse très moderne de M^{lle} June Roberts, aux ébats fraternels des Fratellini, les bien nommés. A les regarder, à les entendre, un musicien ne pouvait oublier qu'autrefois des artistes de leur pays, les « Bouffons », comme on les appela longtemps, apportèrent chez nous ce petit chef-d'œuvre italien, la *Serva padrona*, d'où naquit l'opéra-comique français.

Mais pour nos hôtes étrangers, quai d'Orsay d'abord, ensuite à l'Hôtel de Ville, — où M. Henri Busser, compositeur et chef d'orchestre se fit applaudir, — l'esprit de la France et de Paris même se mit en frais. En des chansons « de gestes », ou avec gestes, et tout juste assez légères, M^{lle} Marie Dubas fit applaudir, fût-ce par les mères de famille, une verve gamine, volontiers gaillarde, du plus haut goût et malgré cela du meilleur. La voix enchanteresse de M. André Baugé « se maria », — c'est ainsi qu'on parlait jadis, — à celle d'une artiste qui porte, avec une grâce spirituelle, un nom célèbre dans l'histoire musicale de notre pays, M^{lle} Edmée Favart. M^{lles} Camille Bos et Lorcía, MM. Ricaux et Peretti dansèrent à l'ancienne mode, celle de 1830, qui valait bien la nouvelle. La *Revue*

avait alors un an. Le programme de ce soir-là portait aussi l'ouverture du *Calife de Bagdad*, de Boieldieu, et non pas, comme il arriva, dit-on, naguère à l'Opéra-Comique, du *Canif de Balzac*. Il est vrai que dans une soirée en l'honneur de la *Revue* l'erreur eût été plus excusable.

Un groupe d'artistes de l'Opéra : M^{lle} Denya, MM. Rambaud, Huberty et Grommen, chantèrent à la française de la musique française : des fragments du *Marouf*, de M. Henri Rabaud. Un illustre collaborateur de la *Revue*, — il n'était autre qu'Henri Heine, — écrivait jadis à propos de l'un de nos vieux opéras-comiques : c'était, croyons-nous, le *Déserteur* : « Voilà de la vraie musique française. La grâce la plus sereine, une douceur ingénue, une fraîcheur semblable au parfum des bois, un naturel vrai, vérité et nature, et même de la poésie. Oui, cette dernière n'est pas absente; mais c'est une poésie sans le frisson de l'infini, sans charme mystérieux, sans amertume, sans ironie, sans *morbidezza*, je dirais presque une poésie jouissant d'une bonne santé. » Moins ingénue, plus raffinée, mais aussi fraîche, aussi vraie et naturelle à la fois, aussi poétique, avec un peu de mystère en plus, telle est encore aujourd'hui notre musique nationale quand elle a pour auteur M. Henri Rabaud.

Il n'est pas jusqu'aux modestes emplois qui ne furent tenus avec autant de talent que de zèle. C'est un art difficile que d'« accompagner » au piano. M^{lles} Flora Thomas et Suzanne Nivard, MM. Maurice Servais, Carcel et Becker, sont assez artistes pour en connaître les difficultés et pour que le public ne les soupçonne même pas.

Le dimanche de la solennité finale, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, devant M. le Président de la République et toujours en l'honneur de la *Revue*, on fit « donner la garde ». Ce nom, même en musique, est resté glorieux. Parmi les orchestres de nos régiments, il en est de plus ou moins réputés. Mais « la garde » est l'orchestre par excellence, quelque chose comme la « Société des concerts » de l'armée. On dut retrancher de son programme les *Scènes alsaciennes* de Massenet. C'est dommage. Avant la guerre on ne les écoutait pas sans mélancolie. Depuis la victoire elles nous émeuvent encore davantage, mais de joie.

Ainsi la musique nous offrit des fêtes officielles, des galas. Mais les amis de la *Revue* lui durent également de plus intimes et non moins vifs plaisirs. Deux matinées furent données dans la galerie Charpentier, gracieusement devenue un véritable musée de notre

Revue. Aucun « milieu » ne pouvait être mieux choisi pour écouter, en les voyant, un Musset, un Lamartine, celui de *Venise* et celui du *Vallon*, chantés par M^{me} Luart et M. Roger Bourdin sur la musique de Gounod. On ne dira plus seulement « la charmante M^{me} Luart », depuis que dans une mélodie de Gounod, *Aimons-nous*, qui pourrait être aussi bien de Schumann, elle a mis tant d'éclat et d'ardeur. M^{me} Sibille ne se croyait qu'une cantatrice de théâtre et non de concert. Elle a dû revenir de son erreur après avoir chanté *l'Absence*, de Berlioz, et *le Pays où se fait la guerre*, de Duparc, sans chercher et trouver l'accent pathétique ailleurs que dans la musique pure. « Les plus désespérés sont les chants les plus beaux. » Sur les quatre mélodies qui forment l'un des suprêmes chefs-d'œuvre de Fauré, *l'Horizon chimérique*, deux sont de ces chants-là. Avec une grandeur, une puissance qu'on attendait de lui, car on en peut tout attendre, M. Roger Bourdin leur a donné l'âpre et poignante beauté du désespoir. Que dire enfin de M. Fugère, que depuis un demi-siècle, et même davantage, on ne se plaise à redire? Et quel charme il semble éprouver lui-même, encore, toujours, à nous charmer! Il n'a qu'à paraître, à sourire, et déjà tout en lui respire, inspire la joie, cette *gioia bella* que Mozart, le Mozart de Papageno, a tant aimée et qui ne rencontra jamais plus joyeux et plus réjouissant interprète. Doyen de nos artistes lyriques, M. Fugère a vingt ans à peine de moins que la *Revue*. A leur âge, qu'est-ce que vingt ans? Aussi n'est-il pas un hommage qu'elle ait reçu plus volontiers que celui de son toujours jeune, illustre et mélodieux contemporain.

S'il est un musicien que la *Revue* centenaire ne pouvait oublier, c'est Frédéric Chopin. George Sand appartient à la *Revue*, Chopin appartient à George Sand. Par conséquent, Chopin est des nôtres. Dans la galerie Charpentier, les deux portraits, également admirables, du grand musicien et de la grande romancière sont placés à peu de distance l'un de l'autre. Dans la vie, les deux modèles furent plus rapprochés encore. On connaît les vers de Musset :

Vous saurez tout et je vais vous conter
Le mal que peut faire une femme.

Le musicien avait souffert le même mal que le poète, et de la même femme. Il l'a conté peut-être lui aussi, mais à sa manière. La musique fut moins cruelle et plus discrète que la poésie.

Une heure de Chopin et sous les yeux, les yeux sombres et funestes de George Sand, c'est le don que nous fit M. Robert Casa

desus. Pour le maître et pour le serviteur, l'heure fut triomphale. De tous nos jeunes pianistes aujourd'hui, voilà le premier. Rien ne lui manque, ni ce que la nature donne, ni ce que peuvent ajouter à ses dons l'étude, la réflexion et la volonté. Robert Casadesus est aussi de ceux dont nous parlions à propos du regretté Risler et d'après Grillparzer, de ceux qui ne jouent pas seulement Bach, Mozart et Beethoven, mais le Bon Dieu; par où le poète-musicien d'Autriche entendait la musique en soi, l'esprit même de la musique.

Vieille et contant l'histoire de sa vie, après avoir nommé quelques-uns de ceux qu'elle avait aimés, George Sand écrivait : « Il est une autre âme, non moins belle et non moins pure en son essence, non moins malade et troublée en ce monde, que je retrouve avec autant de placidité dans mes entretiens avec les morts et dans mon attente de ce monde meilleur où nous devons nous reconnaître tous au rayon d'une lumière plus vive et plus divine que celle de la terre. Je parle de Frédéric Chopin. »

Malade et troublée il est vrai, mais belle et pure aussi, telle, sous les doigts de M. Casadesus, l'âme de Chopin a chanté. Derrière l'imagination et la fantaisie nous sont apparues des beautés plus fermes, plus profondes, et des raisons d'admirer que la raison peut connaître aussi bien que le cœur. Gounod prenait volontiers pour devise : « Jamais de bornes, mais toujours des bases. » Ce n'est pas le moindre mérite de M. Casadesus d'avoir reconnu des bases dans la musique de Chopin et de s'y être appuyé. Mais son interprétation magnifique eut d'autres vertus encore : la technique, le sentiment et la pensée, la délicatesse et la grandeur innombrables et les jeux des sons, changeants comme la lumière, ou pétris et caressés tour à tour comme la cire entre les mains puissantes ou douces d'un sculpteur.

Au nom de la *Revue* remercions une dernière fois les musiciens nos amis et la musique elle-même. Aussi bien, pendant un siècle, elle fut toujours honorée, aimée en notre maison. Que si notre amour s'est trompé quelquefois, c'est que le plus bel amour même est faillible. Le nôtre fut du moins sincère et fidèle. Personne, parlant ici de la musique, n'a commis contre elle, contre son esprit, le péché dont il est dit que seul il ne sera jamais pardonné.

CAMILLE BELLAIGUE.

NOS REPRÉSENTATIONS DE THÉÂTRE

LES PRÉCIEUSES DE GENÈVE. — RÉCITATIONS POÉTIQUES

Les représentations de théâtre organisées par la *Revue* en l'hôtel Jean Charpentier et inaugurées avec tant de succès par la Petite Scène, se sont continuées, du 16 au 20 décembre, par un spectacle d'une rare qualité, fête exquise de l'esprit dont tous ceux qui ont eu la bonne fortune d'y assister garderont un souvenir ineffaçable. On sait qu'au moment où une mort prématurée vint le surprendre, Robert de Flers travaillait avec M. Francis de Croisset à une nouvelle pièce dont l'idée le ravissait. Dans le cadre d'actualité que lui fournissait la Société des nations, il se proposait de situer moins la satire de cette institution elle-même, que l'éternelle comédie des vanités. M. Francis de Croisset, dans une délicate causerie où perçait tant d'émotion ! nous a dit avec quelle allégresse, quelle juvénile bonne humeur Robert de Flers voyait s'avancer une œuvre qu'il ne devait pas achever. Seul le premier acte fut terminé : on devine ce qu'eût été la pièce si brillamment engagée...

La marquise de Flers, qui s'est toujours refusée à laisser jouer cette dernière œuvre de son mari, a bien voulu se départir de sa sévérité en faveur de la *Revue*, où les *Précieuses de Genève* ont paru pour la première fois. Nous lui en exprimons notre respectueuse reconnaissance. Grâce à elle, la célébration de notre Centenaire aura eu sa plus charmante et sa plus brillante parure.

Une difficulté se présentait qui, au premier abord, semblait insurmontable. A une telle pièce on ne pouvait donner qu'une interprétation digne d'elle : je veux dire celle même que les auteurs

avaient dès le début envisagée. M. Victor Boucher a résolu le problème avec élégance et cet air de n'y pas toucher qui lui est familier. Il y a été aidé par la bonne volonté et la bonne grâce de tous ses camarades. Tous ils ont voulu jouer *pour le plaisir*, pour témoigner de leur fidélité à la mémoire de celui qui les a si souvent menés au succès. Ce fut un joli geste, où ces artistes de beaucoup de talent ont mis beaucoup de cœur.

Ainsi s'est trouvée réunie une troupe incomparable. M. Victor Boucher tenait le rôle de Marcel de la Vieuville, diplomate. Il en a fait un type achevé de suffisante insuffisance et de creuse vanité. Il faut l'avoir entendu expliquer comment on devient ambassadeur : il faut l'avoir entendu répéter la formule administrative et solennelle : « Je vais m'en occuper. » On n'imagine pas plus de finesse dans le naturel et d'ironie dans l'ingénuité souriante. La baronne Grégoire, ce fut M^{me} Jeanne Cheirel et c'est tout dire. Elle campe, au centre de la pièce, un type grandiose d'importance brouillonne, d'agitation dans le vide et quand même de sympathique rondeur. A côté d'elle, l'excellent André Lefaur (le baron Grégoire) s'épanouit dans une placidité magnifique de mari philosophe et grognon. M^{lle} Gaby Morlay est la grâce de cette représentation qu'elle illumine de sa spirituelle et gaminie gentillesse. Le plantureux M. Pauley n'a qu'à paraître, sous les traits du naïf Van Petersbom, pour mettre toute la salle en joie. M. André Luguët dessine de la plus amusante façon une silhouette de diplomate sportif, sir Yvor Rosetry, attaché britannique. M. Pierre Etchepare est un Jacques Grandier d'une parfaite élégance. M. Lucien Dayle est impayable de désespoir comique devant ce défilé de noms exotiques à coucher dehors. M. Robert Tournier en photographe, M^{me} Rachel Launay en Américaine, et Maria Fromet en invitée, complètent un ensemble qui, de l'aveu de M. de Croisset, a dépassé celui même que rêvaient les deux auteurs.

L'habile mise en scène de M. Victor Boucher, le frais décor brossé en quelques jours par M. Bertin, cet entourage de portraits fameux exposés aux *Cent ans de vie française*, l'élégance et le goût que M. Jean Charpentier excelle à mettre dans tous les détails d'une organisation d'art, l'atmosphère de fine intellectualité créée par un auditoire qui saisissait au vol les nuances les plus insaisissables, tout cela réuni a fait de ces représentations quelque chose d'unique.

Les Précieuses de Genève, qui devaient avoir trois actes, seront-elles terminées? Nous savons les scrupules qui ont jusqu'ici retenu

M. de Croisset et qui lui font honneur. Mais le plan des actes suivants était tracé, arrêté scène par scène; mais de ces scènes quelques-unes étaient écrites; au surplus, M. de Croisset est imprégné de l'esprit dans lequel les deux collaborateurs avaient préparé l'œuvre commune. Se laissera-t-il persuader? Écho fidèle, je me borne à lui dire que, l'autre semaine, ce vœu était sur les lèvres de tous les spectateurs.

A la séance solennelle de la Sorbonne, la partie officielle, que nous reproduisons dans notre *Supplément*, a été suivie d'une partie artistique pour laquelle nous avons obtenu le concours gracieux d'artistes éminents que nous ne saurions trop remercier. Le parfait lettré qu'est M. Jules Truffier avait établi le programme et, pour chaque morceau, nous avait ménagé des interprètes de premier choix. Lui-même nous donna la joie de l'entendre dire, avec sa maîtrise des meilleurs jours, quelques mots, — d'Alfred de Musset! — sur *La Fontaine*. M^{me} Segond Weber anima d'un souffle superbe *le Vol de la Marseillaise*, qu'à la même place, je me souviens d'avoir entendu déclamer au poète lui-même, pendant la guerre. M^{me} Cécile Sorel dit avec une suprême élégance les *Conseils à une Parisienne*; M^{lle} Bovy, avec une spirituelle ironie, la *Ballade à la lune*; et M^{me} Jérôme Tharaud, avec une gravité émue, un fragment de la *Maison du Berger*. Puis ce fut tour à tour la *Nuit d'octobre* magistralement interprétée par M. Albert Lambert et M^{lle} Roch, et, pour finir en gaieté, *Un gros chagrin*, de Courteline, où M^{me} Jeanne Granier et M^{lle} Marie Leconte firent assaut de la plus amusante fantaisie, qui déclama d'enthousiastes applaudissements.

A la Comédie-Française nous devons une soirée Musset où M. André Brunot débita à ravir l'*A propos* de M. André Rivoire que nous publions dans ce numéro. Ce fut une merveille d'intelligence nuancée, de souplesse, de variété et de bonne grâce. Au programme, la *Nuit vénitienne*, somptueusement mise en scène, et le *Chandelier* nous ont permis de mesurer tout le chemin parcouru depuis l'échec subi à l'Odéon un soir de 1830, — heureux échec qui nous a valu ces *Comédies et Proverbes*, écrits pour la *Revue*, publiés par elle, et dont la Comédie Française, par la plume de M. Rivoire et par la bouche de M. Brunot, l'a si joliment remerciée.

Ce fut enfin à l'Hôtel de Ville, M^{lle} Roch, qui vint, avec une grâce particulièrement piquante chez une tragédienne, dire de jolis vers, prestes et légers de M. Hugues Delorme : l'*Imromptu de l'Hôtel de Ville* :

Une jeune personne vêtue à la mode de 1830, fait la révérence et se présente au public :

De l'âge n'ayant pas encor subi l'affront,
Je suis la jeune Centenaire
Sans amertume au cœur et sans rides au front.

Tout d'abord excusez ma toilette anormale
Du moins anachronique et que, hasard charmant,
J'ai tantôt retrouvée au fin fond d'une malle
Me venant de la grand mère de ma maman...

Résolument cosmopolite
(Mon titre l'affirmait assez)
En France je groupai l'élite
Des talents des âges passés :
Historien et philosophe,
Orateur et rythmeur de strophe,
Romancier, critique, savant,
Tous s'enrôlaient sous ma bannière...
Connaissant la bonne manière,
Je ne cherchai pas plus avant;
Et maintenant je continue
A trouver partout bon accueil;
Fière d'être la bien venue
Aux jours de fête, aux soirs de deuil!...

Mais si j'ai savouré plus d'un touchant hommage
Au cours béni de mes cent ans,
Paris ne m'avait pas encor (c'était dommage)
Adressé le salut de ses représentants...

Merci, Messieurs, d'avoir comblé cette lacune...

A notre tour, nous disons merci à l'ingénieux poète et à sa gracieuse interprète, pour avoir si gentiment remercié le Conseil municipal et dit à son président, ce grand ami des lettres qu'est le marquis d'Andigné, notre gratitude pour avoir si généreusement manifesté par sa splendide hospitalité l'intime union de Paris et de la *Revue*.

RENÉ DOUMIC.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Notre chronique du 1^{er} décembre posait deux questions dont elle expliquait l'importance : la réforme de la constitution, tentée en Autriche par le chancelier Schober, sera-t-elle réalisée ? Quel sera le nouveau ministère en Tchécoslovaquie ? Les événements ont apporté à ces deux interrogations des réponses satisfaisantes que nous nous contentons aujourd'hui d'enregistrer et que voici.

Le Conseil national de Vienne a adopté en troisième lecture, à l'unanimité, le projet de M. Schober. Des négociations antérieures avaient abouti, sur tous les points importants, à une entente. L'action des Heimwehren, patronnés par Mgr Seipel, a porté ses fruits et inspiré aux socialistes une sagesse qui, pour être un peu forcée, n'en est pas moins méritoire. M. Schober a très habilement présenté son indispensable réforme comme une « œuvre de paix qui ne laisse ni vainqueurs ni vaincus ». Il a consenti quelques amendements ; c'est ainsi que le chef social-démocrate de Vienne garde les prérogatives essentielles qu'il tient de la constitution de 1920, mais les finances de la capitale seront désormais contrôlées par le pouvoir central. Nous avons indiqué déjà les grandes lignes de la réforme : elle consacre « le double caractère démocratique et fédéraliste de la République d'Autriche ». M. Schober en a précisé lui-même le caractère et la portée : « Elle crée un lien nouveau qui resserre notre confédération et scelle notre communauté indivisible. Cette œuvre, d'une grande portée nationale, doit ouvrir la voie au retour de la prospérité. Il faut que, de nouveau, on puisse donner raison au poète : l'Autrichien a une patrie, il l'aime et a ses raisons de l'aimer. » M. Schober a bien mérité de son pays et de l'Europe.

A Prague, comme nous le laissions prévoir, c'est, après six semaines de négociations épineuses, un nouveau cabinet Udržal qui

assume le pouvoir. Mais la nouvelle coalition qui le soutient est beaucoup plus étendue qu'avant les élections du 27 octobre ; les piliers principaux sont les agrariens et les socialistes (socialistes tchèques, social-démocrates allemands, socialistes nationaux : 96 voix). Les catholiques tchèques sont représentés au gouvernement et font partie de la coalition, mais les Slovaques autonomistes de l'abbé Hlinka et les chrétiens-sociaux allemands restent en dehors. Le ministère dispose d'une forte majorité : 240 voix sur 300 ; il n'y a pas de raison pour qu'il ne dure pas longtemps et l'on peut espérer qu'il continuera énergiquement l'œuvre de cohésion morale et nationale commencée par la précédente législature sous l'inspiration de ces hommes d'État vraiment dignes de ce nom que sont le président Masaryk et M. Beneš.

Les travaillistes britanniques, pressés d'obtenir, dans les affaires extérieures, des succès qui puissent apaiser leur clientèle et compenser la faillite déjà flagrante de leur politique sociale, impuissante à arrêter les progrès du chômage, prétendent mettre les bouchées doubles et entasser conférences sur conférences. Le 3 janvier, c'est l'ouverture de la deuxième session de la conférence de La Haye ; elle ne paraît pas se présenter sous de favorables auspices. Le 13, est fixée à Genève la réunion du Conseil de la Société des nations, avec un programme assez chargé, dont la sempiternelle question des « optants » hongrois forme le plat de résistance. Enfin, le 21, doit se tenir à Londres la conférence navale des cinq puissances qui occupe depuis longtemps les chancelleries et qui tient une si grande place dans les vastes desseins des deux démocraties anglo-saxonnes. Précipitation, confusion ! Il faudra sans doute apporter au dernier moment quelques modifications à un programme si chargé ; mais le gouvernement français n'a pas voulu se montrer intransigeant sur une question de date, car il sera obligé, sur le fond, de ne consentir aucune concession nouvelle ni à La Haye, ni à Londres. La France entend que ces nouvelles conférences ne coûtent rien ni à son trésor, ni à sa sécurité, ni à sa dignité. Aménagements, soit ; ententes, sans doute ; concessions, non. L'opinion publique, chez nous, ne tolérerait pas une seconde édition des aménités de M. Snowden.

En prévision des prochains engagements, le ministre des Affaires étrangères, M. Arthur Henderson, nous a décerné quelques paroles aimables. A une fête du Comité France-Grande-Bretagne, le 13 décembre, en réponse à une allocution chaleureuse de notre ambassa-

deur, M. de Fleuriau, le chef du Foreign Office, évoquant un passé glorieux et fécond, a déclaré que les deux pays naguère alliés pouvaient encore trouver un égal intérêt à une active collaboration; il a rappelé que M. Ramsay MacDonald, arrivant au pouvoir en 1924, écrivait à M. Poincaré, président du Conseil : « Je suis convaincu que ce n'est que par une action commune entre la France et l'Angleterre, par une coopération entre les deux pays à laquelle je suis tout prêt à participer, que la restauration de l'Europe pourra être accomplie. » C'est là, encore à l'heure actuelle, une incontestable vérité; mais on peut craindre que, comme en 1924, le gouvernement travailliste ne se rende pas compte des conditions dans lesquelles une pareille coopération pourrait devenir une bienfaisante réalité. La France entend n'en pas faire les frais. Avec le fléau du chômage et sur le même plan, la revision des traités de 1919 a été l'article essentiel du programme électoral des travaillistes et aussi des libéraux dont les suffrages font vivre le ministère. Hier encore, le *Daily Herald*, organe du Labour party, dénonçait, à l'occasion de la mort de M. Clemenceau, « les crimes et les folies de Versailles ». La destruction du traité de Versailles, serait-ce donc là ce que M. MacDonald et M. Henderson appellent la « restauration » de l'Europe? Sur ce terrain, il est superflu d'affirmer qu'aucune coopération n'est possible ou souhaitable. Il convient cependant d'enregistrer les paroles aimables de M. Henderson et ses bonnes intentions, afin de les lui rappeler à l'occasion; mais on peut se demander s'il ne s'agit pas là d'une préparation diplomatique à cette conférence navale dont nous montrions, il y a quinze jours, la capitale importante.

C'est aussi une sorte de préface aux événements qui se préparent, que le discours prononcé par M. Curtius au Reichstag, le 29 novembre. M. Curtius a pris, à titre définitif, la succession de M. Stresemann à la Wilhelmstrasse et, pour son début, il a tenu à déclarer qu'il adoptait tout entière, « sans bénéfice d'inventaire », la politique de son distingué prédécesseur; il a mis en lumière avec véracité les avantages que le plan Young apporte à l'Allemagne. « Il faut reconnaître que le plan Young, par rapport au plan Dawes, procure des allègements dont bénéficie le peuple allemand. Les puissances créancières disposent encore, il est vrai, de certains gages, mais, du fait du plan Young, l'étranger cesse d'avoir une influence sur l'économie et l'administration allemandes, et, avant tout, l'Allemagne obtient la libération entière de la Rhénanie sans

contrôle rhénan. » M. Curtius s'abstient d'ailleurs de mentionner les conditions qui devront être remplies avant que ces avantages inespérés soient devenus pour le peuple allemand des réalités. Mais on comprend qu'un homme d'État allemand, conscient, comme l'est M. Curtius, des avantages que la politique de M. Stresemann et le plan Young apportent à son pays, soit exaspéré contre l'agitation nationaliste de M. Hugenberg. Le plébiscite qui a eu lieu le 22 a été l'occasion, dans le pays, de très vives polémiques. Douze députés du groupe des allemands-nationaux, dont le plus connu est M. Treviranus, ont abandonné le parti et cherchent à constituer un nouveau groupe. Le parti nationaliste est très divisé et l'agitation créée par les nombreux journaux, — plus de 200, — que possède M. Hugenberg dans les différentes parties de l'Allemagne et qui constituent sa force très réelle, profite, par une singulière incidence, aux nationaux-socialistes de M. Hitler.

Le 8 décembre ont eu lieu, en Bavière, des élections municipales et, en Thuringe, des élections à la Diète (Landtag); cette double consultation a permis, comme celles qui ont été faites précédemment en Saxe, en Bade, en Prusse, de constater que, si les socialistes et les catholiques conservent leurs positions, les Allemands-nationaux perdent beaucoup de terrain; mais ce n'est pas, tant s'en faut, au profit des partis modérés, démocrates ou populistes qui, eux aussi, sont en recul, mais bien au bénéfice des groupes extrêmes, communistes et surtout nationaux-socialistes. Or, ces « racistes » constituent, dans l'Allemagne d'aujourd'hui, l'élément le plus dangereux, celui qui attire la jeunesse, parce qu'il préconise des solutions de violence et de force. La démocratie, le libéralisme, n'offrent au peuple allemand qui a souffert dans ses intérêts matériels et dans son orgueil national, que de froides abstractions; le socialisme lui apporte cette doctrine vieillie et dépassée du marxisme dont la réalisation logique est le communisme de Moscou; il écoute ce que la *Gazette de Francfort* appelait dernièrement « les appels musicaux » des agitateurs qui, évoquant le lointain passé du germanisme, prêchent une sorte de palingénésie nationale et sociale. Depuis les Ulrich de Hutten et les Frantz de Sickingen, depuis Luther, il y a toujours eu, en Allemagne, des oreilles prêtes à écouter les excitations d'une sorte de romantisme nationaliste et antiromain; depuis Carlstadt et Munzer, il y a toujours eu des bras prêts à s'armer pour la destruction et le nivellement social. Le racisme de M. Hitler plonge ses racines loin dans l'histoire allemande, en même temps

qu'il puise des inspirations aux courants les plus récents et les plus proches, tels que le fascisme italien.

Le succès actuel et assez inattendu des racistes ne sera-il qu'un feu de paille? Il est difficile de le prévoir. Ce qui est certain c'est que les partis de gouvernement recueillent aujourd'hui les mauvais fruits des concessions qu'ils n'ont pas cessé de prodiguer au nationalisme allemand. M. Curtius, dans son discours, nous en donne une nouvelle preuve quand il consacre un couplet bien inutile au « mensonge des responsabilités ». Ainsi M. Stresemann lui-même éprouvait le besoin, après avoir, à la Société des nations, prodigué à l'Europe pacifique les assurances de sa coopération, de flatter au *Bierabend* les passions nationalistes. M. Curtius, lui aussi, est le prisonnier d'une politique de concessions qui a commencé dès l'époque de l'assassinat des Kurt Eisner, des Erzberger, des Rathenau. « La pétition pour le plébiscite, a-t-il dit, veut faire croire que la politique extérieure du Reich est conduite par l'aveu de la culpabilité de l'Allemagne. Jamais l'Allemagne n'a reconnu cette culpabilité et tous les gouvernements allemands ont solennellement rejeté, à diverses reprises, cette assertion fausse du traité de Versailles. »

Tenons compte des circonstances actuelles et de la campagne gouvernementale contre le plébiscite Hugenberg; il reste qu'une affirmation aussi catégorique et aussi désobligeante pour la France n'était pas nécessaire et qu'elle est dangereuse, parce qu'elle donne du jeu aux nationalistes et parce qu'elle ruine la base du traité et des réparations. Il faut alors présenter les paiements de réparations, le plan Young, dont on se félicitait tout à l'heure, comme le résultat d'un abus de la force; et c'est porter de l'eau au moulin de M. Hugenberg et de M. Hitler. Les mots nous sont assez indifférents et mieux vaudrait peut-être que l'Allemagne payât de bon gré ce qu'elle doit plutôt que par autorité de justice. Il n'en reste pas moins que le gouvernement du Reich, dont nous admettons la loyauté, sera fort embarrassé pour répondre aux partisans de Hugenberg et de Hitler qui, au moment où le dernier soldat français aura quitté la Rhénanie, viendront le sommer de ne plus payer, puisqu'il n'y sera plus obligé que par ses engagements. Voilà pourquoi il est indispensable d'aboutir à la commercialisation de la dette allemande avant d'abandonner nos derniers gages. M. Curtius, bien involontairement, nous en donne lui-même une nouvelle preuve. Le plébiscite Hugenberg ne pouvait être, dans les conditions où il était engagé, à l'encontre de toutes les forces gouvernementales, qu'un

échec et il en a été un. Mais il a montré la position fautive dans laquelle se sont mis volontairement tous les gouvernements qui se sont succédé au pouvoir.

Le plébiscite a donné lieu, dans toute l'Allemagne, le 22 décembre, à un vote. Les partis hostiles à la proposition Hugenberg, c'est-à-dire partisans de l'acceptation du plan Young, avaient donné à leurs troupes la consigne de l'abstention. Le résultat a été le suivant : pour la loi Hugenberg 5 825 082, contre 337 320, votes nuls 130 707 ; le nombre des abstentions a donc été de 35 818 064. Les nationalistes ont cependant multiplié les mensonges les plus éhontés pour battre le rappel. C'est ainsi qu'une affiche affirmait que, si le plan Young entre en vigueur, toute la jeunesse allemande des deux sexes sera soumise à un conseil de revision, après lequel les sujets les plus robustes seront envoyés dans les colonies pour y être astreints à quelques années de travail forcé au profit des Alliés. Cette propagande n'est cependant pas restée sans effet, puisque la pétition pour le plébiscite n'avait recueilli que 4 136 384 signatures ; M. Hugenberg réalise donc un gain d'environ 1 700 000 voix. Le plébiscite est un échec, il n'est pas un écrasement. Il subsiste une minorité nationaliste remuante, résolue, dangereuse, prête à profiter de chaque déception que la réalité, comparée à des promesses imprudentes et sans fondement, ne saurait manquer d'apporter au peuple allemand. C'est surtout l'intervention de M. Schacht qui a présidé la campagne Hugenberg.

Le cabinet Müller, qui n'est pas solide et qui a quelque peine à faire accepter le plan Young par une opinion publique constamment trompée par la presse, a dû subir la dangereuse offensive du Dr Schacht. Le président de la Banque d'Empire a pris la responsabilité de présenter au peuple allemand le plan Young tel qu'il était sorti de la conférence des experts et de conseiller au gouvernement de l'accepter ; mais il rejette la responsabilité des changements intervenus à La Haye pour complaire à M. Snowden. M. Schacht nourrit de hautes ambitions politiques et brûle de jouer un rôle de premier plan dans la politique du Reich. Son caractère impétueux, la conscience qu'il a de sa supériorité, le mépris qu'il affiche pour ses adversaires, l'empêchent parfois de mesurer toutes les conséquences de ses actes.

Le président de la Banque du Reich sait qu'il a assumé, en signant le plan Young, une responsabilité particulièrement lourde, puisque c'est lui-même qui va être appelé à l'exécuter. Du fait de la suppres-

sion du comité des transferts et de l'obligation désormais assumée par l'Allemagne d'accomplir elle-même les transferts nécessaires, sans aucune restriction, du moins pour la partie inconditionnelle de l'annuité, c'est le président de la Reichsbank, gardien de la devise allemande, qui est désormais seul responsable de l'exécution de ces transferts. On comprend qu'il cherche à se couvrir et, en cas d'échec, à en décliner la responsabilité. Il se réserve sans doute, comme il l'a déjà laissé entendre, de reprocher un jour aux Alliés de n'avoir rien tenté pour abaisser les barrières douanières et pour faciliter le développement du commerce international sans lequel, à son avis, l'Allemagne ne saurait faire face aux réparations. Et, dès maintenant, il accuse son propre gouvernement d'avoir aggravé les engagements extérieurs de l'Allemagne et de compromettre, par une mauvaise politique financière, le développement de l'économie nationale.

Le chancelier Müller n'a pas eu beaucoup de peine à montrer que, sur le premier point au moins, les griefs de M. Schacht étaient ou mal fondés, ou très exagérés. Le prétendu reliquat de 400 millions de marks représentant l'excédent du plan Dawes sur le plan Young du 1^{er} avril au 31 août 1929, et qui d'ailleurs ne dépassait pas 300 millions, n'a jamais été destiné à revenir à l'Allemagne qui, par suite, n'a pas eu à l'abandonner; si les experts anglais et italiens, avant déjà reçu plus que leur part, s'en désintéressaient, les Français ont toujours considéré cet excédent comme devant revenir aux Alliés en vertu des accords de Spa et de Paris: ainsi en ont, à La Haye, décidé les gouvernements à qui il en avait été référé. De même, en concluant un accord avec la Belgique au sujet des marks émis durant l'occupation, le ministère Müller n'a pas contracté une obligation nouvelle; il a simplement donné une forme définitive à un règlement dont le principe était admis depuis longtemps.

Quant aux critiques formulées par M. Schacht sur la politique financière du gouvernement, il faut reconnaître qu'elles ne sont pas sans fondement. Cette situation défavorable est le résultat d'errements anciens que M. Parker Gilbert, on s'en souvient, avait dénoncés énergiquement dans ses rapports, et qui tiennent en partie à la constitution même du Reich. Le gouvernement actuel, comme tous les gouvernements issus d'une coalition, se sent trop faible et trop précaire pour pouvoir tenter des réformes profondes. L'offensive de M. Schacht a eu au moins un bon résultat, c'est d'inciter le gouvernement à déposer un projet pour porter remède au déficit de la tré-

sorerie. Le ministère des Finances, à la fin de l'année, se trouve, en effet, en présence d'un trou de 330 millions de marks qui devront être demandés aux banquiers américains par l'intermédiaire de la Reichsbank. Cette situation s'améliorera si le plan Young est définitivement substitué au plan Dawes, et l'on comprend que le gouvernement ait hâte d'en arriver là et maudisse le plébiscite Hugenberg. Il faudra néanmoins voter des impôts nouveaux : augmentation des droits sur la bière et sur le tabac, accroissement de la cotisation des patrons et ouvriers pour l'assurance-chômage afin d'alléger la charge qui incombe à l'État. M. Schaht estime à 500 millions de marks les charges nouvelles nécessaires à l'équilibre du budget ; il est le porte-parole des banquiers américains qui consentent à avancer de l'argent à l'Allemagne, mais à la condition de se trouver en présence d'un budget en ordre et en équilibre. L'Allemagne peut, dans une large mesure, augmenter ses impôts, car il s'en faut, et de beaucoup, que sa dette publique, presque entièrement liquidée, pendant la période d'inflation, avec une monnaie avilie, puisse être mise en balance avec celles de la France ou de l'Angleterre.

C'est là une situation que l'opinion française connaît et qu'elle n'accepte pas aisément. L'expression « capacité de paiement » qui figure dans les traités et les accords n'est pas interprétée dans le même sens en France et en Allemagne. On admet, chez nous, qu'un débiteur doit s'acquitter de ses dettes au prix des plus grandes privations ; l'honneur l'exige et la France a montré, après 1870, comment elle savait tenir ses engagements. En Allemagne, la portée des mots n'est pas la même : on consent à payer les réparations, mais après toutes les autres dépenses, même somptuaires, même superflues, des particuliers, des villes, des « pays » et de l'État. C'est ainsi que, depuis quelques mois, la ville de Königsberg dépense des centaines de millions en aménagements de jardins, de parcs, de pièces d'eau, de gares dont la nécessité n'était nullement urgente. Et il n'est pas une ville d'Allemagne qui, sous des prétextes démocratiques, ne se livre à de pareilles prodigalités, dont le moins qu'on en puisse dire, est qu'elles pouvaient attendre. De telles constatations indignent à bon droit l'opinion des Français beaucoup plus chargés d'impôts que les Allemands.

La controverse entre le gouvernement et le président de la Banque du Reich s'est terminée au Reichstag par un vote de confiance. Une crise ministérielle, en ce moment, eût risqué de retarder la conférence de La Haye ; mais le ministre des Finances, le social-

démocrate Hilferding, a donné sa démission et a été remplacé par le ministre de l'économie nationale, M. Moldenhauer, populiste, qui, lui-même, a pour successeur le social-démocrate Robert Schmidt. Le ministère sort de cette passe d'armes affaibli, divisé et d'autant plus compromis qu'il a eu la faiblesse de désigner M. Schacht comme l'un de ses représentants à La Haye. La *Gazette de Francfort* du 18 décembre, dans un article très remarqué, attaque avec virulence M. Schacht et blâme le gouvernement qui continue à négocier avec lui; elle n'admet pas qu'un simple citoyen, si importante que puisse être sa fonction, tienne en échec le gouvernement et le régime constitutionnel de l'Allemagne. M. Schacht est, selon ce journal, le représentant des grands producteurs qui réclament l'abaissement des impôts. Il s'est opposé à ce que la ville de Berlin contracte un emprunt auprès de banquiers américains qui, eux, estimaient bon et solide le crédit de la capitale; il crée ainsi une atmosphère de panique très nuisible au bon renom des finances allemandes. « Nous ne voulons point, écrit la *Gazette*, que le président de la Reichsbank se crée une situation dictatoriale à côté et au-dessus des autorités constitutionnelles de l'État. » Le statut du plan Dawes a rendu la Reichsbank indépendante du gouvernement; il ne s'ensuit pas que le Reich puisse devenir dépendant de la Banque. Le ministère doit avoir « la volonté inébranlable de faire respecter la liberté politique. Il faut que le gouvernement et le peuple reconnaissent le péril qui se manifeste ici d'une manière effrayante ».

On voit que la seconde session de la conférence de La Haye ne paraît pas devoir, comme on dit, marcher toute seule. La Commission d'experts réunie à Baden-Baden est arrivée, sans trop d'éncombres, à mettre sur pied un statut de la Banque internationale. Elle aura seulement pour mission de répartir les annuités allemandes, mais elle ne sera pas chargée de transférer aux États-Unis les paiements de leurs créanciers : voilà, du coup, son rôle singulièrement restreint et son utilité notablement diminuée. L'opposition de Washington prive la Banque de cette fonction d'arbitrage international entre les obligations de l'Allemagne vis-à-vis des Alliés et les engagements des Alliés envers les États-Unis qui aurait soulagé les gouvernements du lourd souci du règlement des dettes et des réparations. On reconnaîtra, dans cette solution, l'irréductible particularisme des États-Unis et aussi les défiances de tous les États à l'égard de toute institution qui pourrait apparaître comme un super-État. Une fois de plus, l'intransigeance et l'incompréhension des Amé-

ricains paralysent le règlement des difficultés nées de la guerre.

Le plan Young prévoit le règlement définitif et complet de ce que l'on appelle les « réparations orientales », c'est-à-dire les règlements financiers de toute nature consécutifs à la guerre et intéressant les États de l'Europe orientale et centrale. Mais les « réparations orientales » n'intéressent pas seulement les puissances de l'Est ; contrairement à ce que répétait publiquement à La Haye l'un des représentants français, la France y est intéressée pour une forte part, 26 pour 100. Ici, les difficultés paraissent inextricables ; il est vrai que la Hongrie et la Bulgarie les ont embrouillées à plaisir et cherchent par toute sorte de moyens à se dérober à leurs obligations, tout en exigeant le paiement de ce qui leur est dû à elles-mêmes au titre des biens privés ou expropriés. C'est le monde renversé, et M. Mironesco, le distingué ministre des Affaires étrangères de Roumanie, demande ironiquement pour son pays « la situation de vaincu ».

La Pologne s'est mise d'accord avec l'Allemagne ; mais elle a consenti d'importantes concessions dans l'espoir d'aboutir à un traité de commerce, et voilà que les négociations sont rompues ou du moins interrompues. En Hongrie, le comte Bethlen qui, souvent déjà, a lassé l'Europe par sa tactique d'atermoiements et de faux-fuyants, — rappelons seulement l'affaire des faux billets, celle des mitrailleuses, — espère, cette fois encore, se tirer d'affaire à bon compte. La Hongrie a obtenu un moratoire jusqu'à 1943 et prétend ne rien payer après cette date. En revanche, elle refuse d'établir une compensation entre ses propres dettes de réparations et les créances des optants hongrois ; en sorte que, ne payant rien de ce qu'elle doit, elle percevrait tout ce qui lui est dû. L'opération, on le voit, est assez ingénieuse. Le comte Bethlen, qui en est l'inventeur, s'y attache avec d'autant plus d'énergie que lui-même serait, avec une centaine d'autres familles magyares, le principal bénéficiaire des indemnités réclamées par les optants. Ainsi ce n'est pas le peuple hongrois, laborieux et honnête, qui tient tête à l'Europe, c'est le comte Bethlen à la tête d'un syndicat de grands aristocrates, propriétaires de vastes *latifundia*. Si ce scandale continue, il faudra que la Commission des réparations, dont c'est la fonction, fixe elle-même les annuités que devra payer la Hongrie.

La Bulgarie n'est pas plus raisonnable. Elle n'a pourtant pas à se plaindre du traitement que les grandes puissances lui ont réservé. L'article 121 du traité de Neuilly fixait à 2 250 millions de

francs-or le montant des réparations dues par la Bulgarie. En 1923, un état de paiements allégeait cette charge d'environ moitié et prévoyait le versement d'une annuité croissante, allant de 5 millions en 1923 à 43 millions de francs-or en 1936 et se maintenant à ce chiffre de 1936 à 1956, après quoi un nouveau règlement interviendrait. En outre, étaient prévues une possibilité de revision de la capacité de paiement et une garantie de transfert. La Bulgarie, jusqu'ici, s'est acquittée de ses annuités. Pour arriver, dans l'esprit du plan Young, à un règlement « définitif », il fallait supprimer la possibilité d'une revision de la capacité de paiement et fixer le nombre des annuités. La Commission a proposé, de 1929 à 1966, trente-sept annuités moyennes de 15 millions. Une telle annuité, en valeur actuelle, ne représente plus que 250 millions de francs-or, soit un abattement de 88 pour 100 sur le chiffre du traité de Neuilly. Ce chiffre a été encore abaissé de 13 à 12,5 millions. Il faut espérer qu'enfin MM. Bourof et Molof, ministres des Affaires étrangères et des Finances, reconnaîtront les procédés, plus que généreux, dont les puissances usent envers la démocratie paysanne de Bulgarie. La somme annuelle qu'on lui réclame aujourd'hui ne représente pas 6 pour 100 de son budget, c'est-à-dire moins qu'aucun autre État n'a à supporter pour ses charges de guerre. Un Bulgare, actuellement, porte sensiblement la même charge d'impôts qu'avant la guerre, soit 45 francs-or, alors qu'un Grec paie 100 francs et un Roumain 66.

M. Mironesco vient d'avoir à Prague d'importants entretiens avec M. Benès. La solidité de la Petite Entente et le bon accord des trois puissances qui la constituent n'ont jamais été plus complets ; elles ont déclaré que si, à La Haye, n'intervenait pas une solution équitable des réparations orientales, elles refuseraient de signer le plan Young. Leur énergie est de bon augure. Il n'en reste pas moins que la conférence de La Haye va se trouver aux prises avec des difficultés telles que ce ne sera pas trop de la plus étroite solidarité entre les puissances alliées, grandes et moins grandes, pour en venir à bout. Le mois de janvier politique promet d'être fort agité.

RENÉ PINON.

ERRATUM : Livraison du 1^{er} décembre 1929, p. 641 ligne 14, au lieu de : lieutenant-colonel Thomasset du 176^e R. I. lire : colonel Thomassin du 372^e R. I.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DUMIC.

l
s
e
a
t
a
e
a
r
t
a
s
a
t
s
s
;
n
e
s
-
é
n
e.
-
i.